

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

28 MARS 2000

**La politique gouvernementale
à l'égard de l'immigration**

RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES
PAR M. WILLE, MME NAGY
ET M. DAÏF

ANNEXES

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1999-2000

28 MAART 2000

**Het regeringsbeleid met betrekking
tot de immigratie**

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER WILLE, MEVROUW NAGY
EN DE HEER DAÏF

BIJLAGEN

Voir:

Document du Sénat:

2-112 - 1999/2000:

Nº 1: Rapport.

Zie:

Stuk van de Senaat:

2-112 - 1999/2000:

Nr. 1: Verslag.

SOMMAIRE

INHOUD

Pages		Blz.
1. Note du ministre de l'Intérieur approuvée par le Conseil des ministres le 1 ^{er} octobre 1999	3	3
2. Dossier d'information sur les activités du gouvernement de la République slovaque dans le domaine de la résolution des problèmes de la minorité nationale rom en Slovaquie, remise par l'ambassadeur de Slovaquie le 20 octobre 1999	32	32
3. Note de Mme Struvay, échevine de l'état civil, la population et les mairies de quartier de la ville de Liège concernant la régularisation de séjour des illégaux, déposée le 20 octobre 1999	44	44
4. Note de M. Vandenhove, bourgmestre de Saint-Trond, sur la régularisation d'illégaux, remise le 20 octobre 1999	47	47
5. Lettre de «Médecins sans Frontières» du 15 novembre 1997 à toutes les administrations communales	50	50
6. Point de vue de l'Union des villes et communes de Wallonie sur la régularisation des illégaux	54	54
7. L'aide au retour: l'un des services offerts par l'Organisation internationale pour les migrations — Exposé de Mme Ndiaye directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du 18 novembre 1999	63	63
8. Le contrôle de l'immigration au Canada — Exposé de M. Bill Lundy du département de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, du 22 novembre 1999	71	71
9. Télécopie du formulaire mis par l'Office des étrangers à la disposition des étrangers en situation illégale désireux d'introduire une demande de régularisation avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1999	75	75
10. Protocole d'accord conclu entre le ministre de l'Intérieur et la Sabena le 4 janvier 1999 concernant le retour des passagers transportés illégalement par la Sabena	78	78
11. Projet d'arrêté royal, communiqué le 18 janvier 2000 par Mme Durant, ministre de la Mobilité et des Transports, relatif à la procédure de reconduite à bord d'avions civils	84	84
12. Circulaire du vice-premier ministre et ministre de l'Intégration sociale, du 23 décembre 1999	90	90
13. Projet d'arrêté royal, communiqué le 1 ^{er} février 2000 par la ministre de l'Emploi, relatif au droit au travail pour les étrangers régularisés	112	112
14. Note fournie par l'Office des étrangers	114	114
15. Note du secrétaire d'État à la Coopération au développement, M. Boutmans, du 9 décembre 1999	118	118

ANNEXE 1

NOTE APPROUVEÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES LE 1^{er} OCTOBRE 1999

Concerne: Note d'orientation générale relative à une politique globale en matière d'immigration.

1. L'accord de gouvernement

Le texte de l'accord de gouvernement aborde l'immigration sous trois aspects :

- le statut des personnes déplacées en raison d'une situation de guerre
- la procédure d'asile
- la régularisation des personnes en séjour illégal.

L'accord de gouvernement prévoit que :

«Le gouvernement mettra en œuvre intégralement la Convention de Genève. En outre, il élaborera un statut cohérent pour les personnes déplacées en raison d'une situation de guerre. Ce statut aura un caractère temporaire et renouvelable. Il impliquera le retour effectif des personnes déplacées dès que prend fin l'état de guerre dans leur pays d'origine et ceci pour autant que leur retour soit effectivement possible. En ce qui concerne les demandeurs d'asile dans le cadre de la Convention de Genève, les procédures seront raccourcies, améliorées et simplifiées dans le respect des droits de la défense.

Reste la question des personnes en séjour illégal. Un organe autonome indépendant disposant d'un personnel suffisant, devra dans le cadre d'une procédure qui respecte les droits de la défense se prononcer, au cas par cas, sur une régularisation éventuelle, en se basant sur des critères stricts définis préalablement par arrêté royal. La demande doit être formulée dans un bref délai après la mise en vigueur de cet arrêté royal.

Entreront en ligne de compte conformément à ces critères :

1. les demandeurs d'asile en fin de procédure qui n'ont pas reçu de décision exécutoire dans un délai de quatre ans (trois ans pour les familles avec des enfants en âge de scolarité) pour autant qu'ils ne représentent aucun danger pour l'ordre public et n'aient commis aucune fraude manifeste lors de l'introduction de la demande ou de la procédure;
2. les personnes qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, ne peuvent retourner;
3. les personnes gravement malades,
4. les personnes qui peuvent faire valoir des circonstances humanitaires bien définies et qui ont développé des attaches sociales durables dans le pays.

Un prêt sans intérêt pourra être octroyé à ceux qui seront renvoyés et qui ont résidé depuis longtemps en Belgique afin de faciliter leur réintégration dans leur pays d'origine.»

Le ministre de l'Intérieur a été confronté immédiatement à un des aspects de cette problématique : la difficulté d'éloigner effectivement contre leur gré un certain nombre de personnes. Après s'être rendu personnellement à Zaventem pour se rendre compte des conditions dans lesquelles s'effectuaient les éloignements, le ministre de l'Intérieur a mis sur pied une table ronde réunissant tous les acteurs concernés par le processus d'éloignement.

2. La table ronde sur les éloignements

Cette table ronde a réuni la gendarmerie, la Sabena, les pilotes, la BIAC (Brussels International Airport Company), la Ligue des

BIJLAGE 1

NOTA GOEDGEKEURD DOOR DE MINISTERRAAD OP 1 OKTOBER 1999

Betreft: Nota inzake algemene beleidslijnen voor een globaal immigratiebeleid.

1. Het regeerakkoord

De tekst van het regeerakkoord benadert de immigratie in drie aspecten :

- het statuut van de ontheemden wegens een oorlogssituatie
- de asielprocedure
- de regularisatie van de illegaal verblijvende personen.

Het regeerakkoord bepaalt het volgende :

«De regering zal de Conventie van Genève onverkort toepassen en bovendien voor de oorlogsontheemden een coherent statuut uitwerken; statuut dat tijdelijk en hernieuwbaar is en daadwerkelijk de terugkeer inhoudt, zodra de oorlogssituatie in het land van herkomst ophoudt te bestaan en dit voor zover hun terugkeer daadwerkelijk mogelijk is. Wat de asielzoekers in het kader van de Conventie van Genève betreft, zullen de procedures ingekort, verbeterd en vereenvoudigd worden, met behoud van alle rechten van de verdediging.

Wat de in ons land verblijvende illegalen betreft zal een onafhankelijk instantie, met een procedure die de rechten van de verdediging eerbiedigt en die voldoende bestaat is, zich geval per geval uitspreken over een mogelijke regularisatie en dit op basis van voorafgaandelijk geformuleerde strikte criteria waarbij de aanvraag binnen een korte periode na de inwerkingtreding moet worden ingediend.

Overeenkomstig deze criteria zullen in aanmerking komen :

1. uitgeprocedeerde asielzoekers die binnen een termijn van vier jaar geen uitvoerbare beslissing hebben ontvangen (drie jaar voor families met schoolgaande kinderen) en geen gevaar betekenen voor de openbare orde of manifeste fraude bij het indienen van de aanvraag of in de asielprocedure hebben gepleegd,
2. de personen die om redenen onafhankelijk van hun wil onmogelijk kunnen terugkeren,
3. ernstig zieke personen,
4. personen die welbepaalde problematische humanitaire omstandigheden kunnen doen gelden en die hier duurzame sociale contacten hebben ontwikkeld.

Aan zij die afgewezen werden en langdurig in België verbonden hebben, kan een renteloze lening worden toegekend teneinde hun herintegratie in hun land van herkomst te vergemakkelijken.»

De minister van Binnenlandse Zaken werd onmiddellijk geconfronteerd met een van de aspecten van deze problematiek : het probleem om een aantal personen daadwerkelijk tegen hun wil te verwijderen. Nadat hij persoonlijk naar Zaventem gegaan is om zich te vergewissen van de omstandigheden waarin de verwijderingen plaatsvonden, werd er een rondetafelgesprek georganiseerd waarbij alle actoren die bij het verwijderingsproces betrokken waren, aanwezig waren.

2. Het rondetafelgesprek over de verwijderingen

Dit gesprek heeft drie weken geduurde, en heeft de rijkswacht, Sabena, de piloten, BIAC (Brussels International Airport

droits de l'homme, l'Office des étrangers, l'administration de l'Aéronautique mais aussi des Affaires étrangères, ainsi que le professeur Vermeersch, qui avait longuement étudié la question pour le compte du gouvernement précédent et avait dégagé un certain nombre de propositions concrètes.

La table ronde a dégagé 10 propositions visant à concrétiser les objectifs généraux de la politique en la matière :

- 1) un audit des services du département qui sont impliqués dans la politique des étrangers;
- 2) une réforme de la procédure d'asile;
- 3) en matière d'immigration, la mise en place des fonctionnaires à l'immigration, d'un statut pour les réfugiés de guerre, et d'un nouvel organe autonome et indépendant pour des régularisations éventuelles;
- 4) l'assouplissement et la simplification de la politique en matière de visas;
- 5) l'amélioration des circonstances matérielles des personnes qui attendent d'être éloignées;
- 6) l'accompagnement psychologique et social des personnes qui sont expulsées;
- 7) la création d'un Observatoire permanent à l'immigration;
- 8) l'encouragement et l'accompagnement des personnes lors de leur retour volontaire;
- 9) des mesures coercitives à prendre lors d'expulsions forcées;
- 10) le développement d'un programme de formation et d'assistance des personnes à leur retour.

Il apparaît clairement qu'un certain nombre de points soulevés touchent à l'ensemble de la politique d'immigration. Ils feront l'objet d'un développement plus détaillé dans la présente note.

Cette table ronde a eu le mérite de mettre en exergue un aspect fondamental de la politique globale : tout ce que nous pourrions être amenés à décider en amont de l'éloignement est inutile si l'étranger qui ne répond à aucun des critères requis, au terme d'une procédure simple, rapide et respectueuse des droits de la défense, n'est pas persuadé qu'il sera inéluctablement et effectivement éloigné. Cet éloignement constitue dès lors l'aboutissement nécessaire de la procédure et la condition sine qua non de toute politique d'immigration.

3. État de la situation

A. L'explosion des demandes d'asile.

Depuis 1988, année de la création du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), environ 175 000 personnes ont demandé le statut de réfugié en Belgique.

On est passé de 4 476 demandes en 1988 à 21 240 demandes en 1998. Pour les neuf premiers mois de l'année, nous avons déjà atteint le chiffre de 22 712 demandes. Seuls 5 % d'entre eux sont arrivés par avion. Par ailleurs, sur ce même nombre, il faut savoir que 73 % proviennent de l'Europe de l'Est. Un record a été atteint le 16 août dernier, avec 293 demandes pour ce seul jour. Il serait simpliste d'attribuer une seule cause à cette croissance. Il s'agit dans certains cas de demandes fondées, mais aussi et souvent, de demandes abusives.

Cet afflux spectaculaire de demandeurs d'asile (500 personnes se retrouvent quotidiennement devant l'Office des étrangers) provoque de graves problèmes de sécurité publique : coups et blessures, tentatives de vol, saleté repoussante des abords, présence de

Company), de Liga voor de rechten van de Mens, de Dienst Vreemdelingenzaken, het bestuur van de Luchtvaart maar ook Buitenlandse Zaken en professor Vermeersch, die zich voor rekening van de vorige regering uitgebreid over de kwestie gebogen heeft, en die een aantal concrete voorstellen uitgewerkt had, rond de tafel samengebracht.

Uit het rondetafelgesprek zijn 10 voorstellen gekomen voor de concretisering van de algemene doelstellingen van het beleid terzake :

- 1) een audit van de diensten van het departement die betrokken zijn bij het vreemdelingenbeleid;
- 2) een hervorming van de asielprocedure;
- 3) inzake immigratie : de aanstelling van de immigratieambtenaren, een statuut voor de oorlogsvluchtelingen, en een nieuw autonoom en onafhankelijk orgaan voor eventuele regularisaties;
- 4) de versoepeling en de vereenvoudiging van het beleid inzake visa;
- 5) de verbetering van de materiële omstandigheden voor personen die op hun uitwijzing wachten;
- 6) de psychologische en sociale begeleiding van de personen die uitgewezen worden;
- 7) de oprichting van een vast Observatorium voor de migratie;
- 8) de aanmoediging en de begeleiding van de personen tijdens hun vrijwillige terugkeer;
- 9) dwangmaatregelen die getroffen moeten worden bij gedwongen uitwijzingen;
- 10) de uitwerking van een programma voor opleiding en bijstand van de personen bij hun terugkeer.

Het blijkt duidelijk dat een aantal aangehaalde punten betrekking hebben op het hele immigratiebeleid. Zij zullen derhalve meer gedetailleerd besproken worden in deze nota.

Dankzij dit rondetafelgesprek is er een fundamenteel aspect van het algemene beleid naar voren gekomen : alles waartoe wij zouden kunnen beslissen voorafgaande aan de verwijdering, is zinloos als de vreemdeling die aan geen enkel vereist criterium voldoet, na verloop van een eenvoudige en snelle procedure met eerbetreding van de rechten van de mens, er niet van overtuigd is dat hij onvermijdelijk en daadwerkelijk verwijderd zal worden. Deze verwijdering vormt derhalve het noodzakelijke eindpunt van de procedure en de voorwaarde sine qua non van elk immigratiebeleid.

3. Stand van zaken

A. De explosie van de asielaanvragen

Sinds 1988, het jaar waarin het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen (CGVS) opgericht werd, hebben ongeveer 175 000 personen het vluchtelingenstatuut aangevraagd in België.

Van 4 476 aanvragen in 1988 is men gegaan naar 21 240 aanvragen in 1998. Voor de eerste negen maanden van het jaar hebben wij reeds 22 712 aanvragen ontvangen, slechts 5 % zijn met het vliegtuig gekomen. Er dient opgemerkt te worden dat 73 % van datzelfde aantal afkomstig zijn van Oost-Europa. Er werd een record bereikt op 16 augustus jongstleden, met 293 aanvragen voor die dag alleen. Het zou al te eenvoudig zijn om deze stijging aan slechts één oorzaak toe te schrijven. Het gaat in sommige gevallen om gegronde aanvragen maar vaak ook om aanvragen waarbij sprake is van misbruik.

Deze spectaculaire toename van het aantal asielzoekers (dagelijks bevinden er zich 500 personen voor de Dienst vreemdelingen-zaken) zorgt voor ernstige problemen inzake de openbare veiligheid : slagen en verwondingen, pogingen tot diefstal, weerzinwekk-

trafiquants de drogue, camping sauvage... Le bourgmestre de la ville de Bruxelles a demandé une solution d'urgence au ministre de l'Intérieur. La menace pour l'ordre public, essentiellement à Bruxelles où la plupart des clandestins découverts sur le territoire belge sont renvoyés, a nécessité les décisions que notre Conseil a prises le vendredi 17 septembre 1999.

Un examen attentif des statistiques de ces derniers mois révèle que la majeure partie de l'augmentation provient des pays de l'Est (Slovaquie, Arménie, Géorgie, Roumanie, Bulgarie...). Il s'agit de personnes qui, après être restées tout à fait régulièrement dans notre pays durant trois mois, ne rentrent pas chez elles, reçoivent un ordre de quitter le territoire et viennent dès lors gonfler le nombre de personnes éloignables.

La situation des Kosovars à laquelle nous sommes directement confrontés aggrave la situation. Depuis le début de la crise du Kosovo, environ 20 000 Kosovars ou présumés tels sont arrivés et sont restés en Belgique. Outre le bénéfice du statut de protection temporaire, 15 000 d'entre eux ont demandé l'asile; 5 000 ne bénéficient que du statut de protection temporaire. Un certain nombre d'entre eux ont quitté le pays, mais dès le 2 mars 2000, nous serons confrontés à un énorme problème de résorption de l'arrière vu la reprise du traitement des demandes d'asile.

Plus grave encore : depuis qu'il a été mis fin au statut de protection temporaire le 21 septembre dernier dès lors que la situation de guerre était terminée, de nombreux Kosovars ou présumés tels continuent à affluer. Certains d'entre eux demandent l'asile, alors que la plupart ne peuvent espérer l'obtenir. D'autres, victimes de trafics d'êtres humains, ne demandent même pas l'asile et sont donc dans une situation tout à fait illégale. Ceux-là sont appréhendés quotidiennement par notre gendarmerie à Jabbeke.

L'afflux massif de Kosovars ou présumés tels pose d'énormes problèmes :

- impossibilité de les éloigner vers leur région d'origine, puisque les contacts diplomatiques entrepris pour obtenir un accord de réadmission n'ont toujours pas abouti : tant Pristina (Kosovo) sur le plan militaire que Skopje (ARYM) pour les avions de ligne refusent un tel accord;

- refus des CPAS désignés par l'Office des étrangers d'assumer leurs responsabilités en prenant réellement ces gens en charge. Trop souvent, les CPAS se contentent de donner à ces malheureux une somme d'argent dont ils sont automatiquement dépourvus. Ceux-ci reviennent dès lors au point de départ complètement démunis et incapables de retourner au CPAS concerné;

- refus des pilotes de la Sabena de prendre à bord des personnes éloignées contre leur gré;

- désinformation, manipulation, tentatives d'apitoiement ou visées plus sombres, à l'adresse de l'opinion publique qui ne mesure pas exactement la situation.

L'arrière qui en découle redouble de structurel.

Selon le dernier rapport annuel du Conseil d'État, la durée moyenne totale d'une procédure se situait aux alentours des trois ans avant 1995, et tout porte à penser que cette durée a encore augmenté au vu de l'accroissement des demandes d'asile en 1998 et 1999.

Au 1^{er} janvier 1999, il y avait environ 11 000 demandes en attente d'une décision sur la recevabilité (Office des étrangers et CGRA), et 8 000 demandes en attente d'une décision sur le fond

kende vuilheid van de omgeving, aanwezigheid van drugdealers, wild kamperen... De burgemeester van de stad Brussel heeft een dringende oplossing gevraagd aan de minister van Binnenlandse Zaken. De bedreiging van de openbare orde, vooral in Brussel waar de meeste illegalen die ontdekt worden op het Belgische grondgebied naartoe worden gestuurd, heeft de beslissingen die onze Raad op vrijdag 17 september 1999 genomen heeft, genoodzaakt.

Een aandachtig onderzoek van de statistieken van de voorbije maanden toont aan dat het grootste deel van de stijging afkomstig is uit de Oostbloklanden (Slovakije, Armenië, Georgië, Roemenië, Bulgarije...). Het gaat om personen die, nadat zij gedurende drie maanden volledig op wettige wijze in ons land verbleven hebben, niet naar huis terugkeren, een bevel tot het verlaten van het grondgebied ontvangen, en derhalve het aantal verwijderbare personen de hoogte indrijven.

De situatie van de Kosovaren waarmee wij thans rechtstreeks geconfronteerd worden, verergert de situatie nog. Sinds het begin van de Kosovo-crisis zijn er ongeveer 20 000 Kosovaren of vermeende Kosovaren in België aangekomen en hier gebleven. Behalve het voordeel van het tijdelijke beschermingsstatuut, hebben 15 000 daarvan asiel aangevraagd; 5 000 van hen genieten uitsluitend het tijdelijke beschermingsstatuut. Een aantal van hen hebben het land verlaten, maar vanaf 2 maart 2000 zullen wij te maken krijgen met een enorm probleem inzake het wegwerken van de achterstand gezien het hernemen van de verwerking van de asielaanvragen.

Nog erger is het volgende : sinds er op 21 september jongstleden een einde gesteld werd aan het tijdelijke beschermingsstatuut, omdat de oorlogssituatie beëindigd was, blijven er vele Kosovaren of vermeende Kosovaren toestromen. Sommigen van hen vragen asiel aan, terwijl de meesten van hen niet moeten hopen asiel te kunnen krijgen. Anderen, die het slachtoffer zijn van mensenhandel, vragen zelfs geen asiel aan en bevinden zich dus in een totaal illegale situatie. Zij worden dagelijks aangehouden door onze rijkswacht te Jabbeke.

De massale toestroom van Kosovaren of vermeende Kosovaren zorgt voor enorme problemen :

- onmogelijkheid om ze te verwijderen naar hun streek van herkomst, aangezien de diplomatische contacten die gelegd zijn om een akkoord van wedertoelating te bekomen, nog geen resultaat hebben opgeleverd : zowel Pristina (Kosovo) op het militaire vlak, als Skopje (ARYM) voor de lijnvliechten weigeren een dergelijk akkoord;

- weigering van de OCMW's die aangewezen zijn door de Dienst vreemdelingenzaken om hun verantwoordelijkheid op te nemen door daadwerkelijk voor die mensen te zorgen. Al te vaak stellen de OCMW's zich tevreden met aan deze ongelukkigen een som geld te geven die hen bijna even vlug ontftuist wordt. Zo komen zij terug bij hun vertrekpunt, namelijk helemaal blut, en niet in staat om naar het betrokken OCMW terug te keren;

- weigering van de piloten van Sabena om personen die tegen hun wil verwijderd worden, aan boord te nemen;

- gebrek aan informatie, manipulatie, pogingen tot het opwekken van medelijden of nog duisterdere plannen ten opzichte van de publieke opinie, die de situatie niet precies kan inschatten.

De achterstand die daaruit voortvloeit, wordt opnieuw structureel.

Volgens het laatste jaarverslag van de Raad van State, bedroeg de totale gemiddelde duur van een procedure ongeveer drie jaar vóór 1995, en alles doet vermoeden dat deze duur nog langer geworden is gezien de toename van de asielaanvragen in 1998 en 1999.

Op 1 januari 1999 wachten er nog ongeveer 11 000 aanvragen op een beslissing over de ontvankelijkheid (Dienst vreemdelingenzaken en CGVS), en wachten er 8 000 aanvragen op een beslis-

(CGRA); il faut y ajouter l'arriéré de la Commission permanente de recours des réfugiés (1 000 demandes) et du Conseil d'État (5 000 demandes); soit un arriéré global de ± 25 000 dossiers.

Les instances compétentes pour traiter les demandes d'asile ont dû s'adapter. Le CGRA a, par exemple, doublé le nombre de ses décisions ces six derniers mois, tant pour faire face à la recrudescence du nombre de demandes d'asile que pour tenter de résorber l'arriéré.

60% de l'ensemble des arrêts du conseil d'État, tous contentieux confondus, sont actuellement rendus en recours contre une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié.

B. Un système d'aide sociale attractif

L'augmentation de la durée de traitement des demandes jointe à un système d'aide sociale qui n'a rien à envier à celui de nos voisins européens pose de nouveaux problèmes.

Cette aide s'élève actuellement à 28 445 francs par mois pour un couple et à 21 334 francs par mois pour un isolé. Trop souvent, les CPAS octroient l'aide en liquide, quitte à n'être remboursés qu'à concurrence de 50% par l'État, plutôt que de fournir concrètement un logement, des soins, de la nourriture....

L'afflux récent de candidats réfugiés slovaques illustre l'attrait potentiel que représente l'assurance de pouvoir séjourner un certain temps en Belgique tout en bénéficiant de l'aide sociale pour peu que l'on ait au préalable demandé le statut de réfugié.

L'augmentation spectaculaire des recours au Conseil d'État coïncide avec un arrêt de la Cour d'Arbitrage du 22 avril 1998 obligeant l'État à fournir l'aide sociale jusqu'à la fin de la procédure au Conseil d'État, incitant ainsi un grand nombre de candidats réfugiés à retarder l'issue de la procédure d'asile par tous les moyens.

C. Des difficultés grandissantes pour exécuter les conséquences du refus de statut de réfugié

Les centres fermés destinés aux illégaux susceptibles d'être renvoyés dans leur pays sont au bord de la saturation. Un certain nombre d'entre eux ne peuvent être éloignés, soit pour des raisons diplomatiques, soit en raison de leur propre comportement qu'encouragent de plus en plus souvent des personnes ou organisations extérieures.

Les centres ouverts ne peuvent non plus accueillir ces personnes dans la mesure où ils sont prévus pour les demandeurs d'asile en procédure.

D. Un phénomène inquiétant de clandestinité

Depuis 1988, le Commissariat général aux réfugiés et apatrides a accordé le statut de réfugié à plus de 13 000 personnes, 175 000 personnes l'ayant demandé durant cette période. Le taux de reconnaissance moyen de ces dix dernières années situe la Belgique dans la moyenne européenne. En 1998, 1 458 personnes ont été reconnues réfugiées.

Durant la seule période 1995-1998, l'Office des étrangers a délivré environ 82 000 ordres de quitter le territoire.

Parmi ces personnes, certaines se sont vu refuser le statut; d'autres ont soit quitté le pays, de façon volontaire ou forcée (1 216 personnes ont été rapatriées en 1998); d'autres encore ont

sing ten gronde (CGVS); daarbij komt nog de achterstand van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen (1 000 aanvragen) en van de Raad van State (5 000 aanvragen); dit wil zeggen een totale achterstand van ± 25 000 dossiers.

De instanties die bevoegd zijn voor het verwerken van de asielaanvragen, hebben zich moeten aanpassen. Het CGVS heeft bijvoorbeeld het aantal van zijn beslissingen verdubbeld tijdens de zes voorbije maanden, zowel om het hoofd te bieden aan de toename van het aantal asielaanvragen als om de achterstand proberen weg te werken.

60% van alle arresten van de Raad van State, voor alle geschillen samen, worden thans gewezen in beroep tegen een beslissing tot weigering van erkenning van het vluchtelingenstatuut.

B. Een aantrekkelijk systeem van maatschappelijke bijstand

De toename van de duur voor de verwerking van de aanvragen in combinatie met een systeem van maatschappelijke bijstand dat niet moet onderdoen voor dat van onze Europese buren, zorgt voor bijkomende problemen.

Deze bijstand bedraagt thans 28 445 frank per maand voor een koppel en 21 334 frank per maand voor een alleenstaande. Al te vaak kennen de OCMW's de bijstand in geld toe, wat maar voor 50% terugbetaald wordt door de Staat, in plaats van hen meer concreet een onderdak, zorgen en voeding,... te verschaffen.

De recente toename van Slovaakse kandidaat-vluchtelingen illustreert perfect de mogelijke aantrekkracht van de zekerheid een tijd in België te kunnen verblijven terwijl men maatschappelijke bijstand krijgt als men maar het vluchtelingenstatuut aangevraagd heeft.

De spectaculaire stijging van het aantal beroepen bij de Raad van State valt samen met een arrest van het Arbitragehof van 22 april 1998 waarbij de Staat verplicht wordt maatschappelijke bijstand te blijven verlenen tot het einde van de procedure bij de Raad van State, wat een groot aantal kandidaat-vluchtelingen aanmoedigt om de afloop van de asielprocedure met alle middelen te proberen uitstellen.

C. Toenemende problemen om de gevolgen van de weigering van het vluchtelingenstatuut uit te voeren

De gesloten centra die bestemd zijn voor de illegalen die teruggestuurd zullen worden naar hun land, hebben hun verzadigingsgrens bereikt. Sommigen van hen kunnen niet verwijderd worden, hetzij om diplomatieke redenen, hetzij omwille van hun houding waarin zij steeds vaker gesteund worden door buitenstaanders of organisaties.

De open centra kunnen deze personen evenmin opvangen aangezien zij voorzien zijn voor de asielzoekers die met een procedure bezig zijn.

D. Een verontrustend fenomeen van illegaliteit

Sinds 1988 heeft het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen aan meer dan 13 000 personen het vluchtelingenstatuut toegekend, terwijl 175 000 personen tijdens die periode dat statuut aangevraagd hebben. Het gemiddelde erkenningscijfer van de laatste 10 jaren brengt België in het Europese gemiddelde. In 1998 werden er 1 458 personen erkend als vluchteling.

Enkel tijdens de periode van 1995-1998 heeft de Dienst vreemdelingenzaken ongeveer 82 000 bevelen om het grondgebied te verlaten, gegeven.

Van die personen hebben sommigen een weigering van het statuut gekregen; anderen hebben het land vrijwillig of gedwongen verlaten (in 1998 werden er 1 216 personen gerepatrieerd), terwijl

été régularisées (1 755 régularisations et près de 6 000 regroupements familiaux en 1998). Il n'est pas exagéré d'en déduire qu'un grand nombre se retrouve dans une situation illégale.

4. Le cadre européen

La politique des étrangers s'inscrit aujourd'hui plus que jamais dans un contexte européen.

Le Traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1^{er} mai 1999, dispose que :

«Le Conseil arrête dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam :

1) des mesures relatives à l'asile, conformes à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au Protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi qu'aux autres traités pertinents, dans les domaines suivants :

a) critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers;

b) normes minimales régissant l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;

c) normes minimales concernant les conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers pour pouvoir prétendre au statut de réfugié;

d) normes minimales concernant la procédure d'octroi ou de retrait du statut de réfugié dans les États membres;

2) des mesures relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées, dans les domaines suivants :

a) normes minimales relatives à l'octroi d'une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine et aux personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale;

b) mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées et supporter les conséquences de cet accueil;

3) des mesures relatives à la politique d'immigration, dans les domaines suivants :

a) conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant les procédures de délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;

b) immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris le rapatriement des personnes en séjour irrégulier.

4) des mesures définissant les droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre de séjourner dans les autres États membres et les conditions dans lesquelles ils peuvent le faire.

Les mesures adoptées par le Conseil en vertu des points 3) et 4) n'empêchent pas un État membre de maintenir ou d'introduire, dans les domaines concernés, des dispositions nationales compatibles avec le présent traité et avec les accords internationaux.

1. Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

2. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouveraient dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers et sans préjudice du paragraphe 1^{er}, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la commission, peut arrêter au profit du ou des États membres concernés des mesures provisoires d'une durée n'excédant pas six mois.

nog anderen een regularisatie van hun situatie gekregen hebben (1 755 regularisaties en bijna 6 000 gezinsherenigingen in 1998). Het is niet overdreven om daaruit af te leiden dat velen zich in een illegale situatie bevinden.

4. Europees kader

Het vreemdelingenbeleid past vandaag meer dan ooit in een europese context.

Het Verdrag van Amsterdam, dat op 1 mei 1999 in werking getreden is, bepaalt het volgende :

Le conseil arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam :

1) des mesures relatives à l'asile, conformes à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au Protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi qu'aux autres traités pertinents, dans les domaines suivants :

a) critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers;

b) normes minimales régissant l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;

c) normes minimales concernant les conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers pour pouvoir prétendre au statut de réfugié;

d) normes minimales concernant la procédure d'octroi ou de retrait du statut de réfugié dans les États membres;

2) des mesures relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées, dans les domaines suivants :

a) normes minimales relatives à l'octroi d'une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine et aux personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoins d'une protection internationale;

b) mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées et supporter les conséquences de cet accueil;

3) des mesures relatives à la politique d'immigration, dans les domaines suivants :

a) conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant les procédures de délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;

b) immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris le rapatriement des personnes en séjour irrégulier.

4) des mesures définissant les droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre de séjourner dans les autres États membres et les conditions dans lesquelles ils peuvent le faire.

Les mesures adoptées par le Conseil en vertu des points 3) et 4) n'empêchent pas un État membre de maintenir ou d'introduire, dans les domaines concernés, des dispositions nationales compatibles avec le présent traité et avec les accords internationaux.

1. Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

2. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouveraient dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers et sans préjudice du paragraphe 1^{er}, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la commission, peut arrêter au profit du ou des États membres concernés des mesures provisoires d'une durée n'excédant pas six mois.

Pendant une période transitoire de cinq ans après l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'un État membre et après consultation du Parlement européen.»

Si la politique en matière d'immigration et d'asile a été transférée dans le domaine communautaire par le Traité d'Amsterdam, c'est qu'elle est probablement celle où l'attente des citoyens est une des plus importantes. Il est essentiel que notre réponse en matière d'asile et d'immigration soit non seulement lisible pour être comprise, mais également précise, concrète et réaliste. C'est une question de crédibilité, à un moment où l'incrédulité de nos concitoyens est grande et où les risques de dérives politiques sont évidents.

Nous ne connaissons pas à l'heure actuelle de normes minimales communes à l'ensemble des pays européens relatives à l'asile et à ses conséquences (santé, travail...). L'Europe est incapable de négocier, face à un problème comme le Kosovo, des accords de réadmission d'une seule voix. Les régimes de protection temporaire ont été supprimés sans concertation, ce qui favorise les mouvements erratiques de malheureux à travers l'Europe, livrant certaines d'entre eux à de véritables trafics d'être humains que nous avons décelés en Belgique mais qu'il est impossible d'éradiquer sans collaboration européenne.

Lors de la réunion informelle de Turku les 16 et 17 septembre 1999, l'urgence d'un consensus clair au plan européen, évitant les compromis ambigus et hypocrites, a été démontrée.

Cette approche commune tient en trois points :

1. La politique à mener doit être équilibrée, c'est-à-dire permettre l'octroi de l'asile à ceux qui réunissent les critères de la Convention de Genève, au terme d'une procédure rapidement diligentée, avec des garanties de type juridictionnel pour en assurer l'objectivité.

Mais cette politique doit également permettre d'assurer, dans de bonnes conditions, le retour de ceux dont le sort est souvent malheureux mais qui ne sont pas dans les conditions de l'asile.

Si une attitude ferme n'est pas dégagée, la situation deviendra ingérable. Très concrètement, il faut avoir le courage d'aborder la difficile question de l'éloignement.

2. Il convient également que cette politique soit globale, c'est-à-dire prenant conscience du fait que le problème naît dans le pays d'origine et pose les questions de contrôle tant à l'immigration au départ de ce pays qu'à nos frontières extérieures. Ce problème se poursuit après le retour au pays, car il faut favoriser une meilleure réinsertion de ces personnes, au travers d'une politique de coopération active.

3. L'approche commune passe par une bonne information sur ces phénomènes. C'est pourquoi il serait opportun de mettre en place un Observatoire européen chargé d'analyser les flux migratoires, les causes de ceux-ci, les difficultés rencontrées pour les encadrer et qui puisse formuler de manière permanente des recommandations pour y faire face de manière juste, humaine et réaliste.

Si nous n'avons pas rapidement une réaction européenne commune et solidaire, le risque est grand de s'engager soit dans la voie de l'inertie, soit dans la voie de ripostes vigoureuses, qui ne sont voulues ni l'une ni l'autre par l'immense majorité des Européens.

L'Europe est une terre d'asile et un espace de droit et de liberté. Mais pour éviter les risques d'exclusion et de rejet, une politique réaliste et concrète est indispensable. L'occasion doit être saisie lors du Sommet européen de Tampere le mois prochain, où le problème doit être pris à bras le corps par les différents chefs d'État européens.

Pendant une période transitoire de cinq ans après l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'un État membre et après consultation du Parlement européen.»

Het Verdrag van Amsterdam heeft het beleid inzake immigratie en asiel overgedragen aan het gemeenschapsniveau waarschijnlijk omdat daar de verwachtingen van de burgers het grootst zijn. Het is absoluut noodzakelijk dat ons antwoord inzake asiel en immigratie niet alleen leesbaar en begrijpelijk is, maar ook precies, concreet en realistisch. Het is een kwestie van geloofwaardigheid, op een moment waarop het ongelof van onze medeburgers groot is en waarop de risico's van politieke mislukkingen overduidelijk zijn.

Thans bestaan er geen minimale normen die gemeenschappelijk zijn voor alle Europese landen inzake asiel en de gevolgen ervan (gezondheid, arbeid...). Europa is, tegenover een probleem zoals Kosovo, niet in staat om unaniem onderhandelingen te voeren over akkoorden tot wedertoelating. De regeling inzake tijdelijke bescherming werden zonder overleg afgeschaft, wat de doelloze stromen van ongelukkigen doorheen Europa nog aanmoedigt, waardoor sommigen van hen overgeleverd worden aan echte mensenhandel, die wij in België aan het licht gebracht hebben, maar die niet uitgeroeid kan worden zonder Europese samenwerking.

Tijdens de informele vergadering van Turku op 16 en 17 september 1999 werd gewezen op de dringende noodzaak van een duidelijke consensus op Europees vlak, waarbij dubbelzinnige en hypocriete compromissen vermeden moeten worden.

Deze gemeenschappelijke aanpak bestaat uit drie punten :

1. Het te voeren beleid moet evenwichtig zijn; het moet dus de toekenning van het asiel mogelijk maken aan zij die voldoen aan de criteria van de Conventie van Genève, na afloop van een snel uitgevoerde procedure met rechterlijke waarborgen om de objectiviteit ervan te garanderen.

Dit beleid moet het echter ook mogelijk maken om de terugkeer, in goede omstandigheden, te verzekeren van zij die vaak een ongelukkig lot tegemoet gaan maar die niet voldoen aan de asielvoorwaarden.

Als men geen standvastige houding aanneemt, zal de situatie uit de hand lopen. Heel concreet zal men de moed moeten hebben om de moeilijke kwestie van de verwijdering aan te pakken.

2. Ons beleid moet ook globaal zijn en dus met het besef dat het probleem ontstaat in het land van herkomst, en het moet de vragen stellen inzake controle zowel van de immigratie bij het vertrek vanuit dat land, als aan onze buittengrenzen. Dit probleem blijft bestaan na de terugkeer naar het land, want men dient een betere integratie te bevorderen door een beleid van actieve samenwerking.

3. De gemeenschappelijke aanpak moet gebeuren door een goede informatie over deze fenomenen. Daarom ben ik er voorstander van om een Europees Observatorium op te richten dat instaat voor de analyse van de migratiestromen, de oorzaken daarvan, de problemen om ze in goede banen te leiden, en dat op permanente wijze aanbevelingen kan formuleren om er op rechtvaardige, menselijke en realistische wijze het hoofd aan te bieden.

Als wij niet snel een gemeenschappelijke en solidaire Europese reactie krijgen, bestaat er een groot risico dat men de weg van de inertie inslaat, of de weg van hevige tegenaanvallen, terwijl geen van beide gewenst zijn door de overgrote meerderheid van de Europeanen.

Europa is een gebied van asiel en een ruimte van recht en vrijheid. Maar om de risico's van uitsluiting en verwerping te vermijden, is een realistisch en concreet beleid noodzakelijk. Wij moeten de kans grijpen tijdens de Europese Top van Tampere volgende maand, waar de verschillende Europese Staatshoofden het probleem moeten aanpakken.

Nous pouvons faire nôtres les principes dégagés par la France et l'Allemagne et qui ont été proposés à Turku en vue du Conseil européen de Tampere des 15-16 octobre 1999.

L'Allemagne et la France entendent rappeler que la définition d'une politique partagée — tant par les États membres que par les États candidats — dans les domaines de l'immigration, d'une part, et de l'asile, d'autre part, doit se fonder sur les principes suivants.

1. Les causes des phénomènes migratoires doivent être prises en compte; elles sont un élément essentiel des liens entre États membres et pays d'origine

Les politiques en matière d'immigration ne peuvent échapper à une analyse des causes des flux migratoires. C'est pourquoi l'immigration est inséparable des liens de toute nature que l'Europe a tissés avec les États d'origine; elle est donc inséparable des politiques étrangères des États membres.

Il doit y avoir une relation entre ces efforts et les flux de population, entre ce que l'Union est capable de proposer aux États d'origine et le nombre de migrants de ces États.

La mise en œuvre doit se faire selon le principe de subsidiarité, selon les capacités respectives de l'Europe et des États membres.

2. Les étrangers résidant depuis longtemps dans les États membres ont vocation à y être intégrés sans réserves

La France et l'Allemagne sont convaincues qu'une harmonisation plus vigoureuse en matière de politique d'intégration des États membres est possible.

Dans le même esprit, il convient de mener au niveau européen une stratégie ferme contre le racisme et la xénophobie, en application, notamment, de l'article 13 du traité CE.

Corollairement, des procédures communes de retrait de titre de séjour et d'expulsion, en cas de menace à l'ordre public et à la sécurité, devraient être recherchées par l'Union européenne.

3. La maîtrise des flux migratoires doit être l'un des domaines d'élection de la solidarité entre les pays de l'Union

La France et l'Allemagne ont conscience qu'en Europe, une partie de l'opinion manifeste son inquiétude du fait de la présence des étrangers. Cette opinion doit être éclairée; il faut rejeter le pari de «l'immigration zéro» (et bien plus encore celui du «renvoi» des étrangers régulièrement installés) comme celui de la liberté totale d'installation, qui procèdent d'un même irréalisme.

L'admission et le droit au séjour dépendent en effet de la capacité d'intégration de chaque État, dont la détermination reste une compétence nationale. C'est pourquoi les mesures relatives aux conditions d'admission et de séjour que le Conseil devra adopter dans les cinq ans à venir doivent être telles qu'elles tiennent compte des situations particulières, géographiques et historiques, de chacun.

4. Le respect absolu du droit d'asile

La France et l'Allemagne déclarent que l'asile n'est pas l'immigration et que, en dépit de confusions entretenues par de faux demandeurs, la maîtrise des flux migratoires ne saurait entamer la capacité de l'Union à accueillir les persécutés.

Wij kunnen de principes die door Frankrijk en Duitsland aangehaald zijn en die voorgesteld werden in Turku, tot de onze maken met het oog op de Europese Raad van Tampere van 15-16 oktober 1999.

Duitsland en Frankrijk wensen eraan te herinneren dat de bepaling van een gezamenlijk beleid — van de lidstaten en van de kandidaat-Staten — op het vlak van de immigratie enerzijds en het asiel anderzijds, gebaseerd moet zijn op de volgende principes.

1. De oorzakken van de migratiemonumenten moeten in aanmerking genomen worden; zijn vormen een essentieel onderdeel in de banden tussen de lidstaten en de landen van herkomst

Het migratiebeleid mag niet ontkomen aan een analyse van de oorzaken van de migratiestromen. Daarom kan de immigratie niet losgemaakt worden van de andere banden die Europa gesmeed heeft met de Staten van herkomst; zij is dus onlosmakelijk verbonden met het buitenlands beleid van de Lid-Staten.

Er moet een relatie bestaan tussen deze inspanningen en de bevolkingsstromen, tussen wat de Unie kan voorstellen aan de Staten van herkomst en het aantal migranten van die Staten.

De invoering moet gebeuren volgens het principe van de subsidiariteit, volgens de respectieve capaciteiten van Europa en de lidstaten.

2. De vreemdelingen die sinds lange tijd in de lidstaten verblijven, zijn geschikt om daar zonder voorbehoud geïntegreerd te worden

Frankrijk en Duitsland zijn ervan overtuigd dat een grotere harmonisatie inzake het integratiebeleid van de lidstaten mogelijk is.

In dezelfde geest moet er op Europees niveau een standvastige strategie gevoerd worden tegen racisme en vreemdelingenhaat, met name krachtens artikel 13 van het EG-verdrag.

Bijgevolg zouden er gemeenschappelijke procedures voor het intrekken van de verblijfsvergunning en de uitwijzing, in geval van bedreiging van de openbare orde en de veiligheid, gezocht moeten worden door de Europese Unie.

3. Het beheersen van de migratiestromen moet één van de gebieden zijn inzake de keuze voor solidariteit tussen de landen van de Unie

Frankrijk en Duitsland zijn er zich van bewust dat in Europa een deel van de opinie uiting geeft aan haar ongerustheid door de aanwezigheid van vreemdelingen. Deze opinie moet verklard worden; men moet de inzet van de «zero-immigratie» verwerpen (en nog meer die van de «terugzending» van regelmatig gevestigde vreemdelingen) net zoals men de totale vestigingsvrijheid moet verwerpen, omdat beide voortkomen uit eenzelfde gebrek aan realisme.

De toelating en het verblijfsrecht zijn immers afhankelijk van het integratievermogen van elke staat, waarvan de bepaling een nationale bevoegdheid blijft. Daarom moeten de maatregelen betreffende de toelatings- en verblijfsvoorraarden die de Raad zal moeten goedkeuren binnen de komende vijf jaar, rekening houden met de bijzondere, geografische en historische situatie van iedereen.

4. De absolute eerbiediging van het asielrecht

Frankrijk en Duitsland verklaren dat asiel niet gelijk is aan immigratie en dat de beheersing van de migratiestromen, ondanks de verwarring die aangehouden wordt door valse asielzoekers, geen aantasting van de capaciteit van de Unie om slachtoffers van vervolging op te vangen, zou mogen inhouden.

La crise du Kosovo a montré en outre, après d'autre, l'utilité d'une approche solidaire, coordonnée et souple face aux besoins immédiats de protection, qui permette d'assurer un meilleur équilibre des efforts de toute nature consentis par les États membres.

De ces expériences, les leçons suivantes doivent être tirées :

- La compétence obligatoire de l'État responsable de l'entrée du demandeur d'asile sur le territoire de l'Union doit être rappelée sans ambiguïté.
- Les conditions d'accueil des demandeurs d'asile doivent être rapidement rapprochées.
- Des normes minimales relatives à la procédure d'octroi du statut de réfugié doivent être établies.

Il est nécessaire de définir enfin les normes minimales (par exemple dans les domaines de la santé, du travail, de la vie familiale, de la circulation des personnes) applicables à l'octroi d'une protection aux personnes déplacées, dans l'esprit de la solidarité européenne tendant à équilibrer les charges consenties par les États-membres, conformément à l'article 63 du Traité d'Amsterdam.

5. Nécessité d'une approche globale

1. Un double défi

Le gouvernement doit en réalité affronter un double défi : la gestion d'une situation actuelle préoccupante en bien des points et la recherche de solutions structurelles pour l'avenir. Ces deux problématiques sont distinctes mais doivent être envisagées de façon coordonnée, dès le début de la législature.

Chacun de nous est conscient qu'il ne s'agit pas simplement de modifier la procédure d'asile : un accord de principe sur l'ensemble de la politique d'immigration est essentiel pour ce Gouvernement.

2. Une voie raisonnable et réaliste

En cette matière, nous ne devons faire preuve ni de brutalité imbécile ni d'angélisme irresponsable. Une seule voie raisonnable s'impose à nous. En sortir débouche sur deux types de politiques tout aussi inacceptables qu'impraticables : transformer notre pays en une forteresse, ou mener une politique de frontières ouvertes.

Cette voie, étroite, n'est pas négociable dans ses principes, mais peut l'être dans ses modalités.

Une politique de gestion de l'immigration ne peut se résumer à une politique de contrôle de l'immigration. Il n'est certes pas question de mener une politique de frontières ouvertes : les intentions les plus généreuses ne résistent pas à l'examen pragmatique de leurs conséquences.

Tant que l'Europe n'aura pas coordonné la politique d'immigration, les flux migratoires se concentreront vers les pays les plus accueillants.

Il est tout aussi inacceptable qu'un individu attende trop longtemps une décision relative à son séjour. Ce n'est pas tant le délai d'attente d'une décision sur le séjour que l'incertitude qu'elle génère, qui nécessite des solutions claires.

Lorsqu'un individu se trouve dans les conditions pour séjourner sur notre territoire, il convient de le lui permettre. De manière tout aussi claire, lorsqu'une décision d'éloignement est valablement prise, elle doit être exécutée dans le respect du droit et de la dignité des personnes sans faiblesse, de manière inéluctable et dans les conditions de sécurité requises.

De Kosovo-crisis heeft bovendien volgens sommigen het nut aangetoond van een solidaire gecoördineerde en soepele benadering van de onmiddellijke beschermingsbehoeften, waardoor een beter evenwicht van alle gezamenlijke inspanningen van de lidstaten verzekerd kan worden.

Uit die ervaring kunnen de volgende lessen getrokken worden :

- Er moet zonder ambiguïté herinnerd worden aan de verplichte bevoegdheid van de staat die verantwoordelijk is voor het binnenkomen van de asielzoeker op het grondgebied van de Unie.
- De voorwaarden voor de opvang van de asielzoekers moeten snel op elkaar afgestemd worden.
- Er moeten minimale normen betreffende de procedure voor de toekenning van het vluchtelingenstatuut opgesteld worden.

Het is ten slotte noodzakelijk de minimale normen (bijvoorbeeld op het vlak van de gezondheid, de arbeid, het gezinsleven, het verkeer van de personen) die van toepassing zijn op de toekenning van bescherming aan de ontheemden op te stellen, in de geest, van de Europese solidariteit die ertoe strekt de door de lidstaten geleverde inspanningen in evenwicht te brengen, overeenkomstig artikel 63 van het Verdrag van Amsterdam.

5. Noodzaak van een globale aanpak

1. Een dubbele uitdaging

De regering heeft in werkelijkheid te maken met een dubbele uitdaging : het beheer van een huidige toestand die zorgwekkend is op vele punten, en het zoeken naar structurele oplossingen voor de toekomst. Dit zijn twee afzonderlijke problemen die echter op gecoördineerde wijze beschouwd moeten worden van bij het begin van de legislatuur.

Ieder van ons is zich ervan bewust dat het er niet om gaat gewoon de asielprocedure te wijzigen : er is een principieel akkoord over het hele immigratiebeleid nodig voor deze regering.

2. Een redelijke en realistische weg

In dit verband moeten wij geen blijk geven van achterlijke bruutheid of van een onverantwoord gebrek aan realisme. Er is slechts één redelijke weg die zich aan ons opdringt. Daarvan afwijken zou leiden tot twee types beleid die even onaanvaardbaar als onuitvoerbaar zouden zijn : ons land omvormen in een vesting, of een beleid van open grenzen voeren.

Over de principes van deze nauwe weg kan niet onderhandeld worden, over de modaliteiten daarentegen wel.

Een beleid voor het beheer van de immigratie kan niet samengevat worden in een beleid van controle van de immigratie. Er is geen sprake van een beleid van open grenzen te voeren : zelfs de beste bedoelingen zijn niet bestand tegen het pragmatische onderzoek van hun gevallen.

Zolang Europa het immigratiebeleid niet gecoördineerd heeft, zullen de migratiestromen zich richten naar de meest gastvrije landen.

Het is aan de andere kant onaanvaardbaar dat een individu te lang moet wachten op een beslissing betreffende zijn verblijf. Het is niet zozeer de termijn van het wachten op een beslissing, maar wel de onzekerheid die daaruit voortvloeit, die duidelijke oplossingen vereist.

Wanneer een individu voldoet aan de voorwaarden om op ons grondgebied te verblijven, moet men hem daartoe de toestemming geven. Op even duidelijke wijze moet een beslissing tot verwijdering die op geldige manier genomen is, uitgevoerd worden met eerbiediging van de rechten en de waardigheid van de personen, zonder zwakte, op onontkoombare wijze en binnen de vereiste veiligheidsonstandigheden.

Le débat en la matière est passionnel, dans la mesure où une décision peut avoir une influence décisive sur l'avenir, voire la vie d'un individu. Dans un domaine où l'émotion prend souvent le pas sur la raison, ce qui est compréhensible, il est indispensable d'aborder le sujet sans dramatisation ni angélisme.

3. L'implication indispensable de tous les départements concernés.

Le ministre de l'Intérieur a dans ses compétences l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il dispose en la matière de missions d'autorité.

Certains aspects connexes relèvent de la compétence d'autres départements.

LES PROPOSITIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

I. La réforme de la procédure d'asile

1. Les écueils de la procédure actuelle

Les statistiques qui précèdent dissimulent les problèmes concrets rencontrés tant par les candidats réfugiés que par les instances concernées au cours de la procédure d'asile. En voici quelques exemples :

— La personne qui se déclare réfugié en fait la demande à l'Office des étrangers, qui traite environ 200 à 250 demandes par jour. Il dispose à cet effet de 25 personnes habilitées à prendre une décision. Les interprètes, qui ont un statut d'indépendant, ont une disponibilité aléatoire. Leur recrutement pose de sérieux problèmes.

— La vérification des doubles demandes et l'inscription dans le registre national demande un certain délai. De nombreuses personnes introduisent ainsi plusieurs demandes consécutives que l'Office des étrangers peut refuser de prendre en considération (500 refus en 1998). Cela témoigne, déjà à ce stade, d'une utilisation parfois abusive de la procédure qui retarde le traitement des autres demandes. Un recours au Conseil d'État est en outre possible, ce qui allonge encore le délai de décision définitive quant à une nouvelle demande qui n'est fondée sur aucun élément nouveau.

— Une décision négative de l'Office des étrangers peut faire l'objet d'un recours devant le Commissariat général aux réfugiés et apatrides. À ce stade, il n'est encore question que de la recevabilité de la demande. La décision, qui fait suite à une audition, doit être suffisamment motivée pour ne pas être annulée par le Conseil d'État, mais ne doit pas non plus nécessiter de trop longues investigations, ce qui peut amener le Conseil d'État à estimer qu'il s'agit alors d'examiner la demande au fond. Cette situation ajoutée à l'afflux récent de candidats réfugiés et à la complexité croissante des cas particuliers rend malaisée la distinction entre recevabilité et fondement de la demande et nécessitent dans certains cas un réexamen suite à une annulation de la décision par le Conseil d'État.

— Six décisions (refus de prendre en considération, annulation par le Conseil d'État, prise en considération, irrecevabilité de la demande, annulation par le Conseil d'État, recevabilité de la demande) sont parfois nécessaires avant même d'aborder le fond de la demande. Et quand bien même la demande serait irrecevable, une demande nouvelle ou une demande de régularisation pour des motifs humanitaires reste possible.

Het debat hierover is passieel aangezien een beslissing een doorslaggevende invloed kan hebben voor de toekomst, en zelfs voor het leven van een individu. Dit onderwerp, waarbij het gevoel begrijpelijkerwijze vaak de overhand haalt op de rede, moet zonder dramatisering en met het nodige realisme benaderd worden.

3. De noodzakelijke betrokkenheid van alle departementen

De minister van Binnenlandse Zaken is bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Het beschikt terzake over gezagsopdrachten.

Sommige aanverwante aspecten behoren tot de bevoegdheid van andere departementen.

DE VOORSTELLEN VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

I. De hervorming van de asielprocedure

1. De struikelblokken van de huidige procedure

De voorgaande statistieken geven niet de concrete problemen weer waarmee zowel de kandidaat-vluchtelingen als de betrokken instanties te maken krijgen tijdens de asielprocedure. Enkele voorbeelden daarvan zijn:

— De persoon die zich kandidaat-vluchteling verklaart, dient een aanvraag in bij de Dienst Vreemdelingenzaken, die ongeveer 200 tot 250 aanvragen per dag behandelt. Die beschikt daartoe over 25 personen die gemachtigd zijn om beslissingen te nemen. De tolken, die een statuut van zelfstandige hebben, hebben een wisselvallige beschikbaarheid. Hun aanwerving zorgt voor ernstige problemen.

— De controle van de dubbele aanvragen en de inschrijving in het rijksregister vergen een zekere tijd. Vele personen dienen meerdere opeenvolgende aanvragen in, die de Dienst Vreemdelingenzaken kan weigeren in overweging te nemen (500 weigeringen in 1998). Dat getuigt reeds in dit stadium soms van misbruiken van de procedure, waardoor de verwerking van de andere aanvragen vertraagd wordt. Bovendien is een beroep bij de Raad van State mogelijk, waardoor de termijn voor de definitieve beslissing betreffende een nieuwe aanvraag die op geen enkel nieuw element gebaseerd is, nog verlengd wordt.

— Een negatieve beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken kan leiden tot een beroep voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. In dit stadium is er uitsluitend sprake van de ontvankelijkheid van de aanvraag. De beslissing, die volgt op een hoorzitting, moet voldoende gemotiveerd zijn om niet nietig verklaard te worden door de Raad van State, maar moet anderzijds geen te lange onderzoeken vergen, wat de Raad van State ertoe kan aanzetten te denken dat het er dan op aankomt de aanvraag ten gronde te onderzoeken. Deze situatie, in combinatie met de recente toestroom van kandidaat-vluchtelingen en de toenemende complexiteit van de afzonderlijke gevallen, maken het onderscheid tussen ontvankelijkheid en gegrondheid van de aanvraag moeilijk, en vergen in sommige gevallen een nieuw onderzoek als gevolg van een nietigverklaring van de beslissing door de Raad van State.

— Er zijn soms zes beslissingen (weigering tot inaanmerkingneming, nietigverklaring door de Raad van State, inaanmerkingneming, onontvankelijkheid van de aanvraag, nietigverklaring door de Raad van State, ontvankelijkheid van de aanvraag) nodig voor men de grond van de aanvraag zelf kan onderzoeken. En zelfs wanneer de aanvraag onontvankelijk is, blijft een nieuwe aanvraag of een aanvraag tot regularisatie om humanitaire redenen mogelijk.

— L'examen du fond de la demande par le CGRA exige un nouvel examen, voire un interprète. Plusieurs entretiens sont parfois nécessaires pour motiver une décision.

— S'ouvre alors un recours devant la Commission permanente de recours, suspendant l'exécution de la décision de refus du CGRA. Le demandeur d'asile voit sa demande examinée par une troisième instance (Conseil d'État non compris). La transmission des décisions d'une instance à l'autre nécessite des délais et des ressources en personnel administratif.

— Enfin, un recours au Conseil d'État contre la décision de la Commission permanente de recours des réfugiés porte à trois ans en moyenne la durée totale du traitement d'une demande d'asile. Reste en outre la possibilité de déposer une nouvelle demande, ou une demande de régularisation.

En conclusion, la loi relative au statut de réfugié, qui a bientôt vingt ans et qui a fait l'objet de nombreuses et importantes modifications, doit être revue en profondeur.

2. La nécessité d'une réforme

Le statut de réfugié est régi par la Convention de 1951 et le Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés. Il incombe à la Belgique de déterminer la qualité de réfugié à toute personne qui en fait la demande sur son territoire, au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967. La Belgique a choisi de confier cette prérogative à un organe indépendant. L'accord du gouvernement prévoit que :

«le gouvernement mettra en œuvre intégralement la Convention de Genève. (...) En ce qui concerne les demandeurs d'asile dans le cadre de la Convention de Genève, les procédures seront raccourcies, améliorées et simplifiées dans le respect des droits de la défense».

Le gouvernement se trouve devant une double nécessité : réformer la procédure d'asile d'une part, et gérer la situation actuelle en attendant la mise en œuvre de cette réforme.

Deux objectifs doivent être conciliés : d'une part, résorber l'arriéré et ramener la durée de la procédure d'asile à un délai raisonnable; d'autre part, améliorer la qualité des décisions prises.

À cet égard, il importe de déceler les difficultés objectives que connaissent aujourd'hui les instances concernées afin qu'elles ne se rencontrent plus lorsque la nouvelle procédure sera adoptée.

Ce n'est pas auprès des ministres de ce gouvernement qui écrivent au ministre de l'Intérieur, tantôt pour appuyer une demande de visa, tantôt pour se plaindre de l'absence de réponse de l'Office des étrangers en dehors des heures de service, tantôt pour réclamer qu'un dossier soit traité en priorité, qu'il faut insister sur l'urgence de prendre rapidement des mesures visant à résoudre les problèmes suivants :

a) la problématique de la fuite du personnel contractuel spécialisé, souvent par manque de motivation. Il faut savoir qu'un effort important a été réalisé depuis plusieurs années dans ce département, tant au niveau du personnel que du budget;

b) la qualité du travail effectué par l'administration quant à l'efficacité de la politique souhaitée et quant à l'utilisation optimale des moyens mis en œuvre;

c) la capacité de chacun des services de remplir, dans les meilleurs délais, les missions qui seront les siennes en réservant une attention particulière aux aspects juridiques liés aux procédures et au respect des droits de l'homme.

— Het onderzoek ten gronde van de aanvraag door het CGVS vereist een nieuw onderzoek, soms met een tolk. Er zijn soms verschillende verhoren nodig om een beslissing te motiveren.

— Vervolgens kan er een beroep worden ingesteld bij de Vaste Beroepscommissie, waarbij de uitvoering van de beslissing tot weigering van het CGVS uitgesteld wordt. De aanvraag van de asielzoeker wordt eventueel door een derde instantie onderzocht (Raad van State niet inbegrepen). De bezorging van de beslissingen van de ene instantie aan de andere vereist bepaalde termijnen en middelen inzake administratief personeel.

— Ten slotte brengt een beroep bij de Raad van State tegen de beslissing van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, de totale duur van de verwerking van een asielaanvraag op gemiddeld drie jaar. Daarna bestaat nog de mogelijkheid om een nieuwe aanvraag of een aanvraag tot regularisatie in te dienen.

Tot besluit dient de wet betreffende het vluchtelingenstatuut, die weldra twintig jaar oud is, en die veelvuldige en belangrijke wijzigingen ondergaan heeft, grondig herzien te worden.

2. De noodzaak van een hervorming

Het vluchtelingenstatuut wordt geregeld door de Conventie van 1951 en het Protocol van 1967 betreffende het vluchtelingenstatuut. België moet de hoedanigheid van vluchteling vaststellen voor elke persoon die daartoe een aanvraag indient op zijn grondgebied, ten opzichte van de Conventie van 1951 en het Protocol van 1967. België heeft ervoor gekozen dit voorrecht toe te vertrouwen aan een onafhankelijk orgaan. Het regeerakkoord bepaalt het volgende :

«De regering zal de Conventie van Genève onverkort toepassen. (...) Wat de asielzoekers in het kader van de Conventie van Genève betreft, zullen de procedures ingekort, verbeterd en vereenvoudigd worden, met behoud van alle rechten van de verdediging».

De regering wordt dus geconfronteerd met een dubbele noodzaak : de asielprocedure hervormen enerzijds, en de huidige situatie beheren in afwachting van die hervorming anderzijds.

Er moet voldaan worden aan twee doelstellingen : enerzijds de achterstand wegwerken en de duur van de asielprocedure tot een redelijke termijn terugbrengen; anderzijds de kwaliteit van de genomen beslissingen verbeteren.

In dit opzicht is het van belang de objectieve problemen op te sporen die de betrokken instanties thans ondervinden, opdat zij daar niet meer mee te maken zouden krijgen wanneer de nieuwe procedure goedgekeurd zal zijn.

Het is niet bij de ministers van deze regering die naar de minister van Binnenlandse Zaken schrijven, nu eens om een visum-aanvraag te steunen, dan weer om zich te beklagen over het gebrek aan reactie van de Dienst Vreemdelingenzaken buiten de diensturen, of nog om te vragen een dossier prioritair te laten behandelen, dat men moet aandringen op de noodzaak om snel maatregelen te treffen om de volgende problemen op te lossen :

a) de problematiek van het verloop van het gespecialiseerde contractuele personeel, vaak door een gebrek aan motivatie. Er dient opgemerkt te worden dat er sinds enkele jaren een grote inspanning geleverd is in dit departement, zowel op het vlak van het personeel als op het vlak van de begroting;

b) de kwaliteit van het werk dat door de administratie uitgevoerd wordt, wat de doeltreffendheid van het gewenste beleid betreft en wat het optimale gebruik van de aangewende middelen betreft;

c) is elk van de diensten in staat om, zo snel mogelijk, zijn of haar opdrachten te vervullen, en daarbij een bijzondere aandacht te besteden aan de juridische aspecten die verbonden zijn met de procedures en aan de naleving van de rechten van de mens.

3. Les trois principes

Premier principe : Une décision — un an (ou un mois)

La durée moyenne globale d'examen d'une demande d'asile dépasse aujourd'hui largement trois ans.

Le délai de traitement des futures demandes doit être sensiblement inférieur.

L'objectif est de traiter la demande en moins d'un an. Ce délai, qui peut paraître excessif, est réaliste compte tenu à la fois de l'arrière actuel, de l'augmentation spectaculaire des demandes ces derniers mois et des contraintes transitoires que suppose toute réforme.

Dans les cas où la demande apparaît dès son introduction manifestement non fondée, ce délai devrait pouvoir être ramené à un mois.

Deuxième principe : un dossier - un jour

La qualité de la décision suppose une évaluation des ressources humaines et financières à mettre en œuvre. Concrètement, combien de temps faut-il à une personne disposant d'une formation adéquate pour traiter une demande d'asile ? Et dès lors, à partir d'une prévision sur le nombre de demandes d'asile, combien de personnes faut-il pour qu'elles soient traitées dans un délai raisonnable ?

La question de savoir combien de temps est nécessaire pour rendre une décision qui oriente la vie d'un individu n'a jamais été posée.

«Un dossier, un jour» n'est pas excessif. Il s'agit d'une moyenne, pas d'une généralisation. Ainsi, une demande manifestement non fondée nécessite moins de temps, de même qu'un refus suite à l'absence de réponse à la convocation. L'évaluation d'une demande suppose, à des degrés divers, une information récente sur la situation du pays, une audition approfondie (la plupart du temps avec un interprète), l'examen des déclarations écrites, le recoupement de certaines informations et leur vérification (courrier, téléphone), la rédaction de la proposition et son approbation. La cause des recours multiples ne peut être ramenée à de simples manœuvres dilatoires; elle est également à rechercher dans la faiblesse d'un ou plusieurs de ces éléments. Mieux vaut donc une décision mûrement rendue qu'une succession de décisions corrigeant respectivement les imperfections de la précédente.

Troisième principe : un statut, une procédure simplifiée garante des droits des demandeurs d'asile.

La multiplicité des recours actuelle ne favorise ni la rapidité ni la qualité des décisions.

Une instance, indépendante, sera compétente pour traiter des demandes d'asile. En outre, une juridiction administrative offrant toutes les garanties liées à un organe de type juridictionnel sera instaurée.

Le Conseil d'État ne sera plus saisi du fond de la demande.

4. Les nouvelles instances

L'Administration fédérale de l'immigration (AFI)

L'AFI reprend les missions de l'Office des étrangers, à l'exception de celles relatives au statut de réfugié.

Elle n'intervient donc plus dans le cadre des demandes d'asile et est donc mentionnée ici à titre indicatif.

3. De drie principes

Eerste principe : Een beslissing — een jaar (of een maand)

De gemiddelde duur voor het onderzoek van een asielaanvraag overschrijdt thans ruim drie jaar.

De termijn voor de verwerking van de toekomstige aanvragen moet aanzienlijk lager liggen.

Het doel bestaat erin de aanvraag in minder dan een jaar te behandelen. Deze termijn, die misschien overdreven kan lijken, is realistisch gezien zowel de huidige achterstand, als de spectaculaire toename van de aanvragen tijdens de voorbijgegaanen maanden en de overgangsverplichtingen die voortvloeien uit elke hervorming.

In de gevallen waarin de aanvraag van bij de indiening duidelijk ongegrond blijkt te zijn, zou die termijn tot een maand beperkt moeten kunnen worden.

Tweede principe : een dossier - een dag

De kwaliteit van de beslissing veronderstelt een evaluatie van de menselijke en financiële middelen die aangewend moeten worden. Concreet gezien betekent dit: hoeveel tijd heeft een persoon met een gepaste opleiding nodig om een asielaanvraag te behandelen ? Op basis daarvan en volgens een raming van het aantal asielaanvragen : hoeveel personen zijn er nodig om de aanvragen binnen een redelijke termijn te behandelen ?

De vraag hoeveel tijd er nodig is om een beslissing te nemen die het leven van een individu beïnvloedt, werd nooit gesteld.

«Een dossier, een dag» is niet overdreven. Het gaat om een gemiddelde, niet om een veralgemening. Zo vraagt een duidelijk ongegronde aanvraag minder tijd, net zoals een weigering wegens geen gevolg te hebben gegeven aan de oproeping. De evaluatie van een aanvraag veronderstelt, in verschillende graden, recente informatie over de situatie in het land, een diepgaand gesprek (soms met een tolk), het onderzoek van de schriftelijke verklaringen, de toetsing en controle van bepaalde informatie (brief, telefoon), het opmaken van een voorstel tot beslissing, en de goedkeuring ervan. De oorzaak van de veelvoudige beroepen kan niet teruggebracht worden tot eenvoudige opschorrende operaties; zij moet ook gezocht worden in de zwakheid van één of meerdere van die elementen. Het is dus beter dat een beslissing na rijp beraad genomen wordt, dan dat verschillende beslissingen elkaar opvolgen en respectievelijk de gebreken van de vorige verbeteren.

Derde principe : één statuut, een vereenvoudigde procedure die de rechten van de aanvrager waarborgt

De huidige veelvoudigheid van de beroepen bevordert noch de snelheid, noch de kwaliteit van de beslissingen.

Een enkele onafhankelijke instelling zal bevoegd zijn om de asielaanvragen te behandelen. Bovendien zal er een administratief rechtscollege aangesteld worden dat alle waarborgen biedt die verbonden zijn aan een orgaan van het rechterlijke type.

Over de grond van de aanvraag zal dan niet langer een beroep mogelijk zijn bij de Raad van State.

4. De nieuwe instanties

De Federale Administratie voor immigratie (FAI)

De FAI neemt de opdrachten van de Dienst Vreemdelingen-zaken over, met uitzondering van die betreffende het vluchtelingenstatuut.

Zij zal dus niet meer tussenkomsten bij asielaanvragen, en wordt hier dan ook alleen ter informatie vermeld.

L'Administration fédérale de l'asile (AFA)

L'AFA est un organe administratif chargé de statuer sur les demandes de statut de réfugié. Il n'est plus fait de distinction entre la recevabilité et le fond de la demande.

Cette première instance est constituée par une administration renouvelée sur base d'un examen qualitatif afin de déterminer comment organiser les services, le profil du personnel, la méthode de travail, les précautions à prendre.

Cette administration sera composée des meilleurs éléments recrutés au sein de l'actuel CGRA et de l'Office des étrangers selon une procédure arrêtée par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Fonction publique. Certains agents de haut niveau (par exemple, des licenciés en droit) seront seuls habilités à signer les décisions de reconnaissance du statut de réfugié, de refus pour demande manifestement non fondée et de refus pour demande non fondée.

La Juridiction administrative des réfugiés (JAR)

La Juridiction administrative des réfugiés est saisie des recours contre les décisions de l'AFA. Elle est composée de magistrats, de référendaires et de greffiers. Cette juridiction comportera une ou plusieurs chambres chargées d'examiner les recours sur demande manifestement non fondée. La saisie de cette juridiction devra avoir lieu sur base d'un recours effectué dans un délai très court, selon une procédure accélérée qui aboutit soit à une confirmation de la décision de l'AFA, soit à l'octroi du statut de réfugié.

Les garanties de type juridictionnel dont la JAR est entourée concernent essentiellement la séparation de l'instruction et du jugement, le débat contradictoire avec avocat, des règles de procédure strictes, la possibilité de faire appel à des témoins, l'aide de traducteurs.

Le Conseil d'État

Il est saisi des recours en cassation administrative contre les décisions de la JAR. Il ne se prononce pas sur le fond de la demande.

5. La procédure

1) L'AFA enregistre la demande d'asile et procède à une audition.

2) Trois types de décisions sont possibles :

- octroi du statut
- refus du statut

— refus du statut pour cause de demande manifestement non fondée, dans les cas suivants :

— demande antérieure dans un des pays liés par la Convention de Dublin;

— fraude manifeste sur l'identité et la nationalité du demandeur;

— motifs étrangers à l'asile, parce qu'ils ne se rattachent pas aux critères de la Convention de Genève;

— renvoi ou expulsion depuis moins de dix ans lorsque la mesure n'a pas été suspendue ni reportée;

— séjour total de plus de trois mois dans un ou plusieurs pays tiers qu'il a quittés sans crainte au sens de la Convention de Genève;

De Federale Administratie voor asiel (FAA)

De FAA is een administratief orgaan dat een uitspraak moet doen over de aanvragen van het vluchtelingenstatuut. Er wordt geen onderscheid meer gemaakt tussen de ontvankelijkheid en de grond van de aanvraag.

Deze eerste aanleg wordt gevormd door een administratie die vernieuwd is op basis van een kwalitatief onderzoek om te bepalen hoe de diensten georganiseerd moeten worden, wat het profiel van het personeel moet zijn, welke de werkmethode zal zijn, welke voorzorgsmaatregelen er getroffen moeten worden, ...

Deze administratie zal bestaan uit goede elementen die aangeworven worden uit de huidige CGVS en de Dienst Vreemdelingenzaken, volgens een procedure die vastgesteld is door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Ambtenarenzaken. Alleen bepaalde personeelsleden van hoog niveau (onder andere licentiaten in het recht) zullen gemachtigd zijn om de beslissingen tot erkennung van het vluchtelingenstatuut, de weigering wegens duidelijk ongegronde aanvraag en weigering wegens ongegronde aanvraag, te ondertekenen.

Het Administratieve Rechtscollege voor de vluchtelingen (ARV)

Bij het Administratieve Rechtscollege voor de vluchtelingen worden de beroepen tegen de beslissingen van de FAA aanhangig gemaakt. Het bestaat uit magistraten, referendarissen en griffiers. Dit rechtscollege zal onderverdeeld worden in één of meerdere kamers die de beroepen inzake duidelijk ongegronde aanvragen zullen onderzoeken. Het aanhangig maken bij dit rechtscollege zal moeten gebeuren op basis van een beroep dat uitgevoerd wordt binnen een zeer korte termijn, volgens een versnelde procedure die leidt tot een bevestiging van de beslissing van de Federale Administratie voor asiel of tot het verlenen van het statuut van vluchteling.

De waarborgen van rechterlijke aard die dit rechtscollege biedt, hebben voornamelijk betrekking op de scheiding van het onderzoek en de uitspraak, de uiteenzetting door beide partijen, de strikte procedurereregels, de mogelijkheid om een beroep te doen op getuigen, de hulp van vertalers.

De Raad van State

Bij de Raad van State worden administratieve cassatieberoepen aanhangig gemaakt tegen de beslissingen van het ARV. Hij doet geen uitspraak over de grond van de aanvraag.

5. Procedure

1) de FAA registreert de asielaanvraag en gaat over tot een hoorzitting.

2) Er zijn drie types beslissingen mogelijk :

- toekenning van het statuut
- weigering van het statuut

— weigering van het statuut wegens duidelijk ongegronde aanvraag, in de volgende gevallen :

— vroegere aanvraag in één van de landen die gebonden zijn door de Conventie van Dublin;

— duidelijke fraude inzake de identiteit en de nationaliteit van de asielzoeker;

— motieven die niets met het asiel te maken hebben, omdat zij niet passen binnen de criteria van de Conferentie van Genève;

— terugzending of uitwijzing minder dan tien jaar geleden wanneer de maatregel niet geschorst of uitgesteld is;

— totaal verblijf van meer dan drie maanden in een of meerdere derde landen die hij verlaten heeft zonder een vrees in de zin van de Conventie van Genève;

- titre de transport valable et documents de voyage à destination d'un pays tiers;
- absence d'éléments constituant de sérieuses indications d'une crainte au sens de la Convention de Genève;
- (le cas échéant) absence d'éléments nouveaux à l'appui de la nouvelle demande.

3) Un recours est ouvert devant la JAR.

Elle est composée de deux types de chambres :

- a) les chambres chargées de traiter les demandes manifestement non fondées, en procédure accélérée;
- b) les autres chambres, en procédure normale.

La JAR peut soit confirmer la décision de l'AFA, soit octroyer le statut de réfugié.

4) Le Conseil d'État

Compte tenu des garanties juridictionnelles de la JAR, le Conseil d'État ne traitera pas du fond de la demande.

Une procédure accélérée sera mise en place pour les recours en annulation des décisions de la juridiction sur les demandes manifestement non fondées.

II. L'éloignement

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette problématique : la création de centres fermés qui ont permis le maintien d'une personne pendant une durée de 8 mois, durée qui a été ramenée ensuite à 5 mois, et les réactions violentes qu'elle a engendrées dans le chef des personnes concernées et des organisations associatives soucieuses du droit des étrangers.

Il existe en effet deux catégories de personnes à éloigner :

— notamment celles qui se présentent à une frontière extérieure Schengen sans être munies des documents nécessaires à leur entrée sur le territoire ou qui ne répondent pas aux autres conditions d'accès au territoire, appelées communément les INADS;

— les illégaux, c'est-à-dire, les personnes qui sont trouvées en situation irrégulière sur le territoire.

a) *L'accompagnement psychologique et social.*

C'est dès leur arrivée que ces personnes doivent être prises en charge, notamment au niveau psychologique par du personnel qualifié, en nombre suffisant, spécialement formé et tenu à une déontologie stricte. Ce personnel les accompagnera durant tout le processus, c'est-à-dire dès leur entrée dans le centre fermé jusqu'à leur embarquement dans l'avion qui doit les éloigner. Ce personnel (assistants sociaux, psychologues, ...) devra expliquer et faire accepter l'aspect inéluctable de l'éloignement mais surtout leur faire comprendre que le retour dans leur pays ne doit pas être considéré comme honteux ou suspect.

Ce personnel accompagnera et informera. Il pourra aussi contribuer à la préparation du retour entre autres pour que ces personnes puissent disposer d'un certain bagage en vue du retour dans leur pays.

Cet accompagnement doit revêtir un aspect intégré aux niveaux psychologique, social et médical.

Pour les personnes dont la durée du maintien en centre fermé dépasse 15 jours, un plan d'accompagnement social doit être mis en place. Il convient en effet que la période durant laquelle les étrangers se trouvent sur notre territoire soit mise à profit pour

- geldige vervoersvergunning en reisdocumenten voor een derde land;
- gebrek aan elementen die ernstige aanwijzingen vormen voor een angst in de zin van de Conventie van Genève;
- (in voorkomend geval) het gebrek aan nieuwe elementen ter ondersteuning van de nieuwe aanvraag.

3) Er wordt een beroep ingesteld bij het ARV.

Dit bestaat uit twee types kamers :

- a) de kamers die de duidelijk ongegronde aanvragen moeten behandelen, in versnelde procedure;
- b) de kamers voor de gewone procedure ten gronde.

Het ARV kan ofwel de beslissing van de FAA bevestigen, ofwel het statuut van vluchteling toekennen.

4) De Raad van State

Rekening houden met de rechterlijke waarborgen van het Administratieve Rechtscollege voor de vluchtelingen, zal de Raad van State de aanvraag niet ten gronde behandelen.

Er zal een versnelde procedure ingevoerd worden voor de beroepen tot nietigverklaring van de beslissingen van het rechtscollege over de duidelijk ongegronde aanvragen.

II. De verwijdering

Verschillende factoren liggen aan de oorsprong van deze problematiek : de oprichting van de gesloten centra, waardoor een persoon gedurende 8 maanden vastgehouden kan worden; deze termijn is later tot 5 maanden teruggebracht, en de hevige reacties waartoe de oprichting van de gesloten centra geleid heeft, door de betrokken personen en verenigingen die begaan zijn met het recht van de vreemdelingen.

Er bestaan immers twee categorieën te verwijderen personen :

— met name zij die bij een Schengen-buitengrens aankomen zonder de documenten die nodig zijn opdat zij het grondgebied binnen zouden mogen of die niet voldoen aan de andere voorwaarden inzake toegang tot het grondgebied, die meestal INADS genoemd worden;

— en anderzijds de illegalen, dat wil zeggen de personen die zich op onregelmatige wijze op het grondgebied bevinden.

a) *De psychologische en sociale begeleiding*

Van bij hun aankomst moeten deze personen opgevangen worden, met name op psychologisch niveau door voldoende geschoold personeel dat speciaal opgeleid is en dat aan een strikte deontologie gebonden is. Dit personeel begeleidt hen tijdens het hele proces, dit wil zeggen vanaf het ogenblik dat zij het gesloten centrum betreden tot op het ogenblik van hun inscheping op het vliegtuig dat hen zal verwijderen. Dit personeel (sociale assistenten, psychologen, ...) zal hun het onafwendbaar karakter van de verwijdering moeten uitleggen en doen aanvaarden maar hun vooral doen begrijpen dat de terugkeer naar hun land niet als beschamend of verdacht dient te worden aanzien.

Het personeel zal hen begeleiden en informeren. Het zal ook kunnen helpen bij de voorbereiding van de terugkeer, onder andere bij het voorzien van deze personen van een zekere bagage voor de terugkeer naar hun land.

Deze begeleiding moet geïntegreerd verlopen op psychologisch, sociaal en medisch vlak.

Voor de personen wier verwijderingsproces langer dan 15 dagen duurt, moet er in een plan inzake sociale begeleiding worden voorzien. De periode waarin de vreemdelingen zich op ons grondgebied bevinden, moet immers benut worden om deze

leur apporter une formation. Des cours de langues ou d'informatic pourront être prodigués afin que ces personnes puissent disposer d'un certain bagage en vue de retourner dans leur pays avec un sentiment d'utilité sociale.

Concernant cette question, un programme complet sera mis en œuvre en concertation avec le ministre de la Politique scientifique qui envisage, dans les prochains mois, d'introduire un vaste programme de recherches socio-économiques avec la contribution du secrétaire d'État à la Coopération au développement dans le cadre de projets et d'aide au retour.

Le personnel qui a en charge ces personnes, tant dans les centres fermés qu'à Zaventem, doit également bénéficier d'un accompagnement psychologique leur expliquant notamment la légitimité du processus.

À cet égard, plusieurs organisations non gouvernementales (Médecins sans frontières, Caritas international, Ligue des droits de l'homme) ont fait part d'un certain nombre de propositions intéressantes dont il sera tenu compte.

b) Mesures préventives

Afin de réduire à un minimum le nombre de personnes conduites à nos frontières au risque de s'y voir refoulées parce qu'elles ne remplissent pas les conditions d'accès au territoire, la prise de mesures préventives s'impose. Ces mesures sont destinées à réduire le nombre de refoulements et partant, à éviter l'acte toujours douloureux de l'éloignement, ressenti comme un échec par le passager et comme une mission délicate par l'autorité chargée de son exécution.

Ces mesures comprennent deux volets importants: d'une part, une politique efficace en matière de visas et, d'autre part, une responsabilisation des compagnies aériennes qui assurent le transport des passagers.

1. Politique en matière de visas

Le nombre de refoulements peut être diminué par une bonne politique en matière de délivrance de visas. Cette politique doit être menée tant au niveau européen que national.

Elle consiste au niveau européen dans la poursuite de l'harmo-nisation des conditions d'accès au territoire Schengen ainsi que de la coopération consulaire locale. À cet égard, le gouvernement belge envisagera de réintroduire l'obligation de visa pour un certain nombre de pays d'Europe de l'Est. Le processus d'adhésion de ces pays à l'Union européenne implique que ces pays aient pris leurs responsabilités à ce niveau.

Au niveau national, diverses initiatives seront prises visant à une meilleure information des demandeurs de visas, par exemple la diffusion de brochures informatives relatives aux conditions générales d'octroi d'un visa. Ces brochures qui reprendront tous les types de séjour, seront destinées au public intéressé et seront disponibles tant auprès des représentations diplomatiques à l'étranger qu'auprès de l'Office des étrangers du ministère de l'Intérieur.

2. La responsabilisation des compagnies aériennes

Il convient de responsabiliser les compagnies aériennes à la politique d'immigration par le biais de mesures tant dissuasives que compensatoires. Les compagnies aériennes doivent être conscientes de leur responsabilité par rapport aux passagers jugés inadmissibles parce que non ou insuffisamment documentés.

personen een opleiding te geven. Er zouden taal- of informatica-cursussen gegeven kunnen worden, zodat deze personen een zekere bagage hebben teneinde hen naar hun landen te laten terugkeren met een gevoel van sociale redzaamheid.

In dat verband zal er een volledig programma opgesteld worden in overleg met de minister van Wetenschapsbeleid, die in de volgende maanden een grootscheeps programma van socio-economische onderzoeken wil opstarten, met de bijdrage van het staatsecretariaat voor Ontwikkelingssamenwerking in het kader van terugkeerprojecten en hulp bij de terugkeer.

Het personeel dat instaat voor deze personen, zowel in de gesloten centra als in Zaventem, moet eveneens een psychologische begeleiding krijgen waarin hun met name de wettigheid van het proces uitgelegd wordt.

In dit opzicht hebben verschillende niet-gouvernementele organisaties (Artsen Zonder Grenzen, Caritas International, Liga voor de rechten van de mens) mij een aantal interessante voorstellen bezorgd waarmee rekening zal worden gehouden.

b) Preventieve maatregelen

Om het aantal personen die naar onze grenzen gebracht worden met het risico daar tegengehouden te worden omdat zij niet voldoende aan de voorwaarden voor toegang tot het grondgebied, zoveel mogelijk te beperken, moeten er preventieve maatregelen getroffen worden. Deze maatregelen zijn bedoeld om het aantal uitwijzingen te beperken, en op die manier de steeds pijnlijke maatregel van de verwijdering, die door de persoon als een mislukking en door de overheid die ze moet uitvoeren, als een delicate opdracht ervaren wordt, te vermijden.

Deze maatregelen omvatten twee belangrijke delen, namelijk enerzijds een doeltreffend beleid inzake visa en anderzijds een responsabilisering van de luchtvaartmaatschappijen die het vervoer van de passagiers verzekeren.

1. Beleid inzake visa

Het aantal uitwijzingen kan verminderd worden door een goed beleid inzake het afleveren van visa. Dit beleid moet zowel op Europees als op nationaal vlak gevoerd worden.

Op Europees vlak bestaat het uit de verdere harmonisering van de voorwaarden voor de toegang tot het Schengen-grondgebied en de plaatselijke consulaire samenwerking. In dit verband overweegt de Belgische regering de visumplicht terug in te voeren voor een aantal landen van Oost-Europa. De toetreding van deze landen tot de Europese Unie mag enkel worden in overweging genomen voor zover deze landen hun verantwoordelijkheid op dit vlak hebben opgenomen.

Op nationaal vlak zullen er verschillende initiatieven genomen worden om een betere informatie aan de aanvragers van visa te bezorgen, bijvoorbeeld door de verspreiding van informatiebrochures betreffende de algemene voorwaarden voor de toekenning van een visum. Deze brochures, die alle types verblijf zullen vermelden, zullen bestemd zijn voor het geïnteresseerde publiek, en zullen zowel bij de diplomatieke vertegenwoordigingen in het buitenland als bij de Dienst Vreemdelingenzaken van het ministerie van Binnenlandse Zaken beschikbaar zijn.

2. De responsabilisering van de luchtvaartmaatschappijen

De luchtvaartmaatschappijen moeten geresponsabiliseerd worden voor het immigratiebeleid door middel van zowel afschrikkende als compenserende maatregelen. De luchtvaartmaatschappijen moeten zich bewust zijn van hun verantwoordelijkheid ten opzichte van de passagiers die als ontoelaatbaar beschouwd worden omdat zij niet of over de nodige documenten beschikken.

En tout état de cause, le système de responsabilisation ne doit pas mettre à mal le principe de non refoulement garanti par l'article 33 de la Convention de Genève.

Des amendes administratives en application de l'article 74/4bis de la loi du 15 décembre 1980 seront donc imposées aux compagnies qui amènent ce type de passagers afin qu'elles renforcent le contrôle des documents de voyage dans les aéroports d'embarquement. L'amende administrative s'élève actuellement à 150 000 francs par passager transporté. La plupart des compagnies ne paient pas les sommes dues et contestent leur responsabilité sans toutefois s'adresser au tribunal de première instance auprès duquel un appel est possible par voie de requête.

Des mesures seront donc prises afin de déterminer de façon infaillible la compagnie aérienne responsable au moyen, par exemple, du code IATA, qui devra permettre de désigner le transporteur responsable. Les compagnies qui n'acceptent pas la technique utilisée pour déterminer leur responsabilité devront elles-mêmes donner le moyen de les identifier. Lorsque l'identification de la compagnie est arrêtée, celle-ci ne pourra plus contester sa responsabilité. Elle devra dès lors s'acquitter des amendes administratives qui lui seront imposées. À défaut de paiement immédiat, d'autres moyens de recouvrement des sommes seront utilisés que la retenue du moyen de transport utilisé, à savoir, des contrôles systématiques au « gate ».

L'administration s'assurera que les compagnies sont bien informées des documents d'entrée requis et attirera leur attention sur les manquements observés. Elle fournira en outre toute la documentation nécessaire pour pallier ce manque d'information. Les compagnies aériennes peuvent, au besoin, faire appel au service Inspection frontières de l'Office des étrangers pour toute information susceptible d'améliorer les contrôles dans les aéroports d'embarquement. Toutes ces mesures devraient permettre aux compagnies d'assumer pleinement leur responsabilité et à diminuer considérablement le nombre de passagers inadmissibles.

Si les compagnies accusent un nombre infime de passagers inadmissibles, elles pourront, si elles le désirent, demander à conclure un protocole d'accord avec le ministre ou son délégué. Ce protocole vise, au-delà de la réduction du montant des amendes administratives, à instaurer une collaboration étroite entre la compagnie aérienne et le ministre de l'Intérieur ou son délégué. Il fixera les devoirs et les responsabilités de chaque contractant.

Le nouveau modèle de protocole d'accord prévoira à cet effet : un système dégressif du montant des amendes administratives dues selon le nombre d'Inads transportés par la compagnie durant une certaine période; la fixation des modalités de contrôle dans les aéroports d'embarquement desservis par la compagnie; une information et une aide à la compagnie pour les questions de documents de voyage et d'immigration.

c) Mesures effectives

Les mesures préventives ne pourront malheureusement pas tout résoudre. Il reste une catégorie de passagers qui, malgré les efforts conjugués des postes diplomatiques et des compagnies aériennes, tenteront d'entrer sur le territoire, munis de faux documents ou ne répondant pas aux conditions d'entrée autres que la possession d'un document de voyage, pourvu, le cas échéant, du visa requis.

In elk geval mag het responsabiliseringssysteem geen afbreuk doen aan het principe van de niet-uitwijzing dat gewaarborgd wordt door artikel 33 van de Conventie van Genève.

Er zullen dus krachtens artikel 74/4bis van de wet van 15 december 1980 administratieve boetes opgelegd worden aan de maatschappijen die dit type passagiers vervoeren, opdat zij de controle van de reisdocumenten in de luchthavens van inscheping zouden verscherpen. De administratieve boete bedraagt thans 150 000 frank per vervoerde passagier. De meeste maatschappijen betalen de verschuldigde bedragen niet en betwisten hun verantwoordelijkheid zonder zich echter tot de rechtbank van eerste aanleg te richten waarbij een beroep mogelijk is door middel van een verzoekschrift.

Er zullen dus maatregelen getroffen worden om op onfeilbare wijze de verantwoordelijke luchtvaartmaatschappij te bepalen door middel van bijvoorbeeld de IATA-code, die het zal mogelijk maken de verantwoordelijke transporteur aan te wijzen. De maatschappijen die de wijze voor het bepalen van hun verantwoordelijkheid niet aanvaarden, zullen zelf het middel moeten verschaffen om hen te identificeren. Wanneer de identificatie van de maatschappij vastgesteld is, zal zij haar verantwoordelijkheid niet meer kunnen betwisten. Zij zal dus de administratieve boetes die haar opgelegd worden, moeten betalen. Wanneer er niet onmiddellijk betaald wordt, zullen er andere middelen gebruikt worden om de bedragen te innen dan het tegenhouden van het gebruikte transportmiddel, namelijk systematische controles aan de « gate ».

De administratie zal zich ervan vergewissen dat de maatschappijen goed geïnformeerd worden over de vereiste toegangsdocumenten en zal hun aandacht vestigen op de vastgestelde tekortkomingen. Zij zal bovendien alle nodige documentatie verschaffen om dit gebrek aan informatie op te lossen. De luchtvaartmaatschappijen kunnen zo nodig een beroep doen op de dienst Grensinspectie van de Dienst Vreemdelingenzaken voor elke informatie die de controles in de luchthavens van inscheping kan verbeteren. Al deze maatregelen zouden het voor de maatschappij mogelijk moeten maken om hun verantwoordelijkheid ten volle op te nemen, en het aantal ontoelaatbare passagiers aanzienlijk te doen dalen.

Bovendien zullen de maatschappijen die een uiterst gering aantal ontoelaatbare passagiers hebben, indien zij dit wensen, kunnen vragen om een protocolakkoord te sluiten met de minister of zijn afgevaardigde. Dit protocol strekt ertoe, bovenop de beperking van het bedrag van de administratieve boetes, een nauwe samenwerking tot stand te brengen tussen de luchtvaartmaatschappij en de minister van Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde. Het zal de plichten en de verantwoordelijkheden van elke contractant bepalen.

Het nieuwe model van protocolakkoord zal immers in een degressief systeem voorzien voor het bedrag van de administratieve boetes die verschuldigd zijn volgens het aantal Inads die door de maatschappij gedurende een bepaalde periode vervoerd worden; de vaststelling van de controlemodaliteiten in de luchthavens van inscheping die de maatschappij aandoen, evenals informatie en bijstand voor de maatschappij inzake reis- en immigratierechten.

c) Effectieve maatregelen

Deze preventieve maatregelen zullen jammer genoeg niet het hele probleem van de Inads kunnen oplossen. Er blijft een categorie passagiers die, ondanks de gezamenlijke inspanningen van de diplomatieke posten en de luchtvaartmaatschappijen, zullen proberen het grondgebied binnen te komen, voorzien van valse documenten of zonder dat zij voldoen aan de andere toegangsvoorwaarden dan het bezit van een reisdocument dat in voorkomend geval voorzien is van het vereiste visum.

Ces personnes devront être refoulées à leur arrivée et une série de dispositions seront prises pour que ce retour se fasse dans les meilleures conditions.

1) En cas de refus de départ volontaire, un éloignement par avion de ligne régulière sera proposé et exécuté, le cas échéant avec escorte. Le cas échéant, il sera procédé à des éloignements forcés par avion organisé par les pouvoirs publics. Dans ce cas, ils seront accompagnés par un médecin et un observateur actif sur le terrain des droits de l'homme.

2) Pour les délinquants ayant commis des infractions graves, des vols par petits avions pourront être organisés.

Dans tous les cas où la contrainte est nécessaire, il ne pourra être fait usage de la contrainte qu'en tenant compte des risques que cela comporte. L'on ne pourra recourir à la force que pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement. Tout recours à la force est proportionné à l'objectif poursuivi. Tout usage de la force est précédé d'un avertissement, à moins que cela ne rende cet usage inopérant.

1. L'éloignement volontaire

Tout d'abord, tous les moyens seront mis en œuvre pour que les personnes acceptent leur éloignement sur une base volontaire. Ce départ volontaire sera encouragé par une préparation psychologique des personnes concernées en présentant l'éloignement comme une mesure inéluctable afin de les préserver de tout faux espoir. Une certaine souplesse sera également de mise pour répondre dans la mesure du possible aux éventuelles revendications purement matérielles que l'intéressé peut faire valoir comme conditions à son retour (aide au retour, arrangements relatifs au document de voyage, bagages, contacts divers, ...).

En deuxième lieu, il sera veillé à ce que les lieux dits « situés à la frontière » soient améliorés dans leur structure d'accueil provisoire. Les conditions matérielles peuvent être améliorées par un confort plus important qui passe par une augmentation de l'espace disponible pour le centre Inad de l'aéroport de Zaventem. Des aménagements intérieurs pourront également être effectués pour les centres 127 et 127bis de façon à augmenter le confort des résidents.

On veillera également à ce que le retour de ces personnes puisse avoir lieu dans de courts délais de façon à réduire considérablement la durée de séjour dans ces lieux situés à la frontière. Il sera demandé aux compagnies concernées d'accorder une priorité aux réservations des Inads sur le vol retour.

Il est également envisagé d'augmenter le nombre d'éloignements par jour, qui pour des raisons matérielles est actuellement fixé à 20, en octroyant des moyens supplémentaires aux autorités chargées de l'éloignement.

Toutes ces dispositions doivent permettre d'éviter l'éloignement forcé.

2. L'éloignement forcé

Cet éloignement semble devoir être envisagé à l'heure actuelle pour un certain nombre de personnes qui se trouvent depuis très longtemps dans un centre et qui sont entrées dans une logique de refus systématique de toute tentative d'éloignement volontaire telle que seul un éloignement forcé reste envisageable.

a. Éloignement par vol organisé par les autorités publiques

Compte tenu de cette situation, il appartient à l'État belge d'organiser l'éloignement de ces personnes par avion de ligne

Deze personen zullen bij hun aankomst teruggestuurd moeten worden, en er zullen een reeks maatregelen getroffen worden opdat hun terugkeer in zo goed mogelijke omstandigheden kan verlopen.

1) In geval van weigering van vrijwillig vertrek, zal er een verwijdering per lijnvvlucht voorgesteld worden en, in voorkomend geval, onder escorte uitgevoerd worden. Indien nodig gaat men over tot gedwongen verwijderingen met een door de overheid georganiseerde vlucht. In dat geval worden zij begeleid door een geneesheer en een observator die werkzaam is op het gebied van de rechten van de mens.

2) Voor de misdadigers die zware misdrijven gepleegd hebben, zullen er vluchten met kleine vliegtuigen georganiseerd kunnen worden.

In alle gevallen waarin dwang nodig is, zal die dwang maar aangewend mogen worden indien men rekening houdt met de daaruit voortvloeiende risico's. Er mag slechts geweld gebruikt worden voor een wettig doeleinde dat op geen enkele andere wijze bereikt kan worden. Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding tot het nastereelde doeleinde. Elk gebruik van geweld wordt voorafgegaan door een waarschuwing, tenzij die het gebruik van geweld onwerkzaam zou maken.

1. De vrijwillige verwijdering

In de eerste plaats zullen alle middelen aangewend worden opdat de personen hun verwijdering op vrijwillige basis aanvaarden. Dit vrijwillige vertrek zal aangemoedigt worden door een psychologische voorbereiding van de betrokken personen door de verwijdering voor te stellen als een onvermijdelijke maatregel, zodat zij geen valse hoop gaan koesteren. Er zal in de mate van het mogelijk met een zekere soepelheid gereageerd worden op de eventuele louter materiële bezwaren die de betrokkenen oppert als voorwaarden voor zijn terugkeer (bijstand bij de terugkeer, regelingen betreffende het reisdocument, bagage, allerlei contacten, ...).

In de tweede plaats zal er over gewaakt worden dat de zogenaamde plaatsen «die aan de grens gelegen zijn» verbeterd worden inzake hun structuur voor voorlopige opvang. De materiële omstandigheden kunnen verbeterd worden door een groter comfort, dat gerealiseerd kan worden door een uitbreiding van de beschikbare ruimte voor het Inad-centrum van de luchthaven van Zaventem. Er zal tevens binnenhuisinrichting aangebracht kunnen worden voor de centra 127 en 127bis zodat het comfort van de bewoners verbeterd wordt.

Men zal er tevens op toezien dat de terugkeer van die personen kan plaatsvinden binnen korte termijnen, zodat de verblijfsduur in die plaatsen aan de grens aanzienlijk beperkt kan worden. Aan de betrokken maatschappijen zal gevraagd worden voorrang te verlenen aan de reservaties van de Inads op hun terugkeervlucht.

Men overweegt tevens het aantal verwijderingen per dag, dat thans om materiële redenen op 20 vastgesteld is, te verhogen, door bijkomende middelen te verschaffen aan de autoriteiten die instaan voor de verwijdering.

Al deze maatregelen moeten het mogelijk maken de gedwongen verwijdering te voorkomen.

2. De gedwongen verwijdering

Deze verwijdering moet overwogen worden voor een aantal personen die zich reeds zeer lang in een centrum bevinden en die geëvolueerd zijn naar een logica van systematische weigering van elke poging tot vrijwillige verwijdering, waardoor alleen nog de mogelijkheid van een gedwongen verwijdering overblijft.

a. Verwijdering met een door de overheid georganiseerde vlucht

Rekening houdend met deze situatie, moet de Belgische Staat de verwijdering van deze personen organiseren met een gewone

régulière, le cas échéant avec escorte. Il serait donc indiqué que l'État reprenne à son compte les INADS concernés qui en principe doivent être éloignés par la compagnie aérienne qui les a transportés. L'État peut effectivement les éloigner en lieu et place de la compagnie, mais celle-ci devra financer au moins en partie le coût de cet éloignement pour autant que sa responsabilité est engagée.

Actuellement, les centres fermés sont occupés par des personnes qui refusent de partir sur une base volontaire. À titre indicatif, du 30 juin 1999 au 29 août 1999 (deux mois), sur un nombre total de près de 300 tentatives d'éloignement, il y a eu 250 échecs. Seuls 49 éloignements ont pu avoir lieu dont 9 remises à la frontière en vertu de la Convention de Dublin. Il s'ensuit un nombre dérisoire de retours volontaires, ce qui rend inévitable l'éloignement forcé. À l'exception d'un retour sous escorte effectué par une compagnie étrangère, il n'y a pas eu d'éloignements sous escorte compte tenu du refus catégorique exprimé par un grand nombre de pilotes de la Sabena, par la voie du BCA (Belgian Cockpit Association) de prendre à bord de leurs vols des INADS escortés. Cette attitude a sonné le glas des éloignements sous escorte, la Sabena étant dans une grande mesure concernée par le problème des INADS.

Ce refus de la part des pilotes pose avec acuité le problème des éloignements forcés par d'autres moyens que des vols réguliers et amène la mise en œuvre des propositions en matière d'éloignement forcé de la part de la Commission Vermeersch.

Celle-ci a présenté quelques pistes intéressantes en proposant un éloignement par des avions spéciaux. Cette piste est actuellement à l'examen et un expert intermédiaire a été désigné comme sous-traitant pour trouver la compagnie privée qui sera chargée de l'exécution de ces vols.

À côté de ces vols privés, d'autres pistes seront explorées, notamment,

1. l'éloignement par avion de ligne dont l'affrètement serait issu directement de la coopération de plusieurs compagnies aériennes, voire de compagnies de pays limitrophes, possédant chacune des facilités, notamment le droit d'atterrissement, dans les pays de destination ou de transit;

2. l'éloignement par avion civil affrété par la Défense nationale;

3. l'éloignement par petits avions avec une capacité de 15 personnes.

L'éloignement au moyen de ces avions privés sera spécialement réservé aux personnes les plus récalcitrantes à leur départ, à savoir, à ceux qui se sont déjà opposés à plusieurs reprises de façon violente à leur départ ou qui représentent un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale, conformément aux propositions de la Commission Vermeersch.

Les éloignements forcés se feront néanmoins toujours en concertation avec toutes les instances concernées afin d'évaluer les risques liés à l'éloignement. Ces risques seront évalués suite à une analyse du profil de tous les INADS concernés. Une analyse psychologique de la population des centres fermés sera donc entreprise afin de répertorier les personnes qui refusent catégoriquement de partir sur une base volontaire, car de toute évidence les éloignements forcés constitueront l'exception à la règle générale que doit constituer l'éloignement volontaire et dans une moindre mesure, l'éloignement sous escorte.

Les illégaux qui sont écroués dans les centres fermés pour illégaux bénéficieront du même accompagnement psychologique et social que les INADS.

Actuellement, les centres pour illégaux sont également au bord de la saturation. Comme un nombre important de personnes est

lijnvlucht, in voorkomend geval, met escorte. Het zou dus aange- wezen zijn dat de Staat de betrokken INADS, die in principe verwijderd moeten worden door de luchtvaartmaatschappij die hen naar hier heeft vervoerd, ook voor zijn rekening neemt. De Staat kan hen inderdaad verwijderen in de plaats van de maatschappij, maar die laatste zal minstens gedeeltelijk de kostprijs voor die verwijdering moeten betalen, voor zover zij aansprakelijk is.

Thans zitten de gesloten centra vol met personen die weigeren vrijwillig te vertrekken. Zo waren er tussen 30 juni 1999 en 29 augustus 1999 (2 maanden), op een totaal aantal van bijna 300 pogingen tot verwijdering, 250 mislukkingen. Slechts 49 verwijderingen hebben kunnen plaatsvinden, waarvan er 9 werden uitgevoerd krachtens de Conventie van Dublin. Dit klein aantal gevallen van vrijwillige terugkeer verklaart waarom de gedwongen verwijdering onvermijdelijk wordt. Met uitzondering van een geëscorteerde terugkeer die uitgevoerd is door een buitenlandse maatschappij, zijn er geen geëscorteerde verwijderingen geweest gezien de categorieke weigering van een groot aantal piloten van Sabena, via de BCA (Belgian Cockpit Association) om geëscorteerde INADS aan boord van hun vluchten te nemen. Deze houding betekende het einde van de geëscorteerde verwijderingen aangezien Sabena in grote mate betrokken was bij het probleem van de INADS.

Deze weigering van de piloten stelt duidelijke het probleem van de gedwongen verwijderingen met andere middelen dan lijnvluchten, en leidt tot de uitvoering van de voorstellen inzake gedwongen verwijderingen vanwege de Commissie Vermeersch.

Deze commissie heeft enkele interessante denkpistes voorgesteld door een verwijdering met speciale vliegtuigen voor te stellen. Deze piste wordt thans onderzocht, en er werd een bemiddelende expert aangewezen als ondераannemer om de privé-maatschappij te vinden die belast zal worden met de uitvoering van die vluchten.

Behalve die privé-vluchten worden nog andere pistes verkend, met name,

1. de verwijdering per lijnvlucht, waarvan het charteren rechtstreeks uit de samenwerking van verschillende luchtvaartmaatschappijen zou voortvloeien, zelfs maatschappijen van de buurlanden, die elk over faciliteiten beschikken, met name het recht tot landen, in de landen van bestemming of transit;

2. de verwijdering met burgerlijk vliegtuig, gecharterd door Landsverdediging;

3. de verwijdering met kleine vliegtuigjes met een capaciteit van 15 personen.

De verwijdering met die privé-vliegtuigen zal speciaal voorbehouwen worden aan de personen die het meest weerbaar zijn bij hun vertrek, namelijk zij die zich reeds verschillende keren met geweld verzet hebben tegen hun vertrek of die een gevaar inhouden voor de openbare orde of de nationale veiligheid, overeenkomstig de voorstellen van de Commissie Vermeersch.

De gedwongen verwijderingen zullen echter altijd in overleg met alle betrokken instanties gebeuren, om de risico's van de verwijdering te kunnen inschatten. Deze risico's zullen geëvalueerd worden na een analyse van het profiel van alle betrokken INADS. Er zal dus een psychologische analyse van de bevolking van de gesloten centra uitgevoerd worden om de personen die categoriek weigeren vrijwillig te vertrekken, te registreren, want de gedwongen verwijderingen zullen uiteraard de uitzondering blijven op de algemene regel die de vrijwillige verwijdering, en in mindere mate, de geëscorteerde verwijdering, moeten vormen.

De illegalen die opgesloten worden in de gesloten centra voor illegalen, zullen dezelfde psychologische en sociale begeleiding krijgen als de INADS.

Thans zitten de centra voor illegalen aan hun verzagidings-grens. Aangezien er dagelijks een groot aantal personen gevat

intercepté chaque jour sur le territoire, et qu'une priorité est actuellement accordée à l'éloignement des INADS qui est du ressort des compagnies aériennes, les centres pour illégaux ne désemplissent pas. Il faut également noter que le nombre de personnes à éloigner fait l'objet d'un quota depuis les consignes de sécurité qui porte à 20 le nombre journalier d'éloignements effectués par la gendarmerie du détachement de sécurité de Zaventem, ce qui laisse peu de place à l'éloignement des illégaux.

Tout comme les INADS, certaines personnes qui y sont détenues en vue de leur rapatriement, refusent de partir.

Faute de place dans les centres, un nombre important de personnes trouvées en séjour illégal sur le territoire, se voient délivrer un ordre de quitter le territoire auquel elles n'obtempèrent pas, ce qui augmente considérablement le nombre d'illégaux sur le territoire. Il s'ensuit qu'il y a actuellement aucune politique efficace d'éloignement réel et que cette absence de politique attire encore plus d'illégaux.

Les illégaux en provenance des pays de l'est sont particulièrement nombreux. Comme la majorité de ces pays sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne, ils ne sont plus soumis à l'obligation du visa pour les pays Schengen et peuvent dès lors entrer facilement sur le territoire munis de leur passeport national. Certains n'hésitent pas à solliciter l'asile pour avoir droit à l'aide sociale et un grand nombre d'entre eux travaillent clandestinement en Belgique. Vu leur grand nombre, leur éloignement par avion de ligne est difficile. Dès lors, un éloignement à plus grande échelle s'impose. L'organisation de vols spécifiques par les autorités publiques est une nécessité.

L'organisation de vols privés mixtes, c'est-à-dire, des vols qui prennent en charge aussi bien des illégaux que des INADS, n'est pas exclue. À ce moment, c'est le profil de la personne à éloigner qui devrait décider du type d'éloignement.

Ainsi, la Belgique connaît actuellement une nouvelle vague d'arrivée de Slovaques. Ces Slovaques sollicitent l'asile dès leur entrée sur le territoire, uniquement dans le but d'avoir accès à la couverture sociale qu'ouvre actuellement le droit d'asile, parce que les conditions économiques dans leur pays d'origine ne leur sont pas favorables. Ces Slovaques sont entrés légalement sur le territoire sous le couvert d'un passeport national en cours de validité, mais y restent une fois leur demande d'asile clôturée. Ils se sont vu notifier un ordre de quitter le territoire, mais ne quittent pas le territoire et s'installent en grand nombre dans certaines villes qui connaissent actuellement une grande concentration de Slovaques. Cette concentration a été rendue possible par le fait que ces demandeurs d'asile ont pu choisir librement leur lieu de résidence pendant l'examen de leur demande puisqu'ils étaient entrés légalement sur le territoire.

Un projet de rapatriement collectif est actuellement examiné, tant pour donner un signal aux autorités slovaques que pour éloigner ce grand nombre d'illégaux dont la présence ne peut plus longtemps être tolérée.

Ce rapatriement nécessitera, si besoin en est, la mise à la disposition d'avions civils par le ministre de la Défense nationale.

b. Éloignement sous la responsabilité de la compagnie aérienne : l'éloignement sous escorte

La Convention de Chicago stipule qu'il appartient à la compagnie aérienne qui a amené la personne inadmissible d'assurer son retour à l'aide de son propre personnel de sécurité. La compagnie responsable prendra ainsi les précautions nécessaires afin de pouvoir assurer cet éloignement dans le respect de la dignité humaine et des normes de sécurité. Seul l'éloignement des passagers Sabena est assuré par la gendarmerie du détachement de sécu-

wordt op ons grondgebied, en er thans voorrang verleend wordt aan de verwijdering van de INADS wat tot de bevoegdheid van de luchtvaartmaatschappij behoort, worden de centra voor illegalen er niet leger op. Er dient opgemerkt te worden dat het aantal te verwijderen personen volgens de veiligheidsvoorschriften aan een quotum onderworpen is, namelijk een dagelijks aantal van 20 verwijderingen die uitgevoerd worden door de rijkswacht van het veiligheidsdetachement van Zaventem, waardoor er weinig ruimte komt voor de verwijdering van de illegalen.

Net zoals de INADS, weigeren sommige personen die vastgehouden worden met het oog op hun repatriëring, te vertrekken.

Door plaatsgebrek in de centra, krijgen een groot aantal personen die illegaal aangetroffen worden op ons grondgebied, een bevel om het grondgebied te verlaten, waaraan zij niet gehoorzaam waardoor het aantal illegalen op ons grondgebied aanzienlijk stijgt. Daarbij komt dat er thans geen doeltreffend beleid van reële verwijdering bestaat, en dat dit gebrek aan beleid nog meer illegalen aantrekt.

Die illegalen afkomstig van Oost-Europese landen, zijn bijzonder talrijk. Aangezien de meeste van die landen kandidaat zijn om toe te treden tot de Europese Unie, zijn zij niet meer onderworpen aan de visumverplichting voor de Schengen-landen, en kunnen zij dus gemakkelijk met hun nationaal paspoort ons grondgebied binnengaan. Sommigen van hen aarzelen niet om asiel aan te vragen en aldus maatschappelijke bijstand te ontvangen, en een groot aantal van hen werkt illegaal in België. Doordat hun aantal zo groot is, wordt de verwijdering per lijnvlucht moeilijk. Er is derhalve een verwijdering op grote schaal nodig. De organisatie van specifieke vluchten door de overheid lijkt een noodzaak te zijn.

De organisatie van gemengde privé-vluchten, dat wil zeggen vluchten die zowel illegalen als INADS vervoeren, is niet uitgesloten. Op dit moment is het het profiel van de te verwijderen persoon dat bepalend is voor het type verwijdering.

België wordt thans geconfronteerd met een nieuwe stroom Slovaken. Zij vragen asiel aan van zodra zij het grondgebied betreden hebben, uitsluitend om toegang te hebben tot het systeem van maatschappelijke hulpverlening dat thans beschikbaar is via het asielrecht, temeer de economische omstandigheden in hun land van herkomst niet gunstig zijn. Deze Slovaken, die het grondgebied wettelijk binnengekomen zijn met een geldig nationaal paspoort, blijven hier van zodra hun asielaanvraag afgesloten is. Zij krijgen het bevel om het grondgebied te verlaten maar zij installeren zich in grote aantallen in sommige steden die thans een grote concentratie van Slovaken kennen. Deze concentratie was mogelijk doordat de asielaanvragers hun verblijfplaats tijdens het onderzoek van hun aanvraag, vrij hebben kunnen kiezen vermits zij wettelijk het grondgebied binnengekomen zijn.

Een ontwerp van collectieve repatriëring wordt thans onderzocht, zowel om aan de Slovaakse overheid een signaal te geven, als om dit grote aantal illegalen, wier aanwezigheid niet langer getolereerd kan worden, te verwijderen.

Voor deze repatriëring zal de minister van Landsverdediging, indien nodig, een vliegtuig ter beschikking moeten stellen.

b. Verwijdering op verantwoordelijkheid van de luchtvaartmaatschappij : de geëscorteerde verwijdering

De Conventie van Chicago bepaalt dat de luchtvaartmaatschappij die de ontoelaatbare persoon gebracht heeft, moet zorgen voor zijn terugkeer met behulp van haar eigen veiligheidspersoneel. De verantwoordelijke maatschappij zal dus de nodige voorzorgsmaatregelen nemen om deze verwijdering mogelijk te maken met eerbiediging van de menswaardigheid en de veiligheidsnormen. Alleen de verwijdering van de Sabena-passagiers

rité de l'aéroport de Zaventem en vertu du protocole d'accord que la Sabena a conclu avec la gendarmerie le 4 janvier 1999.

En tout état de cause, l'autorité du commandant de bord sera respectée. Toutefois, si celui-ci refuse l'embarquement d'une personne, il sera invité à acter son refus et au besoin, de le motiver afin que nouvelles dispositions puissent être prises dans le respect des normes de sécurité.

Toutes ces dispositions sont également valables pour le rapatriement des personnes se trouvant en séjour illégal sur le territoire. Ces personnes seront rapatriées par l'État dans les mêmes conditions que les passagers inadmissibles afin de permettre si nécessaire l'adaptation des instructions du ministre de l'Intérieur en matière d'éloignement.

III. La régularisation

L'accélération et la simplification des procédures ne régleront pas la situation de toutes les personnes actuellement en séjour illégal ou se trouvant dans la procédure d'asile depuis un certain nombre d'années. L'État doit porter sa part de responsabilité. L'accord de gouvernement prévoit à cet effet que pourront être régularisées par un organe indépendant les personnes qui répondent aux critères définis par un arrêté royal sur base de l'article 9, § 3, de la loi du 12 décembre 1980.

L'accord de gouvernement dispose que :

« (...) Un organe indépendant disposant d'un personnel suffisant, devra dans le cadre d'une procédure qui respecte les droits de la défense se prononcer, au cas par cas, sur une régularisation éventuelle, en se basant sur des critères stricts définis préalablement par l'arrêté royal. La demande doit être formulée dans un bref délai après la mise en vigueur de cet arrêté royal. »

Entreront en ligne de compte conformément à ces critères :

1. les demandeurs d'asile en fin de procédure qui n'ont pas reçu de décision exécutoire dans un délai de 4 ans (trois ans pour les familles avec des enfants en âge de scolarité) pour autant qu'ils ne représentent aucun danger pour l'ordre public et n'aient commis aucune fraude manifeste lors de l'introduction de la demande ou de la procédure;

2. les personnes qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, ne peuvent retourner;

3. les personnes gravement malades;

4. les personnes qui peuvent faire valoir des circonstances humanitaires bien définies et qui ont développé des attaches sociales durables dans le pays.

Un prêt sans intérêt pourra être octroyé à ceux qui seront renvoyés et qui ont résidé depuis longtemps en Belgique afin de faciliter leur réintégration dans leur pays d'origine ».

1. Situation actuelle

Un rapport récent de la Commission du Sénat français, se basant sur une évaluation du Bureau international du travail, a évalué à 400 000 le nombre de personnes en situation irrégulière sur son territoire. Si l'on part de l'hypothèse d'une proportion similaire d'illégaux en Belgique, les clandestins seraient actuellement 50 à 75 000 sur notre territoire.

La durée de la procédure est une des causes de demandes de régularisation. À l'heure actuelle, environ 6 000 dossiers sont en attente de décision.

wordt verzekerd door de rijkswacht van het veiligheidsdetachement van de luchthaven van Zaventem krachtens het protocolakkoord dat Sabena gesloten heeft met de rijkswacht op 4 januari 1999.

In elk geval moet het gezag van de boordcommandant gerespecteerd worden. Als hij echter weigert een persoon te laten instappen, zal hij verzocht worden om akte te nemen van zijn weigering en ze zo nodig te motiveren zodat er nieuwe maatregelen getroffen kunnen worden met naleving van de veiligheidsnormen.

Al die maatregelen gelden eveneens voor de repatriëring van de personen die illegaal op het grondgebied verblijven. Die personen zullen door de Staat gerepatrieerd worden onder dezelfde voorwaarden als de INADS, om voor zover als nodig in te passen in de richtlijnen van de minister van Binnenlandse Zaken inzake verwijdering.

III. De regularisatie

De versnelling en de vereenvoudiging van de procedures zullen de situatie van alle thans illegaal verblijvende personen of personen die zich sinds een aantal jaar in de asielprocedure bevinden, niet regelen. De Staat moet zijn deel van de verantwoordelijkheid opnemen. Het regeerakkoord voorziet daartoe in de regularisatie door een onafhankelijk autonoom orgaan, van de personen die voldoen aan de criteria die bepaald zijn bij een koninklijk besluit op basis van artikel 9, § 3, van de wet van 12 december 1980.

Het regeerakkoord bepaalt dat :

« (...) Wat de in ons land verblijvende illegalen betreft zal een onafhankelijk instantie, met een procedure die de rechten van de verdediging eerbiedigt en die voldoende bestaat is, geval per geval uitspreken over een mogelijke regularisatie en dit op basis van voorafgaandelijk geformuleerde strikte criteria waarbij de aanvraag binnen een korte periode na de inwerkingtreding moet worden ingediend.

Overeenkomstig deze criteria zullen in aanmerking komen :

1. uitgeprocedeerde asielzoekers die binnen een termijn van vier jaar geen uitvoerbare beslissing hebben ontvangen (drie jaar voor families met schoolgaande kinderen) en geen gevaar betekenen voor de openbare orde of manifeste fraude bij het indienen van de aanvraag of in de asielprocedure hebben gepleegd;

2. de personen die om redenen onafhankelijk van hun wil onmogelijk kunnen terugkeren;

3. ernstig zieke personen;

4. personen die welbepaalde problematische humanitaire omstandigheden kunnen doen gelden en die hier duurzame sociale contacten hebben ontwikkeld.

Aan zij die afgewezen werden en langdurig in België verbonden hebben, kan een renteloze lening worden toegekend teneinde hun herintegratie in hun land van herkomst te vergemakkelijken ».

1. Huidige situatie

Een recent verslag van de Commissie van de Franse Senaat, dat gebaseerd is op een evaluatie van het Internationaal Arbeidsbureau, heeft het aantal personen dat onregelmatig op zijn grondgebied verblijft, op 400 000 geschat. Als men van de hypothese van een gelijkaardige verhouding illegalen in België uitgaat, zouden de illegalen thans met 50 tot 75 000 op ons grondgebied zijn.

De duur van de procedure is één van de oorzaken van de aanvragen tot regularisatie. Thans wachten ongeveer 6 000 dossiers op een beslissing.

La Commission d'avis des régularisations, créée il y a six mois, rend actuellement 25 avis par semaine.

2. Principes

Il n'existe pas de droit à la régularisation indépendant d'une règle normative. Si un individu dispose d'un droit au séjour, il peut le faire valoir. Faute de quoi, il relève de l'appréciation souveraine du gouvernement d'édicter des normes y relatives.

Diverses circulaires ont à ce jour servi de base à une régularisation: victimes de traite d'êtres humains, ressortissants bosniaques, personnes pouvant se prévaloir de circonstances humanitaires ou d'une maladie grave.

Un arrêté royal à effet limité fixera les critères de régularisation.

Au-delà, seuls certains cas précis, sous peine de continuer à dénaturer l'article 9, alinéa 3, pourront encore bénéficier de régularisation. Le présent arrêté royal n'épuise donc pas le pouvoir dont le ministre dispose sur base de l'article 9, alinéa 3, pour régulariser la situation de personnes n'ayant pas demandé la régularisation sur base de l'arrêté royal. À cet égard, la circulaire de 1997 relative aux concubins sera améliorée.

L'arrêté royal élaboré sur la base de cette note n'instaure en aucune façon un droit inconditionnel et automatique à la régularisation. Il permet à certaines personnes en situation irrégulière de demander que leur situation de séjour soit régularisée, à des conditions et dans un délai précis.

Il s'agit ainsi de prévenir tout «appel d'air» d'étrangers venant pour l'occasion en Belgique.

Enfin, les personnes qui soit représentent un danger pour l'ordre public, soit ont commis une fraude manifeste, seront en principe exclues de régularisation. Le ministre de l'Intérieur appréciera le premier critère, la commission appréciera le second.

Le service fédéral d'Information est chargé de l'information et de la diffusion la plus large de la présente mesure.

3. Critères

Les quatre critères servant de base à une régularisation doivent éviter deux écueils: une trop grande précision, qui restreindrait le pouvoir d'appréciation de l'organe indépendant; une trop grande incertitude, qui ouvrirait la porte à l'arbitraire.

L'expérience de l'actuelle Commission d'évaluation des régularisations et les exemples étrangers montrent qu'il est nécessaire que la commission construise elle-même sa propre jurisprudence à partir de l'examen concret des cas qui lui seront soumis, à la fois pour éviter les discriminations et pour aboutir rapidement à une décision.

En France, les régularisations de 1997-1998, accordées par les préfectures, se basaient sur des critères comparables. Les taux de reconnaissance n'ont pas différé grandement d'une préfecture à l'autre. Sauf à supposer des compensations dans l'application plus ou moins stricte des différents critères aboutissant à chaque fois au même taux de reconnaissance global, on peut donc estimer que le pouvoir d'appréciation de l'organe chargé des régularisations ne sera pas un obstacle à son fonctionnement.

De Adviescommissie voor de regularisaties die zes maanden geleden opgericht werd, brengt thans 25 adviezen per week uit.

2. Principes

Er bestaat geen recht op regularisatie los van een normatieve regel. Als een individu beschikt over het verblijfsrecht, kan hij dat doen gelden. Zoniet moet de regering soeverein oordelen om daarover normen uit te vaardigen.

Tot nu toe hebben verschillende omzendbrieven gediend als basis voor een regularisatie: slachtoffers van mensenhandel, Bosnische onderdanen, personen die humanitaire redenen of een ernstige ziekte kunnen inroepen.

Een koninklijk besluit met beperkte uitwerking, zal de regulatiecriteria vastleggen.

Daarbuiten zullen alleen sommige specifieke gevallen nog een regularisatie kunnen genieten, en dit om te vermijden dat artikel 9, § 3, verder wordt uitgehouden. Het koninklijk besluit laat de bevoegdheid waarover de minister van Binnenlandse Zaken beschikt op basis van artikel 9, § 3, om de toestand te regulariseren van personen die geen aanvraag hebben gedaan op basis van dit koninklijk besluit, onverkort.

Het koninklijk besluit dat opgesteld is op basis van deze nota, voert op geen enkele wijze een onvoorwaardelijk en automatisch recht op regularisatie in. Het maakt het voor sommige personen die zich in een onregelmatige situatie bevinden, mogelijk om te vragen dat hun situatie geregulariseerd zou worden, onder bepaalde voorwaarden en binnen een precieze termijn.

Het komt er echter vooral op aan elk «aanzuigeffect» te vermijden op personen die voor deze gelegenheid naar België komen, afkomstig van derde landen.

De personen die hetzij een bedreiging vormen voor de openbare orde, hetzij een manifeste fraude hebben gepleegd, zullen uitgesloten worden van regularisatie. De minister van Binnenlandse Zaken zal het eerste criterium beoordelen, de commissie het tweede criterium.

3. Criteria

De vier criteria die als basis dienen voor een regularisatie, moeten twee struikelblokken vermijden: een te grote precisie, waardoor de beoordelingsbevoegdheid van het onafhankelijk orgaan beperkt zou worden; een te grote onzekerheid, waardoor willekeurigheid kan ontstaan.

De ervaring van de huidige Commissie voor de evaluatie van de regularisaties en de buitenlandse voorbeelden tonen aan dat het nodig is dat de commissie zelf haar eigen rechtspraak ontwikkelt op basis van het concrete onderzoek van de gevallen die haar voorgelegd zullen worden, zowel om discriminatie te vermijden als om snel tot een beslissing te komen.

In Frankrijk werden de regularisaties van 1997-1998, behandeld door de prefecturen, gebaseerd op vergelijkbare criteria. De erkenningscijfers verschilden niet veel van de ene prefectuur tot de andere. Behalve in de veronderstelling dat er compensaties zullen zijn in de min of meer strikte toepassing van de verschillende criteria die telkens tot hetzelfde globale regularisatiecijfer leiden, kan men er dus vanuit gaan dat de beoordelingsmacht van het orgaan dat instaat voor de regularisaties, geen belemmering zal vormen voor zijn werking.

1) Les demandeurs d'asile en procédure depuis quatre ans (trois ans pour les familles avec enfants en âge de scolarité)

Ils seront régularisés pour autant qu'ils ne représentent pas de danger pour l'ordre public et n'aient commis aucune fraude manifeste lors de l'introduction de la demande ou lors de la procédure.

Est considérée comme manifeste toute fraude, y compris celle relative à l'identité et à la nationalité, à l'exception de celle liée aux éléments rapportés à l'appui de la demande d'asile (craindre au sens de la Convention de Genève).

2) Les circonstances indépendantes de la volonté du demandeur

Il s'agit de circonstances propres à la situation du pays d'origine du demandeur ou du pays dont il détient la nationalité.

3) Les personnes gravement malades

Les maladies graves ne font, pas plus que les autres critères, l'objet d'une liste exhaustive. La même logique qui consiste à confier la régularisation à un organe autonome indépendant impose une certaine souplesse dans l'appréciation de la gravité des maladies conduisant à la régularisation.

La charge de la preuve incombera au demandeur de la régularisation. Un contrôle pourra être effectué par un médecin comme actuellement.

La seule présence du malade sur le territoire ne justifie pas une discrimination avec les personnes du pays d'origine quant à leur traitement, sous peine d'ouvrir la porte à l'asile médical.

Ce principe peut connaître des exceptions en cas de maladie qui présente un degré de gravité tel qu'il serait dangereux à court terme, pour la vie du demandeur, de priver le malade d'aide médicale. Il s'agit d'éviter la non-assistance, médicale en l'occurrence, à personne en danger.

4) Les personnes qui peuvent faire valoir des circonstances humanitaires bien définies et qui ont développé des attaches sociales durables dans le pays

Cette condition doit être appréciée en fonction de la situation du demandeur en Belgique. Les circonstances humanitaires peuvent être déduites de la situation psychologique difficile du demandeur, causée directement par sa situation dans son pays d'origine.

La durée de la situation d'illégalité et ses conséquences ne peuvent à elles seules être constitutives de circonstances humanitaires justifiant la régularisation.

Les attaches sociales durables sont déduites d'éléments apportés par le demandeur quant à sa participation à la vie sociale en Belgique (scolarité des enfants, activité professionnelle ...).

4. Procédure

La Commission consultative des étrangers connaîtra des demandes.

Elle sera composée de magistrats et d'avocats en nombre suffisant, ainsi que de responsables reconnus dans le domaine des droits de l'homme, pour que les demandes puissent être traitées dans un délai d'un an.

Elle est soumise au respect des conditions fixées par l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, qui

1) De asielzoekers die sinds vier jaar met hun procedure bezig zijn (drie jaar voor de gezinnen met schoolgaande kinderen)

Zij zullen geregulariseerd worden voor zover zij geen gevaar voor de openbare orde vormen, en geen duidelijk bedrog gepleegd hebben bij de indiening van de aanvraag of tijdens de procedure.

Elk bedrog wordt beschouwd als zijnde duidelijk, dus ook het bedrog inzake de identiteit en de nationaliteit, met uitzondering van het bedrog dat rechtstreeks verband houdt met de elementen die aangehaald worden ter ondersteuning van de asielaanvraag (vrees in de zin van de Conventie van Genève).

2) De omstandigheden buiten de wil van de aanvrager

Het gaat om omstandigheden die eigen zijn aan de situatie van het land van herkomst van de aanvrager of van het land waarvan hij de nationaliteit heeft.

3) De ernstig zieke personen

De ziekten worden evenmin als de andere criteria, opgenomen in een opsommende lijst. Dezelfde logica die erin bestaat de regularisatie toe te vertrouwen aan een onafhankelijk, autonoom orgaan, laat een zekere soepelheid toe inzake de beoordeling van de ziekten die aanleiding geven tot een regularisatie.

De bewijslast is voor de aanvrager van de regularisatie. Er zal, net zoals dat nu gebeurt, een controle uitgevoerd worden door een geneesheer.

De aanwezigheid van de zieke op het grondgebied alleen kan geen rechtvaardiging zijn voor een discriminatie met de personen in het land van herkomst wat hun verzorging betreft, op gevaar af deur voor het medische asiel open te zetten.

Van dit principe kan afgeweken worden in geval van een zodanig ernstige ziekte dat het op korte termijn gevaarlijk zou zijn voor het leven van de aanvrager om hem geen verdere medische bijstand te verlenen. Het komt erop aan dat aan een persoon in kritieke gezondheidstoestand geen medische bijstand kan ontzegd worden.

4) De personen die welbepaalde humanitaire omstandigheden kunnen laten gelden, en die duurzame sociale banden gesmeed hebben in het land

Deze voorwaarde moet beoordeeld worden op basis van de situatie van de aanvrager in België. De humanitaire omstandigheden kunnen afgeleid worden van de moeilijke psychologische toestand van de aanvrager die rechtstreeks veroorzaakt wordt door de situatie in zijn land van herkomst.

De duur van de situatie van illegaliteit en de gevolgen ervan kunnen op zich geen humanitaire omstandigheden vormen die de regularisatie rechtvaardigen.

De duurzame sociale banden worden afgeleid uit elementen die de aanvrager aanhaalt met betrekking tot zijn deelname aan het maatschappelijke leven in België (schoolgaande kinderen, beroepsactiviteit ...).

4. Procedure

De Commissie van advies voor de vreemdelingen zal een uitspraak doen over de aanvragen.

Zij zal samengesteld zijn uit een voldoende aantal magistraten en advocaten, en uit deskundige erkend op het vlak van de rechten van de mens, opdat de aanvragen binnen een termijn van een jaar behandeld zouden kunnen worden.

Zij moet de voorwaarden naleven die bepaald zijn door artikel 6 van de Conventie tot bescherming van de rechten van de

dispose notamment que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal impartial (...) et, sous réserves, à un jugement public.

Les garanties de type juridictionnel concernent essentiellement la séparation de l'instruction et du jugement, le débat contradictoire avec avocat, des règles de procédures strictes, la possibilité de faire appel à des témoins, l'aide de traducteurs.

Les avis conformes devront être pris dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal, faute de quoi les regularisations interviendraient dans un délai inacceptable pour les demandeurs eux-mêmes.

Les communes seront associées étroitement à la procédure. Elles recueilleront tout d'abord les demandes et seront chargées de diffuser largement la présente mesure.

Afin de faciliter à la fois la tâche de l'intéressé, celle de l'administration et celle de l'organe de régularisation, un formulaire à compléter élaboré par le ministre de l'Intérieur sera mis à disposition dans les communes.

Au cas où les déclarations nécessiteraient un espace plus important, il est demandé d'en faire le résumé sur le formulaire et de joindre en annexe l'exposé complet. Ces formalités ne sont pas substantielles, mais l'expérience montre que la Commission d'avis est trop souvent amenée à «monter le dossier», ce qui n'est pas son rôle.

La demande devra être introduite dans un délai de trois semaines à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal.

La commune accompagnera la demande d'une mention quant au casier judiciaire et, le cas échéant, de lettres de soutien ou de toute observation utile, dont la commission examinera la pertinence. L'avis du bourgmestre pourra être recueilli ou demandé, d'initiative ou à la demande de la commission ou du demandeur lui-même.

L'absence non justifiée à une convocation entraînera automatiquement une décision négative.

Peuvent introduire une demande ceux qui peuvent établir par une pièce justificative qu'ils sont connus par l'Office des étrangers, un service de police, une commune, un hôpital, une école... et qui :

- pour ce qui concerne le premier critère, ont introduit une demande depuis trois ou quatre ans;
- pour ce qui concerne le deuxième critère, sont originaires d'un pays à risques;
- pour ce qui concerne le troisième critère, produisent une attestation médicale établissant qu'ils sont atteints d'une maladie grave;
- pour ce qui concerne le quatrième critère, peuvent démontrer par des documents à caractère officiel qu'ils résident en Belgique depuis plus de cinq ou six ans (pour les familles avec enfants en âge de scolarité).

La demande est introduite à la commune qui la transmet au secrétariat de la commission. Le secrétaire vérifie si le dossier contient les pièces requises. Il écarte la demande lorsque le dossier n'est pas complet.

Cette commission se consacrera périodiquement à trancher les questions de principe qui se dégageraient à l'examen de ces demandes, afin d'établir une jurisprudence qui servirait la rapidité des décisions et préviendrait les discriminations.

mens, dat met name bepaalt dat elke persoon het recht heeft dat zijn zaak op rechtvaardige en publieke wijze, binnen een redelijke termijn, gehoord wordt door een onpartijdige rechtsbank (...) en, onder voorbehoud, op een openbare uitspraak.

De waarborgen van rechterlijke aard hebben voornamelijk betrekking op de scheiding van het onderzoek en de uitspraak, de uiteenzetting door beide partijen met advocaat, de strikte procedureregels, de mogelijkheid om een beroep te doen op getuigen, de hulp van vertalers.

De bindende adviezen zullen genomen moeten worden binnen een termijn van een jaar na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit. Zoniet zouden de regularisaties er komen binnen een termijn die onaanvaardbaar is voor de aanvragers zelf.

De gemeenten zullen nauw bij de procedure betrokken worden. Zij zullen in de eerste plaats de aanvragen ontvangen, en zullen deze maatregel ruim moeten verspreiden.

Om tegelijkertijd de taak van de betrokkenen, van de administratie en van het regularisatie orgaan te vergemakkelijken, zal er in de gemeenten een invulformulier ter beschikking gesteld worden dat opgesteld is door de minister van Binnenlandse Zaken.

Ingeval er meer ruimte nodig is voor de verklaringen, wordt gevraagd een samenvatting op het formulier weer te geven, en als bijlage de volledige uiteenzetting bij te voegen. Deze formaliteiten zijn niet substantieel, maar de ervaring leert dat de Adviescommissie al te vaak het «dossier in elkaar moet steken», wat niet haar taak is.

De aanvraag zal ingediend moeten worden binnen drie weken na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit.

De gemeente voegt aan de aanvraag een vermelding betreffende het strafregister toe, en in voorkomend geval steunbrieven of elke nuttige opmerking, waarvan de commissie de relevantie zal onderzoeken. Het advies van de burgemeester zal ingewonnen of gevraagd kunnen worden, op initiatief of op verzoek van de commissie of van de aanvrager zelf.

De niet gerechtvaardigde afwezigheid bij een oproeping leidt automatisch tot een negatieve beslissing.

Kunnen een aanvraag indienen: zij die met een bewijsstuk kunnen aantonen dat zij gekend zijn bij de Dienst vreemdelingen-zaken, een politiedienst, een gemeente, een hospitaal of een school, en die :

- wat het eerste criterium betreft, sinds drie of vier jaar een asielaanvraag ingediend hebben;
- wat het tweede criterium betreft, afkomstig zijn uit risicolanden;
- wat het derde criterium betreft, een medisch attest voorleggen waarin verklaard wordt dat zij ernstig ziek zijn;
- wat het vierde criterium betreft, met officiële documenten kunnen aantonen dat zij sinds meer dan vijf of zes jaar (voor de gezinnen met schoolgaande jeugd) in België verblijven.

De aanvraag wordt ingediend bij de gemeente, die ze doorstuurt naar het secretariaat van de commissie. De secretaris gaat na of het dossier de vereiste stukken bevat. Wanneer het dossier niet volledig is, zal hij dit dossier afvoeren.

Deze commissie zal zich ook periodiek buigen over principiële kwesties die naar voren kunnen komen bij het onderzoek van die aanvragen, om een rechtspraak uit te bouwen, die ten goede zou komen aan de snelheid van de beslissingen, en discriminatie moet vermijden.

5. Conséquences

Une politique de régularisation serait hypocrite ou inconséquente si elle passait sous silence les éloignements forcés qui en découlent. Les deux sont indissolublement liés: il n'y a pas de régularisation sans politique d'éloignement.

Le gouvernement doit accepter par avance que la commission refusera un certain nombre de demandes.

Si les personnes disposaient d'un ordre de quitter le territoire avant de demander leur régularisation, cet ordre sera exécuté. Si elle n'en disposait pas, cet ordre leur sera remis.

Un délai pourra être accordé pour permettre aux personnes déboutées de retourner dans leur pays via un programme de rapatriement volontaire. Celui-ci devrait être proposé en même temps que la décision de refus. L'aide sera marquée sur la région d'origine plus que sur l'individu pour éviter des discriminations.

IV. Les mineurs

La Belgique est confrontée depuis quelque temps à l'arrivée de mineurs sans papiers, accompagnés ou non. Leur nombre a augmenté de 58 % de 1997 à 1998, passant de 1 158 à 1 833 en un an. Plus de la moitié n'était pas accompagnée. L'examen médical contredit souvent leurs déclarations quant à leur âge; cependant, 604 d'entre eux avaient moins de seize ans.

À l'heure actuelle, une quarantaine de personnes qui se déclarent mineurs au sens de la loi belge sont maintenues dans un centre fermé en attente soit d'une décision, soit d'une exécution de la décision, soit également d'une nouvelle tentative d'exécution de la décision.

Une distinction doit être faite entre les mineurs qui arrivent à une frontière extérieure Schengen, comme l'aéroport de Zaventem, et ceux qui entrent sur le territoire.

Les mineurs qui arrivent à Zaventem sont souvent accompagnés par une personne qui leur est étrangère et qui remplit les conditions d'accès au territoire. Par conséquent, cette personne passe sans encombre le contrôle à Zaventem tandis que le mineur est arrêté et conduit au centre INAD de l'aéroport où sa présence est toujours problématique, le centre n'étant pas adapté à l'accueil des mineurs, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes enfants.

Il résulte bien souvent de l'audition de la personne qui l'accompagne que celle-ci est en ordre pour le pays de destination et que l'accompagnement de l'enfant n'entre pas dans le cadre de la traite des êtres humains, ce qui a comme conséquence directe que la personne ne peut être retenue plus longtemps par les autorités judiciaires ou policières.

L'Office des étrangers prend à ce moment ses responsabilités et tente de trouver une solution pour le mineur. Bien souvent, des contacts sont pris afin de reconduire l'enfant dans son pays dans la mesure où le placement de l'enfant est loin de constituer la solution idéale. Sans liens en Belgique et en situation irrégulière, l'avenir de cet enfant ne peut effectivement être envisagé sereinement, d'autant plus que les places dans les institutions spécialisées font cruellement défaut au niveau des communautés.

L'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 dispose que :

«Nul enfant ne peut être privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un

5. Gevolgen

Een regularisatiebeleid dat de gedwongen verwijderingen die eruit voortvloeien niet zou uitvoeren, zou hypocriet of inconsequent zijn. De twee zijn onlosmakelijk verbonden: er kan geen regularisatie komen zonder verwijderingsbeleid.

De regering moet vooraf aanvaarden dat het autonome orgaan een aantal aanvragen zal weigeren.

Als de persoon een bevel om het grondgebied te verlaten had voordat hij zijn regularisatie aanvraagt, zal dit bevel dan uitgevoerd worden. Als de persoon dat bevel niet had, zal het hem betekend worden.

Er kan een termijn toegekend worden aan de afgewezen personen om naar hun land terug te keren via een programma van vrijwillige repatriëring. Dit programma zou samen met de beslissing tot weigering voorgesteld moeten worden. De hulp zal aangegeven worden voor de streek van herkomst in plaats van voor het individu, om discriminatie te vermijden.

IV. De minderjarigen

België wordt sinds enige tijd geconfronteerd met de aankomst van steeds meer minderjarigen zonder papieren, al dan niet begeleid. Hun aantal is van 1997 tot 1998 gestegen met 58 %, gaande van 1 158 tot 1 833 in een jaar tijd. Meer dan de helft van hen was niet begeleid. Het medisch onderzoek spreekt vaak hun verklaringen over hun leeftijd tegen; 604 van hen waren echter minder dan zestien jaar.

Thans worden een veertigtal personen die beweren minderjarig te zijn, vastgehouden in een gesloten centrum in afwachting hetzij van een beslissing, hetzij van de uitvoering van de beslissing, of nog van een nieuwe poging tot uitvoering van de beslissing.

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen de minderjarigen die aankomen bij een Schengen-buitengrens, zoals de luchthaven van Zaventem, en zij die het grondgebied binnenkomen.

De minderjarigen die in Zaventem aankomen, zijn vaak vergezeld van een persoon die zij niet kennen en die voldoet aan de voorwaarden inzake toegang tot het grondgebied. Bijgevolg geraakt die persoon zonder problemen door de controle in Zaventem, terwijl de minderjarige tegenhouden wordt en naar het INAD-centrum van de luchthaven gebracht wordt, waar zijn aanwezigheid steeds problematisch is aangezien het centrum niet aangepast is aan de opvang van minderjarigen, vooral als het gaat om jonge kinderen.

Uit het verhoor van de persoon die de minderjarige vergezelt, blijkt vaak dat die in orde is voor het land van bestemming en dat het vergezelten van het kind niet pas binnen de mensenhandel, wat als rechtstreeks gevolg heeft dat de persoon niet langer vastgehouden kan worden door de gerechtelijke of politieke overheden.

De Dienst vreemdelingenzaken neemt op dat moment zijn verantwoordelijkheid op en tracht een oplossing te vinden voor de minderjarige. Vaak worden er contacten gelegd om het kind terug te brengen naar zijn land, voor zover de plaatsing van het kind geenszins de ideale oplossing is. Als het kind zonder banden en in een onregelmatige situatie in België is, kan zijn toekomst immers niet rustig overwogen worden, te meer daar de plaatsen in de gespecialiseerde instellingen van de gemeenschappen schromelijk ontbreken.

Artikel 37 van de Conventie voor de rechten van het kind van 20 november 1989 bepaalt het volgende:

«Nul enfant ne peut être privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un

enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible.»

La présence de mineurs dans ces centres, tantôt non accompagnés, tantôt apportés, voire retenus suite à la volonté de leurs parents, nécessite des solutions adéquates dans leur seul intérêt.

— Les mineurs non accompagnés accéderont automatiquement au territoire et seront placés, dans le seul but de leur protection, dans une institution spécialement prévue à cet effet. Une tutelle spécifique sera organisée pour eux.

— L'arrêté royal du 4 mai 1999 sera modifié pour tenir davantage compte des mineurs qui résident dans les centres fermés, mais aussi de façon plus générale pour garantir à la fois qu'aucune vexation ne soit autorisée et que les organisations actives sur le terrain des droits de l'homme aient accès aux centres fermés. Un centre sera aménagé spécialement pour les familles et recevra les moyens nécessaires à cet effet.

— Le règlement interne de ce centre sera adapté:

- augmentation du confort;
- promenade possible toute la journée;
- appel à du personnel externe pour offrir des activités culturelles, sportives ou récréatives.

Un enseignement hors du centre sera proposé, avec l'accord des parents. Les mineurs seront conduits aux établissements scolaires qui les accueilleront sous la responsabilité d'un représentant des organisations actives sur le terrain des droits de l'homme.

V. L'aide et l'accueil

L'aide matérielle est actuellement de deux types: accueil en centre ouvert, ou fourniture d'un logement par le CPAS.

Cette aide présente le triple défaut de dépendre à la fois des (trop faibles) capacités des centres, des disponibilités des CPAS en matière de logement et, ce qui est contestable sur les principes, de la recevabilité de la demande d'asile. De plus, l'aide financière est souvent la source du développement de trafics d'êtres humains.

Il s'agit concrètement de fournir une aide en nature concernant le logement, mais aussi l'alimentation et la santé, destinée à rencontrer les besoins essentiels de ces personnes, en remplacement de l'aide en liquide qui présente le risque d'une utilisation inappropriée ou abusive.

Pour combattre ces abus, les services des CPAS seront réorientés: l'aide en espèces octroyée par les CPAS sera remplacée par une aide matérielle. Par aide matérielle, on entend le gîte, la nourriture, les soins médicaux et un accompagnement, par analogie au système déjà en vigueur pour la Croix Rouge et pour les ONG. Les autorités fédérales se chargeront des coûts de l'accueil local par les CPAS sur la base d'une somme forfaitaire, comme elles le font par exemple pour la Croix rouge. L'objectif est d'évoluer vers un système qui exclut cette aide uniquement financière. Des mesures seront prises contre les CPAS qui renvoient systématiquement les demandeurs d'asile aux villes. Le ministre compétent consultera immédiatement les représentants des CPAS en vue de concrétiser cette mesure. Cette aide est prévue pour les demandeurs d'asile dès le début de la procédure.

La Cour d'arbitrage a décidé dans un arrêt récent que toute personne pouvait exiger l'aide des pouvoirs publics durant toute la durée de la procédure, y compris en cas de recours non suspensif

enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible.»

De aanwezigheid van minderjarigen in die centra, nu eens zonder begeleiding, dan weer meegebracht, of zelfs tegengehouden door de wil van hun ouders, vereist gepaste oplossingen alleen in het belang van de minderjarige.

— De niet-vergezelde minderjarigen zullen automatisch toegang tot het grondgebied hebben en zullen, alleen voor hun bescherming, geplaatst worden in een speciaal daarvoor voorziene instelling. Voor hen zal er een specifieke voogdij georganiseerd worden.

— Het koninklijk besluit van 4 mei 1999 zal gewijzigd worden, om meer rekening te houden met de minderjarigen die in gesloten centra verblijven, en meer in het algemeen om te garanderen dat er geen onderdrukking toegelaten wordt en dat de organisaties die actief zijn op het vlak van de rechten van de mens toegang hebben tot de gesloten centra. Er zal een centrum speciaal ingericht worden voor gezinnen, en het zal daartoe de nodige middelen krijgen.

— Het intern reglement zal aangepast worden:

- meer confort;
- wandeling mogelijk de hele dag;
- Oproep tot extern personeel om cultuur-, sport- of ontspanningsactiviteiten aan te bieden.

Er zal onderwijs buiten het centrum voorgesteld worden, met de toestemming van de ouders. De minderjarigen zullen naar de scholen gebracht worden, die hen zullen opvangen op de verantwoordelijkheid van een vertegenwoordiger van de organisaties die actief zijn op het vlak van de rechten van de mens.

V. De hulp en de opvang

Er bestaan thans twee soorten materiële hulp: opvang in een open centrum, of het verschaffen van onderdak door het OCMW.

Deze hulp biedt de drievoudige uitdaging van zowel af te hangen van de (te zwakke) capaciteiten van de centra, de beschikbaarheden van de OCMW's inzake huisvesting en, wat betwistbaar is inzake de principes, de ontvankelijkheid van de asielaanvraag. Bovendien leidt de financiële hulp vaak tot het ontstaan van mensenhandel.

Het komt er in de praktijk op aan hulp in natura te verschaffen met betrekking tot de huisvesting, maar ook de voeding en de gezondheid; deze hulp is bestemd om aan de basisbehoeften van die personen te voldoen, ter vervanging van de hulp in geld waarmee het risico verbonden is dat het geld niet goed of onwettelijk gebruikt wordt.

Om deze misbruiken te bestrijden zullen de diensten van de OCMW's een nieuwe oriëntatie krijgen: de hulp in geld die toegekend wordt door de OCMW's zal vervangen worden door materiële hulp. Onder materiële hulp wordt verstaan: huisvesting, voeding, medische zorgen en begeleiding. Men denkt in dit verband aan het systeem dat reeds ingevoerd is voor het Rode Kruis en voor de NGO. De federale overheid zal instaan voor de kosten van de plaatselijke opvang door de OCMW's op basis van een forfaitair bedrag, zoals zij dat bijvoorbeeld doet voor het Rode Kruis. Het doel is te evolueren naar een systeem dat deze louter financiële hulp uitsluit. Er zullen maatregelen getroffen worden tegen de OCMW's die de asielzoekers systematisch naar de steden doorsturen. De bevoegde minister zal onmiddellijk contact opnemen met de vertegenwoordigers van de OCMW's met het oog op de concrete uitwerking van deze maatregel.

Het Arbitragehof heeft in een recent arrest beslist dat elke persoon hulp van de overheidsdiensten kon vragen tijdens de volledige duur van de procedure, ook in geval van niet-schorsend

devant le Conseil d'État. L'augmentation notoire des recours suite à cet arrêt montre que l'aide généralement accordée en liquide incite à prolonger la procédure par tous les moyens. Cela constitue également un incitant à la venue de réfugiés purement économiques. Le problème se pose avec une acuité particulière dans la mesure où les centres ouverts sont actuellement saturés.

Dès l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'asile, les centres ouverts seront destinés aux personnes pour lesquelles l'Administration fédérale de l'asile aura demandé à la juridiction administrative des réfugiés de déclarer la demande manifestement non fondée.

Il est donc très important, dans le cadre d'une approche globale de la politique d'asile, d'inciter les CPAS à ne plus délivrer que l'aide en nature.

Les expériences étrangères ont montré qu'un tel système présentait de nombreux avantages. Outre l'aspect dissuasif, il permet surtout aux plus faibles (femmes, veillards, malades...) de ne pas être privés, voire délestés de cette somme et de tomber ainsi dans une situation de dépendance humainement intolérable.

Enfin, il est nécessaire d'envisager un hébergement à proximité de l'administration recueillant la demande de statut de réfugié pour les premiers jours qui suivent l'introduction de la demande, vu l'impossibilité pour le CPAS de fournir cet hébergement dans un tel délai.

La capacité d'accueil des candidats-réfugiés sera augmentée d'un quart

Sur la proposition du ministre de l'Intégration sociale, le Conseil des ministres a décidé d'augmenter d'un quart la capacité des centres d'accueil ouverts. La capacité d'accueil actuelle est de 3 904 lits. Elle sera augmentée de 905 nouvelles places. 295 places qui avaient été créées comme accueil d'urgence temporaire pour des réfugiés kosovars (Antwerpen Linkeroever, 195 places et Kapellen, 100 places) deviendront désormais des endroits d'accueil permanents.

Cette augmentation de la capacité d'accueil de 1 200 places permanentes deviendra immédiatement opérationnelle. Le personnel nécessaire sera recruté au plus vite.

Amélioration de la qualité d'accueil

Afin de réaliser une meilleure entente entre les parties concernées, on s'efforcera de mettre sur pied des actions coordonnées entre le centre, ses habitants et les habitants du quartier. Pour ces projets, on prévoira annuellement 2,5 millions de francs par centre d'accueil ouvert.

Les ministres de la Santé publique et de l'Intégration sociale consulteront les communautés compétentes pour la politique préventive en matière de santé, notamment en vue d'une meilleure organisation du dépistage préventif du TBC dans les centres d'accueil.

On installera également un dispositif d'observation de la qualité dans les centres d'accueil. Momentanément, la qualité de l'accueil est surveillée d'une manière informelle par les centres entre eux. Après consultation des directions, du personnel et des habitants du quartier, on examinera comment on peut, grâce à la mise en œuvre d'une instance spécialisée, procéder à une évaluation permanente de la qualité de l'accueil.

Pour finir, les ministres de la Justice et de l'Intégration sociale introduiront un système de tutelle pour les demandeurs d'asile mineurs. Ce problème nécessitera une consultation des communautés.

beroep voor de Raad van State. De aanzienlijke stijging van het aantal beroepen als gevolg van dit arrest toont aan dat de hulp die meestal in geld toegekend wordt, aanleiding geeft tot de verlening van de procedure met alle mogelijke middelen. Het geeft ook een stimulans aan de komst van louter economische vluchtelingen. Dit probleem rijst heel erg, aangezien de open centra thans verzadigd zijn.

Van bij de inwerkingtreding van de nieuwe asielprocedure, zullen de open centra bestemd zijn voor de personen voor wie de Federale Administratie voor asiel aan het administratieve rechtscollege van de vluchtelinge gevraagd zal hebben om de aanvraag duidelijk ongegrond te verklaren.

In het kader van een globale benadering van het asielbeleid is het dus uiterst belangrijk om de OCMW's aan te sporen om uitsluitend nog hulp in natura te verlenen.

De buitenlandse ervaringen hebben aangetoond dat een dergelijk systeem vele voordelen biedt. Behalve het afschrikende effect, zorgt het er vooral voor dat de zwakste personen (vrouwen, bejaarden, zieken ...) niet beroofd of zelfs bestolen worden van dat geld, en aldus in een situatie van humanitair onaanvaardbare afhankelijkheid terechtkomen.

Tenslotte is het nodig een huisvesting te voorzien dichtbij de administratie die de aanvraag van het vluchtelingenstatuut ontvangt, voor de eerste dagen die volgen op de indiening van de aanvraag, aangezien de OCMW's die huisvesting onmogelijk binnen die termijn kunnen regelen.

De opvangcapaciteit van de kandidaat-vluchtelingen zal met een vierde verhoogd worden

Op voordracht van de minister van Maatschappelijke Integratie, heeft de Ministerraad beslist om de capaciteit van de open opvangcentra met een vierde te verhogen. De huidige opvangcapaciteit bedraagt 3 904 bedden, en zal uitgebreid worden met 905 nieuwe plaatsen. De 295 plaatsen die gecreëerd werden als tijdelijke noodopvang voor de Kosovaarse vluchtelingen (Antwerpen Linkeroever 195 plaatsen en Kapellen 100 plaatsen) zullen voortaan permanente opvangplaatsen worden.

Deze verhoging van de opvangcapaciteit met 1 200 permanente plaatsen zal onmiddellijk operationeel worden. Het nodige personeel zal zo snel mogelijk aangeworven worden.

Verbetering van de opvangkwaliteit

Om een goede verstandhouding tussen de betrokken partijen te verwezenlijken, zal men trachten gecoördineerde acties te organiseren tussen de centra, zijn inwoners en de buurtbewoners. Voor deze projecten zal jaarlijks 2,5 miljoen frank voorzien worden per open opvangcentrum.

De ministers van Volksgezondheid en Maatschappelijke Integratie zullen de gemeenschappen raadplegen voor het preventieve beleid inzake gezondheid, met het oog op een betere organisatie van de preventieve opsporing van TBC in de opvangcentra.

Men zal tevens een instrument voor de observatie van de kwaliteit in de opvangcentra installeren. Tijdelijk wordt de kwaliteit van de opvang op informele manier in de gaten gehouden door de centra onderling. Na raadpleging van de directies, het personeel en de buurtbewoners, zal men nagaan hoe men, dankzij de aanstelling van een gespecialiseerde instelling, kan overgaan tot een permanente evaluatie van de opvangkwaliteit.

Tot slot zullen de ministers van Justitie en Maatschappelijke Integratie een voogdijssysteem invoeren voor de minderjarige asielzoekers. Dit probleem zal een raadpleging van de gemeenschappen vereisen.

VI. Le statut de protection temporaire

La guerre du Kosovo a mis en lumière l'absence totale de coordination entre les pays européens en matière de protection des réfugiés kosovars, tant sur le principe même d'un statut que sur sa durée et sur les conséquences de sa suppression.

Tant que les démarches nationales seront privilégiées, les pays les plus généreux supporteront une part disproportionnée de responsabilité.

Il n'est de statut de protection temporaire efficace, c'est-à-dire protégeant les seules victimes, qu'european.

La situation que nous sommes en train de connaître à la suite du conflit au Kosovo ne peut plus jamais se reproduire.

Le gouvernement élaborera un statut cohérent pour les personnes déplacées en raison d'une situation de guerre. Ce statut aura un caractère temporaire et renouvelable. Il ne pourra effectivement être élaboré qu'après qu'une position commune ait été prise au niveau européen.

VII. L'Observatoire

Il est proposé de mettre sur pied un Observatoire permanent à l'immigration, qui remet ses observations en toute indépendance dans le cadre de ses compétences.

Cet observatoire sera composé de représentants de l'autorité, d'observateurs externes, d'associations telles que la Ligue des droits de l'homme, Amnesty International, Médecins sans frontières, de personnalités reconnues pour leur indépendance, leurs connaissances particulières de la matière et pour leur expérience dans ces domaines (magistrats honoraires, professeurs d'université ...). Un dialogue permanent doit être instauré entre le pouvoir politique et cet observatoire. Le ministre de l'Intérieur doit pouvoir se référer aux données émanant de cet observatoire.

Cet observatoire doit également contribuer à restaurer l'image de la Belgique vis-à-vis de l'étranger.

Après évaluation, l'observatoire ferait rapport au Parlement par le biais de recommandations permettant d'améliorer rapidement la procédure.

Cet observatoire devrait procéder, de manière coordonnée, à une analyse de flux migratoires dans notre pays et pouvoir, notamment, expliquer certaines recrudescences de demandes d'asile ou certaines situations particulières dans certains pays en tenant compte des travaux effectués au niveau de l'Union européenne et des instances internationales.

En cette matière, chacun a intérêt à être objectivement informé dans des délais rapides. La population doit comprendre la politique menée par le gouvernement ainsi que le contexte général de ce processus d'éloignement et être informée du suivi des plaintes. Il est nécessaire de désigner un délégué à l'information qui, dans le cadre de l'observatoire, serait chargé de fournir une information claire et correcte au public, tant il s'agit de sujets où le risque de manipulation et d'exploitation est grande.

Ce délégué doit être une personne qualifiée et reconnue comme telle qui puisse prendre ses propres responsabilités. Il doit également jouer un rôle de communication entre tous les services concernés par l'éloignement, les médias et le secteur associatif.

Cet observatoire sera également chargé de rédiger un code des droits des illégaux.

VI. Het tijdelijke beschermingsstatuut

De oorlog in Kosovo heeft het totale gebrek aan coördinatie tussen de Europese landen inzake bescherming van de Kosovaarse vluchtelingen in het licht gesteld, zowel inzake het principe zelf van een statuut als inzake de duur en de gevolgen van de afschaffing ervan.

Zolang de nationale stappen de voorrang krijgen, zullen de meest vrijgevige landen een onevenredig deel van de verantwoordelijkheid op zich nemen.

Er bestaat geen doeltreffend tijdelijk beschermingsstatuut, dat wil zeggen een statuut dat alleen de slachtoffers beschermt, tenzij een Europees.

De situatie die wij thans meemaken als gevolg van het conflict in Kosovo mag zich nooit meer herhalen.

De regering zal een coherent statuut opstellen voor de personen die ontheemd zijn wegens een oorlogssituatie. Dit statuut zal tijdelijk en hernieuwbaar zijn. Het zal pas daadwerkelijk uitgewerkt kunnen worden nadat er op Europees niveau een gemeenschappelijk standpunt ingenomen is.

VII. Het Observatorium

Er wordt voorgesteld een Vast Observatorium voor de immigratie op te richten, dat binnen zijn bevoegdheid in alle onafhankelijkheid de nodige bemerkingen kan geven.

Dit observatorium zal bestaan uit vertegenwoordigers van de overheid, externe observatoren, verenigingen zoals de Liga voor de rechten van de mens, Amnesty International, Artsen zonder Grenzen, ... hoogwaardigheidsbekleders die erkend zijn om hun onafhankelijkheid, hun bijzondere kennis terzake en hun ervaring op dit gebied (emeritus magistraten, universiteitsprofessoren, ...). Er moet een permanente dialoog komen tussen de politieke macht en dit observatorium. De minister van Binnenlandse Zaken moet kunnen verwijzen naar de gegevens van dit observatorium.

Dit observatorium moet tevens bijdragen aan het oppoetsen van het imago van België ten opzichte van het buitenland.

Na een evaluatie zou het observatorium verslag uitbrengen aan het Parlement door middel van aanbevelingen om de procedure snel te verbeteren.

Dit observatorium zou op gecoördineerde wijze moeten overgaan tot een analyse van de migratiestromen in en naar ons land en, in het bijzonder, bepaalde toenames van asielaanvragen of bepaalde bijzondere situaties in bepaalde landen moeten kunnen verklaren, waarbij het rekening houdt met de werkzaamheden die uitgevoerd worden op het vlak van de Europese Unie en de internationale instellingen.

In deze aangelegenheid heeft iedereen er belang bij om zo snel mogelijk op objectieve manier geïnformeerd te worden. De bevolking moet het beleid dat door de regering gevoerd wordt, en de algemene context van dit verwijderingsproces begrijpen, en ingelicht worden over de afhandeling van de klachten. Er moet algemeen afgevaardigde voor de informatie aangewezen worden die, binnen het observatorium, zal instaan voor het geven van duidelijke en correcte informatie aan het publiek, aangezien het gaat om onderwerpen waarbij het risico op manipulatie en misleiding groot is.

Deze afgevaardigde moet een bekwaam en als dusdanig erkend persoon zijn die zijn verantwoordelijkheid opneemt. Hij heeft tevens een rol van communicator tussen alle diensten die betrokken zijn bij de verwijdering, de media en de verenigingen.

Dit observatorium zou tevens een code van de rechten van de illegalen moeten opstellen.

Le rôle de médiateur de cet observatoire est essentiel.

En vue d'améliorer les circonstances actuelles de départ pour les personnes séjournant illégalement dans le pays, en vue de traiter les plaintes individuelles des personnes et associations concernées et en vue de veiller au respect des droits élémentaires et au bon déroulement des procédures, le service de médiation sera constitué de deux chambres avec différentes compétences :

a) une chambre plus opérationnelle qui aurait comme tâche de traiter les plaintes individuelles des personnes ou des associations impliquées: en d'autres mots, une forme de permanence pour l'accueil et l'enregistrement de la plainte, l'analyse de la plainte, un règlement rapide et soigneux. Les autorités compétentes seraient mises au courant de chaque plainte;

b) l'autre chambre qui aura pour tâche d'observer, d'analyser, d'évaluer de façon permanente et adéquate :

- le déroulement des procédures d'expulsion,
- l'aspect humanitaire des renvois,
- les éventuels dysfonctionnements des services impliqués.

L'observatoire peut, si nécessaire, désigner un de ses observateurs afin de s'assurer de la régularité de la procédure d'expulsion utilisée.

L'observatoire rédigera un rapport destiné au Parlement sous la forme de recommandations afin d'améliorer rapidement la procédure.

VIII. Articulation des différentes mesures et période transitoire

La réforme envisagée doit se traduire dans une nouvelle loi qui devrait idéalement rentrer en vigueur une fois l'arriéré résorbé et une fois la procédure de régularisation achevée.

Au moment où la nouvelle procédure sera d'application, toutes les demandes de régularisation devront avoir fait l'objet d'une décision, et l'arriéré supérieur à un délai de trois mois devra avoir également fait l'objet d'une décision de l'actuelle Commission permanente de recours des réfugiés.

Il s'agit d'éviter les contestations quant aux demandes introduites sous l'actuelle procédure et qui feront l'objet d'une décision, après l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure :

- sur la prise en considération par l'Office des étrangers,
- sur la recevabilité par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides,
- sur le fond par la Commission permanente de recours après l'entrée en vigueur de la présente réforme,
- sur l'annulation par le Conseil d'État.

Il ne sera pas permis de réintroduire la demande pour bénéficier de la nouvelle procédure, sauf à montrer des éléments nouveaux.

IX. Moyens

L'exécution de la politique, telle qu'envisagée dans cette note, a des conséquences budgétaires considérables. Un calcul exact n'est évidemment pas possible, dans la mesure où certains paramètres (en particulier le nombre à venir de demandes d'asile, le nombre d'expulsions et le nombre de demandes de régularisation) ne sont pas connus à l'heure actuelle. La réforme proposée devrait

De rol bemiddelaar van dit observatorium is van essentieel belang.

Om de huidige vertrekcondities voor de personen die zich illegaal in het land bevinden, te verbeteren, om de individuele klachten van de betrokken personen en verenigingen te behandelen, en om toe te zien op de naleving van de basisrechten en het goede verloop van de procedures, zal het observatorium bestaan uit twee kamers met verschillende bevoegdheden:

a) de ene, meer operationele, kamer zal als taak hebben de individuele klachten van de betrokken personen en verenigingen te behandelen: met andere woorden een soort permanent voor het ontvangen en het registreren van klachten, de analyse van de klachten, een snelle en zorgvuldige regeling, de bevoegde overheden zullen op de hoogte gebracht worden van elke klacht;

b) de andere kamer zal de opdracht hebben op permanente en gepaste wijze de volgende punten te evalueren :

- het verloop van de verwijderingsprocedures,
- het humanitaire aspect van de verwijderingen,
- de eventuele disfuncties binnen de betrokken diensten.

Wanneer dit nodig blijkt, kan het observatorium één van zijn observatoren aanwijzen om zich te vergewissen van de regelmatigheid van de aangewende verwijderingsprocedure.

Het observatorium zal een verslag opstellen dat bestemd is voor het Parlement, in de vorm van aanbevelingen om de procedure snel te verbeteren.

VIII. Aansluiting van de verschillende overgangsmaatregelen en -periodes

De geplande hervorming moet omgezet worden in een nieuwe wet die ideaal gezien in werking zou moeten treden van zodra de achterstand weggewerkt is en de regularisatieprocedure afgelopen is.

Op het moment dat de nieuwe wet van toepassing zal zijn, zal er voor alle regularisatieaanvragen een beslissing moeten zijn, en zal er voor de achterstand van meer dan drie maanden ook een beslissing moeten zijn van de huidige Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen.

Het komt erop aan de betwistingen te vermijden over de aanvragen die binnen de huidige procedure ingediend zijn en waarvoor er een beslissing genomen zal worden na de inwerkingtreding van de nieuwe procedure :

- over de inaanmerkingneming door de Dienst Vreemdelingenzaken,
- over de ontvankelijkheid door het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen,
- ten gronde door de Vaste Beroepscommissie na de inwerkingtreding van deze hervorming,
- over de nietigverklaring door de Raad van State.

Het zal niet toegelaten zijn de aanvraag opnieuw in te dienen om gebruik te kunnen maken van de nieuwe procedure, tenzij er nieuwe elementen zijn.

IX. Middelen

De uitvoering van het beleid, zoals het gepland is in deze nota, heeft aanzienlijke gevolgen voor de begroting. Een exacte berekening is uiteraard niet mogelijk, aangezien sommige parameters (in het bijzonder het toekomstige aantal asielaanvragen, het toekomstige aantal uitwijzingen en het aantal regularisatieaanvragen) thans niet gekend zijn. De voorgestelde hervorming zou alles

permettre d'éviter tout dérapage si le nombre de demandes d'asile par mois ne dépasse pas 2 000.

Quoiqu'il en soit, il importe de tenir compte des éléments suivants :

— Un élargissement du personnel destiné à éliminer les retards existants et à traiter les demandes de régularisation. Sur la base de la productivité actuelle, on peut estimer que rien que pour la réorption de l'arriéré (endéans 12 mois), il faudra engager 200 membres supplémentaires. En ce qui concerne le traitement des demandes de régularisation, il faudra approximativement 300 membres du personnel supplémentaires, si les calculs sont basés sur la situation actuelle. Il a toutefois été proposé de limiter les engagements dans une première phase à une centaine de membres du personnel et d'éventuellement adapter le nombre en fonction de l'évolution en la matière.

— Un élargissement de l'effectif en personnel et une adaptation de l'infrastructure des centres fermés. Le coût y afférent est estimé à 50 millions de francs.

— Les moyens en matière de personnel et d'infrastructure destinés à l'Observatoire permanent, précédemment estimés à 25 millions de francs.

— L'audit à effectuer (provisoirement estimé à 5 millions de francs).

— Les frais de rapatriement, inclus les frais d'accompagnement social et psychologique (impossible pour l'heure à estimer; toutefois il semble acceptable de prévoir une augmentation).

— Autres frais pour le ministère de l'Intégration sociale et pour le ministère des Affaires étrangères (fonctionnaire de l'immigration, formation et assistance après le retour dans le pays d'origine, ...).

Au cas où le Conseil des ministres souhaite que la politique proposée soit menée, il faut par conséquent prévoir un montant complémentaire dans le budget 2000. On propose d'investir une provision d'un milliard de francs.

Proposition de décision

Le Conseil des ministres

prend acte et approuve la présente note;

charge le ministre de l'Intérieur :

1. De continuer à défendre au niveau européen la nécessité d'une harmonisation de la politique en la matière, en particulier concernant un statut européen de protection des réfugiés de guerre.

2. D'élaborer un projet de loi modifiant la procédure d'asile sur base de trois principes :

— une décision en moins d'un mois lorsque la demande est manifestement non fondée, comme garantie d'une décision rapide;

— un dossier examiné en un jour par une personne, en moyenne, comme garantie d'une décision de qualité;

— une seule instance compétente pour traiter des demandes d'asile, ainsi qu'un recours devant une juridiction administrative comme garantie d'une procédure équitable.

Le projet de loi concrétisant cette réforme devrait être voté par le Parlement pour la fin de cette année.

in de hand moeten kunnen houden als het aantal asielaanvragen per maand niet meer dan 2 000 bedraagt.

Er moet hoe dan ook rekening gehouden worden met de volgende elementen :

— Een uitbreiding van het personeel voor het wegwerken van de bestaande achterstand en voor het behandelen van de regularisatieaanvragen. Op basis van de jaarlijkse productiviteit kan men schatten dat er alleen al voor het wegwerken van de achterstand (binnen 12 maanden), ongeveer 200 bijkomende personeelsleden aangeworven zullen moeten worden. Voor de behandeling van de regularisatieaanvragen zullen er ongeveer 300 bijkomende personeelsleden aangeworven moeten worden, als de berekeningen gebaseerd zijn op de huidige situatie. Er zal echter voorgesteld worden de aanwervingen in een eerste fase te beperken tot een honderdtal personeelsleden, en het aantal eventueel aan te passen naargelang van de evolutie terzake.

— Een uitbreiding van het personeelsbestand en een aanpassing van de infrastructuur van de gesloten centra. Die kostprijs wordt geraamd op 50 miljoen frank.

— De middelen inzake personeel en infrastructuur bestemd voor het Vast Observatorium, eerder geraamd op 25 miljoen frank.

— De audit die uitgevoerd moet worden (voorlopig geraamd op 5 miljoen frank).

— De kosten voor de repatriëring, met inbegrip van de kosten voor de sociale en psychologische begeleiding (thans onmogelijk te schatten, het lijkt echter aanvaardbaar een stijging te voorzien).

— Andere kosten voor het ministerie van Maatschappelijke Integratie en voor het ministerie van Buitenlandse Zaken (immigratieambtenaar, opleiding en bijstand na de terugkeer naar het land van herkomst, ...).

Ingeval de Ministerraad wenst dat het voorgestelde beleid gevoerd wordt, moet men bijgevolg een bijkomend bedrag voorzien in de begroting 2000. Men stelt voor een provisie van een miljard frank aan te leggen.

Voorstel van beslissing

De Ministerraad

neemt akte van deze nota en keurt ze goed;

geeft de minister van Binnenlandse Zaken de opdracht :

1. Op Europees niveau de verdediging te blijven voeren van de noodzaak aan een harmonisatie van het beleid terzake, in het bijzonder betreffende een Europees beschermingsstatuut voor de oorlogsvluchtelingen.

2. Een ontwerp van wet tot wijziging van de asielprocedure op te stellen op basis van drie principes :

— een beslissing in minder dan een maand wanneer de aanvraag duidelijk ongegrond is, als waarborg voor een snelle beslissing;

— een dossier wordt in een dag onderzocht door een persoon, als gemiddelde, als waarborg voor een kwaliteitsvolle beslissing;

— één enkele instantie die bevoegd is om de asielaanvragen te behandelen, en een beroep voor een administratief rechtscollege, als waarborg voor een rechtvaardige procedure.

Voor het einde van dit jaar zal het ontwerp van wet die dit concreteert moeten worden goedgekeurd worden door het Parlement.

3. De favoriser les éloignements volontaires en renforçant l'accompagnement psychologique et social par des moyens supplémentaires.

4. D'assurer les éloignements forcés de ceux qui se trouvent en situation irrégulière dans notre pays ou se sont vus refuser l'asile, en responsabilisant les compagnies aériennes, mais aussi en envisageant subsidiairement d'autres pistes telles que l'éloignement par avion appartenant aux pouvoirs publics, voire par des petits avions pour des délinquants ayant commis des infractions graves.

5. De mettre en œuvre l'arrêté royal relatif à la régularisation des personnes en séjour illégal en Belgique en vertu des critères de durée de la procédure d'asile, de circonstances indépendantes de la volonté du demandeur, de maladies graves et de circonstances humanitaires jointes à des attaches durables; les régularisations devant être prononcées dans un délai d'un an par la Commission consultative des étrangers.

6. De placer, afin de les protéger, les mineurs non accompagnés accédant au territoire dans des institutions spécialement prévues à cet effet en concertation avec les communautés; d'organiser pour eux une tutelle spécifique.

7. D'aménager des centres fermés spécialement réservés aux familles ainsi que le règlement interne de ceux-ci; de permettre aux mineurs de suivre une scolarisation à l'intérieur au centre ou à l'extérieur en collaboration avec les organisations reconnues dans le domaine des droits de l'homme.

8. De mettre sur pied un Observatoire permanent à l'immigration ayant essentiellement pour missions de jouer un rôle d'ombudsman en matière d'éloignement et d'analyser les flux migratoires. Cet observatoire pourra adresser des recommandations au pouvoir public.

9. De mettre en place un programme de résorption de l'arrière grâce à des moyens financiers temporaires supplémentaires.

Le ministre de l'Intérieur,

Antoine DUQUESNE.

3. De vrijwillige verwijderingen aan te moedigen door meer middelen toe te kennen aan de psychologische en sociale begeleiding.

4. De gedwongen verwijderingen van zij die illegaal in ons land zijn of die geen asiel gekregen hebben, te verzekeren door de luchtvaartmaatschappijen te responsabiliseren maar ook door andere pistes te overwegen zoals de verwijdering met vliegtuig van de overheid of zelfs met kleine vliegtuigen voor misdadigers die zware overtredingen begaan hebben.

5. Het koninklijk besluit betreffende de regularisatie van de personen die illegaal in België verblijven, uit te voeren krachtens criteria inzake de duur van de asielprocedure, omstandigheden buiten de wil van de aanvrager, ernstige ziekten en humanitaire omstandigheden in combinatie met duurzame banden; waarbij de regularisaties binnen een termijn van een jaar uitgesproken moeten worden door de Commissie van advies voor de vreemdelingen.

6. Om de niet-begeleide minderjarigen te plaatsen, die het grondgebied betreden hebben, in speciaal daartoe in overleg met de gemeenschappen opgerichte instellingen met het oog op hun bescherming; een bijzondere voogdij zal voor hen worden ingesteld.

7. Gesloten centra in te richten speciaal voorbehouden aan de gezinnen, en waarvan het interne reglement in die optiek zal aangepast worden; het voor de minderjarigen mogelijk te maken onderwijs te volgen in het centrum of buiten het centrum in samenwerking met de organisaties die erkend zijn op het vlak van de rechten van de mens.

8. Een Vast Observatorium voor de immigratie op te richten dat voornamelijk een bemiddelingsfunctie heeft inzake verwijdering, en een rol van analyse van de migratiestromen. Dit observatorium zal aanbevelingen kunnen richten tot de overheid.

9. Een programma op te stellen voor het wegwerken van de achterstand, dankzij tijdelijke, bijkomende financiële middelen.

De minister van Binnenlandse Zaken,

Antoine DUQUESNE.

ANNEXE 2**Dossier d'informations sur les activités du gouvernement de la République slovaque dans le domaine de la résolution des problèmes de la minorité nationale rom en Slovaquie*****Programme du gouvernement de la République slovaque***

1. Le 3 novembre 1998, le gouvernement de la République slovaque (RS) a fait une déclaration dans laquelle il dit qu'il était prêt à effectuer les démarches nécessaires afin de rétablir la confiance manifestée par tous les groupes ethniques envers les institutions gouvernementales qui doivent servir de source d'aide et de défense des droits des citoyens de la RS. Dans la déclaration était confirmée aussi la décision du gouvernement à prendre des mesures concrètes pour la résolution des problèmes complexes des concitoyens rom dans tous les domaines de la vie sociale, économique et civique, et le gouvernement est dans ce sens prêt à entretenir avec les représentants de la communauté rom un dialogue ouvert et concret. Le gouvernement de la RS condamne sans équivoque toutes formes et manifestations de racisme et d'intolérance, et déclare qu'il agira contre ce genre de phénomène avec la plus grande résolution. C'est pourquoi il a appelé les citoyens à bien réfléchir sur leur intention de chercher à résoudre leurs problèmes par l'émigration et par leurs demandes d'asile dans les autres pays.

2. Le gouvernement de la RS a créé le poste de vice-président du gouvernement de la RS pour les droits de l'homme, les minorités et le développement régional qui représente une autorité de coordination pour les questions des minorités nationales. A été de même nouvellement constituée l'autorité consultative d'initiatives et de coordination du gouvernement de la RS pour le domaine de la politique d'État des minorités — le Conseil du gouvernement de la RS pour les minorités nationales et les groupes ethniques, dont les membres sont aussi composés de trois représentants de la minorité rom. Dans le cadre du Conseil national de la République slovaque (équivalent du Parlement) a été créé un comité ayant des objectifs identiques — le Comité du Conseil national de la République slovaque pour les droits de l'homme et les minorités.

3. Le gouvernement de la RS, le 10 février 1999, a nommé Vincent Danihel, docteur en droit, membre de la minorité rom, au poste de plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom. Le Secrétariat du plénipotentiaire est intégré dans les structures du Bureau du gouvernement de la RS. Le Secrétariat du plénipotentiaire a terminé, en juin 1999, l'élaboration du dossier intitulé «Stratégie du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité nationale rom et ensemble de mesures pour sa réalisation — 1^{ère} étape», lequel des mesures systémiques du gouvernement de la RS dans le domaine de l'éducation et la formation du groupe ethnique rom, dans le domaine de l'essor de la langue et de la culture rom, et celui de la résolution du chômage, du logement, de la couverture sociale et médicale de la population rom. Le dossier a été approuvé le 27 septembre 1999 lors de la session extraordinaire du gouvernement de la RS en tant que dossier principal, au moyen duquel ont été établies les priorités de la résolution du problème rom à divers niveaux. (Pour plus d'informations voir l'annexe n° 1.)

4. Sur l'initiative du vice-président du gouvernement de la RS, P. Csáky, et du secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères de la RS, J. Figel, a été créé le 5 juillet 1999 un comité de coordination interministériel pour la résolution des problèmes liés à

BIJLAGE 2**Informatief dossier over de activiteiten van de Slovaakseregering met het oog op de oplossing van de problemen van de nationale roma-minderheid in Slovakije*****Regeringsprogramma van de Slovaakse republiek***

1. Op 3 november 1998 legde de regering van de Slovaakse republiek een verklaring af waarin ze zich bereid verklaart de nodige stappen te zetten om het vertrouwen te herstellen van alle etnische groepen in de regeringsinstellingen die tot taak hebben de burgers van de Slovaakse republiek te helpen en hun rechten te verdedigen. In de verklaring werd eveneens bevestigd dat de regering beslist heeft concrete maatregelen te nemen met het oog op de oplossing van de complexe problemen van de roma-medeburgers op alle gebieden van het sociaal, economisch en civiele leven. De regering is dan ook bereid met de vertegenwoordigers van de roma-gemeenschap een open en concrete dialoog aan te gaan. De regering van de Slovaakse republiek veroordeelt ondubbelzinnig alle vormen en uitingen van racisme en onverdraagzaamheid en verklaart dat ze met de grootste vastberadenheid zal optreden tegen dit soort fenomenen. Daarom heeft zij de burgers opgeroepen goed na te denken over hun voornemen om hun problemen op te lossen door emigratie en door het aanvragen van asiel in andere landen.

2. De regering van de Slovaakse republiek heeft de post van vice-premier voor mensenrechten, minderheden en regionale ontwikkeling gecreeerd. De vice-premier treedt op als een coördinerende instantie voor vraagstukken met betrekking tot nationale minderheden. Bij wijze van nieuw initiatief werd de Raad van de Slovaakse regering voor nationale minderheden en etnische groepen opgericht als een nieuwe coördinerende regeringsinstantie voor het minderhedenbeleid. Tot de leden ervan behoren drie vertegenwoordigers van de roma-minderheid. Een soortgelijk comité werd ingesteld bij de Nationale Raad van de Slovaakse republiek (equivalent van het Parlement), het zogenaamde Comité van de Nationale Raad van de Slovaakse republiek voor mensenrechten en nationale minderheden.

3. De Slovaakse regering heeft op 10 februari 1999 Vincent Danihel, doctor in de rechten, lid van de roma-minderheid, benoemd tot regeringscommissaris voor roma-aangelegenheden. Het secretariaat van de commissaris maakt deel uit van het regeringsbureau van de Slovaakse republiek. Het secretariaat van de commissaris legde in juni 1999 de laatste hand aan het dossier «Strategie van de Slovaakse regering voor de oplossing van de problemen van de nationale roma-minderheid en maatregelen voor de toepassing ervan — eerste stadium», waarin gewezen wordt op structurele maatregelen van de regering van de Slovaakse republiek op het gebied van onderwijs en opleiding voor de roma, de bevordering van de taal en de cultuur van de roma, alsook op het stuk van maatregelen ter bestrijding van de werkloosheid, op het stuk van huisvesting, sociale en medische voorzieningen voor de roma-bevolking. Het dossier werd goedgekeurd op 27 september 1999 tijdens de buitengewone zitting van de regering van de Slovaakse republiek. Het is het belangrijkste beleidsdocument aan de hand waarvan de prioriteiten bij de oplossing van het roma-probleem op diverse niveaus zijn vastgelegd (voor meer informatie zie bijlage nr. 1).

4. Op initiatief van de vice-premier van de Slovaakse regering P. Csáky en van de Slovaakse staatssecretaris bevoegd voor Buitenlandse Zaken, J. Figel, werd op 5 juli 1999 een interministerieel coördinatiecomité opgericht voor de oplossing van de pro-

l'émigration des rom, dont les membres sont des représentants du Bureau du gouvernement de la RS, le ministère des Affaires étrangères de la RS, le ministère du Travail, des Affaires sociales et de la famille de la RS, le ministère de l'Intérieur de la RS et le ministère public de la RS. Participeront aussi aux réunions de ce comité le vice-président du gouvernement de la RS, P. Csáky et le plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom, V. Danihel.

5. Le 4 août 1999, le gouvernement de la RS a débattu et approuvé lors de sa session, le dossier «Information sur l'état de la résolution de la problématique rom» (décision n° 644 du 4 août 1999), présenté par le vice-président du gouvernement de la RS, P. Csáky. Par la décision du gouvernement ont été adoptés des devoirs opérationnels :

a) il a été imposé au ministre des Affaires étrangères de la RS de maintenir un contact permanent avec les ambassades de la RS en Finlande et en Norvège dans le but d'obtenir l'annulation du visa obligatoire pour la date du délai auquel ce dernier a été appliqué; d'étudier la possibilité d'organiser des conférences sur la résolution de la problématique des Rom dans le but d'élever le problème des Rom au niveau international; ou encore d'élaborer des mesures orientées vers des activités préventives des ambassades de la RS dans le but d'expliquer la situation des Rom en Slovaquie, en prenant égard aux réelles garanties juridiques de défense de leurs droits,

b) il a été imposé au ministre du Travail, des Affaires sociales et de la Famille de la RS de procéder à une analyse de l'utilisation abusive du système social de la RS,

c) il a été imposé aux présidents des bureaux régionaux d'effectuer immédiatement un contrôle précis et individuel concernant la perception d'allocations sociales par des citoyens qui abusent du système social de la RS,

d) il a été imposé au ministre de l'Intérieur de la RS de consacrer plus d'attention aux activités illégales, surtout d'examiner les délits du commerce interdit et de l'escroquerie liés aux tentatives d'émigration de certains citoyens de la RS,

e) il a été imposé au plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité nationale rom, d'élaborer avant le 30 septembre 1999, des mesures systémiques pour la résolution de la question rom; d'effectuer des rencontres (tables rondes) avec les maires des villes et communes dans lesquelles il y a des problèmes avec la communauté rom, afin de chercher des solutions au niveau communal; d'organiser des réunions avec les présidents des bureaux régionaux et ceux des bureaux de districts, dans le but d'élaborer des mesures concrètes au niveau de l'administration d'état dans la lignée de la stratégie de résolution du problème rom dans les régions et d'organiser des rencontres (tables rondes) avec les représentants des organisations et des partis politiques rom,

f) il a été imposé au vice-président du gouvernement de la RS, P. Csáky de coordonner l'activité du plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom lors de l'accomplissement de son devoir avec les présidents des bureaux régionaux et des bureaux de districts; de remettre au gouvernement de la RS avant le 30 septembre 1999 une stratégie cohérente à long terme de résolution du problème rom.

Le plénipotentiaire du gouvernement de la RS, V. Danihel a informé qu'il initiera en septembre 1999, une session du gouvernement de la RS consacrée exclusivement à l'examen du dossier complexe sur la résolution des problèmes de la minorité rom en Slovaquie.

blemen die verband houden met de emigratie van de roma. Tot de leden van dit comité behoren de vertegenwoordigers van het regeringsbureau van de Slovaakse republiek, het ministerie van Buitenlandse Zaken, het ministerie van Arbeid, Sociale Aangelegenheden en Gezin, het ministerie van Buitenlandse Zaken en het openbaar ministerie. De vice-premier van de Slovaakse regering P. Csáky en de regeringscommissaris van de Slovaakse republiek voor de oplossing van de problemen van de roma-minderheid, V. Danihel, zullen eveneens deelnemen aan de vergaderingen van dit comité.

5. Op 4 augustus 1999 heeft de regering van de Slovaakse republiek het dossier «Voortgangsrapport over de oplossing van de roma-problemen», voorbereid door de vice-premier van de Slovaakse regering P. Csáky, besproken en goedgekeurd (beslissing nr. 644 van 4 augustus 1999). Door de regeringsbeslissing werden de volgende operationele maatregelen goedgekeurd :

a) de minister van Buitenlandse Zaken van de Slovaakse republiek kreeg de opdracht permanent contact te houden met de ambassades van de Slovaakse republiek in Finland en in Noorwegen teneinde de afschaffing te verkrijgen van de visumverplichting vanaf de datum die was aangekondigd als het einde van de periode voor welke de visavereiste gold; de mogelijkheid te bestuderen om een conferentie te organiseren over roma-vraagstukken met het doel die problematiek op internationaal niveau op te lossen; maatregelen uit te werken die zijn toegespitst op preventieve activiteiten van de ambassades van de Slovaakse republiek, waarbij de toestand waarin de roma-gemeenschap in Slovakië verkeert, wordt toegelicht en zowel de wettelijke als de feitelijke waarborgen inzake de bescherming van hun rechten.

b) de minister van Arbeid, Sociale Aangelegenheden en Gezin van de Slovaakse republiek wordt opgedragen het gebruik dat van de socialezekerheidsregeling gemaakt wordt, aan een diepgaand onderzoek te onderwerpen.

c) de hoofden van de gewestelijke instanties krijgen tot taak een nauwgezette en individuele controle uit te voeren op het gebied van het toekennen van sociale uitkeringen aan burgers die misbruik maken van de sociale voorzieningen van het land.

d) de minister van Binnenlandse Zaken van de republiek Slovakië krijgt de opdracht meer aandacht te besteden aan de illegale activiteiten en vooral onderzoek te verrichten naar illegale handelsactiviteiten en fraude die verband houden met emigratieprocessen van sommige burgers van de Slovaakse republiek.

e) de regeringscommissaris voor roma-aangelegenheden heeft de opdracht gekregen om tegen 30 september 1999 structurele maatregelen uit te werken om de roma-problemen op te lossen, ontmoetingen te organiseren (rondetafelgesprekken) met burgemeesters van steden en gemeenten die problemen ondervinden met de roma-gemeenschap teneinde oplossingen te vinden op gemeentelijk niveau, vergaderingen te beleggen met de hoofden van de gewestelijke en districtinstanties ten einde specifieke maatregelen goed te keuren op het niveau van het riksbestuur met het oog op de toepassing van de strategie voor de oplossing van de roma-problemen in de regio's en ontmoetingen te organiseren (rondetafelgesprekken) met de vertegenwoordigers van de roma-organisaties en roma-partijen.

f) vice-premier P. Csáky kreeg de opdracht de activiteit van de regeringscommissaris voor roma-aangelegenheden te coördineren met de activiteiten van de hoofden van de regionale en districtinstanties; de regering vóór september 1999 een samenhangende langetermijnstrategie voor de oplossing van de roma-problematiek voor te leggen.

De regeringscommissaris V. Danihel heeft meegedeeld dat hij in september 1999 het initiatief zal nemen tot een speciale regeringsconferentie die uitsluitend is gewijd aan het onderzoek van het complexe dossier over de oplossing van de problemen van de roma-minderheid in Slovakië.

6. En plus du gouvernement de la RS, il y a aussi le président de la République slovaque qui exerce son activité en faveur de la résolution des problèmes de la minorité rom. Au cours de sa visite officielle en République tchèque du 7 juillet 1999, R. Schuster a proposé l'élaboration d'un projet de démarche commune des deux pays dans le domaine de la résolution des problèmes de la minorité rom.

La minorité nationale rom et les moyens financiers

7. Le gouvernement de la RS a créé au sein du budget d'État pour l'année 1999 un chapitre particulier d'un montant de 15 000 000 SK (Couronnes Slovaques) pour la résolution des problèmes des Rom, lequel est rattaché à l'activité du plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom.

8. En 1999, le ministère de la Culture de la RS a attribué une somme de 1 803 000 SK pour le développement de la culture de la minorité nationale rom, destinée au soutien des activités culturelles des 17 associations civiques rom. Le ministère de la Culture de la RS aide financièrement 6 périodiques rom. En 1999, ce dernier a aidé financièrement 2 maisons d'éditions pour l'édition de 2 magazines non périodiques. En 1999, le ministère de la Culture de la RS a attribué une somme de 4 449 000 SK pour la presse périodique rom, une somme de 150 000 SK pour la presse non périodique.

9. Le gouvernement de la RS a initié l'élaboration du projet *Minority Tolerance Programme* pour les années 2000 à 2001 pour la résolution de la problématique des minorités, principalement la minorité rom, lequel sera financé par les fonds du programme PHARE (le montant estimé des fonds alloués s'élève à 1,8 millions d'EURO). Ce projet a été officiellement remis à la délégation de la Commission européenne le 12 avril 1999.

10. Le 17 juin 1999, le gouvernement de la RS a réalisé la bourse des projets rom au Bureau du gouvernement avec la participation des organisations non gouvernementales, des fondations et des entrepreneurs rom. Les projets seront réalisés avec l'aide du gouvernement de la RS au cours du second semestre 1999. Le gouvernement de la RS réalise aussi un vaste projet dans la région de Spis avec le soutien financier des fonds du programme PHARE, et le projet SPOLU (Ensemble), en coopération et avec le soutien du gouvernement hollandais, pour la résolution des problèmes de logements des Rom.

11. Le 18 août 1999, le gouvernement de la RS a approuvé le soutien de 15 projets rom pour un montant total de 8 097 300 SK (Détail en annexe n° 2). Le gouvernement de la RS planifie en septembre 1999 d'approuver le soutien d'autres projets pour un montant de 7 000 000 SK. Les projets ont été élaborés par les organisations non gouvernementales, les pouvoirs locaux et le Bureau du plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom.

12. Le gouvernement de la RS prépare le *Minority Development Programme* pour les années 2000 à 2001 d'un montant de 4 000 000 d'EURO pour le financement de démarches systématisques ultérieures pour la résolution de la problématique rom.

La diffusion des médias de droit public et la minorité nationale rom

13. Au sein des studios de télévision de la télévision slovaque à Kosice, la rédaction des émissions sur les minorités à couverture nationale, exerce sa fonction en assurant une émission des minorités pour la minorité nationale rom, diffusée une fois par semaine.

6. Niet alleen de regering doet inspanningen om de roma-problematiek op te lossen. Ook de president van de Slovaakse republiek stelde tijdens zijn officieel bezoek aan de Tsjechische republiek op 7 juli 1999 voor dat beide landen gezamenlijk zouden werken aan de oplossing van de problemen van de roma-minderheid.

De nationale roma-minderheid en de financiële middelen

7. De regering van de Slovaakse republiek heeft in de Staatsbegroting voor het jaar 1999 een afzonderlijk hoofdstuk ten belope van 15 000 000 SK (Slovaakse Kronen) uitgetrokken om de problemen van de roma op te lossen. Deze som diende om de activiteiten te financieren van de regeringscommissaris, belast met de problematiek van de roma-minderheid.

8. Om de roma-cultuur te bevorderen heeft het ministerie van Cultuur in 1999 1 803 000 SK subsidie verleend aan de culturele activiteiten van 17 burgerlijke roma-verenigingen. Het ministerie van Cultuur geeft ook financiële steun aan zes roma-tijdschriften en aan twee uitgeverijen die niet-periodiek verschijnende titels uitzetten. Daarnaast heeft het ministerie van Cultuur in 1999 4 449 000 SK toegekend aan de periodieke pers van de roma en 15 000 SK aan de niet-periodieke pers.

9. De regering van de Slovaakse Republiek heeft de aanzet gegeven voor het opstarten van een *Minority Tolerance Programme* voor de jaren 2000-2001, dat tot doel heeft het probleem van de minderheden en dan vooral van de roma-minderheid op te lossen. Dit project zal gefinancierd worden met fondsen van het PHARE-programma (de toegekende som wordt geschat op 1,8 miljoen EURO). Het project is op 12 april 1999 officieel voorgelegd aan de delegatie van de Europese commissie.

10. Op 17 juni 1999 heeft de regering van de Slovaakse republiek in haar Bureau een beurs rond de roma-projecten georganiseerd waaraan NGO's, verenigingen en roma-ondernehmers hebben deelgenomen. De projecten zullen in de loop van het tweede semester van 1999 worden uitgevoerd met de hulp van de regering. Daarnaast voert de regering een enorm project uit in de Spis-regio met de financiële steun van het PHARE-programma. Voor het zogenaamde SPOLU-project, bedoeld om de huisvestingsproblemen van de roma op te lossen, krijgt de regering hulp en steun van de Nederlandse regering.

11. Op 18 augustus 1999 heeft de regering de som van 8 097 300 SK toegekend aan 15 roma-projecten (voor details zie bijlage nr. 2). Daarnaast zal de regering in september 1999 nog andere projecten ondersteunen voor een totale som van 7 000 000 SK. Deze projecten zullen worden uitgevoerd door NGO's, de plaatselijke autoriteiten en de diensten van de regeringscommissaris voor de problematiek van de roma-minderheid.

12. De regering bereidt het *Minority Development Programme* voor voor de jaren 2000-2001. Een som van 4 000 000 EURO zal worden gebruikt om bijkomende systematische maatregelen te financieren om de problemaatiek van de roma op te lossen.

Uitzendingen van de roma-minderheid op de openbare omroepen

13. De redactie van de programma's over nationale minderheden zendt in de studio's van de Slovaakse televisie in Kosice wekelijks een programma voor minderheden uit voor de nationale roma-minderheid.

14. La radio slovaque en 1999, assure une radiodiffusion pour la minorité nationale rom d'un nombre de 26 heures par an, dont 10 heures de paroles et 16 heures de musique.

Le dialogue avec les représentants de la minorité nationale rom

15. D'après les données officielles du ministère de l'Intérieur de la RS, la minorité nationale rom compte 60 associations civiques et 14 partis politiques enregistrés. En Slovaquie sont en fonction trois fondations, un fond de non investissement et une organisation à buts non lucratifs fournissant des services d'intérêts général, fondé par des membres de la minorité nationale rom.

16. Dans l'intérêt de connaître les problèmes les plus importants de la minorité rom et dans l'intérêt de chercher le moyen le plus efficace pour les résoudre, le gouvernement de la RS entretenent un dialogue permanent avec les représentants de la communauté rom. Sous l'égide du vice-président du gouvernement de la RS pour les Droits de l'homme, les Minorités et le Développement régional, deux tables rondes ont eu lieu. La table ronde à Cilistov s'est déroulée le 16 mars 1999 en présence du haut commissaire pour les minorités nationales de l'OBSE, Max van der Stoel, de représentants des ambassades des pays membres de l'Union européenne et des pays de Visegrad 4, de représentants des Rom, d'experts en problématique rom, de représentants des partis politiques et de présidents des bureaux de districts; la seconde table ronde a eu lieu le 26 avril 1999. Les résultats concrets issus de ces rencontres serviront de documents de départ pour l'élaboration d'une conception gouvernementale cohérente pour la résolution des problèmes de la minorité rom.

L'émigration des citoyens de Républiques slovaque à la nationalité rom

17. Suite à l'augmentation du nombre de demandes d'asiles politiques dans les pays nordiques de la part des Rom slovaques, le ministère des Affaires étrangères de la République slovaque a fait une déclaration le 27 juillet 1999, dans laquelle il est dit entre autre que «le problème des Rom n'est pas seulement un problème spécifique slovaque, même s'il peut laisser ainsi paraître d'après certaines réactions à l'étranger, mais il a un caractère européen dans son ensemble et c'est pourquoi sa résolution aussi doit avoir une base européenne dans son ensemble. Le cadre pour la résolution de la question rom devrait être créé aussi par le Sommet extraordinaire du Conseil d'Europe à Tampere en Finlande au mois d'octobre cette année qui sera consacré à la problématique du troisième pilier de l'Union européenne. Le Sommet devrait aussi créer des dispositions nécessaires pour la réévaluation du système d'asile dans certains pays européens. La République slovaque continuera à respecter les principes d'un État de droit et de la construction d'une société civique, et dans ces intentions elle compte porter à terme la construction du système de défense des droits de l'homme fonctionnant. Elle continuera à développer le dialogue avec les représentants de la minorité rom dans le but d'une élaboration et d'une réalisation accélérée de la résolution en profondeur de la question de la minorité rom en Slovaquie.

18. On ne peut pas accepter l'association automatique de la question de l'émigration des Rom avec la question de la discrimination raciale. En vertu de la Constitution de la RS, tous les hommes sont libres et égaux en dignité et en droits, et en même temps la liberté de mouvement et de séjour est garantie. Les citoyens de RS à nationalité rom énoncent souvent dans leurs demandes d'asiles les problèmes qu'ils rencontrent lors de l'insertion dans le processus du travail, soi-disant une discrimination de la part de la police et des tribunaux. Le problème de

14. In 1999 zond de Slovaakse radio 26 uur programma's uit voor de nationale roma-minderheid, waarvan tien gesproken uren en 10 uur muziek.

De dialoog met de vertegenwoordigers van de nationale roma-minderheid

15. Volgens de officiële gegevens van het Slovaakse ministerie van Binnenlandse Zaken, telt de nationale roma-minderheid 60 geregistreerde burgerlijke verenigingen en 14 politieke partijen. Leden van de roma-minderheid hebben in Slovakije drie verenigingen opgericht, alsook een niet-investeringsfonds en een VZW, die diensten van algemeen belang verstrekt.

16. Om de belangrijkste problemen van de roma-minderheid zo goed mogelijk te begrijpen en zo efficiënt mogelijk te verhelpen, staat de regering voortdurend in contact met de vertegenwoordigers van de roma-gemeenschap. Onder de auspiciën van de vice-eerste minister voor Mensenrechten, Minderheden en Regionale Ontwikkeling zijn twee ronde-tafelgesprekken georganiseerd. In Cilistov is een ronde-tafelgesprek gehouden op 16 maart 1999 waarop de hoge commissaris voor de nationale minderheden van de OVSE, Max van der Stoel, aanwezig was, alsook vertegenwoordigers van de ambassades van de lidstaten, van de Europese Unie en van de Visegrad 4-landen, vertegenwoordigers van de roma, deskundigen inzake de roma-problematiek, vertegenwoordigers van de politieke partijen en de voorzitters van de districtbureaus. Het tweede ronde-tafelgesprek heeft plaatsgevonden op 26 april 1999. De concrete resultaten van deze ontmoetingen zullen dienen als basisdocument voor de ontwikkeling van een coherent regeringsbeleid aangaande de oplossing van de problemen van de roma-minderheid.

Emigratie van burgers van de Slovaakse Republiek die tot de roma-minderheid behoren

17. Naar aanleiding van de toename van het aantal aanvragen voor politiek asiel door Slovaakse roma in de Noord-Europese landen, heeft de minister van Buitenlandse Zaken van de Slovaakse Republiek op 27 juli 1999 een verklaring afgelegd. Hij zegt daarin onder andere dat «het probleem van de roma geen specifiek Slovaaks probleem is, al geven bepaalde reacties in het buitenland wel die indruk; het is een Europees probleem. Het moet daarom op Europese schaal worden aangepakt. Ook tijdens de buitengewone Top van de Raad van Europa in Tampere in Finland oktober van dit jaar — gewijd aan de problematiek van de derde pijler van de Europese Unie — moet worden nagedacht over mogelijke oplossingen voor de roma-kwestie. Tijdens deze top moet ook de basis worden gelegd van een herziening van het asylsysteem in bepaalde Europese landen. De Slovaakse Republiek blijft de principes van de rechtstaat en van de burgermaatschappij trouw en is daarom vastbesloten om een effectief systeem voor de bescherming van de mensenrechten uit te bouwen. De dialoog met de vertegenwoordigers van de roma-minderheid zal worden voortgezet teneinde een snelle en diepgaande oplossing voor de problemen van de roma-minderheid in Slovakije uit te bouwen en toe te passen.»

18. De automatische link die wordt gelegd tussen de emigratie van de roma en het probleem van de rassendiscriminatie is onaanvaardbaar. De Grondwet van de Slovaakse republiek bepaalt dat eenieder vrij is en gelijk in waardigheid en rechten en waarborgt eveneens de bewegingsvrijheid en de vrijheid van verblijf. Slovaakse burgers van de roma-minderheid beweren in hun asiel-aanvraag vaak dat zij problemen hebben om zich te integreren op de arbeidsmarkt en dat zij door de politie en rechtkantnen worden gediscrimineerd. De exodus van de roma is niet alleen een zaak

l'exode des Rom n'est pas seulement un problème au niveau des droits de l'homme mais c'est aussi un problème de migration et d'asile souligné d'un fort contexte social et économique.

La prévention contre la discrimination

19. Des sanctions judiciaires pénales pour les incidents causés par des motivations raciales et xénophobes et pour les actes de discrimination raciale sont établies dans plusieurs dispositions de lois du Code pénal. Le ministère de l'Intérieur de la République slovaque par l'intermédiaire de ses hauts représentants a manifesté ses efforts pour que les délits à motivations raciales commis soient examinés de façon adéquate. Le corps de police de la République slovaque porte une attention plus élevée aux régions dans lesquelles il se crée potentiellement des tensions par la propagation des activités des skinheads (par exemple en renforçant l'intensité des services de rondes).

20. Le ministère de l'Intérieur de la République slovaque a stoppé depuis la fin de l'année 1998, le recensement des délits (et sa publication) selon l'appartenance du malfaiteur à une minorité nationale. Malgré le fait que le corps de police de la République slovaque soit ouvert aussi aux citoyens d'origine rom, il y a très peu d'intéressés. Dans le cadre de la prévention de la criminalité, il serait bénéfique de la part du corps de police de la République slovaque dans sa relation avec la minorité rom que dans les hameaux rom soient affectés des policiers d'origine rom, où l'identification du rôle positif du policier serait mieux acceptée par les habitants du hameau que le serait le rôle d'un policier non rom.

Élaboré par OLPR, le ministère des Affaires étrangères de la RS

Octobre 1999

ANNEXE AU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

ANNEXE A — Stratégie du gouvernement de la République slovaque pour la résolution des problèmes de la minorité nationale rom et ensemble de mesures pour sa réalisation — 1^{re} étape

Données actualisées du point 3:

Le 24 septembre 1999 a eu lieu la session extraordinaire du Conseil du gouvernement de la République slovaque pour les minorités nationales et les groupes ethniques au cours de laquelle le Conseil du gouvernement a adopté le dossier intitulé « Stratégie du gouvernement de la République slovaque pour la résolution des problèmes de la minorité nationale rom et ensemble de mesures pour sa réalisation — 1^{re} étape ». (plus loin — « stratégie »).

Lors de sa session extraordinaire du 27 septembre 1999, le gouvernement de la RS a approuvé le dossier du gouvernement de la République slovaque pour la résolution des problèmes de la minorité nationale rom et ensemble de mesures pour sa réalisation — 1^{re} étape (plus loin — « stratégie »). La Stratégie approuvée représente un dossier principal par lequel le gouvernement de la RS a fixé les priorités de la résolution du problème rom dans le domaine de l'éducation et la formation du groupe ethnique rom, dans le domaine du développement de la langue et de la culture rom, de la résolution du chômage, des logements de la couverture sociale et médicale de la population rom. Le dossier approuvé prévoit son élaboration finale dans les ministères et les bureaux régionaux conformément à la création de conditions adéquates directement sur le terrain pour la résolution de la situation de la

van mensenrechten, het is ook een zaak van migratie en asiel met sterke sociaal-economische vertakkingen.

Preventief optreden tegen discriminatie

19. Verschillende bepalingen van het Strafwetboek voorzien in strafrechtelijke sancties voor misdrijven ingegeven door racisme of xenofobie en voor racistische handelingen. Het ministerie van Binnenlandse Zaken van de Slovaakse Republiek heeft via zijn hoge vertegenwoordigers duidelijk blijk gegeven van zijn voorname om racistische misdrijven ernstig te onderzoeken. Het politiekorps van de Slovaakse republiek houdt de regio's waar vanwege de activiteiten van skinheads verhoogde spanning kan ontstaan, speciaal in het oog (bijvoorbeeld door meer patrouilles te organiseren).

20. Sinds het einde van 1998 vermeldt het Slovaakse ministerie van Binnenlandse Zaken niet langer de etnische oorsprong van de dader in de misdaadstatistieken (die ook werden gepubliceerd). Het politiekorps staat open voor de roma maar ze zijn niet erg geïnteresseerd om toe te treden. Toch zou het politiekorps van de Slovaakse Republiek in het kader van de misdaadpreventie erg gebaat zijn met politiemensen van roma-afkomst: de mensen uit de roma-wijken zullen hen veel sneller een positieve rol toekennen dan aan politiemensen die niet van roma-afkomst zijn.

Bron: OLPR, het ministerie van Buitenlandse Zaken van de Slovaakse Republiek

Oktober 1999

BIJLAGEN BIJ HET REGERINGSPROGRAMMA VAN DE SLOVAAKSE REPUBLIEK

BIJLAGE A — Strategie van de regering van de Slovaakse Republiek om een oplossing te geven aan de problemen van de nationale roma-minderheid en het pakket uitvoeringsmaatregelen — 1e fase

Geactualiseerde gegevens in verband met punt 3:

Op zijn buitengewone zitting van 24 september 1999 heeft de Regeringsraad van de Slovaakse Republiek voor de nationale minderheden en de etnische groepen zijn goedkeuring gehecht aan het dossier met de benaming « Strategie van de regering van de Slovaakse Republiek om een oplossing te geven aan de problemen van de nationale roma-minderheid en het pakket uitvoeringsmaatregelen — 1e fase ». (Hierna « Strategie » genoemd.)

Deze Strategie is door de regering van de Slovaakse Republiek goedgekeurd tijdens haar buitengewone zitting van 27 september 1999. Aan de hand van dit dossier zal de regering van de Slovaakse Republiek haar prioriteiten bepalen om een oplossing te geven aan de problemen die zich voor de etnische roma-groep voordoen op het vlak van het onderwijs en de opleiding, de ontwikkeling van de roma-taal en -cultuur, de werkloosheid, de huisvesting, de zorg voor het maatschappelijk welzijn en de gezondheidszorg. Het beleidsplan zal verder ontwikkeld worden op het niveau van de ministeries en de gewestelijke kantoren teneinde in het veld de passende omstandigheden te creëren die tot een verbetering van de toestand van de roma kunnen leiden. Vóór de door de regering vastgestelde streefdatum (30 november 1999) moeten individuele sectoren en gewestelijke overheden hun maatregelen voorstellen

minorité nationale rom. Les ministères et les bureaux régionaux correspondants remettront au gouvernement dans les délais fixés (pour le 30 novembre 1999), la Stratégie en cours d'élaboration comme une mesure pour l'an 2000. Le dossier détermine le procédé de résolution des problèmes de la minorité nationale rom aussi à l'avenir du fait que les ministères et les bureaux régionaux correspondants remettront tous les ans au gouvernement de la RS, en même temps que leur proposition de revendications pour le budget d'État de la RS, des propositions précisant les mesures conceptuelles et les activités de «rattrapage» d'une stimulation positive de la minorité nationale rom.

Brèves caractéristiques du dossier approuvé et devoirs découlant pour le ministère correspondant de l'ensemble de mesures pour la réalisation — 1^{re} étape :

1. Domaine des droits de l'homme, des droits des personnes appartenant aux minorités nationales et aux organisations non gouvernementales :

Le dossier prévoit l'augmentation de la conscience juridique dans le domaine des droits de l'homme et des droits des personnes appartenant aux minorités nationales, et dans les questions de cohabitation pour empêcher l'incitation à la haine raciale, l'adoption de mesures pour limiter la discrimination et la persécution de la population rom, ainsi que la réévaluation de la protection des Rom contre les délits de violence à motivations raciales par une application adéquate des normes judiciaires existantes et en cas de besoin par la modification indispensable de celles-ci. Dans le domaine précité, le gouvernement de la RS continuera à soutenir l'activité des organisations non gouvernementales en mettant l'accent sur l'orientation de leurs activités à l'aide de la partie de la population rom qui en a besoin, et prendra des mesures dans les administrations d'état pour la coordination avec les activités du troisième secteur, aussi par l'intermédiaire du Conseil du gouvernement de la RS pour les organisations non gouvernementales à buts non lucratifs.

Pour l'application de ces tâches dans ce domaine, la décision du gouvernement de la RS dans l'ensemble de mesures pour la réalisation — 1^{re} étape a imposé :

a) au vice-président du gouvernement de la RS pour les Droits de l'homme, les Minorités nationales et le Développement régional de coordonner la réalisation du Programme de tolérance envers les minorités provenant du programme PHARE,

b) au plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom de coordonner les projets «Réalisation des droits de l'homme des Rom» pour l'augmentation des capacités d'auto-organisation de la minorité nationale rom, l'édition du manuel scolaire «Rómovia ako ich poznáme» (Les Rom tels que nous les connaissons), le projet «Les mains rom», et la série sur la problématique rom diffusée sur la Télévision slovaque,

c) au ministre de la Justice d'effectuer une analyse sur l'état de la protection judiciaire de la minorité nationale rom contre les manifestations d'intolérance avec une proposition de démarches ultérieures,

d) au ministre des Affaires étrangères d'étudier l'information basée sur les recommandations finales du Comité de l'ONU pour la suppression de la discrimination raciale définies par les différents pays d'Europe, concernant l'élimination de la discrimination et de l'intolérance raciale.

2. Domaine de l'éducation et de la formation

Le domaine précité sera prioritaire dans la résolution des problèmes de la communauté rom. Il envisage de réaliser une stimulation positive dans le processus d'éducation et de formation adéquats créent les conditions préalables de changements de

om de Stratégie ten uitvoer te leggen in hun respectieve bevoegdheidsdomeinen in het jaar 2000. De beleidsnota schetst ook welke werkwijze in de toekomst gevolgd zal moeten worden om het roma-probleem aan te pakken: bevoegde ministeries en gewestelijke overheden moeten jaarlijks hun voorstellen aan de regering voorleggen om het pakket van maatregelen aan te passen en positieve inhaaloperaties voor de roma-minderheid op het getouw te zetten alsook om hiervoor kredieten uit te trekken op hun begroting.

Kort overzicht van de goedgekeurde strategie en verplichtingen die het pakket uitvoeringsmaatregelen meebrengen voor de betrokken ministeries — fase 1:

1. De rechten van de mens, de rechten van de personen die tot nationale minderheden behoren, en de niet-gouvernementele organisaties :

De Stratégie beoogt een sterker juridisch bewustzijn te creëren op het vlak van de rechten van de mens en van de personen die tot een nationale minderheid behoren: het gaat om de vraag hoe men het samenleven kan bevorderen en hoe men aansporing tot rassenhaat kan voorkomen, onder meer door maatregelen tegen het discrimineren en vervolgen van de roma-bevolking, en door een nieuwe evaluatie van de instrumenten voor de bescherming van de roma tegen racistisch geïnspireerde misdrijven. De bestaande rechtsnormen moeten streng gehandhaafd en, waar nodig, herzien worden. Op dit vlak zal de regering steun blijven verlenen aan de werking van de NGO's, in het bijzonder door hen aan te zetten hulp te bieden aan dat deel van de roma-bevolking dat hieraan het meest behoeft heeft. Ze zal dan ook maatregelen nemen die kunnen leiden tot een betere coördinatie tussen overhedsdiensten en NGO's. Ook de Regeringsraad voor niet-gouvernementele organisaties zal hierbij betrokken worden.

De regering heeft besloten de volgende taken in verband met het pakket uitvoeringsmaatregelen — Fase 1 op te dragen:

a) aan de vice-eerste minister voor Mensenrechten, Nationale Minderheden en Regionale Ontwikkeling: de coördinatie van de uitvoering van het Tolerantieprogramma ten aanzien van minderheden dat onder het PHARE-programma opgezet is;

b) aan de regeringscommissaris voor roma-zaken: de coördinatie van het project voor de tenuitvoerlegging van mensenrechten bij de roma, dat tot doel heeft de vaardigheid tot zelforganisatie van de roma-minderheid te vergroten, de publicatie van het handboek met de titel «De roma, zoals wij ze kennen», het project «de roma-handen» en een Slovaakse TV-reeks over de roma-problematiek;

c) aan de minister van Justitie: een studie over de wettelijke bescherming die de roma-minderheid geniet tegen uitingen van onverdraagzaamheid; ook worden voorstellen voor verdere actie verwacht;

d) aan de minister van Buitenlandse Zaken: deze moet informatie overleggen over de slotaanbevelingen van het VN-comité voor de uitroeiing van rassendiscriminatie, dat tot doel heeft rassendiscriminatie en onverdraagzaamheid te bestrijden in individuele Europese landen.

2. Onderwijs en beroepsopleiding

Dit domein behoort tot de topprioriteiten in de bestrijding van de problemen van de roma-gemeenschap. Tot de beleidsmaatregelen die op dit vlak genomen moeten worden, behoren de positieve stimulansen die zullen moeten uitgaan van het onderwijs-

valeur au sein de familles rom. Le dossier prévoit la création des conditions nécessaires pour la formation de telle manière que l'éducation et les méthodes de formation d'enfants rom âgés de cinq ans dans les maternelles et la création de conditions progressives pour élever des enfants à la maternelle à partir de l'âge de trois ans. Au niveau de l'enseignement primaire, on prévoit l'utilisation des méthodes de destruction de la barrière de la langue, l'élargissement de l'application des années préparatoires (années zéro). En conformité avec les exigences et les intérêts, la langue rom sera utilisée en tant que langue d'aide, ou plutôt langue de soutien dans les cours, et l'on permettra l'enseignement de la langue rom ou bien l'enseignement en langue rom dans les maternelles et les écoles primaires. Le dossier prévoit aussi le soutien d'activités dans le domaine de l'éducation et de la formation de Rom adultes, et la création de conditions pour l'enseignement gratuit et le rattrapage de l'enseignement primaire et secondaire des Rom.

Pour la réalisation des tâches du domaine précité, l'ensemble de mesures a imposé :

a) au Ministère de l'Éducation nationale de la RS de discuter la conception de développement de l'éducation et de la formation pour les 15-20 années à venir, dont fera aussi partie la conception d'éducation et de formation des enfants et élèves rom, d'effectuer et d'évaluer une analyse de la réussite scolaire des élèves désavantagés par la langue et par un environnement social défavorisé avec un accent mis sur les élèves de parents appartenant à la minorité nationale rom, d'assurer des conditions concrètes pour le renforcement de l'éducation de l'intelligentsia rom à l'Université K. Le Philosophe de Nitra et à l'Université de Prešov en conformité avec le programme de tolérance envers les minorités du programme PHARE.

b) au ministère de l'Éducation nationale de la RS et aux bureaux régionaux et de districts correspondants de réaliser la conception du développement de l'éducation préscolaire en mettant un accent sur l'année précédant la scolarité obligatoire aussi dans l'intention de préparer les enfants de parents appartenant à la minorité nationale rom à leur rentrée en première année d'école primaire, de continuer de réaliser le projet expérimental des années (zéro) préparatoires en école primaire, de continuer à soutenir financièrement et au niveau de l'organisation le projet pilote du Centre de formation pour le développement de la minorité nationale rom pour les enfants de la région Košice auprès de l'école secondaire artistique à Košice, de créer les conditions pour la représentation des enfants rom dans les écoles secondaires, y compris les écoles religieuses et privées, lors de la réalisation des critères d'entrée dans les écoles secondaires,

c) au niveau des bureaux régionaux et des bureaux de districts d'élaborer de façon concrète sur une année et à plus long terme, des plans de réalisation de l'éducation et de la formation des enfants et des élèves de parents rom avec une orientation thématique selon la spécificité et les besoins des différentes régions.

3. Domaine de la langue et de la culture

Dans ce domaine, le dossier prévoit la création de mesures pour la protection et le soutien de la langue et de la culture rom. Aux universités de Nitra et de Prešov on continuera à créer des conditions pour la conservation, la culture et le développement de la langue rom. On prévoit la création de conditions pour le développement de la culture, des activités culturelles, et la continuité de publication de la presse périodique et non périodique des organisations culturelles, des amicales et des maisons d'éditions rom, ainsi que le soutien à la recherche sur la culture et l'histoire des Rom en Slovaquie.

proces : het is de bedoeling omstandigheden te scheppen om verandering te brengen in het waardesysteem van de roma-families. In het genoemde document wordt voorgesteld de omstandigheden te creëren waarin vijfjarige roma-kinderen in de kleuterklas opgenomen kunnen worden. Geleidelijk moet men ook zo ver komen dat de kinderen vanaf de leeftijd van drie jaar toegang krijgen tot het kleuteronderwijs. Men zal hiervoor in de basisschool gebruik moeten maken van methoden die de taalbarrière beogen op te heffen en men moet zorgen voor meer inhaalklassen of voorbereidende klassen. Indien er behoefte aan is of er belangstelling voor bestaat, zal de roma-taal gebruikt worden als hulp- of steuntaal voor het onderwijs en zullen de voorwaarden gecreëerd worden om in kleuter- en basisscholen onderwijs in de roma-taal mogelijk te maken. In het document wordt ook voorgesteld steun te verlenen aan vormingsprogramma's voor volwassen roma die hun schoolopleiding niet afgemaakt hebben, en hun de kans te bieden de lagere of secundaire school gratis te voltooien.

Het pakket maatregelen omvat op dit vlak de volgende taken:

a) voor het ministerie van Onderwijs: de besprekking van een ontwerpprogramma voor onderwijs en opleiding voor de komende 15 tot 20 jaar, met daarin een ontwerpprogramma voor onderwijs en opleiding van roma-kinderen en -leerlingen; het analyseren en evalueren van de schoolprestaties van kinderen die afkomstig zijn uit taalarme en maatschappelijk verwaarloosde kringen, met een bijzondere aandacht voor leerlingen wier ouders tot de nationale roma-minderheid behoren; het creëren van specifieke voorwaarden om de opleiding van roma-intelligentsia aan de universiteiten van Nitra en Prešov te verbeteren in overeenstemming met het Tolerantieprogramma ten aanzien van minderheden dat binnen het PHARE-programma opgezet is;

b) voor het ministerie van Onderwijs en de betrokken regionale en districtoverheden: de verdere ontwikkeling en uitvoering van het concept van kleuteronderwijs, met daarin een bijzondere aandacht voor het jaar dat voorafgaat aan het begin van de schoolplicht, ook met de bedoeling om kinderen van roma-ouders voor te bereiden op de eerste graad van het basisonderwijs; de verdere uitvoering van het experimentele project van voorbereidende klassen van de basisschool; het verder verstrekken van organisationele en financiële steun voor een proefproject van het Centrum voor educatie en promotie van de nationale romaminderheden voor kinderen, in het gewest Košice, dat verbonden is aan de kunsthumanioria te Košice; voorts moeten deze overheden de voorwaarden scheppen om meer roma-leerlingen in staat te stellen secundair onderwijs te volgen, ook in parochiale en particuliere scholen, indien ze aan de toelatingsvooraarden voldoen;

c) voor de gewestelijke en districtoverheden: het opstellen van een concrete jaar- en langetermijnplanning om de maatregelen uit te voeren inzake onderwijs en opleiding van roma-kinderen en -leerlingen, in zoverre deze specifiek afgestemd zijn op de kenmerken en de behoeften van de verschillende gewesten.

3. Taal en cultuur

In dit domein beoogt het document een aantal maatregelen te formuleren ter bescherming en bevordering van de roma-taal en -cultuur. Aan de universiteiten van Nitra en Prešov zullen meer inspanningen geleverd worden om de roma-taal te beschermen, te bevorderen en te ontwikkelen. Dit zal moeten leiden tot de opbloei van de cultuur en het cultuurleven en tot een blijvende productie van roma-literatuur, zowel van periodieke uitgaven als van andere publicaties, door cultuurkringen, verenigingen en uitgevers van roma; verder zal ook het onderzoek naar de cultuur en de geschiedenis van de roma in Slovakije ondersteund moeten worden.

Dans le domaine de la langue et de la culture, l'ensemble des mesures a imposé:

a) au ministère de la Culture de la RS, en vertu de fonds alloués et en vertu des projets culturels déposés par les sujets rom et après leur examen au sein d'une commission spécialisée, d'attribuer une aide financière, d'attribuer une subvention du budget d'État aux journaux et revues rom en vertu des budgets financiers présentés,

b) au ministère de la Culture de la RS et au bureau régional de Košice d'assurer une activité continue au théâtre Romathan, de fournir une aide financière et professionnelle lors de la réalisation de séminaires spécialisés, des bilans à la fin des saisons théâtrales, lors de la participation aux festivals de théâtre et pour la promotion du théâtre à l'étranger.

4. Domaine chômage/emploi

Le devoir de la politique d'État de l'emploi doit être la création de conditions favorables qui permettront au citoyen rom d'obtenir la même situation de départ en arrivant sur le marché du travail que celle détenue par les citoyens majoritaires dans la société. Dans le cadre de la législation existante, on créera les conditions pour le lancement d'appels d'offre qui permettraient la participation de Rom aux genres de travaux qu'ils seront capables d'effectuer, et de la sorte de réduire progressivement la dépendance aux allocations sociales et créer une conscience de responsabilité sociale et salariale chez les Rom. Le gouvernement de la RS s'oriente vers une augmentation du niveau de qualification des demandeurs d'emploi enregistrés, et à employer les plus jeunes catégories de Rom qui ont les conditions préalables pour prendre des cours de requalification. Le gouvernement continuera à soutenir les postes de travail d'intérêt public dans les districts où il y a un taux de chômage élevé de Rom.

Dans le domaine chômage/emploi, l'ensemble de mesures a imposé:

a) aux bureaux régionaux et aux bureaux de districts en coopération avec le Bureau national du travail d'augmenter la participation de la requalification dans le cadre des instruments de la politique active du marché du travail pour les Rom pour les branches où il y a pénurie de main-d'œuvre, de soutenir les travaux d'intérêts publics dans les districts où il y a un taux de chômage élevé de Rom et où il n'y a pas les conditions nécessaires pour créer d'autres postes de travail, sous forme appropriée de conseil de soutenir les entrepreneurs rom y compris pour l'obtention de crédits lors de la fondation et de la mise en exploitation de petites et moyennes entreprises,

b) au ministère de l'Education nationale de la RS en coopération avec l'association des fédérations et des unions d'employeurs de la République slovaque, le Bureau national du travail et la confédération des unions syndicales, d'assurer une étroite coopération entre le système scolaire de la sphère d'employeurs et le Bureau national du travail lors de la préparation des plans scolaires, des programmes scolaires et des cours de requalification de telle manière que le contenu et l'étendue de l'enseignement réponde aux exigences d'instruction des postes de travail.

5. Domaine du logement

Le gouvernement soutient la réalisation de projets de «resocialisation» complète de la communauté rom vivant dans les hameaux rom, englobant non seulement la résolution du logement avec l'application de la participation personnelle des membres de la communauté rom, mais aussi le domaine de l'éducation et de la formation, de l'emploi, des services de conseil. Le dossier prévoit d'assurer la réévaluation des critères pour l'attribution de l'aide du fonds d'État pour le développement du logement, afin que son seul critère soit le revenu mensuel de la

Op het vlak van taal en cultuur bevat het pakket maatregelen volgende taken:

a) voor het ministerie van Cultuur: het verlenen van financiële steun voor de uitvoering van door roma-organisaties voorgestelde cultuurprojecten, indien zij voldoen aan de subsidiecriteria en goedgekeurd en positief geëvalueerd worden door een gespecialiseerde commissie; het verlenen van een toelage op de staatsbegroting aan roma-kranten en -tijdschriften op grond van de voorgelegde kostenberekening;

b) voor het ministerie van Cultuur en de regionale overheid van Košice: het waarborgen van een permanente werking van het Romathan-theater; het verlenen van professionele en financiële bijstand bij de organisatie van professionele seminars, bij de evaluatie van het theaterseizoen, bij deelname aan theaterfestivals en bij het promoten van het theater in het buitenland.

4. Werkgelegenheid en werkloosheid

Het overheidsbeleid moet erop gericht zijn zodanige omstandigheden te creëren dat de roma-medeburger dezelfde kansen heeft als de meerderheid van de bevolking om toegang te krijgen tot de arbeidsmarkt. In het kader van de bestaande wetgeving zal men zorgen voor gunstige voorwaarden om overheidsbestellingen zodanig te oriënteren dat de roma geschikte banen kunnen openen, op die manier geleidelijk minder afhankelijk worden van uitkeringen en zich bewust worden van hun eigen verantwoordelijkheid voor hun werk en hun maatschappelijke positie. De regering zal bijzondere aandacht besteden aan het verhogen van het opleidingsniveau van geregistreerde werkzoekenden, met het oog op de tewerkstelling van de jonge roma die voldoende bekwaamheid hebben om herscholingscursussen te volgen. De regering zal steun blijven verlenen aan betrekkingen van openbaar nut in de districten waar grote werkloosheid is onder de roma-bevolking.

Op het vlak van de werkloosheid en de werkgelegenheid zijn de volgende maatregelen ogelegd:

a) de gewestelijke en districtsoverheden dienen, in samenwerking met het Nationaal Arbeidsbureau, binnen hun beleid meer herscholingsactiviteiten te organiseren om de roma op te leiden voor sectoren waar een tekort aan arbeiders is; in de districten waar de werkloosheid onder roma hoog is en er voor het uitbreiden van de werkgelegenheid geen andere mogelijkheden bestaan, steun te verlenen bij het scheppen van arbeidsplaatsen die de gemeenschap ten goede komen; de gepaste vormen van adviesverlening te gebruiken en tevens leningen toe te staan voor de oprichting van kleine en middelgrote ondernemingen, om ondernemers van roma-afkomst te helpen;

b) het ministerie van Onderwijs dient, in overleg met de werkgeversfederaties en -verenigingen van de Slovaakse Republiek, met het Nationaal Arbeidsbureau en met de confederatie van vakverbonden, een nauwe samenwerking te bewerkstelligen tussen het onderwijsysteem, de werkgevers en het Nationaal Arbeidsbureau bij de voorbereiding van de leerprogramma's en herscholingscursussen, zodat de inhoud en de omvang van de opleidingen overeenstemmen met de vereisten voor de beschikbare functies.

5. Huisvesting

Op het vlak van de huisvesting zal de regering de uitvoering steunen van projecten gericht op een algemene maatschappelijke integratie van de roma-gemeenschappen. Dat houdt, naast het oplossen van het huisvestingsprobleem met de medewerking van de roma-zigeuners zelf, ook de domeinen in van opvoeding en opleiding, tewerkstelling en adviesverlening. Bij de gepubliceerde maatregelen wordt ook vermeld dat de criteria voor het toekenning van staatstoelagen voor huisvesting herzien worden en dat enkel het criterium van het maandelijkse gezinsinkomen nog

famille, et de créer des conditions pour les sujets étrangers avec une propre participation de capitaux pour la réalisation des programmes de logement des Rom.

Dans le domaine précité, l'ensemble de mesures a imposé:

- a) au plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom et au ministère de l'Environnement de la RS, en coopération avec l'organisation non gouvernementale Inforoma, les mairies et les municipalités, d'assurer l'élaboration, ou plutôt l'actualisation de la vue d'ensemble des hameaux rom sans source d'eau potable, ni canalisations, sans ramassage des ordures ménagères, ou bien des hameaux rom se trouvant sur des terrains pollués ou contaminés par des matières à déchets;
- b) au ministère de la Construction et des Travaux publics de la RS, en coopération avec les mairies et les municipalités, d'assurer l'élaboration, ou plutôt l'actualisation de la vue d'ensemble des hameaux rom avec pour cible spécifique le nombre de demeures (de baraquas) rom édifiées sans permis de construire pour les besoins de l'infrastructure technique.

6. Domaine social

Dans le domaine social on prévoit de relier le système d'allocations sociales avec l'allocation chômage de telle manière que la motivation des citoyens de nationalité rom à être employés soit renforcée. Le gouvernement fera en sorte que les travailleurs sociaux de terrains des bureaux régionaux en prévoyance pour les citoyens, aient inclus dans leur contrat de travail la résolution des problèmes de la minorité nationale rom dans la région correspondante, que la politique sociale de l'État soit un élément stimulant du développement socio-économique et qu'elle empêche l'exclusion sociale du groupe ethnique rom. Le gouvernement de la RS, conformément au dossier approuvé, assurera la création des conditions préalables pour une participation plus large des fondations, unions, organisations caritatives bénévoles, et des autres entités privées au système d'attribution d'aide sociale à la communauté rom.

Dans le domaine social, l'ensemble de mesures a imposé:

- a) au plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom et au ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Famille de la RS, en coopération avec les organisations non gouvernementales, de fournir une aide méthodique aux organes des collectivités locales et de coopérer avec les entités privées dans le domaine de la résolution de la problématique rom;
- b) au plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom, au ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Famille de la RS, aux bureaux régionaux et aux bureaux de districts, de créer les conditions pour la réalisation de camps éducatifs récréatifs pour les enfants rom issus de familles qui se trouvent dans le besoin social et matériel;
- c) au plénipotentiaire du gouvernement de la RS pour la résolution des problèmes de la minorité rom, au ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Famille de la RS, avec le système de formation professionnelle des employés des départements des affaires sociales des bureaux régionaux et de districts, de créer les conditions pour obtenir des informations sur la vie de la minorité nationale rom, sur le moyen de communiquer avec elle et sur la résolution de fond de ses problèmes.

7. Domaine de l'état de santé

Dans l'intérêt d'assurer la couverture médicale de la population rom, le gouvernement par la sensibilisation du public et des stages de formation, assurera l'augmentation de l'hygiène, la prise de

gebruikt zal worden. Tevens worden voorwaarden opgesteld voor de financiële participatie van buitenlanders in de uitvoering van de huisvestingsprogramma's voor de roma-zigeuners.

In die context onderscheidt de opsomming van maatregelen de volgende taken:

a) de regeringscommissaris voor de roma-minderheid en het ministerie van Leefmilieu moeten, in samenwerking met de niet-gouvernementele organisatie Inforoma en de stedelijke en plaatselijke autoriteiten, een overzicht opmaken van de roma-wijken waar geen drinkbaar water, rioleringssysteem of huisvuilophaling bestaat en/of van de roma-wijken die zich op vervuilde of door afvalstoffen besmette bodem bevinden;

b) het ministerie van Openbare Werken dient, in samenwerking met de stedelijke en plaatselijke autoriteiten, een overzicht op te stellen van de roma-wijken met specifieke aandacht voor het aantal roma-huizen (of krotten) dat zonder bouwvergunning werd opgetrokken, teneinde de noden op het vlak van de technische infrastructuur in te schatten.

6. Sociale voorzieningen

Het systeem van sociale uitkeringen wordt nauwer verbonden met de werkloosheidsvergoedingen, om de roma-inwoners aan te sporen om werk te zoeken. De regering zal stappen ondernemen om op districtsniveau de sociale werkers die zich inzetten voor het welzijn van de plaatselijke bevolking, de opdracht te geven in hun planning ook de nationale roma-minderheid te betrekken. Zo wordt het sociale beleid van de Staat een instrument om de sociaal-economische ontwikkeling te stimuleren en voorkomt men de sociale uitsluiting van de roma-bevolking. De Slovaakse regering zal er bovendien voor zorgen dat er meer liefdadigheidsinstellingen, clubs, stichtingen en andere niet-gouvernementele organisaties bij de sociale dienstverlening aan de romagemeenschap betrokken worden.

Op het sociale gebied worden bij de maatregelen de volgende opdrachten genoemd:

a) de regeringscommissaris voor de roma-minderheid en de minister van Arbeid, Sociale Zaken en Gezin dienen, in samenwerking met niet-gouvernementele organisaties, systematische richtlijnen op te stellen voor de plaatselijke autoriteiten en tevens samen te werken met overheden die niet van de Staat afhangen, teneinde de problemen van de roma op te lossen;

b) de regeringscommissaris voor de roma-minderheid, de minister van Arbeid, Sociale Zaken en Gezin en de gewestelijke en districtsoverheden dienen de geschikte voorwaarden te scheppen om educatieve en recreatieve kampen te organiseren voor romakinderen van families die in materiële of sociale nood leven;

c) de regeringscommissaris voor de roma-minderheid en de minister van Arbeid, Sociale Zaken en Gezin moeten ervoor zorgen dat de medewerkers van de departementen voor sociale zaken op gewestelijk niveau binnen hun beroepsopleiding informatie krijgen over de levensomstandigheden van de romaminderheid en dat zij communicatietechnieken leren om met deze minderheid om te gaan, met het oog op het oplossen van de wezenlijke problemen van deze bevolkingsgroep.

7. Gezondheidszorg

Om de gezondheidstoestand van de roma-bevolking te verbeteren zal de regering educatieve programma's voor volwassenen ontwikkelen die gericht zijn op hygiëne, een groter bewustzijn van

conscience et la prévention de la maladie, y compris les changements des habitudes alimentaires et l'influence socioculturelle globale, et l'orientation des valeurs dans le domaine de la santé de la population rom. On prévoit la création de conditions nécessaires pour la poursuite de la réalisation des projets de préparation au mariage, à la responsabilité parentale, la propagation des vaccins et de la prévention contre les substances entraînant la dépendance, la réalisation de visites préventives des habitants vivant surtout dans les hameaux, et l'assurance d'une prévoyance de soins prénatals de meilleure qualité.

Dans le domaine de la santé, l'ensemble de mesures a imposé:

- a) au ministère de la Santé de la RS, au ministère de l'Education nationale de la RS, de continuer à réaliser le projet «Ecoles soutenant la santé» dans les régions avec une concentration plus forte de population rom, de réaliser les projets élaborés par l'établissement d'éducation sanitaire «Augmentation de la conscience sanitaire des enfants rom âgés de 6 à 9 ans», le projet «Augmentation de la conscience sanitaire des enfants rom âgés de 10 à 15 ans», et le projet «Préparation des citoyens rom au mariage et à la responsabilité parentale planifiés»;
- b) au ministère de la Santé de la RS par des mesures préventives antiépidémiques ciblées et par une surveillance hygiénique accrue des départements correspondants de l'établissement de santé public, d'empêcher l'apparition et la propagation des maladies contagieuses dans les hameaux rom;
- c) aux bureaux régionaux de soutenir en priorité la mise en place d'agences de soins infirmiers à domicile dans les régions à forte concentration de population rom, surtout dans les régions Košice, Prešov, et Banská Bystrica.

ANNEXE B — du dossier d'informations sur les activités du gouvernement de la République slovaque dans le domaine de la résolution des problèmes de la minorité nationale rom en Slovaquie

Le gouvernement de la République slovaque lors de sa session du 18 août 1999 par la décision n° 715 a approuvé la proposition du vice-président du gouvernement de la République slovaque, Pálo Csáky, d'utiliser les fonds du budget d'État, cités dans la loi du Conseil national de la République slovaque sur le budget d'État pour l'année 1999 dans le chapitre Administration de Trésorerie générale — partie Réserve pour les projets de résolution des problèmes de la communauté rom. Le gouvernement a accepté le soutien de projets pour un montant total de 8 097 300 SK.

Les moyens financiers ont été débloqués pour les entités suivantes dans le but de réaliser les projets ou bien programmes cités ci-dessous :

1. Bureau du gouvernement de la République slovaque, dépenses courantes pour la somme de 2 042 000 SK, dont:

- a) 1 842 000 SK pour le soutien du projet «Réalisation des droits de l'homme des Rom» qui se réalisera en trois parties, orientées vers les groupes professionnels (ou plutôt d'intérêts) cités ci-dessous: I. Candidats rom au poste de député dans la fonction publique, députés rom, maires rom, préparation des lecteurs rom; II. Fonctionnaires choisis de la fonction publique, employés des polices municipales, maires des communes à population rom; III. Fonctionnaires choisis des pouvoirs locaux, membres du corps de police de la République slovaque, enseignants. Le projet sera réalisé en coopération avec le Comité de Helsinki slovaque et la fondation Šandor Márai.

de gezondheidstoestand en preventie. Daarbij denkt men ook aan het beïnvloeden van de voedingsgewoonten en van de algemene sociaal-culturele achtergrond in verband met gezondheid. Er wordt gestreefd naar permanente vorming op het vlak van de voorbereiding op het huwelijk en het ouderschap, inzake vaccinatie, drugsgebruik en preventief medisch onderzoek — in het bijzonder voor de inwoners van roma-dorpen — en naar een kwalitatief betere prenatale zorg.

Op het vlak van de gezondheidszorg worden in de maatregelen de volgende taken vooropgesteld:

- a) het ministerie van Volksgezondheid en het ministerie van Onderwijs zorgen voor de verdere uitbouw van de «scholen voor gezondheidspromotie» in gebieden met veel inwoners van romaaftkomst. Daar worden dan de volgende projecten uitgevoerd: «Het bevorderen van het gezondheidsbewustzijn bij roma-kinderen van 6 tot 9 jaar», «Het bevorderen van het gezondheidsbewustzijn bij roma-kinderen van 10 tot 15 jaar» en «Voorbereiding van de roma-inwoners op huwelijks- en ouderschapsplanning»;
- b) het ministerie van Volksgezondheid voorkomt het uitbreken en de verspreiding van besmettelijke ziekten in roma-wijken, door de verschillende departementen van volksgezondheid anti-epidemiologische maatregelen te laten nemen en ze strenger te laten toezielen op de hygiëne;
- c) de gewestelijke autoriteiten dienen prioritair de oprichting te steunen van organisaties die zorgen voor thuisverpleging in regio's met veel roma-inwoners en in het bijzonder in de regio's Košice, Prešov en Banská Bystrica.

BIJLAGE B — bij het informatiedossier over de regeringsactiviteiten van de Slovaakserepubliek inzake de oplossing van de problemen van de nationale roma-minderheid in Slovakije

De regering van de Slovaakse republiek heeft tijdens haar vergadering van 18 augustus 1999 bij beslissing nr. 715 het voorstel goedgekeurd van de vice-premier van de Slovaakse regering Pálo Csáky, om voor de projecten tot oplossing van de problemen van de roma-gemeenschap rijksgelden te gebruiken, die in de wet van de Nationale Raad van de republiek Slovakije over de riksbegroting voor het jaar 1999 zijn opgevoerd in het hoofdstuk Bestuur van de Schatkist. De regering heeft aanvaard projecten te steunen voor een totaalbedrag van 8 097 300 SK.

De financiële middelen werden vrijgemaakt met het doel de hieravvolgende projecten of programma's uit te voeren ten voordele van:

1. Het regeringsbureau van de republiek Slovakije, lopende uitgaven ten belope van 2 042 000 SK, waarvan:

- a) 1 842 000 SK voor steun aan het project «Bevordering van de mensenrechten van de roma» dat zal worden uitgevoerd in drie delen toegespitst op onderstaande beroepsgroepen (of liever belangengroepen): I. Roma-kandidaten voor posten in de ambtenarij, roma-afgevaardigden, roma-burgemeesters, voorbereiding van roma-lectoren; II. Uitgekozen ambtenaren voor een eigen bestuur, leden van de gemeentepolitie, burgemeesters van gemeenten met een roma-bevolking; III. Uitgekozen ambtenaren voor de lokale besturen, leden van het politiekorps van de Slovaakse republiek, leraren. Het project zal worden uitgevoerd in samenwerking met het Slovaakse Helsinki-comité en de Šandor Márai-stichting;

b) 200 000 SK pour la réalisation du sommet des pays de Visegrad 4 dans le domaine des droits de l'homme et de la résolution de la question rom qui aura lieu à Bratislava le 10 décembre 1999.

2. Ministère de l'Education nationale de la République slovaque, dépenses courantes pour la somme de 1 357 800 SK, dont:

a) 200 000 SK pour l'achat de 4 000 pièces du manuel scolaire rom Arne Mann: Histoire rom — texte scolaire pour niveau 2 en école primaire (édition Kalligram — Bratislava);

b) 1 157 800 SK pour la réalisation du projet «Chapitres d'histoire rom» (édition complémentaire aux textes scolaires pour les écoles primaires et secondaires sur l'histoire et la vie des Rom intitulé «Les Rom tels que nous les connaissons» en langue slovaque, hongroise et rom).

3. Télévision slovaque, dépenses courantes pour une somme de 452 500 SK pour la réalisation du projet de séries télévisées sur la problématique de la minorité rom en Slovaquie (5 émissions).

4. Ministère de la Culture de la République slovaque, dépenses courantes pour une somme de 360 000 SK pour la réalisation du projet «Les mains rom» (publication d'un bimensuel pour l'offre de postes de travail).

5. Bureau régional de Košice, dépenses de capitaux pour une somme de 520 000 SK pour l'association civique Jekhetane Roma Moldava nad Bodvou pour la fondation d'un centre culturel rom.

6. Bureau régional de Košice, dépenses courantes pour une somme de 940 000 SK, dont dépenses courantes pour une somme de 340 000 SK pour le soutien du projet du centre de formation de la jeunesse et des enfants rom dans la région de Košice, et dépenses courantes pour les écoles primaires de Smižany, de Sečovce, de Košice pour une somme de 600 000 SK.

7. Bureau régional de Prešov, dépenses courantes pour une somme de 185 000 SK pour le bureau de district de Sabinov pour la pratique d'un travail social de terrain dans la commune de Jarovnica par six employés de la municipalité suite aux recommandations du ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Famille de la République slovaque.

8. Bureau régional de Trnava, dépenses de capitaux pour une somme de 500 000 SK pour l'association chrétienne Slovo Života (Le mot de la vie), Modra — achèvement du centre pour l'éducation de la jeunesse rom.

9. Bureau régional de Banská Bystrica, dépenses pour une somme de 1 320 000 SK, dont:

a) dépenses courantes de 300 000 SK pour l'association civique Roma Novohrad pour le soutien du projet «Programme régional de soutien à l'établissement d'enseignement professionnel préparatoire secondaire de Poltár»;

b) dépenses courantes pour une somme de 160 000 SK pour l'association civique Roma Gemer auprès de l'école primaire de Rimavská Seč pour le soutien du projet «Une personne en bonne santé — le pilier de l'avenir»;

c) dépenses de capitaux pour une somme de 260 000 SK pour le bureau de district de Rimavská Sobota pour la reconstruction de l'édifice la Maison des traditions culturelles des minorités;

d) dépenses courantes pour une somme de 600 000 SK pour l'école primaire avec enseignement en langue hongroise (ELH) de Rimavská Seč, l'école primaire avec ELH de Fil'akovo et l'école primaire de Žiar nad Hronom.

b) 200 000 SK voor de organisatie van de top van Visegrad 4-landen over de mensenrechten en de oplossing van de roma-problematiek, die zal plaatshebben in Bratislava op 10 december 1999.

2. Ministerie van Onderwijs van de Slovaakse republiek, lopende uitgaven ten belope van 1 357 800 SK, waarvan:

a) 200 000 SK voor de aankoop van 4000 roma-schoolhandboeken van de hand van Arne Mann: Roma-geschiedenislesSEN voor niveau 2 van de lagere school (uitgave Kalligram — Bratislava);

b) 1 157 800 SK voor de uitvoering van het project «Hoofdstukken uit de roma-geschiedenis» (aanvullende uitgave bij de lessen voor de lagere en secundaire school over de geschiedenis en het leven van de roma met als titel «De Roma zoals wij ze kennen» in het Slovaaks, het Hongaars en in de roma-taal).

3. De Slovaakse televisie, lopende uitgaven ten belope van 452 500 SK voor de uitvoering van het project in verband met de televisieseries over de problematiek van de roma-minderheid in Slowakije (5 uitzendingen).

4. Ministerie van Cultuur van de Slovaakse republiek, lopende uitgaven voor een bedrag van 360 000 SK voor de uitvoering van het project «De roma-handen» (publicatie van een tweemaandelijks blad met jobaanbiedingen).

5. Gewestelijk bestuur van Košice, kapitaaluitgaven voor een bedrag van 520 000 SK voor de civiele vereniging Jekhetane Roma Moldava nad Bodvou voor de stichting van een cultureel centrum van de roma.

6. Gewestelijk bestuur van Košice, lopende uitgaven voor een bedrag van 940 000 SK, waaronder lopende uitgaven voor een bedrag van 340 000 SK voor steun aan het project met betrekking tot het opleidingscentrum voor roma-jongeren en -kinderen uit de regio Košice en lopende uitgaven voor de lagere scholen van Smižany, Sečovce en Košice, voor een som van 600 000 SK.

7. Gewestelijk bestuur van Prešov, lopende uitgaven voor een bedrag van 185 000 SK voor het districtsbestuur van Sabinov om sociaal veldwerk te laten verrichten in de gemeenschap van Jarovnica door zes personeelsleden van de gemeente, in aansluiting op de aanbevelingen van het ministerie van Arbeid, Sociale Aangelegenheden en Gezin van de Slovaakse Republiek.

8. Gewestelijk bestuur van Trnava, kapitaaluitgaven voor een bedrag van 500 000 SK voor de christelijke vereniging Slovo Života (Het woord van het leven), Modra — afwerking van het roma-centrum voor jeugdopleiding.

9. Gewestelijk bestuur van Banská Bystrica, uitgaven voor een bedrag van 1 320 000 SK, waaronder:

a) lopende uitgaven ten bedrage van 300 000 SK voor de civiele vereniging Roma Novohrad met het oog op steun aan het project «Gewestelijk programma voor steun aan de instelling voor voorbereidend secundair beroepsonderwijs» van Poltar;

b) lopende uitgaven voor een bedrag van 160 000 SK voor de civiele vereniging Roma Gemer bij de lagere school van Rimavská Seč voor steun aan het project «Gezonde mensen — een steunpilaar in de toekomst»;

c) kapitaaluitgaven voor een bedrag van 260 000 SK voor het districtsbestuur van Rimavská Sobota voor de heropbouw van het Huis van de culturele tradities van de minderheden;

d) lopende uitgaven voor een bedrag van 600 000 SK voor de lagere scholen van Rimavská Seč, van Fil'akovo en van Ziar nad Hronom, waar de onderwijsstaal het Hongaars is.

10. Bureau régional de Nitra, dépenses de capitaux pour une somme de 220 000 SK pour le bureau de district de Nové Zámky pour la réalisation de la restauration du centre culturel dans la commune de Malé Ludince.

11. Bureau régional de Nitra, dépenses courantes pour une somme de 200 000 SK pour l'école primaire avec ELH de Zemné.

D'après les informations détenues par le bureau du vice-président pour les Droits de l'homme, les Minorité et le Développement régional, le gouvernement de la République slovaque planifie en septembre 1999, d'approuver le soutien d'autres projets pour un montant s'élevant à 7 000 000 de SK. Les projets ont été élaborés par les organisations non gouvernementales, les pouvoirs locaux et le bureau du plénipotentiaire du gouvernement de la République slovaque pour la résolution des problèmes de la minorité rom. Le gouvernement de la République slovaque prépare le «Minority Development Programme» pour les années 2001 à 2002 pour un montant de 4 000 000 d'euro pour le financement de démarches systématiques ultérieures pour la résolution de la problématique rom.

10. Gewestelijk bestuur van Nitra, kapitaaluitgaven voor een bedrag van 200 000 SK voor het districtsbureau van Nové Zámky voor de renovatie van het cultureel centrum in de gemeente Malé Ludince.

11. Gewestelijk bestuur van Nitra, lopende uitgaven voor een bedrag van 200 000 SK voor de lagere school van Zemné, waar het Hongaars de onderwijstaal is.

Overeenkomstig de inlichtingen die werden ingewonnen bij de diensten van de vice-premier voor de Mensenrechten, de Minderheden en de Regionale Ontwikkeling, is de regering van de Slovaakse Republiek voornemens om in september 1999 het verlenen van steun aan andere projecten voor een bedrag van 7 000 000 SK goed te keuren. De projecten werden uitgewerkt door de niet-gouvernementele organisaties, de lokale besturen en de diensten van de regeringscommissaris van de Slovaakse Republiek voor de oplossing van de problemen van de roma-minderheid. De Slovaakse regering bereidt het «Minority Development Programme» voor de jaren 2001 tot 2002 voor. Dit heeft betrekking op een bedrag van 4 000 000 euro, een bedrag dat zal worden gebruikt om latere fasen in de oplossing van de roma-problematiek te financieren.

ANNEXE 3**NOTE DE MADAME STRUVAY, ÉCHEVINE DE L'ÉTAT CIVIL, POPULATION ET LES MAIRIES DE QUARTIER DE LA VILLE DE LIÈGE CONCERNANT LA RÉGULARISATION DE SÉJOUR DES ILLÉGAUX****Procédure administrative**

Réunion de coordination

Mercredi 13 octobre 1999

L'arrêté royal du 6 octobre 1999 déterminant les critères permettant l'introduction d'une demande de régularisation de séjour a été publié au *Moniteur belge* le jeudi 7 octobre 1999.

La circulaire d'application et les formulaires « ad hoc » ont été mis à disposition des administrations communales le vendredi 8 octobre 1999, pour être remis aux demandeurs dès le lundi 11 octobre 1999.

Le temps imparti initialement (deux jours ouvrables) laissait peu de latitudes pour réorganiser tant l'accueil des demandeurs que la gestion spécifique de leur demande.

La suspension de l'arrêté royal par le Conseil d'État le samedi 9 octobre 1999 postpose la date de prise de cours de la procédure et nous permet ainsi de l'organiser efficacement.

Il a donc été supposé que l'arrêté royal serait purement et simplement transformé en projet de loi et que son application interviendrait début décembre, par exemple.

Il convient de coordonner l'action des divers services communaux appelés à intervenir dans ces dossiers :

1. La direction du 10^e département (Francis Gilsoul)

Le centre d'accueil candidats réfugiés (politiques) (Michèle Ers - En Hors Château, 42) et le Service des Étrangers (Richard Joris - Cité administrative).

— organisation de l'accueil et mise en place de l'infrastructure
Délai: dès à présent.

— réception des demandes

Délai: durant trois semaines à dater de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

— transmission des demandes (à la Commission de régularisation à Bruxelles)

Délai: dans les huit jours de leur réception.

— envoi complémentaire pour chaque demande (rapport de police et rapport social)

Délai: dans le mois qui suit l'introduction de la demande.

Cette procédure induit donc la tenue d'un « échéancier ».

2. Les services de police (Christian Decolle, CAIP — Hôtel de ville)

— vérification de la résidence du demandeur et du casier judiciaire s'il échète

Délai: dans le mois qui suit l'introduction de la demande.

BIJLAGE 3**NOTA VAN MEVROUW STRUVAY, SCHEPEN VAN BURGERLIJKE STAND, BEVOLKING EN DISTRICTSHUIZEN VAN DE STAD LUIK, OVER DE REGULARISATIE VAN VERBLIJF VAN ILLEGALEN****Administratieve procedure**

Coördinatievergadering

Woensdag 13 oktober 1999

Het koninklijk besluit van 6 oktober 1999, dat de criteria vastlegt die rechtvaardigen dat er een aanvraag tot regularisatie van verblijf wordt ingediend, is in het *Belgisch Staatsblad* verschenen op donderdag 7 oktober 1999.

De circulaire over de uitvoering van dit besluit en de bijbehorende formulieren zijn ter beschikking gesteld van de gemeente-besturen op vrijdag 8 oktober 1999 om aan de aanvragers overhandigd te worden vanaf maandag 11 oktober 1999.

De oorspronkelijk vastgestelde termijn (twee werkdagen) liet weinig speelruimte voor de reorganisatie van zowel de opvang van de aanvragers als de specifieke behandeling van hun aanvraag.

De schorsing van het koninklijk besluit door de Raad van State op zaterdag 9 oktober 1999 stelt het tijdstip uit waarop de procedure ingaat en maakt het ons zo mogelijk ze doelmatig te organiseren.

Men is er dus van uitgegaan dat het koninklijk besluit gewoon zou worden omgewerkt tot een wetsontwerp waarvan de bepalingen bijvoorbeeld begin december toepassing zouden krijgen.

De verschillende gemeentediensten die bij dergelijke dossiers betrokken zijn, dienen dus hun werkwijze te coördineren :

1. De directie van het 10e departement (Francis Gilsoul)

Het opvangcentrum voor kandidaat-politieke vluchtelingen (Michèle Ers - En Hors Château, 42) en de dienst Vreemdelingen (Richard Joris - Cité administrative).

— organisatie van de opvang en de infrastructuur

Tijdsbestek: onmiddellijk.

— ontvangst van de aanvragen

Tijdsbestek: gedurende drie weken vanaf de inwerkingtreding van de nieuwe wetgeving.

— overzenden van de aanvragen (aan de Commissie voor regularisatie in Brussel)

Tijdsbestek: binnen acht dagen na ontvangst.

— bijkomende zending voor elke aanvraag (politieverslag en sociaal verslag)

Tijdsbestek: binnen een maand na het indienen van de aanvraag.

De procedure vraagt dus om het bijhouden van een tijdschema.

2. De politiediensten (Christian Decolle, CAIP — Stadhuis)

— controle van de verblijfplaats van de aanvraager en van het strafblad indien aangewezen

Tijdsbestek: binnen een maand na het indienen van de aanvraag.

3. Le CPAS — Coordination politique d'asile (Francis Sprenghetti — Centre CRP, En Hors Château, 42)

— établissement du rapport social

Délai: dans le mois qui suit l'introduction de la demande.

Situation actuelle

Depuis lundi 11 octobre 1999, le «formulaire officieux» est remis à chaque personne qui se présente, ainsi que les explications demandées.

À ce jour (14 octobre):

1) environ 400 personnes se sont présentées au Centre CRP.

Deux catégories se dégagent dans les candidats réfugiés:

- Congolais, Angolais, Togolais, Ghanéens,
- Pakistanais et Indiens.

2) environ 200 personnes se sont présentées à la Cité administrative.

En majorité, des personnes:

- en cours de procédure «article 9, § 3 — regroupement familial, ...»,
- étudiants ayant terminé leurs études mais restés en Belgique,
- autres «non connus à Liège».

Au-delà de ces personnes, en majorité connues de nos services, il est difficile d'estimer combien solliciteront une régularisation.

Gestion administrative à mettre en place dès l'application de la législation à intervenir.

Mme l'échevine fera une communication à ce sujet au collège échevinal du 21 octobre prochain.

Lieu

L'accueil et la gestion des demandes seront organisés par la direction du 10^e département.

Il conviendrait que cette organisation, limitée dans le temps eu égard aux différents délais annoncés, se tienne en un même lieu.

Personnel

Dans ses notes des 11 et 12 octobre 1999, M. le secrétaire communal adjoint signale que les agents de la future Mairie du Thier-à-Liège peuvent être mis à disposition directe des services centraux.

M. F. Sprenghetti propose la participation concrète de deux agents du CPAS et l'aide d'une troisième personne assurant une «transmission éventuelle de documents, dossiers ou photocopies».

Matériel

M. F. Gilsoul demande que des PC complémentaires soient mis à disposition des agents durant cette période.

Dossiers «demande»

Il précise également que «chaque demande» fera l'objet d'un «nouveau dossier», toutes les demandes de régularisation seront transmises à la Commission sous la «même présentation».

3. Het OCMW — Coördinatie asielbeleid (Francis Sprenghetti — Centrum voor kandidaat-politieke vluchtelingen, En Hors Château, 42)

— opstellen van het sociaal verslag

Tijdsbestek: binnen een maand na het indienen van de aanvraag.

De huidige situatie

Sedert maandag 11 oktober 1999 wordt het «officieuze» formulier overhandigd aan iedere persoon die zich aanmeldt, waarbij tevens de gevraagde uitleg wordt gegeven.

Tot op heden (14 oktober):

1) kwamen ongeveer 400 personen zich aanmelden bij het centrum voor kandidaat-politieke vluchtelingen.

Bij de kandidaat-vluchtelingen vinden we twee categorieën:

- Kongolezen, Angolezen, Togolezen, Ghanezen,
- Pakistanen en Indiërs.

2) kwamen ongeveer 200 personen zich aanmelden bij de Cité administrative.

Dat waren overwegend personen:

— die een procedure lopen hebben als bepaald in artikel 9, § 3: «hereniging van het gezin, ...»,

— die hun studie in België hebben beëindigd maar die toch in het land zijn gebleven,

— of die niet bekend zijn bij de stad Luik.

Naast deze personen, van wie de meesten bij onze diensten bekend zijn, is het moeilijk in te schatten hoeveel mensen een aanvraag tot regularisatie zullen indienen.

Administratief beheer dat georganiseerd dient te worden zodra de wetgeving toepassing krijgt.

De schepen zal hierover op 21 oktober eerstkomend een mededeling doen aan het schepencollege.

Plaats

De ontvangst en het beheer van de aanvragen worden georganiseerd door de directie van het 10e departement.

Omdat de verschillende gestelde termijnen daartoe niet veel tijd laten, dient de organisatie gecentraliseerd te worden.

Personeel

In zijn nota's van 11 en 12 oktober 1999 meldt de adjunct-gemeentesecretaris dat de ambtenaren van het toekomstige gemeentehuis van Thier-à-Liège rechtstreeks ter beschikking kunnen staan van de centrale diensten.

De heer F. Sprenghetti stelt de concrete medewerking voor van twee personeelsleden van het OCMW en de hulp van een derde persoon, die de eventuele overzending van documenten, dossiers of fotokopieën zou verzorgen.

Materiaal

De heer F. Gilsoul verzoekt om de installatie van bijkomende PC's voor de personeelsleden tijdens deze periode.

Aanvraagdossiers

Hij wijst er ook op dat er voor «iedere aanvraag» een «nieuw dossier» moet komen. Alle aanvragen tot regularisatie worden op dezelfde wijze ingediend bij de Commissie voor regularisatie.

Cette façon de procéder conduira, en effet, à une identification claire de chaque personne sollicitant une régularisation. (Toutes ne sont peut-être pas recensées à Liège.)

Enquête de résidence

À la demande de M. Ch. Decolle, un formulaire spécifique à cette procédure sera proposé par monsieur le directeur du 10^e département.

Il reprendra clairement les indications à vérifier par les services de police, ainsi qu'une rubrique relative au « casier judiciaire ».

Le délai imparti pour ces enquêtes est très limité (transmission des informations à Bruxelles dans les quatre semaines de la demande).

Pour une transmission rapide et efficace des enquêtes réalisées par les agents de quartier, il conviendrait de pouvoir « travailler par fax ».

Mme l'échevine s'assurera de la légalité d'un tel document pour éviter que la demande contenant un fax soit éventuellement « irrecevable ».

Enquête sociale

Elle sera réalisée par le CPAS.

Aucune attestation d'aide du CPAS ne sera délivrée sans vérification préalable sur la liste des demandes introduites à la ville. L'original de cette attestation sera versée au dossier de demande ouvert auprès des services « ville ». Une copie sera délivrée aux demandeurs.

M. Sprenghetti précise que les assistantes sociales des antennes du CPAS pourront travailler en synergie avec les policiers de quartier (complément d'informations pour leurs enquêtes de résidence par exemple).

Une liste de ces personnes ainsi que de tous les agents ville intervenant dans cette procédure nouvelle sera communiquée à bref délai aux services concernés.

Zo kan men immers iedere aanvrager duidelijk identificeren. (Misschien staat niet iedereen in Luik ingeschreven.)

Onderzoek naar de verblijfplaats

Op vraag van de heer Ch. Decolle wordt voor deze procedure een speciaal formulier voorgesteld door de directeur van het 10e departement.

Het vermeldt duidelijk de gegevens die de politie dient na te trekken, en bevat ook een rubriek « strafblad ».

De onderzoeken moeten binnen een zeer krappe termijn worden afgerond (de gegevens dienen binnen vier weken na het indienen van de aanvraag aan Brussel te worden doorgegeven).

Om de gegevens die door de wijkagenten worden verzameld, snel en doeltreffend door te geven, zou men per fax moeten werken.

De schepen gaat na of dergelijke documenten rechtsgeldig zijn, om te vermijden dat de aanvraag niet-ontvankelijk wordt verklaard omdat er een fax in het dossier zit.

Sociaal onderzoek

Wordt uitgevoerd door het OCMW.

Er wordt geen bewijs van OCMW-steun afgegeven zonder voorafgaand nazicht van de lijst van de aanvragen die bij de stad zijn ingediend. Het origineel van het bewijs wordt toegevoegd aan het aanvraagdossier geopend bij de stadsdiensten. Aan de aanvagers wordt een kopie gegeven.

De heer Sprenghetti verduidelijkt dat de maatschappelijk assistenten van de bijkantoren van het OCMW kunnen samenwerken met de wijkagenten (voor bijkomende inlichtingen bij het onderzoek naar de verblijfplaats bijvoorbeeld).

De betrokken diensten ontvangen weldra een lijst van die personen en van alle gemeenteambtenaren die bij de nieuwe procedure betrokken zijn.

ANNEXE 4**NOTE DE M. VANDENHOVE, BOURGMESTRE DE SINT-TROND, SUR LA RÉGULARISATION D'ILLEGAUX**

Le principe qui sous-tend l'action de la ville de Saint-Trond est que tous sont égaux devant la loi. Chacun a les mêmes droits et les mêmes devoirs, quelle que soit sa couleur de peau. Ce principe doit être strictement défendu et appliqué.

Du fait de la culture des fruits, la Hesbaye en général et Saint-Trond en particulier ont toujours été un pôle d'attraction pour les demandeurs d'asile. Malgré les modifications qui ont été apportées à la législation sur la récolte des fruits, la Hesbaye et Saint-Trond continuent à exercer un attrait considérable sur les demandeurs d'asile.

Il y a évidemment une «limite» à ce que la population locale peut supporter en matière de présence de demandeurs d'asile. Pour Saint-Trond par exemple, qui mène une politique cohérente mais tolérante, cette limite est pratiquement atteinte.

Compte tenu de la considération précédente, je partage entièrement l'idée du ministre Johan Vande Lanotte de «sanctionner» les communes qui ne prennent pas leurs responsabilités dans le domaine de l'accueil des demandeurs d'asile. Une autre formule pourrait consister, dans un premier temps en tout cas, à récompenser les villes et communes qui prennent leurs responsabilités.

Les autorités de Saint-Trond mènent leur politique en matière d'asile en étroite collaboration avec l'ASBL Masala. Il s'agit d'une initiative privée qui bénéficie du soutien financier et matériel de la ville.

À Saint-Trond, on organise régulièrement (tous les mois) des contrôles au logement privé des demandeurs d'asile. Ces contrôles visent moins à détecter la présence d'illégaux qu'à vérifier les conditions de vie des demandeurs d'asile dans les logements privés.

Ces contrôles réguliers ont un effet bénéfique vis-à-vis des propriétaires du logement en ce qui concerne tant le loyer que les conditions de séjour des demandeurs d'asile.

Pour créer un climat de tolérance envers les demandeurs d'asile, la problématique des demandeurs d'asile doit être suivie au quotidien. En tant que bourgmestre, on est en fait obligé de faire de la corde raide en matière de politique d'asile.

Jusqu'à ce jour, l'accent de la politique en matière de demandeurs d'asile a été mis sur l'hébergement et la nourriture. Aujourd'hui, cet accent doit être partiellement décalé vers l'intégration des centres pour demandeurs d'asile dans la population locale. À cet égard, il convient de faire une nette distinction entre, d'une part, l'intégration des demandeurs d'asile et, d'autre part, l'intégration du centre pour demandeurs d'asile en tant que tel.

Pour ce qui est de l'intégration de ces centres pour demandeurs d'asile au sein de la population locale, il y a lieu de faire preuve d'inventivité et de stimuler des initiatives nouvelles. L'autorité fédérale devrait mettre des moyens financiers à la disposition des villes et/ou communes concernées, de manière à récompenser les villes et les communes qui prennent leur responsabilité.

La législation en matière d'asile est une législation très complexe. Je prône dès lors un assouplissement de cette législation, dans le prolongement de la mesure générale prévue dans l'accord de gouvernement.

BIJLAGE 4**NOTA VAN DE HEER VANDENHOVE, BURGEMEESTER VAN SINT-TRUIDEN OVER DE REGULARISATIE VAN ILLEGALEN**

Principe van handelen in Sint-Truiden: iedereen is gelijk voor de wet, iedereen heeft dezelfde rechten en plichten, ongeacht de huidskleur. Dit principe moet strikt bewaakt en opgevolgd worden.

Omwille van de fruitteelt is Haspengouw in het algemeen en Sint-Truiden in het bijzonder altijd een aantrekingspool geweest voor asielzoekers. Ondanks de gewijzigde wetgeving op de pluk in de fruitteelt, blijven Haspengouw en Sint-Truiden een enorme aantrekingskracht uitoefenen op de asielzoekers.

Uiteraard is er een «grens» van wat de plaatselijke bevolking kan verdragen qua aanwezigheid van asielzoekers. Voor Sint-Truiden bijvoorbeeld, waar een consequent maar verdraagzaam beleid gevoerd wordt, is die grens grosso modo bereikt.

De vorige beschouwing in overweging nemende, kan ik volledig achter de idee van minister Johan Vande Lanotte staan om de gemeenten te «straffen», die hun verantwoordelijkheid op het vlak van de opvang van asielzoekers niet opnemen. Een mogelijk alternatief, zeker in eerste instantie, zou wel kunnen zijn dat de steden en gemeenten die hun verantwoordelijkheid wel opnemen, beloond zouden worden.

Het asielbeleid in Sint-Truiden verloopt in nauwe samenwerking met de VZW Masala. Het gaat hierbij om een privaat initiatief, dat financiële en materiële steun van de stad ontvangt.

In Sint-Truiden gebeuren er regelmatig, maandelijks, controles op de private huisvesting van asielzoekers. Deze controles hebben niet zozeer expliciet de bedoeling om illegalen op te sporen, maar zijn evenzeer en vooral bedoeld om controle uit te oefenen op de omstandigheden waarin de asielzoekers in privé-woningen gehuisvest zijn.

Deze regelmatige controles hebben een positieve invloed naar de huiseigenaars toe, zowel wat betreft de aan te rekenen huurprijs, als de omstandigheden waarin de asielzoekers verblijven.

Om een verdraagzame sfeer te creëren naar asielzoekers toe, moet de problematiek dagelijks opgevolgd worden. Als burgemeester moet men qua asielbeleid in feite «dansen op een slappe koord».

Tot nu toe heeft de klemtuon van het beleid qua asielzoekers gelegen op het slapen en eten geven en een dak boven het hoofd bieden. Nu moet de klemtuon een stuk verschoven worden naar de integratie van de asielzoekerscentra naar de plaatselijke bevolking toe. Hierbij moet duidelijk een onderscheid gemaakt worden tussen enerzijds de integratie van de asielzoekers, anderzijds de integratie van het asielzoekerscentrum als centrum.

Wat de integratie van deze asielzoekerscentra in de plaatselijke bevolking betreft, moet er inventief tewerk gegaan worden en moet er naar nieuwe initiatieven uitgekeken worden. De federale overheid zou hier een aantal financiële middelen moeten ter beschikking stellen aan de betrokken steden en/of gemeenten, in de context dat steden en gemeenten, die hun verantwoordelijkheid opnemen, hier ook voor beloond moeten worden.

De asielwetgeving is een zeer complexe wetgeving. Ik pleit daarom ook voor een, in het verlengde van de algemene maatregel, die in het regeerakkoord staat, versoepeling van deze wetgeving.

L'Office des étrangers à Bruxelles devrait avoir davantage de moyens et travailler de manière plus souple. Les expériences avec ce service ne sont pas tellement positives du point de vue des villes et des communes (il faut parfois plusieurs semaines pour retrouver un dossier).

Nous préconisons l'organisation de «journées d'audience» de l'Office des étrangers dans les villes et communes comptant un grand nombre de demandeurs d'asile, afin de faciliter le traitement des dossiers et d'éviter les déplacements inutiles à Bruxelles.

Les autorités de Saint-Trond ne pratiquent pas la chasse aux illégaux, bien au contraire. Cependant, si un étranger en situation illégale enfreint la loi et que la police ou/et la gendarmerie l'appréhende, il doit pouvoir être traité de la même manière qu'un Belge, c'est-à-dire que la loi doit être respectée. Il nous arrive souvent d'intercepter des étrangers en situation illégale pour nous entendre dire par l'Office des étrangers qu'il n'y a pas de place. Il ne nous reste alors plus qu'à les libérer. Ce genre de situation n'a évidemment aucun sens et suscite, de manière compréhensible, le ressentiment de la population belge.

Dans le cadre de la solidarité entre les administrations communales, il me semble logique que les villes et les communes qui ont un centre pour demandeurs d'asile sur leur territoire, ne doivent de préférence pas prendre en charge d'autres demandeurs d'asile.

Les chiffres pour Saint-Trond, à la date du 15 octobre 1999, font apparaître un total de 703 demandeurs d'asile qui ont entamé une procédure officielle. Sur ces 703 demandeurs d'asile 321 séjournent au centre de Bevingen et 382 autres ont une adresse privée à Saint-Trond.

La ville de Saint-Trond compte 37 206 habitants (à la date du 8 septembre 1999).

À ce jour, 24 demandes de régularisation concernant au total 54 personnes ont été déposées à l'administration communale en application de la future loi (voir les nationalités en annexe).

Dans le cadre de la solidarité entre les communes, il convient d'aller plus loin que l'octroi du «quota 0» pour ce qui est de l'attribution des demandeurs d'asile aux communes. Malgré la présence du centre pour demandeurs d'asile sur notre territoire, 171 autres personnes (soit 89 dossiers) bénéficient par ailleurs, en octobre 1999, de secours versés aux demandeurs d'asile par le truchement du CPAS de Saint-Trond. Légalelement, nous sommes tenus, selon le plan de répartition, d'assumer la charge financière de 111 demandeurs d'asile.

Ludwig Vandenhove

Bourgmestre

Saint-Trond, 20 octobre 1999

Ventilation par nationalité des 24 isolés et/ou ménages qui nous ont communiqué leurs nom, adresse et numéro de téléphone éventuel et ont déclaré être intéressés par une demande de régularisation:

- Géorgie : 4
- Pakistan : 2
- Russie : 1
- République de Slovaquie : 1
- Arménie : 3
- Togo : 1
- Bangladesh : 2
- Lettonie : 1
- Bélarus : 1
- Bhoutan : 3

De Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) te Brussel zou meer middelen moeten krijgen en soepeler kunnen werken. De ervaringen met deze dienst vanuit de steden en gemeenten is niet zo positief (*cf. soms moet er weken naar een dossier gezocht worden*).

Pleidooi voor het organiseren van «zitdagen» vanwege DVZ in steden en gemeenten waar veel asielzoekers zijn om alles vlotter te laten verlopen en nodeloze verplaatsingen naar Brussel uit te schakelen.

In Sint-Truiden wordt er geen jacht op illegalen georganiseerd, integendeel zelfs. Indien er echter een illegalen een overtreding van de wet begaat, en de politie en/of rijkswacht hem oppakt, moet er hetzelfde mee kunnen gebeuren als een Belg, dit wil zeggen: de wet moet gerespecteerd worden. Dikwijls worden wij geconfronteerd met het gegeven dat illegalen opgepakt worden, maar dat DVZ dan zegt dat er geen plaats is en deze mensen gewoon terug moeten vrijgelaten worden. Dit heeft uiteraard weinig zin en schept terecht wroeging bij de Belgische bevolking.

In het kader van de solidariteit tussen de gemeentebesturen, lijkt het mij logisch dat steden en gemeenten, die een asielzoekerscentrum op hun grondgebied hebben, bij voorkeur geen andere asielzoekers krijgen.

Cijfers voor Sint-Truiden op 15 oktober 1999: in totaal 703 asielzoekers, die in een officiële procedure zitten. Van die 703 asielzoekers verblijven er 321 in het asielzoekerscentrum in Bevingen en 382 anderen op verschillende private adressen in Sint-Truiden.

De stad Sint-Truiden telt op 8 september 1999, 37 206 inwoners.

Tot op heden werden 24 aanvragen (in het totaal 54 personen) ingediend bij de stad om geregulariseerd te worden op basis van de toekomstige wet (*cf. nationaliteiten in bijlage*).

In het kader van de solidariteit tussen de gemeenten zou er verder moeten gegaan worden dan het toeekennen van het zogeheten quotum O wat de toewijzing van asielzoekers aan gemeenten betreft. Ondanks de aanwezigheid van het asielzoekerscentrum op ons grondgebied, is het zo dat er in oktober 1999 nog 171 personen (*cf. 89 dossiers*) asielzoekerssteun genoten via het OCMW van Sint-Truiden. Wettelijk zijn wij verplicht, in functie van het zogeheten spreidingsplan, financieel in te staan voor 111 asielzoekers.

Ludwig Vandenhove

Burgemeester

Sint-Truiden, 20 oktober 1999

Van de 24 alleenstaanden en/of gezinnen die bij ons hun naam, adres en eventueel telefoonnummer hebben opgegeven en ons te kennen gegeven hebben geïnteresseerd te zijn in een aanvraag tot regularisatie, zijn er van de volgende nationaliteiten:

- Georgië : 4
- Pakistan : 2
- Rusland : 1
- Republiek Slovakije : 1
- Armenië : 3
- Togo : 1
- Bangladesh : 2
- Letland : 1
- Wit-Rusland : 1
- Bhutan : 3

— Inde: 3
— Guinée: 1
— Israël: 1
— Nationalité inconnue: 1

— India: 3
— Guinea: 1
— Israël: 1
— Onbekende nationaliteit: 1

ANNEXE 5**LETTRE DE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES À TOUTES LES ADMINISTRATIONS COMMUNALES**

Bruxelles, le 15 novembre 1999

Au collège des bourgmestre et échevins

Concerne : Les réfugiés dans votre commune et dans le monde.

Madame, monsieur le bourgmestre,

Vous venez de recevoir le kit d'information de Médecins sans frontières. Cette initiative exceptionnelle mérite un petit mot d'explication. En effet, à la veille du nouveau millénaire et à l'approche des élections communales, Médecins sans frontières souhaite vous soumettre quelques réflexions ainsi qu'à votre administration communale.

Ces derniers mois, l'accueil des réfugiés dans notre pays a été un thème brûlant de l'actualité au niveau des médias, sur le terrain et peut-être également dans votre commune. Les dernières propositions du ministre de l'Intégration sociale, monsieur Vande Lanotte, et du ministre de l'Intérieur, monsieur Duquesne, ont certainement retenu toute votre attention vu le rôle crucial (toujours) réservé aux communes.

Au cours des mois et des années écoulés, de nombreuses administrations communales et CPAS ont fait preuve d'un engagement exceptionnel en ce qui concerne l'accueil des réfugiés et la recherche d'un hébergement provisoire ou permanent. De nombreuses communes ont été, souvent inopinément, confrontées à des familles de réfugiés en détresse.

Au cours de cette année, les médecins et les travailleurs sociaux de MSF ont pris contact avec de nombreux CPAS. Ils ont souvent pu apprécier le véritable engagement du personnel de ces centres publics qui, malgré les difficultés pratiques, a fait preuve d'une motivation particulière pour répondre aux besoins de nos populations ainsi que des réfugiés. Nous tenons à exprimer notre estime envers ces nombreux travailleurs anonymes.

Vous n'êtes pas sans savoir que les nouvelles directives du ministre de l'Intégration sociale se traduiront par un surcroît de travail sur le terrain, principalement dans les villes et les communes. Suite à notre expérience acquise dans des situations de crise aux quatre coins du monde et par le contact que nous avons avec les réfugiés et les sans-papiers dans notre société au travers de nos projets belges, nous sommes conscients de la charge de travail.

Nous sommes dès lors persuadés que les employés et les travailleurs sociaux qui sont en première ligne dans votre commune sauront apprécier un geste ou un mot d'encouragement de la part de leur bourgmestre et du conseil communal.

En tant que citoyens, nous espérons pouvoir continuer à compter sur vous comme force dynamique dans une commune ouverte à «l'autre», accueillante et qui s'inscrit dans le respect de tout un chacun. Ou comme le spécifie la charte de MSF: «sans distinction de race, de religion, d'opinion philosophique ou politique».

De par l'expérience acquise sur le terrain, nous sommes souvent confrontés aux causes qui engendrent la fuite ou la migration de populations. Il suffit d'évoquer l'extrême pauvreté d'un pays comme l'Albanie, les guerres civiles en Sierra Leone, au Congo, en Afghanistan et au Kosovo, les équipements insuffisants dans le

BIJLAGE 5**BRIEF VAN ARTSEN ZONDER GRENZEN AAN ALLE GEMEENTEBESTUREN**

Brussel, 15 november 1999

Aan het college van burgemeester en schepenen

Betreft: Vluchtelingen in uw gemeente en in de wereld.

Mevrouw, mijnheer de burgemeester,

U heeft zonet de informatiekit van Artsen Zonder Grenzen ontvangen. Een niet alledaags initiatief dat een woordje uitleg vereist. Inderdaad, aan de vooravond van het nieuwe millennium, en met de gemeenteraadsverkiezingen in het vooruitzicht, wenst Artsen Zonder Grenzen met u en uw gemeentebestuur enkele reflecties te delen.

De opvang van vluchtelingen in ons land was de laatste maanden een brandend actueel thema in de media, evenals op het terrein en misschien ook wel in uw gemeente. De laatste voorstellen van de minister van Sociale Integratie, de heer Vande Lanotte en van de minister van Binnenlandse Zaken, de heer Duquesne, hebben meer dan waarschijnlijk uw specifieke aandacht weerhouden gezien de cruciale rol die de gemeenten op het vlak van de opvang zullen (blijven) spelen.

Heel wat gemeente- en OCMW-besturen hebben de voorbije maanden en jaren reeds aanzienlijke inspanningen geleverd om vluchtelingen op te vangen en om hun een tijdelijk of permanent onderkomen te verzekeren. Heel wat gemeenten werden vaak onverwacht geconfronteerd met vluchtelingenfamilies die in nood verkeerden.

De artsen en sociale werkers van AZG hebben het voorbije jaar met tal van OCMW's contact gehad en vaak de enorme inzet gewaardeerd van het personeel dat, ondanks de praktische moeilijkheden waarmee het geconfronteerd werd, een uitzonderlijke motivatie aan de dag legde om aan de behoeften van onze bevolking én van de vluchtelingen te beantwoorden. Wij wensen onze waardering voor die vele anonieme werkers uit te drukken.

Zoals u weet zullen de nieuwe richtlijnen van de minister van Sociale Integratie nog heel wat werk met zich meebrengen op het terrein, met name in de steden en gemeenten. Vanuit onze ervaring in crisissituaties her en der in de wereld en vanuit het contact dat we via onze Belgische projecten hebben met vluchtelingen en mensen zonder papieren binnen onze samenleving, beseffen we hoe zwaar dit werk doorgaans is.

We zijn er dan ook van overtuigd dat de bedienden en sociale werkers die in uw gemeente op de eerste lijn staan, af en toe dat schouderklopje of dat bemoedigend woord van de burgemeester of het gemeentebestuur op prijs stellen.

Wij hopen, als burgers van de samenleving, dan ook op u te kunnen blijven rekenen als drijvende kracht achter uw ploeg in een gemeente, die openstaat voor «de ander», die gastvrij is en zich blijft inzetten voor het respect van eenieder. Of zoals het handvest van AZG het verwoordt: «zonder enig onderscheid van ras, godsdienst, filosofie of politiek».

Anderzijds is het zo dat we, vanuit onze terreinervaring, vaak geconfronteerd worden met de oorzaken van de vlucht of migratie. Denk maar aan de extreme armoede in een land als Albanië, de burgeroorlogen in Sierra Leone, Congo, Afghanistan of Kosovo, de gebrekige voorzieningen op het vlak van gezond-

domaine des soins de santé dans de nombreuses régions de Russie ou d'Afrique. Et ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres !

Nous sommes dès lors convaincus que, outre l'accueil humain, il faut s'attaquer à la racine des problèmes qui existent ailleurs. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

En tant que bourgmestre, vous êtes très proche des problèmes de la population. Fort de cette connaissance, il pourrait être enrichissant de nous accompagner — ne fût-ce qu'en pensée — dans un autre monde : Songez par exemple à votre collègue dans un village dévasté du Kosovo ou de la Sierra Leone, au responsable d'une communauté affamée dans un camp de réfugiés au Soudan ou au Burundi... Cette expérience déconcertante ne laisse personne indifférent ! De nombreux réfugiés auraient préféré rester chez eux mais avaient-ils réellement le choix ? Qu'adviendrait-il de leur droit à une existence digne dans leur pays d'origine ?

Médecins sans frontières lance une campagne de sensibilisation afin de revendiquer ce droit. Dans 1 500 points de distribution belges, MSF met des cartes postales gratuites à disposition du public par l'intermédiaire du réseau Boomerang (cafés, restaurants, salles de cinéma, complexes sportifs, ...) Ces cartes permettent aux citoyens d'insister auprès du premier ministre pour qu'il s'attaque aussi aux causes sous-jacentes du problème des réfugiés — la guerre, la faim, la maladie, la pauvreté, ... Car les réfugiés ont le droit de vivre dignement, dans leur pays d'origine aussi.

Parallèlement à cette action, nous voudrions également faire appel à votre administration et à vous-même, pour d'une part déclarer votre commune «accueillante», et d'autre part vous demander d'insister auprès des autorités fédérales afin qu'elles s'attaquent aux racines du problème des réfugiés.

Pouvons-nous vous demander, dans un premier temps, de prendre connaissance des éléments du kit d'information que vous venez de recevoir et qui parlent de la problématique des réfugiés ?

Dans le texte ci-joint, «Suggestions d'utilisation», nous vous faisons plusieurs propositions concernant l'utilisation de ce kit. Ensuite, nous voudrions vous demander d'insister auprès de monsieur Guy Verhofstadt, grâce à «L'appel à notre premier ministre» ci-joint, pour qu'il mette rapidement en œuvre, avec l'ensemble de son équipe gouvernementale, une politique belge qui s'attaque au problème des réfugiés par la base.

Ceci, par exemple en relançant des efforts fournis par le passé dans certains domaines. Évoquons notamment la création d'une Cour pénale internationale efficace permettant de punir les crimes contre l'humanité ou encore la lutte contre le commerce des armes légères. Mais aussi pour que les instances fédérales investissent sérieusement dans le domaine de la santé des pays plus pauvres, de sorte que chaque être humain puisse accéder aux soins et aux médicaments essentiels.

Pouvons-nous également vous demander de nous faire parvenir une copie de l'appel que vous aurez signé et transmis au premier ministre, Guy Verhofstadt. Vous pouvez le faire par fax au numéro 02/474.75.75 ou par courrier à l'attention de Natacha De Witte. Nous aimerions faire connaître ces réactions ultérieurement, en les publiant dans le journal de MSF (tiré à 400 000 exemplaires) ou par l'intermédiaire d'autres médias.

Dans l'espoir de pouvoir compter sur votre participation, nous restons à votre entière disposition et nous vous prions d'agrémenter, madame, monsieur le bourgmestre, l'expression de notre considération très distinguée.

Alex Parisel,
Directeur général MSF, Section belge
c.c. au président du CPAS de votre commune

heidszorg in vele streken van Rusland of Afrika. Het zijn maar enkele voorbeelden uit een lange reeks.

Wij zijn er dan ook van overtuigd dat de menselijke opvang hier gepaard moet gaan met een grondige aanpak van de problemen elders. Daarom ook doen we beroep op u.

Als burgervader staat u het dichtst bij de problemen van onze bevolking. Vanuit die kennis kan het een verrijkende stap zijn om, al was het maar in gedachten, even met ons mee te reizen naar de wereld van uw collega in een verwoest dorp in Kosovo of Sierra Leone, of van de leider van een hongerlijdende gemeenschap in een vluchtelingenkamp in Soedan of Burundi. Inderdaad, een onthutsende ervaring die niemand koud laat. Vele vluchtelingen waren liever thuis gebleven, maar hadden ze de keuze ? Waar is hun recht op een waardig bestaan in hun thuisland ?

Vandaar dat Artsen Zonder Grenzen een sensibiliseringscampagne lanceert om dit recht op te eisen. In 1 500 distributiepunten in België stelt AZG via het Boomerang-netwerk (cafés, restaurants, bioscoop- en sportzalen, ...) gratis postkaarten ter beschikking van het publiek. Aan de hand hiervan kunnen ze er bij de eerste minister op aandringen dat de onderliggende oorzaken van het vluchtelingenprobleem — oorlog, honger en ziekte, armoede — ook aangepakt worden. Want vluchtelingen hebben het recht op een waardig bestaan, ook in hun thuisland.

Parallel met deze actie willen we ook een beroep doen op u en uw bestuur, om enerzijds uw gemeente «gastvrij» te verklaren en anderzijds er eveneens bij de federale overheid op aan te dringen dat het vluchtelingenprobleem grondig wordt aangepakt.

Mogen we u vragen om eerst kennis te nemen van de items in de informatiekit die u zonet ontving en die handelen over de vluchtelingenproblematiek ?

In bijgevoegde tekst «Suggesties voor gebruik» doen we enkele voorstellen in verband met het verdere gebruik van de diverse artikelen opdat zij nog door anderen geconsulteerd kunnen worden. Vervolgens verzoeken we u vriendelijk om aan de hand van bijgevoegde «Oproep aan onze eerste minister» er bij de heer Guy Verhofstadt op aan te dringen dat hij met de hele regeringsploeg snel en daadwerkelijk werk maakt van een Belgisch beleid dat de oorzaken van het vluchtelingenprobleem aanpakt.

Bijvoorbeeld door inspanningen, die in het verleden geleverd zijn in bepaalde domeinen, nieuw leven in te blazen. We denken hierbij aan de totstandkoming van een doeltreffend Internationaal Strafhof ter bestrafing van misdaden tegen de menselijkheid, en aan de strijd tegen de handel in lichte wapens. Maar ook door ernstige investeringen te doen in de gezondheidszorg van armere landen zodat iedereen in deze wereld toegang krijgt tot essentiële zorgen en medicijnen.

Mogen we u tevens vriendelijk verzoeken ons een kopie van de door u ondertekende en naar premier Verhofstadt teruggestuurde oproep te bezorgen zodat we op de hoogte zijn of u er al dan niet gevuld aan geeft. Dit kan op het faxnummer 02/474.75.75 of via de post ter attentie van Natacha De Witte. We willen de reacties in een later stadium graag bekendmaken door publicatie in de AZG-krant (oplage 400 000 exemplaren) of via andere media.

We hopen op u te kunnen rekenen, staan open voor eventuele commentaren en danken u bij voorbaat.

Hoogachtend,
Alex Parisel,
Algemeen Directeur AZG, Belgische sectie
c.c. de OCMW-voorzitter van uw gemeente.

**ANNEXES A LA LETTRE DE
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES**

**ANNEXE A — APPEL À NOTRE PREMIER MINISTRE
GUY VERHOFSTADT**

**Pour s'attaquer aux causes sous-jacentes
du problème des réfugiés**

Monsieur le premier ministre,

Médecins Sans Frontières nous a récemment fait parvenir un kit d'information sur la problématique des réfugiés, ainsi que la demande de signer le présent appel. Dans son courrier, l'organisation humanitaire a eu raison de souligner le rôle crucial joué par les communes dans le domaine de l'accueil des réfugiés. Suite aux nouvelles propositions du ministre de l'Intégration sociale, M. Vande Lanotte, et du ministre des Affaires intérieures, M. Dusquesne, ce rôle est encore plus important.

Au nom de notre administration communale, nous sommes disposés à déclarer notre commune « accueillante » en faisant les efforts requis pour accueillir des réfugiés dans le respect de la dignité humaine et pour leur fournir un logement temporaire ou permanent.

Mais en même temps, nous sommes convaincus qu'une approche humaine chez nous doit s'accompagner d'une approche fondamentale des problèmes qui existent ailleurs. Médecins Sans Frontières a attiré notre attention sur la pauvreté excessive dans des pays comme l'Albanie, sur les guerres civiles qui continuent à sévir dans des pays comme la Sierra Leone, le Congo, l'Afghanistan ou le Kosovo, ou encore sur les infrastructures sanitaires défaillantes dans de nombreuses régions de Russie ou d'Afrique. Ce ne sont là que quelques exemples de situations qui incitent les gens à s'enfuir.

Par conséquent, nous voudrions vous demander, Monsieur le premier ministre, de mettre rapidement sur pied, avec l'ensemble de l'équipe gouvernementale, une politique belge efficace qui s'attaque aux causes sous-jacentes du problème des réfugiés — la guerre, la faim, la maladie, la pauvreté... En effet, les réfugiés ont le droit de vivre dans la dignité, dans leur pays d'origine aussi.

Plus spécifiquement, nous vous prions de relancer les efforts fournis par le passé dans certains domaines. Nous pensons notamment à la mise sur pied d'une Cour pénale internationale efficace permettant de punir les crimes contre l'humanité et à la lutte contre le commerce des armes légères. Mais nous vous demandons aussi d'investir sérieusement dans le développement des soins de santé dans les pays plus pauvres, de sorte que chaque être humain puisse accéder aux soins et aux médicaments essentiels.

Veuillez agréer, Monsieur le premier ministre, l'expression de notre très haute considération.

Madame/Monsieur.....

Bourgmestre de la commune de

le / / 1999

**BIJLAGEN BIJ DE BRIEF VAN
ARTSEN ZONDER GRENZEN**

**BIJLAGE A — OPROEP AAN ONZE EERSTE MINISTER
GUY VERHOFSTADT**

**Voor een aanpak van de onderliggende oorzaken
van het vluchtelingenprobleem**

Mijnheer de eerste minister,

Artsen Zonder Grenzen heeft ons recentelijk een informatiekit toegestuurd rond het vluchtelingenvraagstuk, alsook de vraag om deze oproep te ondertekenen. In hun schrijven wees de humanitaire organisatie terecht op de cruciale rol die de gemeenten spelen op het vlak van de opvang van vluchtelingen. Deze rol wordt door de nieuwe voorstellen van de minister van Sociale Integratie, de heer Vande Lanotte, en van de minister van Binnenlandse Zaken, de heer Dusquesne, nog belangrijker.

Als gemeentebestuur zijn wij bereid onze gemeente « gastvrij » te verklaren door inspanningen te leveren om vluchtelingen op een menselijke manier op te vangen en hen een tijdelijk of permanent onderkomen te verschaffen.

Maar tegelijkertijd zijn we ervan overtuigd dat een menselijke aanpak hier gepaard moet gaan met een grondige aanpak van de problemen elders. Artsen Zonder Grenzen trok onze aandacht op de extreme armoede in een land als Albanië, op de burgeroorlogen die in ettelijke landen als Sierra Leone, Congo, Afghanistan of Kosovo voortwoeden, of nog, op de gebrekige voorzieningen op het vlak van de gezondheidszorg in vele regio's van Rusland of Afrika. Het zijn maar enkele voorbeelden van situaties die mensen op de vlucht doen slaan.

We verzoeken U dan ook vriendelijk, Mijnheer de eerste minister, om met de hele regeringsploeg snel en daadwerkelijk werk te maken van een Belgisch beleid dat de onderliggende oorzaken van het vluchtelingenprobleem — oorlog, honger en ziekte, armoede — aanpakt. Vluchtelingen hebben immers het recht op een waardig bestaan, ook in hun thuisland.

Meer specifiek verzoeken we U om de inspanningen, die in het verleden geleverd zijn in bepaalde domeinen, nieuw leven in te blazen. We denken hierbij aan de totstandkoming van een doeltreffend Internationaal Strafhof ter bestraffing van misdaden tegen de menselijkheid, en aan de strijd tegen de handel in lichte wapens. Maar ook om ernstige investeringen te plegen in de uitbouw van de gezondheidszorg in armere landen, zodat iedereen in deze wereld toegang krijgt tot essentiële zorgen en medicijnen.

Met bijzondere hoogachting,

Mevrouw/Mijnheer

Burgemeester van de gemeente

Op / / 1999

**ANNEXE B — LE KIT DISTRIBUÉ PAR
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES ET
LES SUGGESTIONS D'UTILISATION**

1. *Le livre de Koen Vidal «Ces réfugiés aux portes de l'Europe : voyage au bout de l'errance»*

— Contenu

Koen Vidal est un journaliste belge, spécialisé dans les questions de migration et réfugiés. Son livre relate le périple qu'il a entrepris de Jabbeke à Tirana, en passant par Gibraltar, Ceuta, Rome,... à la rencontre des réfugiés.

— Suggestion d'utilisation

Après un bon usage au sein du conseil échevinal, nous vous suggérons de remettre ce livre à la bibliothèque publique de votre commune.

2. *La cassette vidéo «Destination inconnue»*

— Contenu

Le 30 novembre 1998, Médecins Sans Frontières ouvrait un centre de transit provisoire à Ostende, juste avant les premiers froids de l'hiver.

— Suggestion d'utilisation

Après la vision de cette cassette vidéo au sein du conseil échevinal, nous vous suggérons de la remettre au responsable de la formation au sein de votre commune afin que celui-ci la transmette aux services compétents.

3. *«Le Journal», trimestriel d'information de MSF pour le grand public*

— Contenu

L'objectif de cette publication est d'informer et de sensibiliser les lecteurs sur les activités de MSF et sur les débats de société qui touchent aux questions de la solidarité internationale. Ce numéro est un dossier spécial «réfugiés».

— Suggestion d'utilisation

Nous vous suggérons de mettre ce journal à la disposition du public, via un présentoir dans le hall de votre maison communale, ou de le remettre à la bibliothèque communale.

4. *«Saka Saka», le magazine de Médecins Sans Frontières pour les jeunes à partir de 12 ans*

— Contenu

L'objectif de ce magazine est d'encourager les jeunes à la solidarité, au respect des Droits de l'Homme, du droit à la santé et à la lutte contre toutes les formes d'exclusion. Cet exemplaire contient un dossier adapté aux jeunes sur la problématique des réfugiés.

— Suggestion d'utilisation

Nous vous suggérons de remettre ce magazine au service Jeunesse de votre commune, à la bibliothèque communale ou à l'une de vos écoles, en précisant qu'il y a possibilité de s'abonner.

**BIJLAGE B — INHOUD EN GEBRUIKSAANWIJZINGEN
VOOR DE KIT VERSPREID DOOR
ARTSEN ZONDER GRENZEN**

1. *Het boek van Koen Vidal «Op de deurmat van Europa : reis langs de grenzen van het vluchtelingenbeleid»*

— Inhoud

De Belgische journalist Koen Vidal is een specialist in de migratie- en vluchtelingenmaterie. Zijn boek is het relaas van de reis die hij ondernam van Jabbeke naar Tirana, over Gibraltar, Ceuta, Rome... de vluchteling tegemoet.

— Gebruiksaanwijzingen

Na nuttig gebruik in het schepencollege, stellen we voor het boek ter beschikking te stellen van de openbare bibliotheek in uw gemeente.

2. *De videocassette «Bestemming onbekend»*

— Inhoud

Op 30 november 1998 opende Artsen Zonder Grenzen een voorlopig transitcentrum in Oostende, net vóór de eerste winterkou.

— Gebruiksaanwijzing

Na nuttig gebruik in het schepencollege, stellen we voor dat u de video ter beschikking stelt van de vormingsambtenaar in uw gemeente met oog op verder gebruik in de bevoegde diensten.

3. *«De Krant», de driemaandelijke informatiekrant van AZG, bestemd pour het algemene publiek*

— Inhoud

De publicatie wil de lezers informeren over de activiteiten van AZG en hen stimuleren deel te nemen aan maatschappelijke debatten over internationale solidariteit. Dit nummer bevat een speciaal dossier over vluchtelingen.

— Gebruiksaanwijzing

We stellen voor deze krant ter beschikking te stellen van het publiek via een display in de hal van uw gemeentehuis of ze ter beschikking te stellen van de gemeentelijke bibliotheek.

4. *«Saka Saka», het magazine van Artsen Zonder Grenzen voor jongeren vanaf 12 jaar*

— Inhoud

Dit magazine wil jongeren aanzetten tot solidariteit, respect voor de Rechten van de Mens en het recht op gezondheid en hen warm maken voor de strijd tegen alle vormen van uitsluiting. Dit nummer bevat een pedagogisch dossier bestemd voor jonge lezers.

— Gebruiksaanwijzing

We stellen voor dit magazine door te spelen aan de jeugddienst van uw gemeente, de openbare bibliotheek of de scholen zodanig dat geïnteresseerden zich kunnen abonneren indien zij dit wensen.

ANNEXE 6**POINT DE VUE DE L'UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE SUR LA RÉGULARISATION DES ILLÉGAUX**

La note du Conseil des ministres du 24 septembre 1999 prévoit de régulariser les personnes en séjour illégal qui séjournent sur le territoire depuis de longues années, ou qui sont gravement malades ou qui peuvent justifier de circonstances humanitaires bien particulières.

Les CPAS souhaitent affirmer sans ambiguïté leur attachement à ce volet du plan gouvernemental.

Ils joueront leur rôle pour aider les candidats à la régularisation à réunir certains documents en leur possession.

Le gouvernement ne peut toutefois ignorer qu'un travail spécifique devra être mené avec ceux qui auront été régularisés afin de les intégrer dans la société.

a. L'accompagnement social

Ces personnes ayant vécu dans des situations de grande marginalité, elles nécessiteront un accompagnement social important dans certains cas.

De plus, ce sont des phénomènes qui se concentrent surtout dans les milieux urbains.

La réinsertion sociale des personnes régularisées va donc générer une charge de travail importante pour certains centres publics d'aide sociale.

Les circonstances exceptionnelles de la régularisation nécessitent donc des moyens exceptionnels pour permettre aux CPAS qui concentreront un nombre important de demandes d'aide d'y faire face sans que cela ne se fasse au détriment des autres personnes aidées par ces CPAS.

Cela pourrait se concrétiser par la mise à disposition de moyens spécifiques dans le cadre du Fonds sectoriel du Maribel social pour des projets limités dans le temps.

b. Les mesures d'insertion professionnelle

Afin de permettre aux personnes régularisées de s'insérer sur le marché de l'emploi, il conviendrait qu'elles puissent bénéficier des programmes de remise à l'emploi.

Dans l'état actuel de la législation, ces mesures sont accessibles aux étrangers inscrits au registre de la population et non aux étrangers inscrits au registre des étrangers.

Or, les personnes régularisées devront nécessairement être inscrites au registre des étrangers.

Ce n'est qu'après cinq ans qu'elles seront transférées au registre de la population.

Les principaux programmes de remise à l'emploi qui devraient être adaptés pour s'appliquer aux personnes régularisées sont les suivants :

— Les ALE:

L'article 46 de la loi du 13 février 1998 limite l'accès aux ALE aux demandeurs d'emploi inscrits dans le registre de la population

BIJLAGE 6**STANDPUNT VAN DE VERENIGING VAN WAALSE STEDEN EN GEMEENTEN OVER DE REGULARISATIE VAN ILLEGALEN**

De nota van de Ministerraad van 24 september 1999 voorziet in een regularisatieprocedure voor personen die reeds lange jaren illegaal op het grondgebied verblijven of die ernstig ziek zijn of die uitzonderlijke humanitaire omstandigheden kunnen aanvoeren.

De OCMW's staan volledig achter dit gedeelte van het regeringsplan.

De OCMW's zullen de kandidaten die in aanmerking komen voor regularisatie, helpen om sommige documenten bijeen te brengen die zij in hun bezit hebben.

De regering moet echter wel beseffen dat de mensen wier situatie geregelariseerd is, hulp nodig zullen hebben bij hun integratie in onze maatschappij.

a. Sociale begeleiding

Deze mensen hebben vaak in uiterst marginale omstandigheden geleefd. Sommigen van hen hebben een uitgebreide sociale begeleiding nodig.

Bovendien treden deze problemen vooral op in de steden.

De sociale herintegratie van personen wier situatie geregelariseerd is, zal bepaalde OCMW's dus veel extra werk bezorgen.

Vanwege de uitzonderlijke omstandigheden van deze regularisatie moeten de OCMW's die veel vragen om hulp zullen krijgen, uitzonderlijke middelen worden verleend zodat zij aan die vraag kunnen voldoen zonder andere mensen tekort te doen die ook hulp ontvangen.

Concreet kan men hun middelen ter beschikking stellen uit het Fonds voor de bedrijfstakken van Maribel-social voor tijdelijke projecten.

b. Maatregelen ter bevordering van de integratie in het arbeidsproces

Om hen toe te staan zich op de arbeidsmarkt te integreren, moeten personen wier situatie geregelariseerd is, toegelaten worden tot hertewerkstellingsprogramma's.

Krachtens de bestaande wetgeving gelden deze maatregelen alleen voor vreemdelingen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister en niet voor vreemdelingen die zijn ingeschreven in het vreemdelingenregister.

Personen wier situatie geregelariseerd is, moeten evenwel worden ingeschreven in het vreemdelingenregister.

Pas na vijf jaar worden hun namen overgebracht naar het bevolkingsregister.

Hierna volgen de voornaamste hertewerkstellingsprogramma's die moeten worden aangepast zodat ze ook openstaan voor personen wier situatie geregelariseerd is :

— De PWA's:

Krachtens artikel 46 van de wet van 13 februari 1998 hebben alleen werkzoekenden die ingeschreven zijn in het bevolkings-

et bénéficiant de l'aide sociale, mais qui, en raison de leur nationalité, n'ont pas droit aux minimex.

— Les programmes de transition professionnelle (PTP) et les emplois de services :

L'article 57^{quater} de la loi du 8 juillet 1976 limite l'accès des PTP et des emplois de services aux personnes inscrites au registre de la population et qui, en raison de leur nationalité, n'ont pas droit au minimex.

— Le plan d'embauche :

L'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 limite l'accès au plan d'embauche aux personnes bénéficiant de l'aide sociale, n'ayant pas droit au minimex en raison de leur nationalité et qui sont inscrites dans le registre de la population.

— Les personnes engagées dans le cadre de l'article 60, § 7 :

L'article 18, § 4, de la loi du 7 août 1974 limite aux bénéficiaires du minimex l'intervention de l'État dans le coût des personnes engagées.

— Les personnes engagées dans le cadre de l'article 61 :

L'article 18, § 4, alinéa 2, de la loi du 7 août 1974 limite aux bénéficiaires du minimex l'intervention de l'État dans le coût des personnes engagées.

Afin d'ouvrir l'accès de ces programmes aux personnes régularisées, il conviendrait de se référer à la notion de bénéficiaires de l'aide sociale n'ayant pas droit au minimex en raison de leur nationalité et inscrits dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers.

En ce qui concerne les articles 60, § 7, et 61 de la loi du 8 juillet 1976, il conviendrait de prévoir un subside de l'État lorsque le CPAS intervient en faveur des catégories susmentionnées.

À titre d'information, la Région wallonne a déjà adapté tous ses programmes de remise à l'emploi dans ce sens, à l'exception des mesures de soutien aux articles 60, § 7, et 61.

c. *Le coût financier*

Dès lors que les personnes régularisées acquièrent un droit de séjour régulier sur le territoire du Royaume, elles pourront solliciter l'aide sociale si elles n'ont pas de moyens de subsistance.

On peut d'ailleurs s'interroger sur le fait de savoir si les personnes qui ont introduit une demande de régularisation ne seraient pas déjà dans les conditions pour obtenir le droit à l'aide sociale durant la phase d'examen de leur demande.

Les cours et tribunaux du travail pourraient condamner les CPAS en ce sens.

Il convient d'attirer l'attention sur le fait que le coût moyen d'un dossier d'aide sociale s'élève à 240 000 francs par an.

Les personnes qui seront régularisées devront nécessairement être inscrites au registre des étrangers avant d'être transférées au registre de la population.

Tant que ces personnes sont inscrites au registre des étrangers, l'aide financière octroyée par les CPAS est remboursée à 100% par l'État.

gister en recht hebben op sociale bijstand, doch die ingevolge hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum, toegang tot de PWA's.

— Doorstromingsprogramma's en dienstenbanen :

Artikel 57^{quater} van de wet van 18 juli 1976 bepaalt dat alleen personen die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister en die vanwege hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum, in aanmerking komen voor doorstromingsprogramma's en dienstenbanen.

— Banenplan :

Artikel 1, 2^o, van het koninklijk besluit van 27 december 1994 bepaalt dat alleen personen die sociale bijstand genieten, die geen recht hebben op het bestaansminimum ingevolge hun nationaliteit en die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister, in aanmerking komen voor het banenplan.

— Personen geworven overeenkomstig artikel 60, § 7 :

Artikel 18, § 4, van de wet van 7 augustus 1974 bepaalt dat de toelage van de Staat alleen geldt voor de wervingskosten van wie recht hebben op het bestaansminimum.

— Personen geworven overeenkomstig artikel 61 :

Artikel 18, § 4, tweede lid, van de wet van 7 augustus 1974 bepaalt dat de toelage van de Staat alleen geldt voor de wervingskosten van wie recht hebben op het bestaansminimum.

Om deze programma's open te stellen voor personen wier situatie geregulariseerd is, zou men moeten verwijzen naar het begrip rechthebbenden op sociale bijstand, die vanwege hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum en die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister.

Wat betreft de artikelen 60, § 7, en 61 van de wet van 8 juillet 1976, moet een toelage van de Staat toegekend kunnen worden als de OCMW's optreden ten voordele van de reeds genoemde categorieën.

Ter informatie vermelden we nog dat het Waalse Gewest al zijn hertewerkstellingsprogramma's in die zin reeds heeft aangepast, met uitzondering van de steunmaatregelen van de artikelen 60, § 7, en 61.

c. *De financiële kosten*

Wanneer personen wier situatie geregulariseerd is, het regelmatig verblijfsrecht op het Belgische grondgebied verkrijgen, kunnen zij sociale bijstand vragen als zij niet over de nodige bestaansmiddelen beschikken.

Bovendien is het zeer de vraag of personen die een regularisatieverzoek hebben ingediend tijdens het onderzoek van dat verzoek niet reeds aanspraak kunnen maken op sociale bijstand.

De arbeidsrechtbanken en -hoven zouden de OCMW's in die zin kunnen veroordelen.

De gemiddelde kostprijs van een dossier van sociale bijstand bedraagt 240 000 frank per jaar.

Personen wier situatie geregulariseerd is, worden noodzakelijk kerwijze ingeschreven in het vreemdelingenregister vooraleer ze worden ingeschreven in het bevolkingsregister.

Zolang zij in het vreemdelingenregister staan ingeschreven, wordt de financiële steun van de OCMW's volledig terugbetaald door de Staat.

Par contre, lorsque ces personnes seront transférées au registre de la population (maximum 5 ans après), l'État ne remboursera plus que 50% du montant des aides financières octroyées par les CPAS.

Cela va donc constituer, à terme, une charge financière importante dans les communes qui concentrent un nombre important de personnes régularisées.

Lors de la réunion de la commission de l'Intérieur du Sénat du 13 octobre 1999, le ministre de l'Intérieur s'est engagé à prendre des initiatives en concertation avec les régions afin de répondre aux préoccupations des CPAS.

Nous serions heureux de connaître la nature de ces initiatives.

ANNEXE — L'AIDE MATÉRIELLE AUX CANDIDATS RÉFUGIÉS POLITIQUES

I. Introduction

II. Les critiques des CPAS

- a) Les responsabilités de l'État fédéral
- b) Le droit à l'aide sociale
- c) La limitation à la première phase
- d) L'opposition des CPAS aux sanctions
- e) Les compétences des CPAS
- f) Les conditions financières

III. La position du ministre

IV. La position des CPAS

Wanneer deze personen zijn overgeheveld naar het bevolkingsregister (ten laatste vijf jaar later), betaalt de Staat slechts de helft terug van de financiële steun van de OCMW's.

Uiteindelijk zal dit dus een vrij grote financiële last betekenen in de gemeenten waar veel personen verblijven wier situatie geregeerd is.

Tijdens de vergadering van de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken van 13 oktober 1999, heeft de minister van Binnenlandse Zaken beloofd in overleg met de gewesten initiatieven te nemen om de problemen van de OCMW's te verhelpen.

Graag vernamen we wat deze initiatieven inhouden.

BIJLAGE — MATERIËLE HULP VOOR KANDIDAAT-POLITIEKE VLUCHTELINGEN

I. Inleiding

II. Kritiekpunten van de OCMW's

- a) Verantwoordelijkheden van de federale Staat
- b) Recht op maatschappelijke dienstverlening
- c) Beperking tot de eerste fase
- d) Verzet van de OCMW's tegen de sancties
- e) Bevoegdheden van de OCMW's
- f) Financiële voorwaarden

III. Standpunt van de minister

IV. Standpunt van de OCMW's

L'AIDE MATÉRIELLE AUX CANDIDATS RÉFUGIÉS POLITIQUES

I. Introduction

Le Conseil des ministres du 24 septembre 1999 a décidé de remplacer progressivement l'aide financière octroyée par les CPAS aux candidats réfugiés par une aide matérielle durant toute la première phase d'examen de leur demande d'asile.

L'aide matérielle devra couvrir l'accueil des candidats réfugiés dans des structures d'hébergement (logement, nourriture, aide médicale, accompagnement, argent de poche).

Cette aide matérielle s'appliquera aux nouveaux candidats réfugiés qui entrent sur le territoire jusqu'à ce qu'ils aient obtenu une décision sur la recevabilité de leur demande d'asile.

La note du Conseil des ministres envisage, après une période de transition, de rendre l'aide matérielle de rigueur pour les candidats réfugiés politiques.

Les CPAS qui continueront à octroyer des aides financières aux candidats réfugiés politiques dans la phase de recevabilité seront sanctionnés. L'État ne leur remboursera plus que 50% de l'aide octroyée à la place de 100%.

De même, les CPAS qui renverraient systématiquement les demandeurs d'asile vers d'autres communes ne seraient plus remboursés par l'État.

II. Les critiques des CPAS

Les délégués des CPAS des trois régions du pays (Flandre, Wallonie, Bruxelles) considèrent unanimement que, dans sa rédaction actuelle, la note du Conseil des ministres du 24 septembre 1999 est inacceptable pour diverses raisons.

a. Les responsabilités de l'État fédéral

Depuis 1996, l'État fédéral est responsable de l'organisation de l'accueil des candidats réfugiés durant toute la phase d'examen de la recevabilité de la demande d'asile.

En principe, les candidats réfugiés ne doivent quitter les centres «fédéraux» que lorsqu'ils ont reçu une décision favorable sur la recevabilité de leur demande d'asile.

Dans l'état actuel des choses, l'État fédéral n'a que 4 000 places d'hébergement pour faire face à l'accueil des demandeurs d'asile. Ce chiffre a été porté à 5 000.

Or, rien que durant le mois d'août 1999, 4 350 nouveaux demandeurs d'asile sont entrés sur le territoire de la Belgique.

Dans ce contexte, il est difficilement acceptable d'imposer aux CPAS de se substituer à l'État en prévoyant des sanctions à l'égard de ceux qui ne pourront y répondre.

Si l'État ne peut faire face à ses obligations, faut-il que les CPAS soient contraints de le faire à sa place?

b. Le droit à l'aide sociale

Face à l'afflux de candidats réfugiés, le gouvernement a décidé, dans la précipitation, de réformer de manière fondamentale la philosophie de l'aide sociale des CPAS, sans concertation véritable avec ceux qui seront amenés à appliquer ce plan.

MATERIELLE HULP VOOR KANDIDAAT-POLITIEKE VLUCHTELINGEN

I. Inleiding

De Ministerraad van 24 september 1999 heeft besloten de financiële hulp die de OCMW's aan kandidaat-vluchtelingen verstrekken, geleidelijk te vervangen door materiële hulp tijdens heel de eerste fase van het onderzoek van hun asielaanvraag.

De materiële hulp is bestemd voor de opvang van de kandidaat-vluchtelingen in verblijfsstructuren (huisvesting, voeding, medische verzorging, begeleiding, zakgeld).

Deze regeling inzake materiële hulp krijgt toepassing op de nieuwe kandidaat-vluchtelingen die het grondgebied binnenkomen, totdat een beslissing is genomen over de ontvankelijkheid van hun asielaanvraag.

In de nota van de Ministerraad wordt in het vooruitzicht gesteld dat de materiële hulp voor kandidaat-politieke vluchtelingen, na een overgangsperiode, verplicht zal worden.

OCMW's die in de ontvankelijkheidsfase financiële hulp blijven verstrekken aan kandidaat-politieke vluchtelingen, zullen daarvoor gestraft worden. De Staat zal hun slechts 50% in plaats van 100% van de verstrekte hulp terugbetalen.

Ook zullen OCMW's die asielzoekers systematisch doorsturen naar andere gemeenten, van de Staat geen terugbetaling meer krijgen.

II. Kritiekpunten van de OCMW's

De afgevaardigden van de OCMW's van de drie gewesten van het land (Vlaanderen, Wallonië, Brussel) zijn eenparig van mening dat de nota van de Ministerraad van 24 september 1999 in haar huidige vorm om verschillende redenen onaanvaardbaar is.

a. Verantwoordelijkheden van de federale Staat

Sinds 1996 is de Staat belast met de organisatie van de opvang van de kandidaat-vluchtelingen tijdens heel de fase van het ontvankelijkheidsonderzoek van de asielaanvraag.

In principe mogen de kandidaat-vluchtelingen de «federale» centra pas verlaten indien ze een gunstige beslissing over hun asielaanvraag hebben gekregen.

Bij de huidige stand van zaken heeft de Staat een opvangcapaciteit van slechts 4 000 plaatsen voor asielzoekers. Dit aantal is tot 5 000 opgetrokken.

Maar alleen al tijdens de maand augustus 1999 zijn er 4 350 nieuwe asielzoekers op het Belgische grondgebied binnengekomen.

In deze context kan moeilijk worden aanvaard dat de OCMW's verplicht worden de plaats van de Staat in te nemen onder dreiging van sancties ten aanzien van de OCMW's die deze taak niet aankunnen.

De Staat kan zijn plichten niet nakomen. Moeten de OCMW's dan zijn plaats innemen en zijn verplichtingen op zich nemen?

b. Recht op maatschappelijke dienstverlening

Tegenover de toevloed van kandidaat-vluchtelingen heeft de regering overhaast besloten de opvattingen die aan de maatschappelijke dienstverlening van de OCMW's ten grondslag liggen, grondig te wijzigen zonder echt overleg te plegen met degenen die dit plan moeten uitvoeren.

Ce plan n'est pas réaliste dans la mesure où cela ne permettra, en tout état de cause, pas de répondre au problème urgent de l'afflux de demandeurs d'asile.

Par contre, cela porte atteinte de manière fondamentale aux règles d'octroi de l'aide sociale pour toute personne qui s'adresse au CPAS.

C'est au service social d'apprécier avec la personne la manière la plus efficace d'octroyer l'aide requise.

L'article 60, § 3, de la loi organique des CPAS prévoit explicitement que l'aide matérielle est accordée par les CPAS sous la forme la plus appropriée.

Les CPAS ne sont pas les officines de l'État fédéral pour la politique d'accueil des réfugiés.

Ce sont des pouvoirs locaux et indépendants de l'État.

L'État fédéral peut, par contre, organiser l'accueil des demandeurs d'asile sous la forme la plus appropriée y compris dans des centres organisés ou conventionnés avec lui.

Les CPAS ne contestent d'ailleurs pas que, durant la première phase, il est préférable que l'État organise l'accueil des candidats réfugiés dans des centres «fédéraux».

Mais si l'État souhaite la collaboration des CPAS, il doit aussi respecter leur méthode de travail social qui leur impose d'apprécier la manière la plus appropriée d'aider les personnes.

c. La limitation à la première phase

Le ministre de l'Intégration sociale a précisé que son intention était de limiter l'octroi d'une aide matérielle à la première phase de la demande d'asile (actuellement l'examen de la recevabilité).

La durée de cette première phase dépend toutefois de facteurs extérieurs (nombre de demandes d'asile).

Actuellement, les personnes qui ont reçu un avis favorable sur la recevabilité de leur demande d'asile quittent les centres «fédéraux» pour s'adresser au CPAS du lieu obligatoire d'inscription.

Cela est appliqué de manière stricte avec les personnes qui doivent quitter un centre géré par le ministre de la Santé publique et de manière souple avec les personnes qui quittent un centre géré par la Croix-Rouge.

Comment cela pourrait-il se concrétiser pour les personnes hébergées dans une structure locale d'hébergement ?

Dès lors que le CPAS organisateur de l'aide matérielle sera le même que le CPAS compétent pour l'aide financière, il sera très difficile d'obliger les personnes à quitter les structures locales d'hébergement pour obtenir l'aide financière du même CPAS.

Si les personnes sont satisfaites de leurs conditions d'hébergement, elles refuseront de quitter leur logement et le CPAS devra rechercher un nouveau logement pour récupérer les places dans sa structure d'hébergement.

La pression de l'opinion publique locale sera également forte lorsque les personnes seront bien intégrées pour empêcher leur «expulsion» de la structure locale d'hébergement.

Si le CPAS fait bien son travail, il devra, en effet, favoriser l'intégration des candidats réfugiés dans le tissu local (école, ...) dès leur arrivée dans ces centres locaux pour ensuite revenir à un

Dit plan is niet realistisch omdat het hoe dan ook geen antwoord biedt op het dringende probleem van de toevloed van asielzoekers.

Het is integendeel een fundamentele aantasting van de regels voor het verstrekken van maatschappelijke dienstverlening aan elke persoon die zich tot het OCMW wendt.

De sociale dienst moet samen met de persoon oordelen op welke wijze de vereiste dienstverlening zo efficiënt mogelijk verstrekt kan worden.

Artikel 60, § 3, van de organieke OCMW-wet bepaalt uitdrukkelijk dat de materiële hulp door de OCMW's in de meest passende vorm verstrekt wordt.

De OCMW's zijn geen bijkantoren van de federale Staat om het opvangbeleid voor vluchtelingen uit te voeren.

Het zijn plaatselijke besturen die onafhankelijk zijn van de Staat.

De federale Staat kan daarentegen de opvang van de asielzoekers in de meest passende vorm organiseren, ook in de centra die door de federale Staat georganiseerd worden of die waarmee hij een overeenkomst heeft gesloten.

De OCMW's betwisten trouwens niet dat het in de eerste fase beter is dat de Staat de opvang van de kandidaat-vluchtelingen organiseert in de «federale» centra.

Maar indien de Staat wenst dat de OCMW's hun medewerking verlenen, moet hij ook respect opbrengen voor hun methode van maatschappelijk werk volgens welke de OCMW's zelf oordelen wat de meest passende vorm is om mensen te helpen.

c. Beperking tot de eerste fase

De minister van Maatschappelijke Integratie heeft zijn intentie te kennen gegeven om het verstrekken van maatschappelijke dienstverlening te beperken tot de eerste fase van de asielaanvraag (thans het ontvankelijkheidsonderzoek).

De duur van deze eerste fase is echter afhankelijk van externe factoren (aantal asielaanvragen).

Thans verlaten de personen die een gunstig advies hebben ontvangen over de ontvankelijkheid van hun asielaanvraag, de «federale» centra en wenden ze zich tot het OCMW van hun verplichte plaats van inschrijving.

Dat wordt streng toegepast op al wie een door de minister van Volksgezondheid bestuurd centrum moet verlaten en soepel op al wie een door het Rode Kruis bestuurd centrum verlaat.

Hoe kan dat concreet verlopen voor mensen die in een plaatselijke opvangstructuur ondergebracht worden ?

Aangezien hetzelfde OCMW de materiële hulp organiseert en bevoegd wordt voor de financiële hulp, zal het zeer moeilijk zijn de mensen ertoe te verplichten de plaatselijke opvangstructuren te verlaten en financiële hulp van hetzelfde OCMW te ontvangen.

Indien de mensen tevreden zijn over hun huisvesting, zullen ze weigeren weg te gaan en zal het OCMW een nieuwe woning moeten zoeken om binnen zijn opvangstructuur opnieuw over vrije plaatsen te kunnen beschikken.

Wanneer deze mensen goed geïntegreerd zijn, zal de plaatselijke openbare opinie eveneens sterke druk uitoefenen om te verhinderen dat ze «buitengezet» worden in het plaatselijke opvangcentrum.

Indien het OCMW zijn werk goed doet, zal het er immers voor moeten ijveren om de kandidaat-vluchtelingen te integreren in het plaatselijke maatschappelijk weefsel (school, ...) zodra ze in de

système d'aide financière (à distance dans certains cas) pour la deuxième phase de la procédure.

Cela créera une situation paradoxale dans la mesure où les candidats réfugiés qui sont dans la deuxième phase (décision sur le fond de la demande d'asile) sont, en principe, ceux qui ont le plus de chance de rester sur le territoire du Royaume.

La création de petits centres locaux d'accueil rendra donc les mesures d'éloignement encore plus inhumaines pour les personnes déboutées.

Dans la mesure où 80% des demandeurs sont déboutés dans la première phase, on peut se poser la question de savoir s'il est bien judicieux de favoriser leur intégration dans la vie locale durant la phase d'examen de la recevabilité de leur demande d'asile.

d. L'opposition des CPAS aux sanctions

Il est inadmissible que l'État, qui ne peut faire face à ses responsabilités en matière d'accueil des réfugiés, envisage maintenant d'imposer aux CPAS de se substituer à lui en prévoyant des sanctions à l'égard de ceux qui ne pourront y répondre.

Les CPAS sont totalement opposés à l'idée d'imposer la réforme envisagée par le gouvernement.

La participation des CPAS à l'effort «fédéral» d'accueil des demandeurs d'asile n'est envisageable que sur une base volontaire.

La note du Conseil des ministres envisage de rendre, à terme, l'aide matérielle obligatoire pour tous les CPAS durant la première phase d'examen des demandes d'asile.

Après cette période transitoire, les CPAS qui continueraient à octroyer de l'aide financière ne seraient plus remboursés qu'à 50%.

On peut d'abord s'interroger sur la légitimité d'une sanction financière pour les CPAS dans la perspective d'une intervention de ceux-ci durant une phase d'examen du dossier où l'État doit assurer l'accueil.

Pour le surplus, une généralisation du système signifierait que l'offre des capacités d'accueil puisse correspondre aux besoins d'accueil.

Or, les statistiques de l'Office des étrangers font apparaître que le nombre de demandes d'asile varie du simple au double d'un mois à l'autre.

Ainsi, au mois de mai 1999, il y a eu 2 074 nouvelles demandes d'asile pour 4 350 au mois d'août de la même année.

Il est totalement impossible d'adapter la capacité d'accueil aux fluctuations des demandes d'asile.

Dans l'état actuel des choses, l'aide financière octroyée par les CPAS sert de zone «tampon» par rapport aux capacités d'accueil gérées par l'État fédéral.

Même si les capacités globales d'accueil augmentent et se diversifient, il faudra toujours garder le système des aides financières pour amortir les flux saisonniers des demandeurs d'asile.

Dès lors que le maintien du système d'aide financière participe à l'économie générale de la politique d'accueil des demandeurs d'asile, il serait paradoxal de sanctionner financièrement les CPAS qui maintiennent des aides financières.

De plus, la note du Conseil des ministres envisage de ne plus rembourser du tout l'aide sociale octroyée aux candidats réfugiés

plaatselijke centra aankomen. Vervolgens zal het OCMW voor de tweede fase van de procedure moeten terugvallen op een systeem van financiële hulp (op afstand in bepaalde gevallen).

Dat zal leiden tot een paradoxale toestand omdat de kandidaat-vluchtelingen die zich in de tweede fase bevinden (beslissing over de gegrondheid van de asielaanvraag) in principe de grootste kans maken om op het grondgebied van het Rijk te kunnen blijven.

Indien men kleine plaatselijke opvangcentra creëert, zal dit de verwijderingsmaatregelen nog inhumaner maken voor de uitge-procedeerten.

Aangezien 80% van de asielzoekers in de eerste fase afgewezen wordt, kan men zich de vraag stellen of het wel raadzaam is hun integratie in het plaatselijke leven te bevorderen tijdens het ont-vankelijkheidsonderzoek van hun asielaanvraag.

d. Verzet van de OCMW's tegen de sancties

Het is onaanvaardbaar dat de Staat, die onbekwaam is om zijn verantwoordelijkheden inzake de opvang van vluchtelingen op te nemen, nu van plan is de OCMW's ertoe te verplichten zijn plaats in te nemen door middel van sancties tegen overheden die hier-voor niet kunnen instaan.

De OCMW's zijn volledig gekant tegen het feit dat de voorge-stelde hervorming hun door de regering wordt opgelegd.

De medewerking van de OCMW's aan de «federale» inspanning om asielzoekers op te vangen, is alleen maar denkbaar indien zij op vrijwillige basis geschiedt.

De nota van de Ministerraad maakt melding van een plan om alle OCMW's op termijn te verplichten tot het verlenen van mate-riële hulp tijdens de eerste onderzoeksfase van de asielaanvragen.

Na deze overgangsperiode zouden de OCMW's die financiële hulp blijven verlenen, slechts voor 50% terugbetaald worden.

Men kan zich in de eerste plaats afvragen of een financiële sanc-tie gerechtvaardigd is ten aanzien van de OCMW's wanneer dit optreden plaatsvindt in een stadium van onderzoek van het dossier waarin de Staat voor de opvang moet zorgen.

Voor het overige zou een veralgemeening van de regeling de mogelijkheid bieden om het aanbod van opvangcapaciteit af te stemmen op de vraag.

Uit de statistieken van de dienst Vreemdelingenzaken blijkt echter dat het aantal asielzoekers tijdens een maand tot tweemaal hoger kan zijn dan tijdens een andere maand.

Zo zijn er in de maand mei 1999 2 074 nieuwe asielaanvragen geweest tegenover 4 350 in de maand augustus van hetzelfde jaar.

Het is totaal onmogelijk de opvangcapaciteit aan te passen aan de schommelingen van het aantal asielaanvragen.

Bij de huidige stand van zaken dient de financiële hulp die door de OCMW's verstrekt wordt, als «buffer» naast de door de Fede-rale Staat beheerde opvangmogelijkheden.

Zelfs al neemt de totale opvangcapaciteit toe in omvang en in diversiteit, dan moet men nog altijd het systeem van de financiële hulpverlening behouden om de seizoensgebonden stromen van asielzoekers op te vangen.

Aangezien het opvangbeleid voor asielzoekers, zoals het nu in algemene lijnen opgebouwd is, wezenlijk berust op het behoud van het systeem van financiële hulp, zou het onlogisch zijn OCMW's die financiële hulp blijven geven, financieel te bestraf-fen.

Bovendien wordt in de nota van de Ministerraad voorgesteld helemaal geen terugbetaling meer te verlenen voor maatschappe-

par les CPAS qui renvoient systématiquement les demandeurs d'asile vers les autres communes.

S'il faut effectivement veiller à une gestion solidaire de l'accueil des demandeurs d'asile, on se doit également de tenir compte des difficultés réelles de petites communes à trouver des hébergements au moment où le demandeur d'asile se présente au service social.

À cet égard, il faut rappeler que plus de 78 communes wallonnes ont une population inférieure à 5 000 habitants.

Les sanctions actuelles pèsent parfois très lourd dans le budget du CPAS.

Les chiffres relatifs à l'analyse des budgets des CPAS démontrent également qu'en cas de sanction du CPAS (actuellement remboursement à 50%), la commune ne comble pas ce déficit dans sa dotation.

C'est donc le budget du CPAS qui doit le supporter en partie. Les personnes aidées par le CPAS en subissent indirectement les conséquences.

e. Les compétences des CPAS

Les CPAS ne disposent pas, à eux seuls, de l'ensemble des compétences nécessaires pour développer des structures locales d'hébergement.

La création d'une structure locale d'hébergement pour candidats réfugiés politiques constitue une création d'un nouveau service et, à ce titre, implique une concertation avec la commune.

Cette dernière a, d'autre part, dans ses attributions, le contrôle de la sécurité et de la salubrité des immeubles d'habitation.

On peut donc se poser la question de savoir si l'implantation d'une structure locale d'hébergement ne nécessite pas d'impliquer la commune dans le processus de décision.

Si la commune refuse d'apporter sa collaboration dans la mise en place de structures d'accueil, les CPAS rencontreront les mêmes difficultés que l'État pour créer ces centres d'hébergement.

De même, si l'on souhaite un développement cohérent des structures d'accueil sur l'ensemble du territoire, il est indispensable d'avoir un schéma cadre au niveau de chaque province.

f. Les conditions financières

La note du Conseil des ministres précise que les CPAS seront financés en fonction des possibilités et des conditions financières proposées actuellement à cet effet à la Croix-Rouge et aux ONG.

Les conditions de financement de la Croix-Rouge consistent en un montant forfaitaire de 1 110 francs (à indexer) par jour et par lit créé.

Ce montant doit permettre de couvrir les frais d'hébergement, d'accompagnement, de nourriture et d'argent de poche. Les prestations médicales et pharmaceutiques font l'objet d'un remboursement particulier.

Avec un tel financement, la Croix-Rouge considère que le seuil de viabilité de ses centres est de 60 lits dans la mesure où ils assurent la continuité des services.

La continuité des services nécessite six membres du personnel.

Un tel financement est toutefois inapproprié pour des petites structures locales d'accueil.

lijke dienstverlening verstrekt aan kandidaat-vluchtelingen door OCMW's die de asielzoekers systematisch doorzenden naar andere gemeenten.

Hoewel men daadwerkelijk moet streven naar een solidaire aanpak van de opvang van asielzoekers, moet men eveneens rekening houden met de reële moeilijkheden van kleine gemeenten om huisvesting te vinden wanneer asielzoekers zich aanmelden bij de sociale dienst.

In dit verband moet worden vermeld dat meer dan 78 Waalse gemeenten minder dan 5 000 inwoners tellen.

De huidige sancties wegen vaak zeer zwaar op de begroting van het OCMW.

Uit de cijferanalyse van de OCMW-begrotingen blijkt tevens dat de gemeente in haar dotatie het tekort niet altijd dekt wanneer het OCMW bestraft wordt (thans terugbetaling tegen 50%).

Het tekort moet dus gedeeltelijk door de OCMW-begroting gedragen worden. Door het OCMW gesteunde personen ondervinden hiervan indirect de gevolgen.

e. Bevoegdheden van de OCMW's

De OCMW's beschikken zelf niet over alle nodige bevoegdheden om plaatselijke opvangstructuren te ontwikkelen.

Het opzetten van een plaatselijke opvangstructuur voor kandidaat-vluchtelingen betekent dat er een nieuwe dienst moet worden opgericht: bijgevolg moet hierover overleg komen met de gemeente.

De gemeente is dan weer bevoegd voor het toezicht op de veiligheid en de bewoonbaarheid van de woningen.

Men kan zich dus afvragen of het oprichten van een plaatselijke opvangstructuur niet betekent dat de gemeente bij het besluitvormingsproces betrokken moet worden.

Indien de gemeente medewerking weigert bij het opzetten van opvangstructuren, krijgen de OCMW's te maken met dezelfde moeilijkheden als de Staat om deze verblijfscentra op te richten.

Bovendien moet men voor elke provincie een raamwerk hebben, indien men een samenhangende ontwikkeling van de opvangstructuren wenst over heel het grondgebied.

f. Financiële voorwaarden

De nota van de Ministerraad vermeldt dat de OCMW's gefinancierd worden volgens de mogelijkheden en de financiële voorwaarden die daartoe thans aan het Rode Kruis en aan de NGO's geboden worden.

De financieringsvoorwaarden van het Rode Kruis behelzen een (indexeerbaar) vast bedrag van 1 110 frank per dag en per beschikbaar bed.

Dit bedrag moet het mogelijk maken de kosten voor huisvesting, begeleiding, voeding en zakgeld te dekken. Voor de verstrekking van geneeskundige en farmaceutische verzorging bestaat er een bijzondere terugbetalingsregeling.

Met deze financiering is volgens het Rode Kruis de leefbaarheid van zijn centra vanaf 60 bedden bereikt, wil men de continuïteit van de dienstverlening waarborgen.

Voor een continue dienstverlening zijn er zes personeelsleden nodig.

Deze vorm van financiering is evenwel niet aangepast aan kleine plaatselijke opvangstructuren.

Les frais fixes sont, en effet, trop importants dans des petits centres.

Ainsi, une structure de 10 lits n'est plus gérable avec un financement d'environ 4 millions dans la mesure où les frais de personnel prendront près de 40% du budget et qu'aucune économie d'échelle n'est possible sur le budget nourriture.

De plus, il est impossible de créer des structures d'accueil si les CPAS sont financés sur base d'un forfait par lit occupé.

Il est indispensable que cela se fasse sur base du nombre de lits créés.

En effet, les coûts d'investissement, de location, d'aménagement, de personnel restent à charge du pouvoir organisateur quel que soit le taux d'occupation de leurs centres.

Seuls les frais de nourriture et d'argent de poche varient en fonction du taux d'occupation.

L'arrêté de subventionnement doit impérativement prendre en compte ces éléments dans l'établissement du forfait.

III. La position du ministre

Face aux réactions négatives des CPAS, M. Vande Lanotte a proposé 4 adaptations de son plan:

— Le ministre accepte de geler la partie contraignante de son plan.

La transformation de l'aide sociale en aide matérielle n'est pas imposée.

Il ne dépose pas de projet de loi pour modifier la loi organique des CPAS.

Il envisage, par contre, de sortir très rapidement un arrêté permettant de subventionner les initiatives des CPAS comme la Croix-Rouge (mesures incitatives).

S'il apparaît toutefois que sur une base volontaire rien ne change, le ministre se réserve la possibilité de recourir à la contrainte.

— Le ministre accepte de conventionner directement la Croix-Rouge pour augmenter les capacités d'accueil des centres fédéraux.

La seule préoccupation est d'avoir suffisamment de lits disponibles pour couvrir la première phase d'accueil.

— Le ministre reconnaît que les CPAS ne disposent pas de toutes les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des centres d'accueil.

Il souhaite donc impliquer plus les communes dans sa politique d'accueil.

— Le ministre souhaite également déposer immédiatement un projet de loi l'autorisant à sanctionner les CPAS qui rejettent systématiquement les candidats réfugiés politiques vers les autres CPAS.

Cela devra toutefois constituer des mesures exceptionnelles et le contenu de l'arrêté devra être négocié avec la section CPAS de l'Union des villes et communes belges.

IV. La position des CPAS

— L'État doit assumer ses responsabilités;

De vaste kosten liggen in kleine centra immers te hoog.

Zo is het niet meer mogelijk een structuur van 10 bedden te runnen met een financiering van ongeveer 4 miljoen, want de personeelskosten belopen nagenoeg 40% van het budget en er is geen enkele schaaleconomie meer mogelijk op de post voor voeding.

Bovendien is het onmogelijk opvangstructuren uit te bouwen indien de OCMW's op basis van een vast bedrag per ingenomen bed gefinancierd worden.

De financiering moet dan ook geschieden op basis van het aantal beschikbare bedden.

De kosten voor investering, huur, inrichting en personeel komen immers ten laste van de organiserende instantie ongeacht de bezettingsgraad van de centra.

Alleen de kosten voor voeding en zakgeld variëren naargelang van de bezettingsgraad.

Het subsidiërsbesluit moet bij het bepalen van het vaste krediet absoluut rekening houden met deze elementen.

III. Standpunt van de minister

In het licht van de negatieve reacties van de OCMW's heeft de heer Vande Lanotte voorgesteld zijn plan op vier punten te wijzigen:

— De minister aanvaardt het gedeelte met dwangmaatregelen van zijn plan te bevrizeen.

Het omzetten van maatschappelijke dienstverlening in materiële hulp wordt niet verplicht gesteld.

Hij zal geen wetsontwerp indienen om de organieke OCMW-wet te wijzigen.

Hij overweegt daarentegen zeer snel een besluit uit te vaardigen om initiatieven van de OCMW's in de aard van het Rode Kruis te kunnen subsidiëren (stimulerende maatregelen).

Indien echter blijkt dat er op vrijwillige basis niets verandert, heeft de minister de mogelijkheid achter de hand om dwang te gebruiken.

— De minister aanvaardt rechtstreeks tot een akkoord met het Rode Kruis te komen om de opvangcapaciteit van de federale centra te verhogen.

Het is zijn enige bedoeling over voldoende bedden te beschikken om de eerste opvangfase te dekken.

— De minister erkent dat de OCMW's niet over alle noodzakelijke bevoegdheden beschikken om opvangcentra op te richten.

Hij wenst de gemeenten dus nauwer bij zijn opvangbeleid te betrekken.

— De minister wenst eveneens onmiddellijk een wetsontwerp in te dienen waarmee hij OCMW's kan straffen die kandidaat-vluchtelingen systematisch afschuiven naar andere OCMW's.

Dat moeten evenwel uitzonderlijke maatregelen blijven: over de inhoud van de maatregel zal onderhandeld worden met de afdeling OCMW's van de Vereniging van Belgische steden en gemeenten.

IV. Standpunt van de OCMW's

— De Staat moet zijn verantwoordelijkheden nemen;

- Il faut augmenter prioritairement le nombre de places d'accueil dans les centres «fédéraux» durant la première phase;
- Les CPAS ne disposent pas de l'ensemble des compétences nécessaires à l'organisation de l'accueil dans les communes;
- Les CPAS sont opposés à toute mesure de contrainte visant à transformer obligatoirement l'aide sociale en aide matérielle;
- Un financement des structures d'accueil sur une base volontaire doit tenir compte des coûts réels pour la création de ces structures.

— Men moet voor de eerste fase van het onderzoek, voorrang geven aan de verhoging van het aantal opvangplaatsen in de «federale» centra;

— De OCMW's beschikken niet over alle noodzakelijke bevoegdheden om de opvang in de gemeenten te organiseren;

— De OCMW's zijn gekant tegen elke dwangmaatregel om de maatschappelijke dienstverlening om te zetten in materiële hulp;

— Bij het financieren van de op vrijwillige basis georganiseerde opvangstructuren moet men rekening houden met de reële kostprijs voor het oprichten van deze structuren.

ANNEXE 7

**«L'AIDE AU RETOUR: L'UN DES SERVICES OFFERTS
PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR
LES MIGRATIONS»**

**Exposé du directeur général adjoint
de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM),
Mme Ndioro Ndiaye**

C'est avec grand plaisir que l'Organisation internationale pour les migrations (l'OIM) répond à l'invitation de prendre part à cette importante audition publique dans les domaines de l'immigration et de l'asile. Dans son entreprise de documenter la politique du gouvernement belge en matière d'immigration et d'asile, la Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du Sénat mérite notre soutien et nos encouragements les plus vifs.

Créé en 1951 à Bruxelles, sur l'initiative de la Belgique et des États-Unis, l'OIM et le Royaume de Belgique entretiennent des relations étroites et privilégiées en matière de migration. Comme vous le savez, c'est à Bruxelles que l'OIM a choisi d'établir le bureau régional qui supervise les activités dans le domaine des migrations en Europe de l'Ouest et en Europe du Nord.

Je suis particulièrement heureuse de saluer d'entrée la note d'orientation générale relative à une politique globale en matière d'immigration approuvée par le Conseil des ministres le 1^{er} octobre dernier. Cette note réfère à un certain nombre d'éléments auxquels l'OIM souscrit pleinement :

1. le gouvernement belge vise une politique de retour effectif dans de bonnes conditions pour les demandeurs d'asile déboutés et les migrants en situation irrégulière, postulat également mis en avant par l'OIM dans la mise en œuvre de ses programmes d'aide au retour;

2. l'affirmation par le gouvernement que les causes des phénomènes migratoires doivent être prises en compte se traduit pour l'OIM par la volonté d'établir et de maintenir un dialogue soutenu entre pays d'origine, de transit et d'accueil des migrants;

3. les mesures préventives accompagnant la migration irrégulière se retrouvent dans une large mesure dans les opérations de terrain de l'OIM qui les développe et les adapte aux diverses réalisations locales;

4. l'idée de la création d'un observatoire permanent de l'immigration figure également dans la gamme d'action de l'OIM qui a installé, ou planifie d'étendre, des facilités semblables dans nombre de pays.

Ce sont là quelques-uns des éléments d'une gestion efficace des flux migratoires qui rapprochent la Belgique et l'OIM et constituent autant de points potentiels appelant un approfondissement de nos relations opérationnelles mutuelles.

Je suis également heureuse de vous informer que, suivant les recommandations du gouvernement belge exprimées dans son évaluation de nos programmes de retour en 1998, l'OIM a transformé les conclusions en mesures pratiques concernant, entre autres, l'amélioration de la diffusion de l'information et la mise en place de consultations régulières avec les autorités.

Comme de par le passé, l'OIM offre aux autorités belges son expérience en matière de migration et les invite à renouveler le partenariat qui nous unit depuis tant d'années.

BIJLAGE 7

**HET TERUGKEERPROGRAMMA:
EEN VAN DE DIENSTEN AANGEBODEN DOOR
DE INTERNATIONALE ORGANISATIE VOORMIGRATIE**

**Uiteenzetting van de adjunct-directeur-generaal
van de IOM, Mevrouw Ndioro Ndiaye**

De Internationale Organisatie voor migratie (IOM) gaat met groot genoegen in op de uitnodiging om deel te nemen aan deze belangrijke openbare hoorzitting in verband met het asiel- en immigratiebeleid. In haar streven om verdere informatie te verzamelen over het immigratie- en asielbeleid van de Belgische regering kan de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken en voor de Administratieve Aangelegenheden rekenen op de meest intense steun en aanmoediging van de IOM.

De IOM, die in 1951 op initiatief van België en de Verenigde Staten is opgericht, onderhoudt nauwe en bevorrechte betrekkingen inzake migratie met het Koninkrijk België. Zoals geweten is, heeft de IOM ervoor gekozen haar regionaal kantoor dat de activiteiten op het gebied van de migraties in West- en Noord-Europa superviseert, te vestigen in Brussel.

Met een bijzonder genoegen verwelkomt spreekster meteen de nota inzake de algemene beleidslijnen voor een globaal immigratiebeleid, goedgekeurd door de Ministerraad op 1 oktober jongstleden. Deze nota behandelt een aantal elementen waarmee de IOM ten volle instemt:

1. de Belgische regering streeft naar een beleid van effectieve terugkeer in goede omstandigheden voor uitgeprocedeerde asielzoekers en illegaal verblijvende migranten, een thesis die ook door de IOM verdedigd wordt in de uitvoering van haar terugkeerprogramma's;

2. de verklaring van de regering dat rekening moet worden gehouden met de oorzaken van de migratiemomenten, komt bij de IOM tot uiting in de wil om een onafgebroken dialoog aan te gaan en te onderhouden tussen de herkomst-, de transit- en de gastlanden van de migranten;

3. de preventieve maatregelen in het kader van de illegale immigratie vormen een belangrijk onderdeel van de operaties die de IOM in de praktijk ontwikkelt en aanpast aan de verschillende plaatselijke situaties;

4. het idee om een vast waarnemingscentrum voor immigratie op te richten komt eveneens voor in het activiteitenprogramma van de IOM, die dit werkmiddel opgezet heeft of verder wil uitbreiden in tal van landen.

Deze elementen maken deel uit van een efficiënt beheer van de migratiestromen waarin België en de IOM elkaar kunnen vinden. In al deze potentiële domeinen moeten de wederzijdse operationele betrekkingen verder uitgediept worden.

Spreekster heeft eveneens het genoegen de commissie mede te delen dat de OIM de aanbevelingen van de Belgische regering in haar evaluatie van de terugkeerprogramma's van 1998 omgezet heeft in praktische maatregelen, onder meer een betere verspreiding van de informatie en regelmatig overleg met de overheid.

Zoals in het verleden biedt de IOM de Belgische overheid haar ervaring in migratiezaken aan en vraagt ze haar opnieuw het partnerschap te bevestigen waardoor de organisatie sinds zovele jaren met België verbonden is.

À travers mon exposé, je vous propose de découvrir l'un des services offerts par l'OIM : l'aide au retour. Illustrés par des exemples opérationnels, j'aborderai les deux grands groupes de programmes d'aide au retour, avant de définir l'expression de «retour volontaire» et de passer en revue l'articulation modulaire et les stades chronologiques de ces programmes. Par la suite, j'évoquerai les avantages liés à l'intervention de l'OIM et conclurai mon exposé par une présentation des récentes initiatives de mon organisation dans ce domaine.

En Belgique, comme presque partout ailleurs en Europe, le flux croissant des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers vers des pays de transit ou d'accueil constitue un défi particulièrement complexe et important à relever. De facto, la migration illégale représente aujourd'hui l'un des principaux motifs de préoccupation de la communauté internationale. L'un des objectifs stratégiques de l'OIM consiste à aider les États et les migrants dans leur recherche des solutions aux problèmes et aux causes de la migration illégale.

Mon organisation considère l'aide au retour comme un bon exemple de l'appui qu'elle peut apporter aux migrants et aux gouvernements dans ce domaine. L'aide qu'elle apporte aux personnes physiques et aux gouvernements pour faire face aux effets de la migration illégale — notamment par le biais de ses programmes d'aide au retour volontaire — est non seulement devenue l'une de ses activités traditionnelles, mais aussi un domaine qu'elle ne cesse d'explorer et d'approfondir avec l'aide de ses États membres. Nous associons en effet étroitement nos efforts de lutte contre la migration illégale aux mesures prises pour faciliter le retour volontaire. Depuis plus de 20 ans, l'OIM s'efforce d'apporter une réponse, à la fois théorique et pratique, à la question du retour des demandeurs d'asile déboutés et des migrants irréguliers. En tant qu'organisation de prestation de services, il convient de rappeler une fois de plus, que l'OIM est au service de ses États membres. Elle développe des solutions et apporte des réponses concrètes aux situations particulières rencontrées et ce, en étroite coopération avec le ou les États concernés.

Pour atteindre ses objectifs de pertinence, de capacité d'action et de fiabilité, l'OIM a recentré ses activités sur six grands secteurs opérationnels de service :

- l'aide au retour;
- la santé en contexte migratoire;
- les mouvements;
- la lutte contre la traite des êtres humains;
- les campagnes d'information publique;
- la coopération technique en matière de migration.

À travers ces services et reconnaissant que la gestion des flux migratoires dans les différentes régions du globe nécessite une approche globale, l'OIM est en mesure de répondre aux besoins migratoires de ses interlocuteurs et de proposer des solutions pratiques et efficaces aux problèmes qui se posent en matière de migration.

Le service d'aide au retour est responsable de l'établissement des principes et des politiques en matière de programmes, ainsi que de la mise en place des mécanismes de soutien pour les activités de retour. Au fil des années, et en fonction des besoins de ses pays membres, l'OIM a fourni une assistance préalable aux départs, une aide aux retours volontaires et une assistance à l'arrivée à différentes catégories de personnes : demandeurs d'asile déboutés, migrants bloqués dans un pays de transit, étudiants partis à l'étranger et privés d'une aide au retour, réfugiés et autres personnes ne bénéficiant plus du régime de protection temporaire qui leur avait été accordée. Le service d'aide au retour renforce également les cadres opérationnels existants par le biais d'une liaison régulière avec les gouvernements et les donateurs.

Spreekster wil de commissie in haar uiteenzetting laten kennis-maken met een van de diensten die door de IOM geboden worden, namelijk de terugkeerhulp. Aan de hand van operationele voorbeelden zal ze de twee grote groepen van terugkeerprogramma's behandelen. Vervolgens zal ze de term «vrijwillige terugkeer» definiëren en de modulaire opbouw en het chronologisch verloop van deze programma's voorstellen. Daarna zal ze een beschrijving geven van de voordelen die aan het optreden van de IOM verbon-den zijn. De uiteenzetting zal worden afgesloten met een overzicht van de jongste initiatieven van de organisatie op dat gebied.

In België, zoals bijna overal elders in Europa, vormt de groeiende stroom van asielzoekers en illegale immigranten naar de transit- en gastlanden een enorme en bijzonder complexe uitdaging. Illegale immigratie is tegenwoordig de facto een van de meest zorgwekkende fenomenen waarmee de internationale gemeenschap te maken krijgt. Tot de strategische doelstellingen van de IOM behoort het bieden van hulp aan Staten en migranten die oplossingen zoeken voor de problemen in verband met illegale immigratie en voor de onderliggende oorzaken.

De Internationale Organisatie voor migratie beschouwt het terugkeerprogramma als een goed voorbeeld van de hulp die ze migranten en regeringen terzake kan bieden. Het verlenen van hulp aan personen en aan regeringen om de gevolgen van de illegale immigratie op te vangen — met name door middel van haar programma's voor vrijwillige terugkeer — is niet alleen een van haar traditionele activiteiten geworden maar vormt ook een domein dat de organisatie blijft ontginnen en verdiepen met de hulp van haar lidstaten. De bestrijding van de illegale immigratie wordt nauw gekoppeld aan de maatregelen die bestemd zijn om de vrijwillige terugkeer te vergemakkelijken. Sinds meer dan 20 jaar ijvert de IOM om een zowel praktische als theoretische oplossing te vinden voor het probleem van de terugkeer van uitgeprocedeerde asielzoekers en illegale immigranten. Als dienstverleningsorganisatie staat de IOM ter beschikking van haar lidstaten. Zij smeert oplossingen en biedt concrete antwoorden op de bijzondere toestanden die zich voordoen en dit in nauwe samenwerking met de betrokken lidstaat of lidstaten.

Om haar doelstellingen van functionaliteit, daadkracht en betrouwbaarheid te vervullen heeft de IOM haar activiteiten afgestemd op zes grote sectoren van operationele dienstverlening :

- terugkeerprogramma's;
- gezondheid in een migratiecontext;
- migratiestromen;
- strijd tegen de mensenhandel;
- openbare voorlichtingscampagnes;
- technische samenwerking inzake migratie.

Door middel van deze diensten en in het bewustzijn dat het beheer van de migratiestromen in allerlei regio's van de wereld een algemene benadering vereist, kan de IOM een antwoord bieden op de behoeften inzake migratie van haar gesprekspartners en kan zij praktische en efficiënte oplossingen bieden voor de problemen die er op het vlak van de migratie rijzen.

De dienst voor terugkeerhulp is belast met het opstellen van de principes en de beleidslijnen voor de programma's en zorgt ook voor het uitbouwen van steunregelingen voor de terugkeeractiviteiten. In de loop van de jaren heeft de IOM, naar gelang van de behoeften van haar lidstaten, bijstand vóór het vertrek verleend, alsmede hulp bij vrijwillig vertrek en bij aankomst, en dit aan verschillende categorieën van mensen: uitgeprocedeerde asielzoekers, migranten die geblokkeerd zitten in een transitland, studenten in het buitenland die geen hulp voor de terugkeer ontvangen, vluchtelingen en andere personen die geen beroep meer kunnen doen op het stelsel van tijdelijke bescherming dat hun verleend was. De dienst voor terugkeerhulp versterkt eveneens de bestaande operationele structuren door middel van een regelmatige verbinding met de regeringen en de donoren.

Le contexte dans le cadre duquel se déroule la mise en place des programmes d'aide au retour n'est ni plus ni moins que l'établissement d'un cadre coordonné à l'échelle internationale. Ce cadre se propose d'assurer que les personnes qui ont besoin d'une protection internationale ou qui ont été admises pour d'autres raisons à séjourner dans un pays donné, puissent obtenir un statut, qu'il soit permanent ou temporaire. Les personnes qui ne remplissent pas les conditions requises verront leur cas traité dans le cadre d'un régime de coopération internationale. Celui-ci crée les conditions appropriées pour le retour des demandeurs d'asile déboutés et des migrants illégaux et cela, dans la dignité, voire associé à une forme d'aide si nécessaire. L'OIM défend l'idée selon laquelle les demandeurs d'asile déboutés et les migrants irréguliers doivent rentrer dans leurs pays lorsqu'ils ont épousé toutes les procédures administratives légales leur permettant d'être reconnus comme réfugiés ou d'obtenir une autorisation de séjour pour d'autres motifs pertinents. C'est aux gouvernements qu'il appartient de choisir les méthodes, les modalités et le calendrier des retours. Par conséquent, la question n'est pas de savoir si les retours doivent avoir lieu, mais quand et comment.

Il existe essentiellement deux options pour procéder efficacement au retour des demandeurs d'asile déboutés et des migrants illégaux sans motif valable de séjour :

- le retour volontaire assisté par l'OIM, ou le cas échéant d'autres partenaires (par exemple l'OMI en France), dont l'intéressé peut demander à bénéficier si cette possibilité lui est offerte, ou encore,
- le retour forcé organisé par les autorités gouvernementales en application des dispositions légales du pays concerné si l'intéressé n'a pas quitté le territoire à l'expiration du délai qui lui a été impartie.

Néanmoins, disons-le clairement : le retour volontaire est intrinsèquement lié au retour forcé. Sans l'existence du retour forcé, la proposition d'une aide au retour volontaire n'aurait aucun sens. L'option de retour volontaire assisté de l'OIM est offerte aux migrants lorsque la seule autre solution envisageable est le retour par la force en application des mesures que prévoit la loi. Cette option est également offerte aux migrants qui ne sont pas encore menacés d'expulsion. Cependant, l'OIM n'organise pas les retours forcés incitant à la seule responsabilité des États. Mis à part les personnes qui sont sous le coup d'un arrêté d'expulsion immédiate en vertu de dispositions légales particulières, il importe que l'OIM ait rapidement accès à tous les rapatriés potentiels, afin qu'elle puisse, dans des conditions convenues d'un commun accord, les conseiller dans le sens de l'option de retour assisté qu'elle leur offre. C'est en effet la condition requise pour que le plus grand nombre de rapatriés soient informés des avantages du programme de l'OIM, et qu'ils soient aussi nombreux que possible à demander à en bénéficier. L'OIM est convaincue que l'aide au retour, assortie de conseils appropriés et d'une assistance ultérieure, s'il y a lieu, peut contribuer à améliorer les perspectives de réintégration des rapatriés dans leur pays d'origine et diminuer la probabilité de nouvelles tentatives d'émigration irrégulière.

Les programmes d'aide au retour volontaire de l'OIM sont de nature diverse et il convient de distinguer deux grands groupes : les programmes de retour adaptés aux situations spécifiques et les programmes de retour en réponse à la migration illégale.

S'adressant à un certain nombre de migrants spécifiques et le plus souvent financés par les donateurs internationaux, le premier groupe comprend les catégories de programme suivantes :

- 1) l'aide au retour dans le cadre du régime applicable aux réfugiés, mise en œuvre par l'OIM au titre de son soutien aux activités de rapatriement du HCR;

De context waarin de terugkeerprogramma's plaatsvinden, vereist zonder meer het opstellen van een gecoördineerd raamwerk op internationale schaal. Dit raamwerk moet ervoor zorgen dat de mensen die internationale bescherming nodig hebben of die om een andere reden toegelaten zijn tot het verblijf in een bepaald land, een tijdelijk of permanent statuut kunnen krijgen. Mensen die niet voldoen aan de vereiste voorwaarden, zullen een behandeling krijgen in het kader van een stelsel van internationale samenwerking. Dit schept de passende voorwaarden voor een waardige terugkeer van uitgeprocedeerde asielzoekers en van illegale immigranten; indien nodig kan hieraan zelfs een vorm van hulp worden gekoppeld. De IOM verdedigt het idee dat afgewezen asielzoekers en illegale immigranten naar hun land moeten terugkeren wanneer ze alle wettelijke en bestuurlijke procedures hebben doorlopen die hun recht kunnen geven op een erkenning als vluchteling of op een verblijfsvergunning op basis van andere relevante redenen. De regeringen hebben de bevoegdheid om de methoden, uitvoeringsregels en tijdschema's voor de terugkeer te bepalen. De vraag is dus niet of de terugkeer moet plaatsvinden, maar wel wanneer en hoe.

Er bestaan voornamelijk twee mogelijkheden om de terugkeer van uitgeprocedeerde asielzoekers en illegale immigranten die geen geldige verblijfsreden hebben, op doeltreffende wijze te organiseren :

- de vrijwillige terugkeer die door de IOM begeleid wordt, of eventueel door andere partners (bv. de IOM in Frankrijk), een mogelijkheid die ter beschikking staat indien de betrokkenen daarom verzoekt;
- de gedwongen terugkeer die door de regeringsinstanties wordt georganiseerd met toepassing van de wettelijke bepalingen van het betrokken land, indien de betrokkenen na afloop van de termijn die hem daartoe verleend is, het grondgebied nog niet heeft verlaten.

Niettemin moet het duidelijk zijn dat de vrijwillige terugkeer intrinsiek verbonden is met de gedwongen terugkeer. Indien de gedwongen terugkeer niet bestond, zou het verlenen van hulp bij de vrijwillige terugkeer geen zin hebben. De mogelijkheid tot vrijwillige terugkeer met begeleiding van de IOM wordt aan de migranten geboden wanneer de enige andere oplossing bestaat in de terugkeer onder dwang overeenkomstig de wettelijk voorgeschreven maatregelen. Deze mogelijkheid wordt ook geboden aan migranten die nog niet in aanmerking komen voor uitwijzing. De IOM organiseert de gedwongen terugkeer echter niet aangezien deze taak uitsluitend tot de bevoegdheid van de lidstaat behoort. Met uitzondering van de personen tegen wie een besluit tot onmiddellijke uitwijzing is uitgevaardigd krachtens bijzondere wettelijke bepalingen, moeten alle migranten die in aanmerking kunnen komen, snel bereikbaar zijn, opdat de IOM hen kan adviseren, binnen de in onderling overleg bepaalde voorwaarden, over de hun geboden mogelijkheid tot begeleide vrijwillige terugkeer. Dat is immers de vereiste, wil men zoveel mogelijk migranten inlichten over de voordelen van het IOM-programma en wil men zoveel mogelijk mensen de kans geven om een beroep te doen op deze voordelen. De IOM is ervan overtuigd dat de hulp bij terugkeer, samen met passende adviezen en indien nodig een latere bijstand, kan bijdragen tot een vlottere integratie van de migranten in hun land van oorsprong en nieuwe pogingen tot illegale emigratie minder waarschijnlijk zal maken.

De programma's voor hulp bij vrijwillige terugkeer zijn van uiteenlopende aard. Men kan twee grote groepen onderscheiden : de terugkeerprogramma's voor specifieke gevallen en de terugkeerprogramma's in het kader van illegale immigratie.

De eerste groep programma's richt zich tot een aantal specifieke migranten en wordt meestal gefinancierd door internationale donoren. Het gaat om de volgende categorieën van programma's :

- 1) de terugkeerhulp in het kader van de specifieke regeling voor vluchtelingen, uitgevoerd door de IOM in het kader van haar bijdrage tot de repatrieringsactiviteiten van het Hoog Commissariaat voor Vluchtelingen;

2) l'aide au retour d'autres groupes vulnérables, comprenant le retour d'exilés et de personnes déplacées hors des frontières nationale ainsi qu'à l'intérieur des frontières nationales;

3) l'aide au retour de nationaux qualifiés vers les pays d'origine confrontés à une situation d'après-crise, en phase de reconstruction ou de développement, afin d'endiguer la fuite des cerveaux.

Ces programmes sont mis en œuvre par l'OIM dans toutes les régions du globe. Très diversifiées par nature, ces activités comprennent entre autres le programme de retour de ressortissants africains hautement qualifiés vers plus d'une vingtaine de pays en Afrique, le programme de retour pour ressortissants bosniaques qualifiés vers la Bosnie ainsi que les opérations à titre humanitaire. De la crise du Golfe à celle de la région des Grands lacs, du Kosovo au Timor, l'OIM a en effet facilité le retour vers leurs pays d'origine de plusieurs millions de personnes vulnérables et réfugiées en situation de conflit. Les programmes concernant les personnes vulnérables, les personnes déplacées à l'intérieur des frontières d'un pays et les réfugiés sont le plus souvent mis en place de manière conjointe par l'OIM et ses partenaires institutionnels, notamment les agences et fonds spécialisés des Nations Unies.

S'adressant plus particulièrement aux migrants en situation irrégulière (demandeurs d'asile déboutés, migrants irréguliers, migrants bloqués dans les pays de transit, étudiants bloqués à l'étranger, personnes ne pouvant plus se prévaloir d'un régime de protection temporaire), mais aussi à tout autre migrant dans le besoin, le deuxième groupe des programmes d'aide au retour comprend les catégories suivantes :

1) l'aide au retour offerte de manière générale à l'ensemble des migrants irréguliers et à tout autre migrant dans le besoin se trouvant déjà dans les pays de destination. Financés par ces derniers, ces aides visent à fournir une assistance aux personnes retournant dans leur pays d'origine, sous la forme de services d'information, d'une aide au transport et d'une prime de retour. Dans certains cas, l'OIM fournit également une aide de pré-départ ainsi qu'une aide au transport pour les migrants autorisés à se réinstaller dans un pays tiers;

2) l'aide au retour spécifique offerte à certaines catégories de migrants irréguliers et à tout autre migrant dans le besoin se trouvant déjà dans les pays de destination. Elle comprend des services de base plus une aide complémentaire à la réintégration pour les personnes originaires de certains pays et, souvent, une aide au développement accordée aux communautés locales dont sont originaires les migrants concernés;

3) et finalement, l'aide au retour en faveur des migrants irréguliers en transit, assistant les migrants (souvent victimes de trafiquants) qui se trouvent en territoire étranger et dans l'incapacité de repartir.

Se concentrant essentiellement sur les pays d'accueil en Europe et en Amérique du Nord, cette catégorie de programme est mise en œuvre par l'OIM depuis 1979 avec l'établissement du programme général de retour de demandeurs d'asile en Allemagne. Des opérations similaires ont successivement été lancées en Belgique en 1984, aux Pays-Bas en 1992 ainsi qu'en Hongrie en 1993. D'autres programmes plus récents viennent de débuter aux États-Unis, au Portugal, en République tchèque, en République slovaque, en Roumanie ou en Suisse. Le nombre de personnes assistées sous les auspices de ces programmes généraux de retour est également important. Environ 260 000 personnes ont été assistées dans leur retour vers 115 différents pays d'origine depuis l'Allemagne; plus de 10 000 ont trouvé un chemin de retour vers 117 pays depuis la Belgique et environ 7 000 migrants en situation irrégulière ont été assistés dans leur départ des Pays-Bas.

Ces programmes de retour général sont parfois complétés par des aides au retour plus spécifiques. Un certain nombre de pays

2) de terugkeerhulp voor andere kwetsbare groepen, waaronder ballingen en ontheemden die zich buiten hun eigen grondgebied maar ook binnen de nationale grenzen kunnen bevinden;

3) de hulp voor gekwalificeerde vreemdelingen die naar hun land van oorsprong terugkeren, na een crisis of in het kader van de wederopbouw of ontwikkeling van het land, en dit om de brain-drain tegen te gaan.

Deze programma's worden door de IOM overal ter wereld opgezet. Deze activiteiten, die zeer uiteenlopend van aard zijn, bestaan onder meer uit terugkeerprogramma's voor hooggekwalificeerde Afrikanen naar meer dan 20 landen in Afrika, het terugkeerprogramma voor gekwalificeerde Bosniërs naar Bosnië alsmede humanitaire hulpoperaties. Van de Golfcrisis tot de crisis in het Afrikaanse Grote-Merengebied, over Kosovo tot Timor, telkens heeft de IOM voor miljoenen kwetsbare mensen, ontheemden en vluchtingen in conflictgebieden de terugkeer naar hun land van oorsprong vergemakkelijkt. De programma's voor kwetsbare personen, binnenlandse ontheemden en vluchtelingen worden door de IOM meestal opgezet in samenwerking met haar institutionele partners, met name de gespecialiseerde instellingen en fondsen van de Verenigde Naties.

De tweede groep programma's richt zich in het bijzonder tot illegaal verblijvende migranten (uitgeprocedeerde asielzoekers, illegale immigranten, migranten die in de transitlanden geblokkeerd zitten, studenten die in het buitenland geblokkeerd zitten, personen die zich niet meer kunnen beroepen op een stelsel van tijdelijke bescherming) maar ook tot elke andere behoeftige migrant. Deze groep omvat de volgende categorieën:

1) de terugkeerhulp die in het algemeen geboden wordt aan alle illegale migranten en aan alle behoeftige migranten die zich reeds in het land van bestemming bevinden. Deze hulp, die gefinancierd wordt door het land van bestemming, beoogt het verlenen van bijstand aan personen die naar hun land van oorsprong terugkeren, in de vorm van voorlichting, een tegemoetkoming in de reiskosten en een terugkeerpremie. In sommige gevallen levert de IOM ook hulp vóór het vertrek alsmede een tegemoetkoming in de reiskosten voor migranten die zich mogen vestigen in een derde land;

2) de specifieke terugkeerhulp geboden aan een aantal categorieën van illegale migranten en aan alle behoeftige migranten die zich reeds in het land van bestemming bevinden. Deze hulp bestaat uit basisdiensten alsmede een aanvullende hulp om mensen van bepaalde landen in staat te stellen zich opnieuw te integreren, en vaak ook ontwikkelingshulp die bestemd is voor de plaatselijke gemeenschappen waaruit de betrokken migranten afkomstig zijn;

3) en tenslotte, de terugkeerhulp ten behoeve van illegale migranten op doorreis, bedoeld voor migranten (vaak het slachtoffer van mensenhandelaars) die zich in het buitenland bevinden en niet in staat zijn opnieuw te vertrekken.

Deze categorie van programma's, die hoofdzakelijk afgestemd zijn op de gastlanden in Europa en Noord-Amerika, worden sinds 1979 door de IOM opgezet, met de invoering van het algemeen terugkeerprogramma voor asielzoekers in Duitsland. Soortgelijke operaties hebben achtereenvolgens plaatsgevonden in België in 1984, in Nederland in 1992 alsook in Hongarije in 1993. Andere meer recente programma's zijn onlangs aangevangen in de Verenigde Staten, Portugal, de Tsjechische Republiek, de Slovaakse Republiek, Roemenië en Zwitserland. Het aantal geholpen personen in het kader van deze algemene terugkeerprogramma's is eveneens aanzienlijk. Ongeveer 26 000 personen ontvingen hulp bij hun terugkeer uit Duitsland naar 115 verschillende herkomstlanden; meer dan 10 000 zijn uit België terug vertrokken naar 117 landen en ongeveer 7 000 illegale migranten ontvingen hulp bij hun vertrek uit Nederland.

Deze algemene terugkeerprogramma's worden vaak aangevuld met meer specifieke hulpverlening. Sommige landen verstrekken

accorde en effet une prime de retour et de réintégration aux personnes retournant volontairement chez elles. Le montant de cette prime varie entre 200 et 400 USD par personne.

Les activités déployées sont financées par des versements de fonds volontaires, effectués en totalité ou en partie par les pays censés en bénéficier. Elles incluent en contrepartie un volet d'échanges et de formation qui vise à renforcer les capacités nationales en termes de politique et de structures gérant les questions de migration et particulièrement le retour.

L'expansion, au cours des 20 dernières années, des programmes et des activités de l'OIM dans le domaine du retour de demandeurs d'asile déboutés et de migrants illégaux a rendu nécessaire un réexamen constant de la portée de l'engagement de l'organisation dans ce domaine, notamment quant à la signification qu'il convient de donner à l'expression «retour volontaire». Pour l'OIM, le caractère volontaire du retour est démontré lorsque le migrant exprime librement sa volonté de retourner dans son pays ou, tout au moins, ne manifeste pas son refus de retourner et n'oppose aucune résistance à son embarquement ou ne donne aucun autre signe de protestation. Dès l'instant où il est clair, dans une situation donnée, qu'il faudra avoir recours à la force physique pour effectuer un transfert, c'est aux autorités nationales qu'il appartient de régler cette situation.

En ce qui concerne l'assistance préalable au départ et afin d'utiliser le peu de temps disponible pour encourager les migrants concernés à examiner soigneusement les options qui leur sont offertes, et plus spécialement l'option de retour volontaire assisté de l'OIM, l'organisation apporte d'emblée toute une gamme de services d'aide au retour: services de consultation, d'établissement de documents, d'identification, de formation, de sélection médicale si nécessaire, d'arrangements préliminaires de transport, etc. Cette assistance leur est offerte aussi longtemps qu'ils continuent d'envisager l'option de retour volontaire. Dès lors que les personnes concernées choisissent de rejeter cette option ou de rentrer par leurs propres moyens, c'est la force publique qui se charge d'appliquer les mesures nécessaires conformément à la législation en vigueur. Dans de tels cas, l'OIM ne peut pas, par exemple, gérer elle-même des centres de transit pour personnes rapatriées par la force ou encore d'autres espaces, placés sous la surveillance de gardes, car la responsabilité en incombe aux forces de l'ordre. L'OIM ne peut pas davantage prendre la responsabilité de recruter des agents d'escorte pour accompagner les personnes rapatriées par la force ou encore prendre des dispositions pour le transport de ces agents d'escorte. S'agissant de l'accomplissement des dernières formalités de transport ou autres arrangements pour le retour de personnes par la force, la pays hôte — ou l'OIM, selon le cas — transmettrait de tels cas à un autre organisme.

Dans la phase suivant le retour, l'OIM peut fournir une aide à la migration sous la forme d'une assistance à la réintégration, de contrôles, de cours de formation, etc., même en faveur des personnes rapatriées par la force, dès lors que l'assistance en question est jugée adéquate par les pays de départ et d'accueil concernés. Finalement, dans ses programmes de retour volontaire, l'OIM s'efforce de faire en sorte que les groupes de personnes vulnérables, notamment lorsqu'ils comprennent des femmes et des enfants, fassent l'objet d'une attention particulière.

L'OIM reste convaincue que l'aide au retour volontaire, lorsqu'on peut y avoir recours, est à conseiller dans la mesure où elle tient compte de la décision de la personne concernée, lui donne le temps de se préparer au retour et évite les stigmates de la déportation et ses répercussions néfastes au moment de la réintégration. Il faut en outre prendre en considération le coût général de l'aide au retour et le comparer au coût d'un séjour prolongé, qui aboutirait éventuellement à une déportation.

Dans le souci de répondre de la manière la plus adaptée aux besoins spécifiques des pays et des migrants eux-mêmes, l'OIM

immers een terugkeerpremie en een premie voor wederintegratie aan personen die vrijwillig naar hun land vertrekken. Het bedrag van deze premie varieert tussen 200 en 400 USD per persoon.

De activiteiten worden gefinancierd door vrijwillige stortingen, volledig of gedeeltelijk betaald door de landen die geacht worden de gunstige werking van deze operatie te genieten. In ruil hiervoor wordt voor een deel gewerkt aan uitwisseling en vorming teneinde het land verder te versterken op het vlak van de beleidsvoering en de structuren met het oog op het beheer van de migratieproblemen en de terugkeer in het bijzonder.

De programma's en de activiteiten van de IOM op het vlak van de terugkeer van uitgeprocedeerde asielzoekers en illegale immigranten hebben de laatste 20 jaar uitbreiding genomen. Dit vereist een voortdurende evaluatie van de graad van betrokkenheid van de organisatie op dit gebied, met name in verband met de betekenis die verleend moet worden aan de termen «vrijwillige terugkeer». Voor de OIM is de vrijwilligheid van de terugkeer bewezen wanneer de migrant vrij zijn wil bekendmaakt om naar zijn land terug te keren of wanneer hij op zijn minst niet laat blijken dat hij weigert terug te keren en geen enkele weerstand biedt tegen zijn vertrek en geen enkel teken van protest geeft. Zodra het in een gegeven toestand duidelijk is dat men gebruik moet maken van fysiek geweld om een overbrenging uit te voeren, is het de taak van de nationale overheid om deze toestand te regelen.

Wat de hulp vóór het vertrek betreft, en om de weinige beschikbare tijd te benutten om de betrokken migranten ertoe aan te zetten de hun geboden mogelijkheden, en in het bijzonder de keuze voor een vrijwillige door de IOM begeleide terugkeer, nauwgezet te overwegen, biedt de organisatie meteen een gamma van diensten aan voor de terugkeer: adviesverlening, opmaken van documenten, identificatie, vorming, indien nodig medische selectie, voorbereidseisen van de reis, enz. Deze bijstand wordt hun verleend zolang zij blijven kiezen voor de vrijwillige terugkeer. Zodra de betrokken personen deze keuzemogelijkheid verwerpen of op eigen kracht willen terugkeren, moeten de overheidsinstanties de nodige maatregelen nemen overeenkomstig de geldende wetgeving. In dergelijke gevallen kan de IOM bijvoorbeeld niet zelf de transitcentra voor gedwongen gerepatrieerden besturen of andere ruimten die onder bewaking staan, want de ordediensten moeten die taak vervullen. De IOM kan evenmin escorteagenten in dienst nemen om de onder dwang gerepatrieerde personen te begeleiden of om maatregelen te nemen voor het vervoer van deze escorteagenten. Wanneer de laatste reisformaliteiten of andere afspraken in verband met de gedwongen terugkeer geregeld moeten worden, zullen het gastland of de IOM, naargelang van het geval, deze personen overdragen aan een andere organisatie.

In de fase die op de terugkeer volgt, kan de IOM de migranten bijstand bieden in de vorm van hulp voor de wederintegratie, controles, opleidingscursussen, enz., zelfs voor personen die onder dwang teruggestuurd zijn, indien de betrokken vorm van bijstand passend geacht wordt door de betrokken landen van vertrek en aankomst. Ten slotte wenst de IOM in haar programma's voor vrijwillige terugkeer bijzondere aandacht te schenken aan groepen van kwetsbare personen, met name groepen waarin er vrouwen en kinderen zijn.

De IOM blijft ervan overtuigd dat het verkeerslijkt is hulp bij vrijwillige terugkeer te verlenen, voor zover dat mogelijk is, op voorwaarde dat rekening wordt gehouden met de beslissing van de betrokken persoon, dat deze de tijd krijgt om zich op zijn terugkeer voor te bereiden en de schandvlek van de uitwijzing en de negatieve gevolgen hiervan op het ogenblik van de wederintegratie kan vermijden. Men moet bovendien rekening houden met de algemene kostprijs van de terugkeerregeling en deze afwegen tegen de kostprijs van een langdurig verblijf, dat eventueel toch zou leiden tot een uitwijzing.

Om zo vlot mogelijk te kunnen inspelen op de specifieke behoeften van de landen en van de migranten zelf, pleegt de IOM

met au point des programmes d'aide au retour en étroite concertation avec les gouvernements intéressés. Une articulation modulaire des programmes facilite la discussion, permet la reproduction d'éléments fondamentaux du programme dans des situations similaires et fournit le cadre simple dans lequel on peut facilement incorporer de nouveaux secteurs d'activités. Cela est facilité par le fait que les activités de retour sont conçues et gérées sur le terrain ce qui induit des coûts de lancement et d'équipement réduits. Ainsi, les gouvernements peuvent influer sur la rentabilité des programmes.

Dans toutes ses opérations de retour, l'OIM distingue trois stades chronologiques: la période qui précède le départ, le transport et la période qui suit l'arrivée. À chacune de ces étapes, l'OIM déploie des activités de base, auxquelles peuvent venir s'ajouter d'autres activités en fonction de besoins prédéfinis.

1) Au stade de la période qui précède le départ, les modules de base concernent trois secteurs d'opération: l'information (diffusion, orientation), les questions médicales (examens médicaux et établissement de dossiers, bases de données, soins médicaux) et enfin le transport (assistance de pré-départ, indemnités de voyage).

2) Au stade du transport, les modules de base concernent deux secteurs d'opération: le transport proprement dit (coordination de mouvements, assistance au transit, escortes, bagages non accompagnés, documents et formalités) et l'assistance médicale (contrôles médicaux de pré-embarquement et escortes médicales).

3) Enfin, dans la période qui suit l'arrivée, on distingue quatre modules: le transport à l'intérieur des frontières (accueil, primes de retour), les questions médicales (assurances maladie et accident, remise en état des infrastructures sanitaires), la réintégration (souvent en coopération avec des agences de développement et des ONG) et les statistiques.

Vous pourriez maintenant vous poser la question des avantages liés à un retour assisté par l'OIM. Eh bien, ils sont multiples !

Dans la plupart des cas, le retour volontaire a plus de chances d'apparaître comme une solution durable comparée au retour forcé. Là où une aide à la réintégration est accordée, elle comble le vide entre le retour et les premières démarches pour l'obtention d'un logement et d'un emploi, ce qui renforce considérablement les chances d'une réintégration réussie et durable. L'aide au retour est souvent une solution plus réaliste que la déportation si l'on considère les coûts et la logistique de cette dernière mais aussi l'absence de coopération interne et les répercussions politiques dans le pays et à l'étranger. Dans ces conditions, les programmes d'aide au retour de l'OIM se sont révélés être un complément utile aux retours forcés, favorisant en fin de compte un chiffre optimal de retour.

Les avantages pour les pays d'accueil faisant appel aux programmes d'aide au retour de l'OIM, couvrent non seulement des aspects financiers et un taux de retour optimisé, mais résident surtout dans la coopération entre les personnes concernées et leurs pays d'origine (notamment pour l'obtention des documents de voyage). Ils permettent de miser sur le caractère définitif du retour, perçu de manière plus positive par l'opinion publique et les ONG.

Les pays d'origine sont également bénéficiaires. Les retours forcés peuvent se traduire par des frictions, une incompréhension et une perception différente des priorités entre les gouvernements des pays d'origine et d'accueil. Dans un contexte de retour volontaire, les nationaux des pays d'origine sont mieux traités. C'est un point de plus en plus mis en exergue au sein des communautés immigrées dans les pays de destination, qui, elles aussi, peuvent être concernées par les conséquences de la migration illégale.

over de programma's die zij organiseert, nauw overleg met de betrokken regeringen. Dankzij de modulaire opbouw van de programma's kan men gemakkelijker besprekkingen aanknopen, kan men basiselementen van het programma opnieuw gebruiken in soortgelijke situaties en verkrijgt men een eenvoudig raamwerk waarin men gemakkelijk nieuwe activiteitensectoren kan openen. Ook het feit dat de terugkeeractiviteiten ontworpen en beheerd worden in de praktijk, hetgeen de kosten voor de werking en de uitrusting drukt, vergemakkelijkt de zaken. Zo kunnen de regeringen invloed uitoefenen op de rendabiliteit van de programma's.

In alle terugkeeroperaties onderscheidt de IOM drie chronologische stadia: de periode vóór het vertrek, de reis en de periode na de aankomst. In elk van deze drie etappes zet de IOM een basis-werking op, eventueel aangevuld met andere activiteiten naargelang van de vooraf bepaalde behoeften.

1) In het stadium van de periode vóór het vertrek zijn er basis-modules voor drie werkgebieden: informatie (informatiecampagne, begeleiding), medische aspecten (medisch onderzoek en opstellen van dossiers, databanken, medische zorg) en ten slotte voorbereiding van de reis (bijstand vóór het vertrek, reisvergoeding).

2) In het stadium van de reis zijn er basismodules voor twee werkgebieden: eigenlijke reis (coördinatie van de verschillende trajecten, bijstand bij de transit, escorte, niet-vergezelde bagage, documenten en formaliteiten) en medische bijstand (medische controle vóór het vertrek en medische begeleiding).

3) In het stadium volgend op de aankomst onderscheidt men vier modules: reis binnen de grenzen (opvang, retourpremies), medische zaken (ziekte- en ongevallenverzekering, herstel van de gezondheidsvoorzieningen), wederintegratie (vaak in samenwerking met ontwikkelingsagentschappen en NGO's) en statistieken.

Nu rijst ook de vraag welke voordelen verbonden zijn aan een door de IOM begeleide terugkeer. Die voordelen zijn talrijk.

In de meeste gevallen kan vrijwillige terugkeer waarschijnlijk beschouwd worden als een duurzame oplossing dan gedwongen terugkeer. Indien hulp wordt verleend voor de wederintegratie, zal deze de lege kunnen opvullen tussen de terugkeer en het moment waarop de eerste stappen worden ondernomen om een woning en een baan te vinden: dit verhoogt aanzienlijk de kansen om tot een geslaagde en duurzame wederintegratie te komen. De terugkeerregeling is vaak een realistischer oplossing dan de gedwongen terugreis indien men let op de kosten en de logistiek waarmee deze laatste gepaard gaat, maar ook indien men rekening houdt met het gebrek aan medewerking in het land zelf en met de politieke gevolgen voor het land en voor andere landen. De terugkeerprogramma's van de IOM zijn dan ook een nuttige aanvulling gebleken van de gedwongen terugkeer, hetgeen het aantal van de teruggekeerde personen uiteindelijk optimaal beïnvloedt.

De voordelen voor de gastlanden die een beroep doen op de terugkeerprogramma's van de IOM, zijn niet alleen het financiële aspect en het hoge aantal teruggekeerde personen maar schuilen vooral in de samenwerking tussen de betrokken personen en hun land van herkomst (met name voor het verkrijgen van de reisdocumenten). Op die manier kan men verwachten dat het om een definitieve terugkeer gaat, iets wat door de publieke opinie en de NGO's beter onthaald wordt.

De herkomstlanden ondervinden eveneens de voordelen. De gedwongen terugkeer kan aanleiding geven tot wrijvingen, botst of onbegrip terwijl de prioriteiten anders liggen naargelang ze bepaald worden door de regering van het land van herkomst of door die van het gastland. In een context van vrijwillige terugkeer worden de staatsburgers van het land van herkomst beter behandeld. Dit punt wordt steeds meer beklemtoond door de immigratiengemeenschappen in het land van bestemming, die ook de gevolgen van de illegale immigratie kunnen ondervinden.

Les pays de transit profitent de retours vers les pays d'origine. Il est fréquent que les victimes du trafic d'êtres humains se trouvent bloquées en cours de route, du fait du renforcement des contrôles aux frontières des pays de destination. Les frais de retour des migrants à partir des pays de transit sont alors partagés avec les régions ou les États de destination. Le moment venu, et grâce en partie à l'allégement du fardeau financier que constitue la présence des migrants bloqués sur leur sol, les pays de transit sont à même d'élaborer leurs propres programmes, de mettre au point une politique spécifique de lutte contre l'immigration illégale, notamment sous la forme de programmes de retour autofinancés, et peuvent ainsi conclure des accords appropriés de réadmission conformes aux règles internationales en la matière.

Tout en poursuivant et en élargissant son rôle opérationnel sur le plan des retours, l'OIM s'efforce de développer constamment de nouvelles initiatives, de mettre en avant son rôle d'intermédiaire entre pays d'origine, d'accueil et de transit, et d'étudier de quelles façons les processus de migration régionale pourraient tirer parti des services d'aide au retour de l'Organisation. Les pays nordiques, les États de l'Europe centrale, le Luxembourg et l'Afrique du Sud sont quelques-uns des pays d'accueil ayant récemment sollicité les services de l'OIM pour obtenir son aide dans les situations de retour volontaires de demandeurs d'asile déboutés et de migrants en situation irrégulière. S'ils contribuent aux efforts de développement, les programmes de retour de nationaux qualifiés permettent aussi, fréquemment, de créer les conditions d'un retour généralisé.

Une première voie pour parvenir à augmenter l'efficacité de la gamme de programmes déjà existante consiste à améliorer la publicité en faveur de l'option du retour volontaire et de proposer des activités de conseil renforcées à l'adresse des migrants, en veillant notamment à mieux faire concorder leurs besoins individuels avec les possibilités d'aide à la réintégration dans les pays d'origine. Une autre voie consiste à élargir l'éventail des programmes et des éléments de programme, en étroit partenariat avec les gouvernements des pays d'accueil et les ONG. Le Livre blanc de juin 1999 sur la politique de retour des Pays-Bas a offert à l'OIM une opportunité réelle à cet égard. Le Livre blanc souligne l'importance psychologique de la migration exprimant combien le migrant hésite entre l'option d'installation dans le pays d'accueil et l'option de retour dans le pays d'origine. Afficher aussitôt que possible l'option d'une aide au retour volontaire contribue à démythifier et à déstigmatiser ce retour.

En janvier 2000, le gouvernement néerlandais et le bureau de l'OIM à La Haye vont lancer un projet commun visant à améliorer la diffusion d'information sur les options d'aide au retour volontaire pour les demandeurs d'asile déboutés et les migrants en situation irrégulière. En mettant l'accent sur les avantages et les bénéfices d'un retour volontaire, ce projet permettra non seulement aux personnes concernées de mieux connaître toutes les options possibles, mais aussi au gouvernement de renforcer la mise en œuvre d'une politique nationale de migration de retour. D'une durée initiale de deux ans, ce projet dynamisera le processus migratoire en augmentant de manière substantielle le nombre de retours volontaires.

Présente de par sa participation opérationnelle aux retours volontaires assistés, l'OIM développe également son rôle dans la «diplomatie de la migration», rôle qui consiste à faire office d'intermédiaire entre les pays d'origine, d'accueil et de transit dans les discussions consacrées au retour. Sa neutralité et son caractère universel, sa présence dans toutes les régions du monde ainsi que son savoir-faire, placent l'OIM dans une position unique pour fournir cette catégorie de service aux gouvernements et à la communauté internationale. En avril 1999, l'OIM a proposé de créer des tables rondes afin de faciliter les discussions sur le retour entre plusieurs petits groupes de pays d'origine,

De transitlanden profiteren van de terugkeer naar het herkomstland. Het komt vaak voor dat slachtoffers van mensenhandel onderweg geblokkeerd zitten ten gevolge van strengere grenscontroles in de landen van bestemming. De kosten voor de terugkeer van de migranten uit de transitlanden worden dan gedeeld met de regio's of de Staten van bestemming. Deels doordat de financiële last ten gevolge van de aanwezigheid van migranten op hun grondgebied lichter wordt, zijn de transitlanden op een bepaald ogenblik in staat om hun eigen programma's op te stellen, om een specifiek beleid uit te bouwen ter bestrijding van de illegale immigratie, met name in de vorm van zelfgefincierde terugkeerprogramma's en kunnen ze met naleving van de internationale regels ter zake passende terugnameovereenkomsten sluiten.

Terwijl de IOM haar operationele rol in de terugkeerprogramma's voortzet en verder uitbreidt, streeft ze er voortdurend naar nieuwe initiatieven te ontwikkelen: ze wil haar rol als tussenpersoon tussen de herkomstlanden, transitlanden en gastlanden verder beklemtonen en nagaan op welke wijze de regionale migratioprocesse voordeel kunnen halen uit de terugkeerprogramma's van de organisatie. Onder meer de landen van Noord- en Centraal-Europa, Luxemburg en Zuid-Afrika hebben onlangs een beroep gedaan op de diensten van de IOM om hulp te bieden aan uitgeprocedeerde asielzoekers en illegale migranten die vrijwillig willen terugkeren. De terugkeerprogramma's voor geschoolde migranten leveren niet alleen een bijdrage tot de ontwikkeling, maar vaak scheppen ze ook de voorwaarden voor een veralgemeende terugkeer.

Wil men de efficiëntie van het reeds bestaande gamma van programma's verhogen, dan moet men op de eerste plaats meer ruchtbaarheid geven aan de mogelijkheid om op vrijwillige basis terug te keren en moet men meer en betere adviezen geven aan migranten, met name door ervoor te zorgen dat hun individuele behoeften beter overeenstemmen met het hulpaanbod voor de wederintegratie in de landen van herkomst. Een andere mogelijkheid is het aanbieden van een ruimere waaier van programma's en programmamodules, in nauwe samenwerking met de regeringen van de gastlanden en de NGO's. Het witboek over het terugkeerbeleid van Nederland van juni 1999 was voor de IOM op dat vlak een reële kans. Het witboek wijst op de grote psychologische betekenis van migratie en maakt duidelijk hoezeer de migrant aarzelt tussen de vestiging in het gastland en de mogelijkheid om terug te keren naar zijn land van herkomst. Indien men zo vroeg mogelijk bekendmaakt dat de mogelijkheid bestaat om vrijwillig terug te keren, kan men het stigma en de mystificaties die aan deze terugkeer verbonden zijn, voor een stuk oplossen.

In januari 2000 zullen de Nederlandse regering en het IOM-bureau te Den Haag een gemeenschappelijk project op het getouw zetten om betere informatie te verschaffen over de mogelijkheid tot ondersteuning van de vrijwillige terugkeer voor uitgeprocedeerde asielzoekers en illegale immigranten. Door de klemtouw te leggen op de kansen en de voordelen van de vrijwillige terugkeer, zal het project er niet alleen in slagen meer bekendheid te verlenen aan alle keuzemogelijkheden maar moet ook de regering de kans krijgen om sterker op de uitvoering van een nationaal terugkeerbeleid te wegen. Het project, dat twee jaar zal duren, zal het migratieproces nieuw leven inblazen en het aantal gevallen van vrijwillige terugkeer aanzienlijk doen toenemen.

De IOM speelt dankzij haar operationele medewerking aan de begeleide vrijwillige terugkeer ook een rol in de «migratidiplomatie», een rol die erin bestaat in de besprekingen over de terugkeer op te treden als bemiddelaar tussen het herkomstland, het gastland en het transitland. Door haar neutraliteit en haar universeel karakter, haar aanwezigheid in alle regio's van de wereld alsmede door haar knowhow bevindt de IOM zich in een unieke positie om dit soort diensten aan te bieden aan de regeringen en aan de internationale gemeenschap. In april 1999 heeft de IOM voorgesteld rondetafelconferenties te organiseren om de gesprekken over de terugkeer te bevorderen binnen verschillende

d'accueil et de transit. C'est sur cette base que des groupes pilotes seront constitués en l'an 2000.

Les plans d'action élaborés par le groupe de travail de haut niveau de l'Union européenne sur l'asile et la migration, et approuvés au sommet européen de Tampere, soulignent que le retour représente un des éléments d'une approche plus générale en matière de gestion des flux migratoires. Là encore, l'OIM a contribué de manière substantielle aux délibérations.

À travers la mise au point et l'actualisation constante de ses programmes et de ses projets opérationnels, mon organisation offre aux gouvernements de ses pays membres et observateurs une formule de retour pro-active, partie intégrante de la gestion efficace des flux migratoires. Dans nombre de processus migratoires régionaux — qu'il s'agisse du Processus de Puebla, de la Déclaration de Bangkok, du Processus de Budapest ou de la Méditerranée occidentale —, la migration irrégulière et les options d'aide au retour sont explicitement ou implicitement à l'ordre du jour.

L'avenir des migrations dépend de ce que les parties en présence en feront ! ... À l'aide de divers moyens de régularisation respectant les intérêts des États concernés par les flux migratoires, l'OIM s'efforce de contribuer à conférer aux migrations une force positive et un élan constructif, dans le respect de la dignité humaine et pour le bien-être des migrants. Les aides au retour volontaire y contribuent pleinement et le royaume de Belgique est l'un des partenaires les plus fidèles dans cette entreprise.

L'avenir proche marquera deux événements majeurs, et toutefois indépendants, pour le gouvernement belge comme pour mon organisation. La Belgique exercera la présidence de l'Union européenne pendant la deuxième moitié de 2001. Et dans cette même année, l'OIM fêtera son 50^e anniversaire. Agissons ! Ensemble ! ... afin que ces deux événements viennent à marquer les esprits. La Belgique peut compter sur l'assistance, l'expérience et l'expertise de l'OIM dans sa recherche de solutions aux questions de migration et spécialement l'aide à la migration de retour.

Un nouveau siècle de coopération fructueuse s'ouvre à nous !

kleine groepen van gastlanden, transitlanden en herkomstlanden. Op deze basis zullen in het jaar 2000 proefgroepen worden gevormd.

In de actieplannen die door de werkgroep op hoog niveau van de Europese Unie over asiel en immigratie zijn opgesteld en goedgekeurd op de Europese top van Tampere, wordt erop gewezen dat de terugkeer een onderdeel vormt van een meer algemene benadering in het beheer van de migratiestromen. Ook daar heeft de IOM een aanzienlijke bijdrage geleverd tot de besluiten.

Door haar programma's en haar operationele projecten voortdurend bij te stellen en te actualiseren biedt de organisatie de regeringen van de lidstaten en de waarnemende leden een proactieve terugkeerformule, die een volwaardig onderdeel vormt van een efficiënt beheer van de migratiestromen. In tal van regionale migratieprocessen — of het nu gaat om de regionale conferentie over migratie van Puebla, de verklaring van Bangkok, de regionale conferentie van Boedapest of van het westelijk Middellandse-Zeegebied — staan de illegale migratie en het hulpaanbod bij de terugkeer expliciet of impliciet op de agenda.

De toekomst van de migraties hangt af van wat de partijen ermee doen ! Door middel van verschillende programma's en projecten waarin de belangen van de bij de migratiestroom betrokken Staten gerespecteerd worden, tracht de IOM de migraties een positieve kracht en een constructief elan te verlenen, zonder daarbij de menselijke waardigheid en het welzijn van de migranten uit het oog te verliezen. De hulpprogramma's voor vrijwillige terugkeer leveren daartoe een volwaardige bijdrage en het Koninkrijk België is een van de trouwste partners in deze onderne-ning.

In de nabije toekomst zullen los van elkaar twee belangrijke gebeurtenissen plaatsvinden, waarbij zowel de Belgische regering als de IOM betrokken zijn. België zal tijdens de tweede helft van het jaar 2001 het voorzitterschap van de Europese Unie waarnemen. In hetzelfde jaar zal de IOM haar vijftigste verjaardag vieren. Laten we samen iets doen opdat deze twee gebeurtenissen sporen achterlaten in de gedachten. België kan rekenen op de bijstand, de ervaring en de expertise van de IOM in het zoeken naar oplossingen voor migratieproblemen en in het bijzonder voor de terugkeerhulp.

Een nieuwe eeuw van vruchtbare samenwerking dient zich aan !

ANNEXE 8**LE CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION****Exposé de M. Bill Lundy**

Le Canada est un pays d'immigrants. L'immigration a été un facteur déterminant dans le développement d'une société canadienne prospère et moderne. C'est ainsi qu'une société multiculturelle hétérogène enrichie par l'apport de ses citoyens d'origines diverses est née. Et le Canada continue de retirer des avantages économiques, sociaux et culturels de la diversité de son mouvement d'immigration.

Plus tôt ce mois-ci, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, la ministre dont je relève, a déposé au parlement le plan d'immigration de l'an 2000, dans lequel on prévoit admettre entre 200 000 et 225 000 immigrants et réfugiés. En annonçant ces niveaux d'immigration, la ministre a indiqué que les immigrants et les réfugiés sont essentiels si l'on veut que le Canada conserve son rôle de leader dans la nouvelle économie et que les nouveaux arrivants apportent avec eux des compétences diversifiées qui donnent au Canada un avantage comparatif distinct dans le marché mondial. La ministre a en outre reconfirmé l'objectif à long terme du gouvernement, c'est-à-dire d'admettre chaque année un nombre d'immigrants équivalant à 1% de notre population, soit 300 000 personnes.

La politique d'immigration du Canada s'inspire des principes généraux du droit international et se fonde sur la décision du Canada d'être un pays d'immigration. Le droit international reconnaît le droit des pays de réglementer l'admission, c'est-à-dire d'accepter ou de refuser d'admettre des personnes qui sont leurs citoyens. Notre législation ne crée donc le droit d'entrer au pays que pour les citoyens canadiens et certains autochtones. Pour tous les autres, la législation prévoit l'obtention de l'autorisation d'entrer au Canada. La législation canadienne de l'immigration découle du choix que nous avons fait d'ouvrir nos frontières, mais en même temps elle reconnaît la nécessité de réglementer une telle ouverture.

La situation sociale, politique et économique intérieure du Canada a toujours influencé les gouvernements dans l'établissement d'une politique d'immigration. Toute politique gouvernementale ne peut être maintenue que si elle jouit de l'appui du public, et la politique d'immigration n'est pas différente à cet égard.

Les conditions d'autorisation de séjour imposées aux étrangers se sont donc modifiées au fil du temps en fonction des circonstances et des époques changeantes. Au siècle précédent, il existait peu de restriction, habituellement dans les seuls domaines de la santé et de la sécurité publiques. Au début du siècle actuel, tenant compte de l'opinion publique, le gouvernement a imposé des restrictions à l'immigration de certains groupes ethniques ou religieux. Plus tard, dans les années 30, par suite de la crise économique, l'immigration a été limitée aux proches parents. Après la Seconde Guerre mondiale, alors que les travailleurs étaient rares et le Canada prospère, de vigoureuses campagnes ont été organisées afin de promouvoir l'immigration de personnes de culture européenne. C'est au cours des années 50 que l'un des principes clés du programme d'immigration actuel a été établi, c'est-à-dire que l'admission a été assujettie à la vérification de la capacité de s'établir avec succès au Canada. Dans les années 60, la discrimination fondée sur la race, la religion ou le pays d'origine a été éliminée. Depuis cette époque, nous sommes passés de la recherche d'immigrants à la gestion de l'immigration ou plus précisément à la gestion de l'accès au Canada. Cette évolution de la politique

BIJLAGE 8**IMMIGRATIECONTROLE IN CANADA****Uiteenzetting van de heer Bill Lundy**

Canada is een land van immigranten. Immigratie is een beslissende factor geweest in de ontwikkeling van de welvarende en moderne Canadese samenleving. Zo is een heterogene, multiculturele samenleving ontstaan die verrijkt wordt door wat zijn burgers van uiteenlopende herkomst inbrengen. Canada haalt nog steeds economisch, sociaal en cultureel voordeel uit de verscheidenheid van zijn migratiestromen.

Eerder deze maand heeft de minister van Staatsburgerschap en Immigratie, de minister onder wie ik ressorteer, bij het parlement een immigratieplan voor het jaar 2000 ingediend. Daarin wil men dat jaar 200 000 tot 225 000 immigranten en vluchtelingen toelaten. Bij het aankondigen van die immigratiecijfers heeft de minister opgemerkt dat immigranten en vluchtelingen essentieel zijn indien men ernaar streeft dat Canada zijn leidersrol in de nieuwe wereldconomie behoudt. De nieuwe immigranten brengen immers een verscheidenheid aan talenten mee, wat Canada een duidelijk voordeel oplevert op de wereldmarkt. De minister heeft bovendien bevestigd dat de regering zich op lange termijn tot doel heeft gesteld ieder jaar een vast aantal immigranten toe te laten. Dat aantal komt overeen met 1% van de bevolking of 300 000 immigranten per jaar.

Het Canadese immigratiebeleid is geënt op de algemene principes van het internationaal recht en gaat uit van de beslissing een immigratieland te zijn. Het internationaal recht erkent dat landen het recht hebben de toegang tot het grondgebied te reglementeren, met andere woorden dat zij hun burgers de toegang kunnen toestaan of weigeren. In onze wetgeving hebben uitsluitend Canadese burgers en bepaalde inheemse volkeren het recht het land binnen te komen. Alle anderen moeten, als bij wet bepaald, de toestemming om Canada binnen te komen aanvragen. De Canadese immigratiwetgeving vloeit voort uit de keuze die wij hebben gemaakt onze grenzen open te stellen, terwijl ook rekening wordt gehouden met de noodzaak die toegang te reglementeren.

De sociale, politieke en economische toestand in Canada heeft de regeringen altijd beïnvloed bij het bepalen van hun immigratiebeleid. Een regeringsbeleid kan alleen worden uitgevoerd indien het de steun krijgt van de bevolking. Het immigratiebeleid vormt hierop geen uitzondering.

De voorwaarden voor een verblijfsvergunning voor vreemdelingen zijn dus in de loop der tijd gewijzigd naar gelang van de omstandigheden en de veranderende tijdgeest. In de vorige eeuw golden er weinig beperkingen, behalve op het vlak van gezondheid en openbare veiligheid. Aan het begin van deze eeuw heeft de regering, rekening houdend met de publieke opinie, immigratiebeperkingen opgelegd voor bepaalde etnische of religieuze groepen. Later, in de jaren 30, werden de immigratiemogelijkheden wegens de economische crisis beperkt tot de naaste familieleden. Na de Tweede Wereldoorlog toen de arbeidskrachten schaars waren en Canada welvarend was, werden er krachtige campagnes gevoerd om immigranten uit Europa aan te trekken. Tijdens de jaren 50 werd een van de grondslagen gelegd van het huidige immigratiebeleid: alleen wie kan bewijzen in staat te zijn zich met succes in Canada te vestigen, mag het land binnen. In de jaren 60 is de discriminatie op grond van ras, godsdienst of land van herkomst weggevallen. Sedertdien zijn wij overgestapt van het stimuleren van de immigratie op het beheren van de immigratie, of meer bepaald van de toegang tot het Canadese grondgebied. Deze ontwikkelingen gaan gepaard met een grotere bewustma-

s'est accompagnée d'une plus grande sensibilisation du public. Aujourd'hui, pour conserver l'appui du public à l'égard de l'immigration, il est reconnu qu'un des éléments clés de la politique d'immigration doit être de protéger le programme d'immigration grâce à des mesures efficaces de contrôle et d'application de la loi.

Gérer l'accès au Canada

Les activités de contrôle et d'application de la loi sont essentielles à la gestion de l'accès au Canada et par conséquent à la protection du programme d'immigration. Elles sont nécessaires pour conserver l'appui du public, essentiel à un programme d'immigration dynamique. Deux composantes du programme d'application de la loi contribuent à protéger le Canada. Il s'agit d'abord d'interdire l'admission au Canada de migrants clandestins et de personnes non admissibles tant à l'étranger que dans les points d'entrée, puis de renvoyer dans leur pays les non-Canadiens qui ont enfreint la loi sur l'immigration.

Refuser de laisser entrer au Canada les personnes non admissibles permet non seulement de protéger la société canadienne contre les menaces à la paix et à la sécurité, mais cherche aussi à sauvegarder le système de détermination du statut de réfugié de façon à protéger les réfugiés authentiques et à éviter que les divers régimes d'aide sociale, notamment les soins de santé, ne fassent l'objet d'abus.

Le contrôle de l'immigration débute à l'étranger avec le principe que tous les immigrants et les visiteurs doivent obtenir un visa avant de venir au Canada, que toutes les personnes sont présumées être des immigrants, et qu'il appartient à la personne sollicitant l'autorisation de séjour de prouver qu'elle n'est pas un immigrant. Le maintien d'un régime efficace de visa est une méthode économique de gérer l'accès au Canada, que ce soit pour refuser l'autorisation de séjour aux personnes non admissibles ou pour faciliter le déplacement des visiteurs authentiques. Le régime du visa de visiteur n'est pas universel; les citoyens de certains pays sont dispensés de la nécessité d'obtenir un visa de visiteur quand on estime qu'ils ne posent pas de problème pour le contrôle de l'immigration. Mais en soi, le visa obligatoire n'est pas un moyen efficace s'il n'est pas appliqué efficacement. C'est pourquoi, un effectif de professionnels spécialement formé en immigration administre à l'étranger le programme canadien d'immigration.

Outre le contrôle des visas, le Canada applique à l'étranger une stratégie dynamique d'interception conçue pour empêcher l'utilisation de faux documents afin d'échapper au contrôle des visas. Cette stratégie comporte plusieurs éléments dont l'affectation d'agents de contrôle de l'immigration dans les principales missions à l'étranger, la cueillette et l'analyse de renseignements sur l'immigration illégale au Canada, la formation du personnel des compagnies aériennes et d'autres partenaires dans la détection de faux documents, et la signature de protocoles d'entente avec les transporteurs.

L'interception à l'étranger se fonde sur l'obligation pour quiconque cherche à entrer au Canada d'être muni d'un document de voyage valable et en vigueur (c'est-à-dire un passeport et un visa s'il y a lieu). Ce sont les transporteurs qui ont la responsabilité de faire respecter cette obligation et ils sont aidés dans cette tâche par un réseau d'agents de contrôle de l'immigration en poste partout dans le monde. Nous avons mis au point un processus de protocole d'entente grâce auquel les transporteurs se voient fixer les objectifs de rendement afin de ne pas transporter de passagers non munis des bons documents. Les transporteurs qui n'ont pas un bon rendement à cet égard risquent des amendes pouvant aller jusqu'à 80 000 francs par personne plus le coût du renvoi.

king van de bevolking. Wil men dat de bevolking het immigratiebeleid blijft steunen, dan moet het immigratiebeleid toegespitst worden op het beschermen van het immigratieprogramma door doeltreffende controlemaatregelen en het uitvoeren van de wet.

De toegang tot Canada beheren

De controle en de toepassing van de wet zijn essentieel voor het beheer van de toegang tot het Canadese grondgebied en dus ook voor de bescherming van het immigratieprogramma. Ze zijn noodzakelijk om de blijvende steun van het publiek te hebben, wat uiterst belangrijk is voor een dynamisch immigratieprogramma. Twee onderdelen van het programma ter toepassing van de wet dragen bij tot de bescherming van Canada. In de eerste plaats gaat het erom de toegang tot het grondgebied te ontzeggen aan illegalen en personen die niet in aanmerking komen, noch in het buitenland, noch aan de grensposten. Daarnaast dient men ook de niet-Canadezen die de «Immigratiewet» hebben overtreden, terug te sturen.

Door ongewenste personen de toegang tot Canada te ontzeggen, behoeden wij de Canadese samenleving voor bedreigingen op het vlak van de vrede en de veiligheid, en raken wij niet aan het systeem dat het statut van vluchteling vaststelt. Zo worden de echte vluchtelingen beschermd en vermijden we dat er misbruik wordt gemaakt van de verschillende regelingen voor sociale steun, meer bepaald van de gezondheidszorg.

De immigratiecontrole begint in het buitenland met het principe dat alle immigranten en bezoekers vóór hun bezoek aan Canada een visum moeten vragen. Alle bezoekers worden verondersteld immigranten te zijn. Wanneer zij een verblijfsvergunning aanvragen, moeten ze bewijzen dat zij dat niet zijn. Het voeren van een doeltreffend visumbeleid is een afdoende methode om de toegang tot Canada te beheren, ongeacht of die methode dient om ongewenste personen een verblijfsvergunning te weigeren, dan wel om de reis van de echte bezoekers te vergemakkelijken. De regeling van het bezoekersvisum geldt niet in alle omstandigheden; wanneer zij worden verondersteld geen probleem te vormen voor de immigratiecontrole, hoeven inwoners van bepaalde landen geen bezoekersvisum aan te vragen. De regeling inzake het verplichte visum is op zich echter geen afdoende methode indien zij niet doeltreffend wordt toegepast. Daarom zijn er een aantal in immigratie getrainde specialisten die het Canadese immigratieprogramma in het buitenland beheren.

Naast de visumcontrole past Canada in het buitenland een actieve onderscheppingsstrategie toe teneinde te verhinderen dat valse documenten worden gebruikt om aan de visumcontrole te ontsnappen. Deze strategie bestaat uit verschillende elementen, waaronder het aanstellen van verantwoordelijken voor de immigratiecontrole in de verschillende diplomatische missies in het buitenland, het verzamelen en analyseren van inlichtingen over de illegale immigratie naar Canada, het opleiden van luchtvaartpersoneel en andere medewerkers opdat zij valse documenten kunnen herkennen alsook het ondertekenen van samenwerkingsprotocollen met vervoerders.

De onderschepping in het buitenland is gebaseerd op de verplichting voor wie ook het Canadese grondgebied wenst binnen te komen, een geldig reisdocument voor te leggen (dat wil zeggen een paspoort en eventueel een visum). De transporteurs moeten die verplichting doen naleven. Zij worden daarbij geholpen door een netwerk van ambtenaren van de immigratiecontrole die overal ter wereld actief zijn. Wij hebben een procedure uitgewerkt in een samenwerkingsprotocol, waarin de transporteurs doelen krijgen opgelegd zodat zij geen passagiers vervoeren die niet de vereiste documenten kunnen voorleggen. Transporteurs die op dat gebied de doelen niet halen, kunnen boetes opgelegd krijgen tot 80 000 frank per persoon, plus de kosten van de terugreis.

En outre, les agents des visas à l'étranger travaillent de près avec les autres pays et leurs services du renseignement et de l'application de la loi afin de surveiller l'immigration clandestine. Si l'on insiste tant sur les activités d'interception à l'étranger, c'est que l'on croit qu'il est plus sûr de refuser l'autorisation de séjour à ceux qui constituent un danger possible pour les Canadiens que de les renvoyer une fois qu'ils se sont faufilés au pays. C'est aussi beaucoup moins coûteux.

À la frontière du Canada, c'est un agent des douanes qui décide, au premier interrogatoire au point d'entrée, d'accorder l'admission ou de renvoyer le passager à l'interrogatoire complémentaire par un agent d'immigration, qui vérifie que le passager satisfait aux exigences de la législation canadienne en matière d'immigration. Ces agents aident à détecter les personnes non admissibles et à empêcher qu'elle entrent au Canada.

Le Canada reconnaît depuis longtemps que la migration illégale est un problème mondial nécessitant une solution internationale. Il est donc au premier rang des pays qui lancent et font la promotion de nouveaux concepts et participent à diverses tribunes sur la migration illégale, l'utilisation de faux documents et les questions connexes. Le Canada a donc organisé de nombreux programmes de formation et d'interception partout dans le monde en collaboration avec d'autres pays au cours de la dernière décennie. Pour le moment, l'un de nos principaux projets a trait à notre collaboration avec les Américains afin d'élaborer une stratégie sur la frontière commune entre le Canada et les États-Unis pour préserver et développer davantage l'aspect facilitation de notre contrôle frontalier tout en améliorant les vérifications à l'étranger et dans les aéroports internationaux en Amérique du Nord. Par cette approche, nous cherchons surtout à trouver des solutions au problème du contrôle de l'immigration en ayant recours à des technologies de pointe (API, carte à puce) dans les aéroports et dans les points frontaliers afin de faciliter le mouvement des voyageurs authentiques, contrôler les indésirables et échanger régulièrement des données confidentielles au moyens d'une technologie éprouvée.

Deux projets sont en cours avec nos voisins américains. Il s'agit de la « Vision relative à la frontière » et de l'« Accord relatif à la frontière ». Ces projets supposent la collaboration entre Citoyenneté et Immigration Canada, le Service d'immigration et de naturalisation des États-Unis, Douanes Canada, le Service des douanes des États-Unis de même que le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et le département d'État américain. Ce genre d'action concerté entre les gouvernements renforcera notre capacité de gérer la circulation des personnes à notre frontière commune.

Malheureusement, les mesures améliorées de contrôle que le Canada et d'autres pays ont mises en place depuis le milieu des années 80 ont obligé les clandestins à se tourner de plus en plus vers des criminels pour pouvoir entrer dans les pays développés. Plus récemment, les profits énormes, estimés par la Commission des Nations unies sur le crime à 7,5 milliards de dollars US par année, ont poussé des organisations criminelles bien établies à se lancer dans l'introduction clandestine de migrants. En outre, des groupes de criminels ont aussi accru leurs activités dans le trafic de migrants, surtout des femmes aux fins d'exploitation sexuelle et d'autres personnes aux fins de travail pour ainsi dire forcé. En réaction à ce phénomène, le Canada a joué un rôle dynamique dans un certain nombre de tribunes pour promouvoir la coopération internationale afin de lutter contre l'introduction clandestine d'êtres humains. À cet égard, nous participons activement à la négociation de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles contre l'introduction clandestine de migrants et le trafic de personnes.

De visumambtenaren in het buitenland werken bovenindien nauw samen met de andere landen en hun inlichtingen- en vreemdelingendiensten, om de clandestiene immigratie nauwlettend in het oog te houden. Er wordt op de onderschepping in het buitenland gehamerd omdat men gelooft dat het doeltreffender is een verblijfsvergunning te weigeren aan aanvragers die een potentieel gevaar voor Canada betekenen, dan ze terug te sturen eens ze het land zijn binnengeglipt. Dat kost ook veel minder.

Aan de Canadese grens beslist een douanier bij een eerste ondervraging op de plaats waar de passagier het land binnenkomt, of hij deze tot het grondgebied toelaat, dan wel nogmaals laat ondervragen door een ambtenaar van de immigratiedienst, die nagaat of de passagier voldoet aan de door de Canadese wetgeving gestelde vereisten inzake immigratie. De immigratieambtenaren bieden hulp bij het opsporen van niet-toelaatbare personen en verhinderen hen het land binnen te komen.

Canada weet reeds langere tijd dat illegale immigratie een wereldwijd probleem is dat om een internationale aanpak vraagt. Wij rekenen ons zelf dan ook tot de landen die nieuwe concepten bedenken en bevorderen en die deelnemen aan internationale fora over de illegale migratie, het gebruik van valse documenten en connexe onderwerpen. In samenwerking met andere landen heeft Canada dus de voorbije tien jaar overal ter wereld talloze programma's ontwikkeld voor het opleiden van immigratieambtenaren en het tegenhouden van illegalen. Een van onze belangrijkste projecten voor het ogenblik houdt verband met onze samenwerking met de Amerikanen, teneinde een strategie uit te werken voor de gemeenschappelijke Canadees-Amerikaanse grens. De grenscontrole moet er uitvoerbaar blijven en vereenvoudigd worden, terwijl de controle in het buitenland en in de internationale luchthavens van Noord-Amerika verscherpt dient te worden. Wij hopen op die manier de problemen in verband met de immigratiecontrole voornamelijk aan te pakken door een hoogontwikkelde technologie (API, chipkaarten) te gebruiken in de luchthavens en aan de grensovergangen, zodat de mobiliteit van de echte reizigers groter wordt en ongewenste personen worden opgespoord. Ook kunnen dan vertrouwelijke gegevens regelmatig en op een veilige manier worden uitgewisseld.

Er lopen met onze Amerikaanse buren twee projecten: de « Beleidsintenties voor de grens » en de « Overeenkomst met betrekking tot de grens ». Deze projecten gaan uit van een samenwerking tussen het Canadese ministerie van Staatsburgerschap en Immigratie, de Immigratie- en Naturalisatielid van de Verenigde Staten, de Canadese en Amerikaanse douane, het ministerie van Buitenlandse Zaken en Internationale Handel en het Amerikaanse State Department. Een dergelijke, door verschillende regeringen gecoördineerde aanpak stelt ons in staat om het verkeer van personen aan onze gemeenschappelijke grens beter te regelen.

Jammer genoeg hebben de verscherpte controlemaatregelen die Canada en andere landen sinds het midden van de jaren '80 toepassen, de illegalen ertoe aangezet zich steeds vaker tot misdaadigers te wenden om de industrielanden binnen te komen. De laatste tijd hebben de enorme winsten, die door de VN-Commissie tegen de misdaad geschat worden op 7,5 miljard dollar per jaar, bekende misdaadorganisaties aangemoedigt om zich met het smokkelen van migranten te gaan bezighouden. Daar komt nog bij dat ook misdaadorganisaties hun activiteiten op het vlak van de mensenhandel hebben uitgebreid, meer bepaald wat betreft de vrouwenhandel met het oog op prostitutie en de mensenhandel, wat als dwangarbeid te beschouwen is. Als reactie op dit fenomeen heeft Canada de rol van gangmaker gespeeld in een aantal fora om de internationale samenwerking voor de bestrijding van de mensensmokkel te bevorderen. In dit kader nemen wij actief deel aan de onderhandelingen in verband met de overeenkomst tegen de grensoverschrijdende georganiseerde misdaad en de daarbij horende protocollen tegen de mensensmokkel en de mensenhandel.

Inévitamment, certaines personnes qui ne devraient pas entrer au pays s'arrangent pour le faire en entrant illégalement sur la foi de faux documents, en se dérobant à l'interrogatoire ou en entrant légalement et en ne quittant pas le pays quand leur statut de visiteur est expiré.

Le renvoi du Canada est la sanction la plus forte que prévoit la loi sur l'immigration. Mais le renvoi est aussi le critère ultime de l'intégrité du programme d'immigration et par conséquent de l'appui continu du public à l'égard de l'immigration. Vous pouvez débattre de la question de savoir qui est autorisé à entrer et à rester dans votre pays, et dans quelles circonstances cette autorisation est donnée. Mais, en bout de ligne, si vous ne pouvez pas renvoyer les personnes qui selon vous ne devraient pas être autorisées à rester, alors vous n'avez pas de politique d'immigration. La stratégie actuelle du Canada en matière de renvoi donne la priorité au renvoi des criminels et des revendicateurs du statut de réfugié déboutés.

Dans le cas des criminels, il y a un consensus général sur le fait que le renvoi est d'une importance capitale pour la sécurité des Canadiens. Dans le cas des revendicateurs du statut de réfugié déboutés, on croit en général qu'un renvoi rapide du Canada constitue le facteur déterminant pour maintenir l'intégrité des systèmes d'octroi de l'asile. Si nous voulons faire en sorte que les réfugiés authentiques obtiennent la protection voulue, nous devons faire tous les efforts nécessaires pour réduire et éviter les abus commis à l'égard du processus de détermination du statut de réfugié.

Cependant, quand nous renvoyons des personnes, nous nous assurons qu'elles bénéficient de l'entièr protection de la loi. Bien sûr ces mesures retardent le renvoi, mais elles sont nécessaires pour conserver l'appui du public et garantir que la décision de renvoyer quelqu'un n'est pas arbitraire. La personne peut recourir à des mécanismes comme revendiquer le statut de réfugié, purger une peine infligée par un tribunal et demander un contrôle judiciaire à la cour fédérale. Outre ces obstacles juridiques au renvoi, des retards se produisent parce que nous sommes incapables d'obtenir des documents de voyage de gouvernements réticents. C'est dans ce domaine que nous avons adopté un certain nombre de mesures au cours des dernières années afin d'accélérer les renvois. Citoyenneté et Immigration Canada collabore avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour élaborer une approche globale afin de traiter avec les pays peu coopératifs qui refusent de délivrer des documents de voyage. Nous avons aussi négocié des ententes bilatérales de renvoi afin de faciliter les renvois et nous avons procédé à des interventions stratégiques auprès de pays difficiles afin d'améliorer les opérations de renvoi sur place. Résultat: les renvois ont régulièrement augmenté pour passer de 4 800 en 1995 à 8 300 en 1998.

Conclusion

J'espère que ma présentation vous a donné un aperçu des efforts que le Canada déploie pour utiliser les mesures de contrôle et d'application de la loi en vue d'appuyer les objectifs plus vastes de son programme d'immigration. Non seulement ces mesures permettent-elles de protéger la société canadienne, mais elles jouent un rôle important pour conserver l'appui du public à l'égard d'un programme d'immigration ouvert, par ailleurs nécessaire, croyons-nous, à la prospérité à long terme du Canada.

Bepaalde mensen die het land niet binnen zouden mogen, slagen er onvermijdelijk in dat toch te doen door op illegale wijze met valse documenten te reizen, door zich te onttrekken aan het verhoor, of door legaal binnen te komen maar het land niet te verlaten nadat hun bezoekersvisum is verstreken.

De immigratielaw vermeldt als strengste straf de terugwijzing uit Canada. Deze straf is echter ook het ultieme criterium voor de integriteit van het immigratieprogramma en bijgevolg voor de vaste steun die de burgers aan het immigratiebeleid toezeggen. Er kan gediscussieerd worden over wie wel of niet tot het land wordt toegelaten en in welke omstandigheden die toelating wordt gegeven. Uiteindelijk staat of valt het immigratiebeleid echter met het feit of u de personen die volgens u niet in het land mogen blijven, al dan niet kunt terugwijken. De strategie die Canada momenteel toepast, bestaat er vooral in misdadigers en uitgeprocedeerd terug te wijzen.

Wat misdadigers betreft, is men het er algemeen over eens dat terugwijzing uiterst belangrijk is voor de veiligheid van de Canadezen. Wat de uitgeprocedeerd betreft meent men meestal dat een snelle terugwijzing de beste garantie biedt voor een integer asielbeleid. Indien wij wensen dat de werkelijke vluchtelingen de gevraagde bescherming krijgen, moeten wij alle mogelijke inspanningen leveren om het misbruik van de procedure voor de toekenning van een vluchtelingenstatuut in te dijken en te voorkomen.

Wanneer wij mensen terugsturen gaan wij wel na of zij volledig beschermd zijn door de wet. Dat vertraagt natuurlijk de terugwijzing, maar het blijkt noodzakelijk om de steun van het publiek te behouden en te verzekeren dat de beslissing tot uitwijzing niet willekeurig wordt genomen. De aanvrager kan zijn toevlucht nemen tot procedures en bijvoorbeeld het statuut van vluchteling aanvragen, een door een rechtsbank opgelegde straf uitzitten of een gerechtelijke controle aanvragen bij het federale hof. De vertraging bij de terugwijzing kan niet alleen aan deze gerechtelijke stappen te wijten zijn, maar ook aan het feit dat onwillige regeringen ons geen reisdocumenten bezorgen. De voorbije jaren hebben wij op dat vlak bepaalde maatregelen genomen om de terugwijzing te versnellen. Het ministerie van Staatsburgerschap en Immigratie werkt samen met het ministerie van Buitenlandse Zaken en Internationale Handel om een totaalbeleid te ontwikkelen waardoor men kan onderhandelen met onwillige landen die geen reisdocumenten willen afgeven. Bovendien hebben wij over bilaterale uitwijzingsovereenkomsten onderhandeld om de terugwijzing te vergemakkelijken. Ook zijn wij strategisch opgetreden om de terugwijzingsoperaties met «moeilijke» landen vlotter te laten verlopen. Het aantal uitwijzingen is dan ook regelmatig gestegen: van 4 800 in 1995 tot 8 300 in 1998.

Besluit

Ik hoop dat mijn uiteenzetting u een idee heeft gegeven van de inspanningen die Canada levert om de controle- en uitvoeringsmaatregelen van de wet om te zetten in de praktijk, teneinde de belangrijke doelstellingen van zijn immigratiebeleid te ondersteunen. Met deze maatregelen kan men niet alleen de Canadese samenleving beschermen, maar ook in belangrijke mate blijven rekenen op de steun van de burgers voor een open immigratiebeleid, dat in onze ogen overigens een voorwaarde blijft voor de welvaart van Canada op lange termijn.

ANNEXE 9

«Cette annexe est disponible sur support papier et sur le site WWW du Sénat (<http://www.senate.be>)»

BIJLAGE 9

«Deze bijlage is beschikbaar op papier en op de WWW-site van de Senaat (<http://www.senate.be>)»

ANNEXE 10 — BIJLAGE 10**Protocolakkoord**

TUSSEN

enerzijds:

Minister van Binnenlandse Zaken
Koningsstraat 60-62
1000 Brussel
hierna genoemd «de minister»

EN

anderzijds:

SABENA N.V.
E. Mounierlaan 2
1200 Brussel

vertegenwoordigd door de heer P. Reutlinger, chief-executive officer, en de heer P. du Bois, secretaris-generaal,

hierna genoemd «de vervoerder».

Titel 1 — Algemeen***Artikel 1 — Voorwerp van het akkoord***

Dit protocolakkoord wordt gesloten met toepassing van artikel 74/4bis, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Het heeft tot doel vast te leggen:

- 1º de controlesnormen voor het verifiëren door de vervoerder van de documenten bedoeld in artikel 2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, hierna genoemd «de binnenkomstdocumenten»;
- 2º de nadere regels voor het evalueren van de effectiviteit van deze normen;
- 3º de verplichtingen die door de partijen worden aangegaan met het oog op de vermindering van het aantal passagiers dat naar België wordt vervoerd door de vervoerder, zonder dat zij in het bezit zijn van de nodige binnenkomstdocumenten;
- 4º de principes die de vervoerder en de gemachtigde van de minister binden inzake de terugdriving van passagiers die geweigerd werden omdat ze niet voldeden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- 5º de gevolgen te bepalen die verbonden zijn aan de niet-naleving van dit protocolakkoord.

Titel 2 — De organisatie van de controle in de luchthaven van vertrek***Artikel 2 — Controle bij vertrek***

De vervoerder verbindt er zich toe om in de luchthaven van inscheping alle redelijke en nuttige maatregelen te nemen om te vermijden dat een passagier die niet in het bezit is van de vereiste en geldige binnenkomstdocumenten naar België wordt gebracht.

Tijdens de registratie van de passagiers zal de vervoerder daarom systematisch overgaan tot de controle van de vereiste binnenkomstdocumenten.

De genomen maatregelen moeten aangepast zijn, rekening houdend met de karakteristieken die eigen zijn aan de plaats van inscheping.

De vervoerder zal voor deze controle een beroep doen enerzijds op zijn aangestelden die daartoe voldoende onderlegd dienen te zijn en die daartoe de opleiding bepaald bij artikel 6 genoten hebben en anderzijds op de aangewezen technische middelen, voorzover zij nodig en inzetbaar zijn.

De minister verbindt zich er toe aan de vervoerder de nodige bijstand, zoals verder gepreciseerd in dit akkoord, te verlenen om hem in staat te stellen de hem opgelegde verplichtingen tot controle van de binnenkomstdocumenten op behoorlijke wijze te kunnen uitvoeren.

Artikel 3 — Bijkomende controlemaatregelen

§ 1. Wordt beschouwd als een «luchthaven met verhoogd risico van eerste categorie», elke luchthaven van inscheping van waaruit de vervoerder, tijdens een welbepaalde maand, meer dan acht (8) passagiers naar België heeft vervoerd, die geweigerd werden aan de grens in Zaventem omdat ze niet in het bezit zijn van de vereiste en geldige binnenkomstdocumenten, zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 15 december 1980.

Wordt beschouwd als een «luchthaven met verhoogd risico van tweede categorie», elke luchthaven die gedurende twee opeenvolgende maanden beantwoordt aan de criteria voor een luchthaven met verhoogd risico van eerste categorie.

§ 2. Wanneer de gemachtigde van de minister of de vervoerder aan de hand van hun eigen statistieken vaststellen dat een bepaalde luchthaven als een luchthaven met verhoogd risico van de eerste categorie kan worden beschouwd, zullen de volgende maatregelen genomen worden in de hierna opgegeven volgorde.

Binnen de veertien dagen na het einde van de maand zullen de gemachtigde van de minister en de vervoerder hun statistieken uitwisselen met betrekking tot het aantal niet toegelaten passagiers vastgesteld op een luchthaven die beschouwd kan worden als een luchthaven met verhoogd risico van de eerste categorie. Na onderzoek en besprekking van deze statistieken, wordt samen een beslissing hieromtrent genomen.

In samenspraak met de diensten van de minister zal de vervoerder dan verstrengde controlemaatregelen nemen, dit wil zeggen een of meer van de volgende maatregelen:

- de verwijzenlijking van een nieuwe controle van de binnenkomstdocumenten aan de voet van het vliegtuig op het ogenblik van de inscheping van de passagiers;
- het nemen van fotokopies van de binnenkomstdocumenten, kopieën die vervolgens aan het boordpersoneel zullen worden overhandigd;
- in uitzonderlijke gevallen het inhouden van de binnenkomstdocumenten die bij de registratie werden voorgelegd en de afgifte ervan aan het boordpersoneel.

Deze maatregelen zullen indien mogelijk worden toegepast binnen de 48 uren na het einde van voormelde ruggespraak en dit voor vijf opeenvolgende vluchten.

Bij het einde van deze periode zal worden overgegaan tot een evaluatie van het resultaat van de genomen maatregelen.

§ 3. Wanneer de gemachtigde van de minister of de vervoerder aan de hand van hun eigen statistieken vaststellen dat een bepaalde luchthaven als een luchthaven met verhoogd risico van de tweede categorie bestempeld kan worden, nadat hij tijdens een maand als luchthaven met verhoogd risico van de eerste categorie werd beschouwd, zullen eerst de hierboven vermelde maatregelen geldig voor de luchthaven met verhoogd risico van de eerste categorie worden toegepast.

De genomen maatregelen zullen in dat geval toepasbaar zijn op tien opeenvolgende vluchten.

De vervoerder zal zich tevens kunnen richten tot de Belgische ambassade of het consulaat ter plaatse. De vervoerder zal de minister van deze aanvraag op de hoogte brengen alsmede van het resultaat van de gevraagde bijstand.

De vervoerder zal tevens de minister kunnen verzoeken één of gebeurlijk meer immigratieambtenaren in te zetten voor het uitvoeren van opdrachten op deze luchthavens.

De minister zal soeverein beslissen of hij al dan niet gevolg geeft aan het verzoek van de vervoerder.

§ 4. Als luchthaven met verhoogd risico van tweede categorie kan tevens worden beschouwd elke luchthaven van inscheping van waaruit gedurende een periode van 4 maanden per maand meer dan vier passagiers toekomen die niet in bezit zijn van de vereiste binnenkomstdocumenten.

De eerder genomen maatregelen van versterkte controle blijven van toepassing:

- 1º ofwel tot de eerstvolgende viermaandelijkse controle;
- 2º ofwel tot er in overleg tussen de vervoerder en de gemachtigde van de minister besloten wordt tot afschaffing of aanpassing van de door de vervoerder te nemen maatregelen;
- 3º ofwel tot op het ogenblik dat het aantal per maand is gedaald onder vijf niet toegelaten passagiers per maand.

§ 5. Voor de bepaling van een luchthaven met verhoogd risico in de hierbovenstaande paragrafen wordt er slechts rekening gehouden met de volgende situaties:

- de passagier is niet in het bezit van een binnenkomstdocument of hij is in het bezit van een vervallen of ongeldig document (de zogenoemde situaties TD 4);
- de passagier is niet in het bezit van een geldig visum;
- de passagier is in het bezit van een vals en/of vervalst binnenkomstdocument of visum, voor zover dat het een eenvoudig vast te stellen vervalsing betreft.

Artikel 4 — Gevolgen van de vaststellingen gedaan bij de controle

De vervoerder kan alleen verplicht zijn om de inscheping van passagiers te weigeren wanneer het vaststaat dat zij niet over de binnenkomstdocumenten beschikken. In geval van twijfel over de geldigheid van deze binnenkomstdocumenten kan de vervoerder op elk ogenblik de consulaire of diplomatieke missie van het land van uitreiking van bedoelde documenten raadplegen ofwel een niet-bindend advies vragen bij het veiligheidsdetachement van de rijkswacht te Zaventem, voor zover er geen immigratieambtenaar aanwezig is.

Artikel 5 — Informatieverstrekking

De vervoerder zal in elk land van inscheping elke algemene informatie met betrekking tot de toegangsvoorraarden tot de Schengenzone, en in het bijzonder met betrekking tot de binnenkomstdocumenten die bij de wet vereist zijn, ter kennis brengen van iedere passagier.

De minister zal te dien einde de vervoerder onmiddellijk de nodige geactualiseerde informatie met betrekking tot de toegangsvoorraarden tot de Schengenzone en de binnenkomstdocumenten vereist door de wet verstrekken. Deze informatie zal door de minister in een zowel voor de passagiers als voor het personeel van de vervoerder duidelijke en begrijpbare taal opgesteld en verstrekt worden.

Artikel 6 — Opleiding van het personeel

De vervoerder zal de personen die hij belast met de in dit protocol bedoelde controles een gepaste opleiding verstrekken. Het verstrekken van deze opleiding en het organiseren van deze opleidingsprogramma's vallen onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de vervoerder.

Deze opleidingsprogramma's moeten op zijn minst het volgende behelzen:

- 1º het verwerven van een grondige kennis over de reglementering inzake het transfereren van passagiers in de Nationale Luchthaven Zaventem en de vereiste binnenkomstdocumenten voor België en de Schengenzone;
- 2º het verwerven van een basiskennis over valse of vervalste documenten;
- 3º het aanleren van technieken tot opsporing van valse of vervalste documenten.

Met «basiskennis» wordt bedoeld de kennis die de mogelijkheid biedt een vals of vervalst document te herkennen wanneer de valsheid of vervalsing evident en zeker is.

De opleidingsprogramma's moeten aan de minister ter goedkeuring worden voorgelegd.

Voor het opstellen van de opleidingsprogramma's en voor de vorming van het personeel kan de vervoerder een beroep doen op de medewerking van de overheden en diensten die ervaring hebben in dit domein.

Artikel 7 — Immigratie-ambtenaren

De immigratieambtenaren zullen op de luchthaven waarvoor zij zijn aangeduid de door de vervoerder gevraagde bijstand verlenen voor de goede uitvoering van de controle op de binnenkomstdocumenten en in het bijzonder op de geldigheid ervan.

De wijze van uitvoering van de opdracht en de duur ervan worden vastgelegd in overleg tussen de vervoerder en de minister. De vervoerder draagt de reiskosten, desgevallend (in geval van een opdracht van lange duur) de verblijfskosten.

De vervoerder blijft evenwel belast met dit nazicht en hij verbindt zich ertoe de binnenkomstdocumenten aan de immigratieambtenaar voor te leggen telkens wanneer hij redelijke en rechtmatige twijfel heeft over de geldigheid ervan of over de betrokken passagier.

De vervoerder zal zich neerleggen bij het advies van de immigratieambtenaar telkens wanneer het advies negatief is en deze laatste zal, na het vertrek van elke vlucht, een volledig verslag aan de vervoerder dienen over te maken met hierin de precieze redenen die geleid hebben tot een negatief advies aangaande de inscheping van sommige passagiers. Deze immigratieambtenaar zal dan ook te dezer gelegenheid aanbevelingen kunnen formuleren teneinde in de toekomst een herhaling van sommige vergissingen te vermijden.

De immigratieambtenaar zal in geen geval tickets in beslag kunnen nemen, noch weerhouden, noch aan de vervoerder andere ambtshalve maatregelen opleggen dan deze die door deze laatste worden toegepast.

Titel 3 — De organisatie van de terugreis

Artikel 8 — Terugreis en kosten in 't algemeen

De vervoerder verbindt zich er toe om elke passagier die door hem werd vervoerd en die niet tot het grondgebied wordt toegelaten om één van de in artikel 3 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bedoelde redenen, terug te nemen en te zorgen voor de terugreis onder de in onderhavig protocolakkoord bepaalde voorwaarden.

De vervoerder verbindt zich er toe om voor elke passagier die door hem vervoerd werd en die niet tot het grondgebied werd toegelaten omdat hij niet in het bezit was van de vereiste en geldige binnenkomst-documenten, als hoofdelijk aansprakelijke met de passagier, tevens de kosten van de huisvesting, verblijf en gezondheidszorgen te betalen. Deze verplichting geldt ongeacht of de betrokken passagier een asiel-aanvraag heeft ingediend.

In het geval van een asielaanvraag zal de verplichting tot betaling van de kosten van de huisvesting nochtans beperkt worden tot een bedrag dat overeenstemt met zeven dagen verblijf vermeerdert met het aantal dagen dat ligt tussen het moment waarop de definitieve negatieve beslissing inzake de asielaanvraag aan de vervoerder meegedeeld wordt en de effectieve terugreis.

De in het tweede lid bedoelde kosten worden forfaitair berekend overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten bedoeld in artikel 74/4 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De minister zal elke wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten bedoeld in artikel 74/4 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ten minste drie maand voor de ondertekening van het besluit bij aangetekend schrijven ter kennis brengen van de vervoerder.

De overeenkomstig dit artikel verschuldigde bedragen moeten binnen de twee maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van de facturen door (Sabena, Aeropolitical and External Affairs, Sabena House, Box 14 te 1930 Zaventem), betaald worden. Indien deze bedragen bij het verstrijken van die termijn niet betaald zijn, zullen automatisch en van rechtswege interesses aangerekend worden tegen de wettelijke interestvoet. Een ingebrekkestelling is daartoe niet vereist.

Wat betreft de passagiers die geweigerd werden om één der redenen opgesomd in bovenvermeld artikel 3 behalve de punten 1 en 2, zoals bijvoorbeeld het gebrek aan voldoende bestaansmiddelen, zal de vervoerder enkel gehouden zijn deze passagiers op zijn kosten terug te voeren, met uitsluiting van alle andere kosten.

Artikel 9 — Uitvoeringsmodaliteiten van de terugreis

De vervoerder moet de in artikel 8, eerste lid, bedoelde reis onverwijld uitvoeren, rekening houdend met zowel zijn reeds aangegane contractuele verbintenis t.o.v. de passagiers als de in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen vastgelegde verplichtingen.

De overheid zal dan de vervoerder raadplegen met betrekking tot de mogelijkheden van vertrek. De vervoerder verbindt zich ertoe om indien mogelijk en rekening houdend met haar contractuele verbintenis de betrokkenen terug te voeren met de eerste vlucht naar de bestemming. Indien dit niet mogelijk blijkt, zal de vervoerder onmiddellijk de nodige stappen ondernemen om de betrokkenen met een van de eerstvolgende beschikbare vluchten terug te voeren, behoudens overmacht, en zal hij de rijkswacht er zo snel mogelijk kennis van geven.

De vervoerder neemt alle maatregelen die mogelijk zijn om de in artikel 8, eerste lid, bedoelde passagiers terug te brengen naar de luchthaven waar hij is opgestapt of naar een andere bestemming.

De minister biedt de vervoerder de mogelijkheid om te voorzien in een contact met het oog op de voorbereiding van het vertrek.

De terugdrijving kan op een van de volgende procedures worden georganiseerd:

A. als vrijwillig vertrek.

* wanneer betrokken persoon bereid is te vertrekken;

* met een escorte van de rijkswacht tot op het vliegtuig;

* met een escorte van de vervoerder, waarbij de escorte dan uitsluitend dient om de administratieve afhandeling op de plaats van bestemming vlot te laten verlopen;

B. als gedwongen verwijdering, met een escorte van de rijkswacht tot op het vliegtuig of met een escorte van de rijkswacht tot op de plaats van bestemming zich opdringt indien wordt vastgesteld dat de terugwijzing volgens één van de hierboven vermelde procedures van vrijwillig vertrek niet mogelijk is.

Per lijnvvlucht worden er maximum drie personen met een escorte teruggebracht.

Artikel 10 — De organisatie van de begeleiding

Bepaalde kosten verbonden aan de begeleiding van teruggedreven passagiers, uitgevoerd door de rijkswacht, zijn ten laste van de vervoerder. Deze kosten worden nader omschreven in de overeenkomst waarvan sprake is in het vijfde lid.

Een begeleiding van korte duur is een begeleiding waarbij de terugvlucht onmiddellijk volgt op de heenvlucht. De begeleidingen zullen in principe en indien mogelijk uitgevoerd worden onder de vorm van begeleidingen van korte duur.

Een begeleiding van lange duur is een begeleiding waarbij er in overleg tussen de vervoerder en de rijkswacht wordt vastgelegd dat er een overnachting vereist is.

De bepaling van de reisroute gebeurt rekening houdend met kostprijsbepalende elementen.

De modaliteiten van de betaling van de hierboven vermelde kosten zullen eveneens geregeld worden in een overeenkomst tussen de vervoerder en de rijkswacht, die wordt opgesteld conform het koninklijk besluit van 19 augustus 1997 tot vaststelling van de nadere regels betreffende het aanvragen en de betaling van door de rijkswacht uitgevoerde uitzonderlijke taken van bestuurlijke politie.

Titel 4 — Controle op de uitvoering en gevolgen

Artikel 11 — Controle

De minister kan op elk moment overgaan tot de evaluatie van de goede uitvoering van dit protocolakkoord.

Hij kan daartoe bijkomend, rechtstreeks of door tussenkomst van daartoe door hem aangewezen ambtenaren, tot gerichte controles van de uitvoering overgaan op de plaatsen van inscheping door de vervoerder.

Bij het uitvoeren van controles door die ambtenaren op de plaats van de inscheping, verbindt de vervoerder er zich toe de nodige bijstand te leveren om deze controles optimaal te laten verlopen. De aangewezen ambtenaren zullen over de nodige kwalificaties en bevoegdheden beschikken om deze controle behoorlijk uit te voeren.

Artikel 12 — Niet-opleggen geldboete

De minister zal, voor de duur van dit protocolakkoord, da administratieve geldboete bedoeld in artikel 74/4bis, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, niet opleggen.

In afwijking van het eerste lid, is de boete integraal verschuldigd, per passagier die de vervoerder naar België vervoert:

- 1° wanneer de vervoerder, niettegenstaande de in artikel 7 uitgedrukte intentieverklaring, het negatief advies van de immigratieambtenaar niet in acht zou nemen;
- 2° wanneer de vervoerder passagiers blijft vervoeren met een reisdocument dat duidelijk niet als een geldig binnenkomstdocument kan worden beschouwd, wat blijkt uit het feit dat de gemachtigde van de minister bij aangetekende brief heeft meegedeeld dat een bepaald geldig identiteitsdocument niet als een geldig binnenkomstdocument kan worden beschouwd.

In dit geval wordt volgende procedure gevuld:

1. de gemachtigde van de minister zal de herhaalde onregelmatigheden schriftelijk ter kennis van de vervoerder brengen;
2. de vervoerder heeft de mogelijkheid om hierop te reageren, en krijgt minimum 30 dagen om de toestand in orde te brengen.

De identiteit van de vervoerder wordt bepaald door de Iata-Code vermeld in de «carrier box» van het overeenstemmende vluchtcoupon van het ticket.

Wanneer de vervoerder een vordering ontvangt en hij van mening is dat hij niet beschouwd kan worden als de vervoerder van de betrokken passagier gelet onder andere op het bestaan van een overeenkomst tussen hem en een andere maatschappij, zal hij binnen de 48 uren na ontvangst van deze vordering een kopie van bovenvermelde vluchtcoupon aan de minister voorleggen.

Artikel 13 — Een bijzondere evaluatie

Wanneer wordt vastgesteld dat de verbintenissen die krachtens dit protocol onderschreven werden, niet nageleefd worden, zendt de minister, bij ter post aangetekende brief, een aanmaning naar de vervoerder.

Vervolgens wordt er na een redelijke termijn overgegaan tot een tweede evaluatie van de toepassing van dit protocol.

Wanneer het niet naleven ervan wordt bevestigd, kan de minister, bij ter post aangetekende brief, dit protocol opzeggen.

De opzegging heeft uitwerking vanaf de derde werkdag die op de dag van de verzending volgt.

Artikel 14 — Opzegging

Onverminderd de toepassing van artikel 13, kan elk der partijen dit protocol om eender welke reden op elk ogenblik per ter post aangetekende brief opzeggen. Die opzegging wordt gemotiveerd.

De opzegging heeft uitwerking bij het verstrijken van een termijn van een maand vanaf de datum van verzending.

Titel 5 — Slotbepaling

Artikel 15 — Inwerkingtreding

Dit protocol heeft uitwerking vanaf 1 maart 1999, met uitzondering van de artikelen 8, 9 en 10 die bij de ondertekening in werking treden.

Vanaf de volledige inwerkingtreding van onderhavig protocolakkoord op 1 maart 1999 wordt het vorige protocolakkoord, ondertekend op 20 mei 1996, opgeheven.

Gedaan te Brussel op 4 januari 1999 in 2 originele exemplaren.

De minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE.

Voor Sabena,

P. REUTLINGER.

P. du BOIS.

ANNEXE 11**PROJET****ROYAUME DE BELGIQUE****MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE****Administration de l'Aéronautique**

Arrêté ministériel réglementant les conditions de transports à bord des aéronefs civils des passagers présentant des risques particuliers sur le plan de la sûreté

Le ministre de la Mobilité et des Transports,

Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe 17;

Vu la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963 et approuvée par la loi du 15 juillet 1970, notamment le titre III;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu la loi du 15 décembre 1980, modifiée par la loi du 14 juillet 1987, modifiée par la loi du 15 juillet 1996, relatives à l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 74/4, et vu l'avis du ministre de l'Intérieur;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, notamment l'article 43, § 2, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile, notamment les articles 36, 41, 46, 53 et 54;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 1970 portant règlement fixant les mesures techniques à prendre pour l'exploitation dans le transport aérien commercial des avions d'un poids total maximum autorisé égal ou supérieur à 5 700 kg;

Vu l'arrêté ministériel du 12 septembre 1991 fixant les mesures techniques d'exploitation des aéronefs utilisés dans le transport aérien commercial, dont la masse totale maximale autorisée est inférieure à 5 700 kg;

Vu le manuel de sûreté, document 30, de la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC);

Vu l'urgence motivée par le fait que des conditions claires de transport à bord des aéronefs civils des passagers présentant des risques particuliers sur le plan de la sûreté doivent être fixées immédiatement, ceci vu les prescriptions internationales et le fait

BIJLAGE 11**ONTWERP****KONINKRIJK BELGIË****MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR****Bestuur van de Luchtvaart**

Ministerieel besluit houdende regeling van de voorwaarden inzake het vervoer aan boord van burgerlijke luchtvaartuigen, van passagiers met bijzondere veiligheidsrisico's

De minister van Mobiliteit en Vervoer,

Gelet op het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944, en goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947, inzonderheid op bijlage 17;

Gelet op het Verdrag inzake strabare feiten en bepaalde andere handelingen begaan aan boord van luchtvaartuigen, ondertekend te Tokyo op 14 september 1963, en goedgekeurd bij de wet van 15 juli 1970, inzonderheid hoofdstuk III;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 15 december 1980 gewijzigd bij de wet van 14 juli 1987, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1996 inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 74/4, en gelet op het advies van de minister van Binnenlandse Zaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 43, § 2, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart, inzonderheid op artikelen 36, 41, 46, 53 en 54;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 februari 1970 houdende reglement waarbij de technische maatregelen worden vastgesteld die moeten genomen worden voor de exploitatie van de vliegtuigen in het handelsluchtvervoer, met een hoogst toegelaten totaalgewicht van 5 700 kg en meer;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 september 1991 tot vaststelling van de technische maatregelen voor de exploitatie van de in het handelsluchtvervoer gebruikte luchtvaartuigen waarvan de hoogst toegelaten totale massa lager is dan 5 700 kg;

Gelet op het veiligheidshandboek, document 30, van de Europese Conferentie voor de burgerluchtvaart (CEAC);

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat onmiddellijk duidelijke voorwaarden dienen bepaald te worden waaronder bepaalde passagiers met bijzondere veiligheidsrisico's aan boord van burgerlijke luchtvaar-

qu'un nombre très important de ces passagers se trouvent actuellement sur le territoire belge ou dans les centres fermés visés à l'article 74/5 de la loi du 15 décembre 1980;

Considérant que des règles relatives au transport de personnes présentant des risques particuliers sur le plan de la sûreté doivent être établies immédiatement, conformément aux normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC), et conformément aux dispositions des accords bilatéraux de sûreté aérienne;

Vu l'accord du ministre du Budget du 29 octobre 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 29 octobre 1999;

Vu la décision du gouvernement flamand du 10 novembre 1999;

Vu la décision du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 1999;

Vu la décision du gouvernement wallon du 9 décembre 1999;

Vu l'avis du Conseil d'État, donné le ..., en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

ARRÊTE:

CHAPITRE I

Définitions

Article 1^{er}

Pour l'application du présent arrêté, on entend par:

§ 1^{er}. Passager inadmissible accompagné (ANAD): passager de nationalité étrangère qui est dépourvu des documents requis à l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ou se trouve dans un des autres cas visés à l'article 3 de la susdite loi, qui doit être transporté dans le pays d'où il vient ou dans tout autre pays où il peut être admis, en vertu de l'article 74/4 de la susdite loi et qui, pour des raisons de sécurité, est accompagné à bord par une escorte.

§ 2. Personne à éloigner (DEPA): une personne de nationalité étrangère qui se trouve déjà sur le territoire, mais à qui le séjour ou l'établissement dans le Royaume a été refusé conformément à une décision de l'autorité administrative compétente, qui est éloignée du territoire en exécution de cette décision, conformément aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement des étrangers, et qui, pour des raisons de sécurité, est accompagnée à bord par une escorte.

tuigen kunnen vervoerd worden, dit gelet op de internationale voorschriften terzake en gelet op het zeer belangrijke aantal dergelijke passagiers dat zich momenteel op Belgisch grondgebied of in gesloten centra bedoeld in artikel 74/5 van de wet van 15 december 1980 bevindt;

Overwegende dat er overeenkomstig de normen en aanbevelingen van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (ICAO) en van de Europese Conferentie voor de burgerluchtvaart (CEAC) evenals overeenkomstig de bepalingen van de bilaterale luchtvaartbeveiligingsakkoorden onmiddellijk voorschriften dienen te worden opgelegd voor het vervoer van personen die bijzondere veiligheidsrisico's kunnen bieden;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting van 29 oktober 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 29 oktober 1999;

Gelet op de beslissing van de Vlaamse regering van 10 november 1999;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 10 november 1999;

Gelet op de beslissing van de Waalse regering van 9 december 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op ..., met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

BESLUIT:

HOOFDSTUK I

Definities

Artikel 1

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

§ 1. Ontoelaatbare passagier onder begeleiding (ANAD): een passagier van vreemde nationaliteit die niet in bezit is van de documenten vereist in artikel 2 van de wet van 15 december 1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en verwijdering van vreemdelingen of die zich in een van de andere gevallen bedoeld in artikel 3 van de bovenvermelde wet, die naar het land waar hij vandaan komt of naar elk ander land waar hij kan toegelaten worden, moet worden vervoerd, krachtens artikel 74/4 van de bovenvermelde wet en die, om veiligheidsredenen, aan boord door een escorte begeleid wordt.

§ 2. Te verwijderen persoon (DEPA): een persoon van vreemde nationaliteit, die zich reeds op het grondgebied bevindt, maar aan wie het verblijf of de vestiging in het Rijk geweigerd is, overeenkomstig een beslissing van de bevoegde administratieve overheid, en die ter uitvoering van die beslissing van het grondgebied verwijderd wordt overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 december 1980 op de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en die om veiligheidsredenen, aan boord door een escorte begeleid wordt.

CHAPITRE II

Champ d'application

Art. 2

Le présent arrêté est applicable aux passagers visés à l'article premier qui sont transportés à bord des aéronefs des compagnies aériennes mentionnées dans l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile.

CHAPITRE III

Notification préalable

Art. 3

§ 1^{er}. La compagnie aérienne visée à l'article 2 est informée au moins quarante-huit heures à l'avance de tout transport d'un passager inadmissible accompagné visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, et au moins cinq jours à l'avance de tout transport d'une personne à éloigner visée à l'article 1^{er}, § 2. Il lui revient de proposer ou non d'assurer le transport de ladite personne dans un délai plus bref.

§ 2. Au plus tard quarante minutes avant l'heure de départ prévue du vol, le commandant de bord concerné doit être informé par écrit de l'intention d'amener à son bord tout passager visé à l'article 1^{er}.

§ 3. Cette notification écrite se fait, conformément aux prescriptions du directeur général de l'administration de l'Aéronautique, au moyen d'un formulaire dûment rempli en double exemplaire, et repris en annexe au présent arrêté. Cette notification émane de l'instance à la demande de laquelle le passager sera transporté.

§ 4. La notification visée au § 2 fournit au commandant de bord une partie des informations dont il a besoin pour décider, en vertu des prérogatives que lui confère la Convention de Tokyo, d'accepter ou non à son bord le passager visé au § 2. Le commandant de bord signe pour accusé de réception le ou les formulaires de notification qui lui sont soumis.

§ 5. Les informations suivantes doivent obligatoirement être mentionnées sur le formulaire visé au § 3 du présent article :

1. l'identité complète de la personne à transporter;
2. les observations de la gendarmerie quant aux risques éventuels pour la sûreté du vol;
3. les observations du service de sûreté de la compagnie aérienne concernée quant aux risques éventuels pour la sûreté du vol (seulement pour les ANADs);
4. les dispositions relatives à la place dans l'aéronef;
5. une description détaillée des mesures de sûreté à prendre à bord dans le cadre prévu par le présent arrêté;
6. la nature des autres documents qui accompagneront le passager.

§ 6. Lorsqu'il prend la décision de refuser l'embarquement du passager escorté qui lui est présenté, le commandant de bord motive sa décision dans la case prévue à cet effet sur le formulaire de notification visé au § 3.

HOOFDSTUK II

Toepassingsgebied

Art. 2

Het huidige besluit is van toepassing op de passagiers bedoeld in het eerste artikel die vervoerd worden aan boord van luchtvaartuigen van luchtvaartmaatschappijen vermeld in artikel 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerlijke luchtvaart.

HOOFDSTUK III

Voorafgaande notificatie

Art. 3

§ 1. De luchtvaartmaatschappij bedoeld in artikel 2 wordt op de hoogte gebracht ten minste achtenveertig uur voor ieder vervoer van een ontoelaatbare passagier onder begeleiding bedoeld in artikel 1, § 1, en ten minste vijf dagen voor ieder vervoer van een te verwijderen persoon bedoeld in artikel 1, § 2. Het komt daar toe de uitvoering van het vervoer van de betrokken persoon binnen een kortere termijn al dan niet voor te stellen.

§ 2. De betrokken gezagvoerder dient, uiterlijk veertig minuten voorafgaand aan de voorziene vertrekijd van de vlucht, schriftelijk ingelicht te worden over het voornemen om iedere passagier bedoeld in artikel 1 aan boord te brengen.

§ 3. Deze schriftelijke notificatie dient te gebeuren, overeenkomstig de voorschriften van de directeur-generaal van het bestuur van de Luchtvaart bij wijze van het in tweevoud volledig ingevulde formulier opgenomen in bijlage bij dit besluit. Deze notificatie gaat uit van de instantie op wiens verzoek deze passagier zal vervoerd worden.

§ 4. De notificatie bedoeld in paragraaf 2 geeft de gezagvoerder een deel van informatie die hij nodig heeft om, krachtens de voorrechten die het Verdrag van Tokyo hem verleent, de passagier bedoeld in paragraaf 2 al dan niet aan boord toe te laten. De gezagvoerder tekent de notificatieformulier(en) voor ontvangst die hem voorgelegd worden.

§ 5. Op het formulier bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel, dienen de volgende inlichtingen verplicht vermeld te worden :

1. volledige identiteit van de te vervoeren persoon;
2. de opmerkingen van de rijkswacht over de mogelijke risico's voor de beveiliging van de vlucht;
3. de opmerkingen van de veiligheidsdienst van de betrokken luchtvaartmaatschappij over de mogelijke risico's voor de beveiliging van de vlucht (alleen voor ANADs);
4. de getroffen schikkingen inzake de plaats in het luchtvaartuig;
5. een gedetailleerde beschrijving van de aan boord te nemen beveiligingsmaatregelen, binnen het kader voorzien door dit besluit;
6. de aard van de overige documenten die deze passagier zullen begeleiden.

§ 6. Als hij de beslissing neemt de inscheping van de geëscorteerde passagier die hem voorgesteld wordt te weigeren, motiveert de gezagvoerder zijn beslissing in het daartoe voorziene vakje op het notificatieformulier bedoeld in paragraaf 3.

CHAPITRE IV

Mesures de sûreté à bord

Art. 4

§ 1^{er}. Les passagers escortés sont embarqués avant tous les autres passagers. Ils sont de préférence installé à l'arrière de l'aéronef, sauf en cas d'autres arrangements convenus avec le commandant de bord.

§ 2. Il n'est attribué aux passagers escortés aucune place dans la rangée centrale ou située près des issues de secours de l'aéronef.

§ 3. Ces passagers, de même que les personnes qui les accompagnent, ne reçoivent à bord ni boisson chaude ou alcoolisée, ni couverts métalliques, ni vaisselle en verre.

Art. 5

§ 1^{er}. Peuvent uniquement être utilisées à bord des menottes d'un modèle figurant sur une liste approuvée par l'administration de l'Aéronautique et la gendarmerie.

§ 2. L'usage de menottes doit demeurer strictement exceptionnel, particulièrement pendant les phases de décollage et d'atterrissement des aéronefs. Cet usage est décidé en concertation avec le commandant de bord, si ce dernier le requiert, dans le respect de la Convention de Tokyo du 14 septembre 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs. En aucun cas, un passager ne peut être menotté à l'aéronef ou à un objet fixe.

Art. 6

Sous réserve des dispositions de la Convention de Tokyo du 14 septembre 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, l'usage de mesures de contraintes susceptibles de compromettre la sécurité de l'aéronef, de l'équipage ou des passagers, de même que celle de la personne éloignée ou rapatriée sont interdites, notamment:

- 1^o l'obstruction, totale ou partielle, des voies respiratoires;
- 2^o l'administration de calmants ou d'un quelconque médicament en vue de maîtriser la personne contre sa volonté.

Art. 7

Lorsque plus de quatre passagers voyagent en compagnie d'une escorte à bord d'un même vol, ils sont en outre accompagnés d'un médecin ou d'un observateur actif sur le terrain des droits de l'homme.

Art. 8

Les modalités détaillées de la procédure d'embarquement et des mesures de sûreté d'application à bord sont reprises par la compagnie aérienne dans le manuel de sûreté de même que dans le manuel d'exploitation (FOM), après l'approbation par le directeur général de l'administration de l'Aéronautique. Toute modification lui est soumise pour approbation.

HOOFDSTUK IV

Beveiligingsmaatregelen aan boord

Art. 4

§ 1. Geëscorteerde passagiers worden aan boord gebracht voor alle andere passagiers. Zij nemen bij voorkeur achteraan in het luchtvaartuig plaats, behoudens andere regeling overeengekomen met de gezagvoerder.

§ 2. Geëscorteerde passagiers krijgen geen plaatsen toegewezen aan de middengang van het luchtvaartuig of bij nooduitgangen.

§ 3. Deze passagiers evenals de personen die ze begeleiden krijgen geen warme of alcoholische dranken aan boord en geen metalen bestek of glazen servies.

Art. 5

§ 1. Aan boord mogen slechts handboeien gebruikt worden van een model dat op een lijst staat, goedgekeurd door het bestuur van de Luchtvaart en de rijkswacht.

§ 2. Het gebruik van handboeien moet strikt uitzonderlijk blijven in het bijzonder tijds het opstijgen en landen van de luchtvaartuigen. Over dit gebruik wordt in overleg met de gezagvoerder beslist indien deze laatste erom verzoekt, met respect voor de bepalingen van het Verdrag van Tokyo van 14 september 1963 inzake inbreuken en bepaalde andere handelingen die aan boord van de luchtvaartuigen plaatsvinden. In geen geval mag de passagier met handboeien aan het luchtvaartuig of een vast voorwerp vastgemaakt worden.

Art. 6

Onder voorbehoud van de voorzieningen van het Verdrag van Tokyo van 14 september 1963 inzake strafbare feiten en bepaalde andere handelingen begaan aan boord van luchtvaartuigen, is het gebruik van dwangmiddelen waardoor de veiligheid van het luchtvaartuig, de bemanning of de passagiers, met inbegrip van de verwijderde of gerepatrieerde persoon in het gedrang kan gebracht worden verboden, inzonderheid:

- 1^o het totaal of gedeeltelijk afsluiten van de ademhalingswegen;
- 2^o het toedienen van kalmerende middelen of gelijk welk geneesmiddel met het oog op het bedwingen van de persoon tegen zijn wil in.

Art. 7

Als meer dan vier passagiers onder escorte aan boord van eenzelfde vlucht reizen, worden ze bovendien begeleid door een geneesheer of een waarnemer actief op het gebied van de mensenrechten.

Art. 8

De gedetailleerde modaliteiten inzake de inschepingsprocedure en inzake de beveiligingsmaatregelen geldend aan boord worden door de luchtvaartmaatschappij opgenomen in het veiligheidshandboek en het vluchthandboek (FOM), na goedkeuring door de directeur-generaal van het bestuur van de Luchtvaart. Iedere wijziging wordt hem voor akkoord voorgelegd.

CHAPITRE V

Dispositions finales

Art. 9

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au
Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le

I. DURANT.

HOOFDSTUK V

Slotbepalingen

Art. 9

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel,

I. DURANT.

**NOTIFICATION DU TRANSPORT
D'UN PASSAGER ACCOMPAGNÉ**

AU COMMANDANT DE BORD DU VOL:

Nom et prénom:

Nationalité:

Passeport N°:

Date de naissance:

Documents accompagnant le passager:

Place du passager dans l'aéronef:

Observations de la gendarmerie:

Observations du service de sûreté de la compagnie aérienne (seulement pour les ANADS):

Mesures de sûreté à prendre à bord par l'escorte:

Lieu, date:

Nom/Grade:

J'accuse réception de la présente notification et marque mon accord avec la procédure d'embarquement spécifiée.

L'usage de menottes à bord demeurera strictement exceptionnel, particulièrement pendant les phases de décollage et d'atterrissement.

Je souhaite être consulté en cas d'utilisation de menottes à bord (biffer la mention inutile): Oui/Non.

Commentaire du commandant de bord, obligatoires en cas de refus d'embarquement:

(Signature du commandant de bord)

Vu pour être annexé à notre arrêté du réglementant les conditions de transport à bord des aéronefs civils des passagers présentant des risques sur le plan de la sûreté.

I. DURANT.

**NOTIFICATIE VAN HET VERVOER
VAN EEN BEGELEIDDE PASSAGIER**

AAN DE GEZAGVOERDER VAN DE VLUCHT:

Naam en voornaam:

Nationaliteit:

Paspoort Nr.:

Geboortedatum:

Documenten die de passagier begeleiden:

Plaats van de passagier in het luchtvaartuig:

Opmerkingen van de rijkswacht:

Opmerkingen van de veiligheidsdienst van de luchtvaartmaatschappij (alleen voor ANADS):

Veiligheidsmaatregelen te nemen aan boord door het escorte: ..

Plaats, datum:

Naam/Rang:

Ik bevestig de ontvangst van deze notificatie en ga akkoord met de inschepingsprocedure zoals hierin bepaald.

Het gebruik van handboeien aan boord zal strikt uitzonderlijk blijven, in het bijzonder tijdens het opstijgen en landen.

Ik wens geraadpleegd te worden indien handboeien aan boord gebruikt worden (schrappen wat niet past): Ja/Neen.

Opmerkingen van de gezagvoerder, verplicht indien hij de inscheping weigert:

(Handtekening van de gezagvoerder)

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van houdende regeling van de voorwaarden waaronder passagiers met bijzondere veiligheidsrisico's kunnen vervoerd worden aan boord van burgerlijke vliegtuigen.

I. DURANT.

ANNEXE 12

«Cette annexe est disponible sur support papier et
sur le site WWW du Sénat (<http://www.senate.be>)»

«Deze bijlage is beschikbaar op papier en op de
WWW-site van de Senaat (<http://www.senate.be>)»

BIJLAGE 12

«Cette annexe est disponible sur support papier et
sur le site WWW du Sénat (<http://www.senate.be>)»

«Deze bijlage is beschikbaar op papier en op de
WWW-site van de Senaat (<http://www.senate.be>)»

ANNEXE 13**PROJET****ROYAUME DE BELGIQUE****Ministère de l'Emploi et du Travail,**

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers(1).

ALBERT II,

Roi des Belges,

*À tous, présents et à venir,
SALUT.*

Vu la loi du 30 avril 1999, relative à l'occupation des travailleurs étrangers, notamment les articles 7 et 19;

Vu l'urgence;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, notamment l'article 2;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 10 janvier 2000 de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume et la nécessité de permettre aux personnes qui bénéficieront de la régularisation de séjour de pouvoir exercer immédiatement une activité salariée;

Vu l'avis du Conseil d'État, donné le , en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition de Notre ministre de l'Emploi et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**Article 1^{er}**

L'article 2 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers est complété comme suit:

«23^o les ressortissants étrangers autorisés au séjour en application de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers sur le territoire du Royaume.»

BIJLAGE 13**ONTWERP****KONINKRIJK BELGIË****Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid,**

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers(1).

ALBERT II,

Koning der Belgen,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.*

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, inzonderheid de artikelen 7 en 19;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de inwerkingtreding op 10 januari 2000 van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk en de noodzaak om de personen die van de regularisatie van het verblijf genieten onmiddellijk een betaalde activiteit te kunnen laten uitoefenen;

Gelet op het advies van de Raad van Staate, gegeven op , met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze minister van Werkgelegenheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers;

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:**Artikel 1**

Het artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers wordt aangevuld als volgt:

«23^o de buitenlandse onderdanen die gemachtigd zijn tot verblijf in toepassing van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen op het grondgebied van het Rijk.»

(1) Références au *Moniteur belge*:
Loi du 30 avril 1999, *Moniteur belge* du 21 mai 1999.
Arrêté royal du 9 juin 1999, *Moniteur belge* du 26 juin 1999.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:
Wet van 30 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999.
Koninklijk besluit van 9 juni 1999, *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1999.

Art. 2

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3

Notre ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le

ALBERT

Par le Roi :

La ministre de l'Emploi,

Laurette ONKELINX.

Art. 2

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3

Onze minister van Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel,

ALBERT

Van Koningswege:

De minister van Werkgelegenheid,

Laurette ONKELINX.

ANNEXE 14**NOTE FOURNIE PAR L'OFFICE DES ÉTRANGERS*****1. Délivrance des visas***

La délivrance des visas s'opère par l'intermédiaire des différents postes diplomatiques belges. Ceux-ci peuvent procéder à la délivrance d'office de certains visas et sont tenus d'en soumettre d'autres pour autorisation à l'Office des étrangers.

Depuis le 26 mars 1995, la Belgique, ainsi que ses partenaires Schengen appliquent la Convention Schengen 1990. Celle-ci implique, entre autres, la suppression des contrôles des personnes aux frontières internes afin d'assurer la libre circulation au sein de l'Espace Schengen. La Convention d'Application prévoit également la libre circulation au sein de cet espace des étrangers titulaires d'un titre de séjour délivré par un des États parties. Le champ d'application de la convention se limite aux courts séjours. Il a toutefois été décidé d'adopter certaines mesures qui sont d'application pour tous les types de visas. En outre, la possession d'un visa long séjour permet à son titulaire de transiter cinq jours par le territoire des autres parties contractantes afin de rejoindre son pays de destination.

Les Accords PECO garantissent un droit à l'accès à des activités économiques non salariées et à l'exercice de celles-ci dans les États membres des Communautés européennes, ainsi que le droit d'y fonder des sociétés pour les ressortissants de certains États d'Europe de l'Est et d'Europe Centrale. Les ressortissants de ces États sont dispensés d'être en possession d'une carte professionnelle. Ceux-ci se voient délivrer une autorisation de séjour provisoire valable six mois à condition de produire les documents requis. Ces accords concernent les États suivants :

- Pologne et Hongrie (entrée en vigueur le 1^{er} février 1994).
- Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Tchéquie (entrée en vigueur le 1^{er} février 1995).
- Estonie, Lettonie, Lituanie (entrée en vigueur le 1^{er} février 1998).
- Slovénie (entrée en vigueur le 1^{er} février 1999).

2. Compétences de l'Office des étrangers et postes diplomatiques belges

Moyennant certaines conditions (notamment l'absence d'objection de la Sûreté de l'État), les postes diplomatiques belges peuvent délivrer d'office certaines catégories de visas :

- Les visas touristiques (dans les cas qui ne requièrent pas de garant).
- Les autorisations de séjour provisoire (ASP) délivrées à des étudiant inscrits dans des établissements agréés (les ASP délivrées dans le cadre d'une inscription dans un établissement à dérogation nécessitent l'accord préalable de l'Office des étrangers).
- Les échanges d'étudiants.
- Les jeunes filles au pair (munies d'un permis de travail).
- Les visas délivrés sur base de l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 (concernant les ressortissants CE et assimilés).
- Les chercheurs (munis d'un permis de travail).

BIJLAGE 14**NOTA VERSTREKT DOOR DE DIENST VREEMDELINGENZAKEN*****1. Afgifte van visa***

De visa worden afgegeven door de verschillende Belgische diplomatische posten. Zij kunnen bepaalde visa ambtshalve afgeven en moeten voor andere machtiging vragen aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

Sinds 26 maart 1995 wordt de overeenkomst van Schengen toegepast door België en de andere verdragspartijen. Volgens de verdragsbepalingen wordt onder meer de personencontrole aan de binnengrenzen afgeschaft met het oog op het vrije verkeer binnen de Schengen-ruimte. De uitvoeringsovereenkomst voorziet eveneens in vrij verkeer binnen deze ruimte van vreemdelingen die een door een van de lidstaten afgegeven verblijftitel bezitten. Het toepassingsgebied van de overeenkomst blijft beperkt tot de korte verblijven. Er is evenwel besloten een aantal maatregelen te nemen voor alle soorten van visa. Het bezit van een visum voor een lang verblijf biedt de houder bovendien de mogelijkheid om vijf dagen door het grondgebied van de andere verdragspartijen te reizen om het land van bestemming te bereiken.

De akkoorden met de landen van Centraal- en Oost-Europa waarborgen een recht van toegang voor economische activiteiten die niet in loondienst georganiseerd zijn en de uitoefening hiervan in de lidstaten van de Europese Gemeenschap, alsmede het recht om er venootschappen op te richten voor de onderdanen van bepaalde Staten van Centraal- en Oost-Europa. De onderdanen van die Staten zijn vrijgesteld van de verplichting van de beroepskaart. Ze verkrijgen een machtiging tot voorlopig verblijf dat zes maanden geldig is op voorwaarde dat ze de vereiste documenten overleggen. Deze akkoorden zijn gesloten met de volgende landen :

- Polen en Hongarije (inwerkingtreding op 1 februari 1994);
- Roemenië, Bulgarije, Slovakije, Tsjechië (inwerkingtreding op 1 februari 1995);
- Estland, Letland, Litouwen (inwerkingtreding op 1 februari 1998);
- Slovenië (inwerkingtreding op 1 februari 1999).

2. Bevoegdheden van de Dienst Vreemdelingenzaken en van de Belgische diplomatieke posten

Onder een aantal voorwaarden (met name geen bezwaar vanwege de Staatsveiligheid) kunnen de Belgische diplomatieke posten ambtshalve bepaalde categorieën van visa afgeven :

- de toeristische visa (in die gevallen waarin geen borg vereist is);
- de machtigingen tot voorlopig verblijf afgegeven van studenten die in erkende instellingen ingeschreven zijn (machtigingen tot voorlopig verblijf afgegeven naar aanleiding van een inschrijving in een instelling met een afwijkend statuut, vereisen een voorafgaande goedkeurig van de Dienst Vreemdelingenzaken);
- de uitwisseling van studenten;
- de au pairs (met een arbeidsvergunning);
- de visa afgegeven op grond van artikel 40 van de wet van 15 december 1980 (betreffende EG-onderdanen en gelijkgestelden);
- de wetenschappelijk onderzoekers (met een arbeidsvergunning);

— Les visas délivrés sur base de l'article 10, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 aux ressortissants turcs.

Il est envisagé de permettre à l'avenir aux postes diplomatiques de délivrer les visas destinés à des personnes bénéficiant d'une bourse d'étude en Belgique.

Les visas suivants ne peuvent être délivrés que si l'Office des étrangers y a donné son accord:

- Les visas touristiques pour lesquels un garant est requis.
- Les visas destinés aux étudiants inscrits dans des établissements à dérogation.
- Les visas délivrés sur base d'une inscription dans une école secondaire ou primaire ou pour suivre une septième secondaire spéciale (il s'agit de cas exceptionnels qui ne sont pas prévus par la loi du 15 décembre 1980, ces visas sont attribués sur base des articles 9 et 13 de loi, à la condition qu'un membre de la famille proche réside en Belgique et si ces études sont impossibles dans le pays d'origine)...
- Les visas pour cohabitation.
- Les stages de formation.
- Les rentiers.
- Les missionnaires.
- Les personnes bénéficiant d'une bourse en Belgique (dans ce cas, il est envisagé de permettre la délivrance d'office par les postes diplomatiques).

3. Les différentes catégories sur base desquelles sont délivrés les visas

A. Regroupement familial

L'article 40 concerne les ressortissants belges et les ressortissants des États membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen qui désirent se faire rejoindre par un membre de leur famille (conjoints, ...).

L'article 10, alinéa 1^{er}, 4^o, s'applique aux étrangers admis ou autorisés au séjour ou à s'établir dans le Royaume et qui désirent se faire rejoindre.

L'article 10, alinéa 1^{er}, 1^o, concerne les ressortissants de certains États dont le droit de séjour est reconnu notamment par un traité international (Marocains, Turcs, Tunisiens, Algériens).

Les articles 9 et 13 sont appliqués à des personnes pouvant invoquer des circonstances exceptionnelles. Le droit au séjour est limité à un an prorogé si la cohabitation est constatée.

Dans les trois premières catégories, on délivre un visa de type D (plus de trois mois).

La circulaire du 30 septembre 1997 (*Moniteur belge* du 14 novembre 1997) relative à l'octroi d'une autorisation de séjour sur la base de la cohabitation dans le cadre d'une relation durable a entraîné l'apparition d'une rubrique «cohabitation» dans les statistiques des bureaux visa à partir de 1997. Celle-ci concerne les couples cohabitant non mariés, y compris homosexuels.

B. Autorisations de séjour provisoires

Les autorisations de séjour provisoire délivrées sur base des articles 58 et 59 (étudiants) sont accordées de plein droit. Si les conditions légales sont remplies, l'ASP doit être délivrée.

— de visa afgegeven op grond van artikel 10, eerste lid, 4^o, van de wet van 15 december 1980 aan Turkse onderdanen.

Er wordt overwogen de diplomatieke posten in de toekomst toe te staan visa af te geven aan de personen die een studiebeurs in België ontvangen.

De volgende visa kunnen alleen afgegeven worden indien de Dienst Vreemdelingenzaken daartoe zijn toestemming geeft:

- de toeristische visa waarvoor een borg vereist is;
- de visa voor studenten die ingeschreven zijn in instellingen met een afwijkend statut;
- de visa afgegeven op grond van een inschrijving in een lagere of middelbare school of om een bijzonder zevende jaar van het middelbaar onderwijs te volgen (het gaat om uitzonderlijke gevallen die niet vermeld zijn de wet van 15 december 1980; deze visa worden toegekend op grond van de artikelen 9 en 13 van de wet, op voorwaarde dat een naast familielid in België verblijft en deze studie onmogelijk is in het land van oorsprong);
- de visa voor samenwoning;
- de opleidingsstages;
- de rentniers;
- de missionarissen;
- de personen die in België een beurs ontvangen (in dat geval wordt overwogen de afgifte ambtshalve te laten verrichten door de diplomatieke posten).

3. De verschillende categorieën op grond waarvan de visa worden afgegeven

A. Gezinsherening

Artikel 40 heeft betrekking op de Belgische onderdanen en de onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie en van de Europese Economische Ruimte, bij wie een lid van hun gezin (echtgenoot,...) zich wil komen vestigen.

Artikel 10, eerste lid, 4^o, heeft betrekking op de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn tot een verblijf of tot de vestiging in het Rijk en bij wie een familielid zich wil komen vestigen.

Artikel 10, eerste lid, 1^o, heeft betrekking op de onderdanen van een aantal Staten waarvan het verblijfsrecht met name door een internationaal verdrag erkend is (Marokkanen, Turken, Tunesiërs, Algerijnen).

De artikelen 9 en 13 worden toegepast op personen die zich kunnen beroepen op uitzonderlijke omstandigheden. Het verblijfsrecht wordt beperkt tot een jaar en is verlengbaar indien de samenwoning vastgesteld wordt.

In de eerste drie categorieën wordt een visum type D afgegeven (meer dan 3 maanden).

De omzendbrief van 30 september 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 14 november 1997) betreffende het verlenen van een verblijfsmachtiging op basis van samenwoonst in het kader van een duurzame relatie heeft geleid tot het verschijnen van een rubriek «samenwoning» in de statistieken van de bureaus vanaf 1997. Het gaat hier om niet-gehuwde samenwonende koppels, inclusief homoseksuelen.

B. Machtigingen tot voorlopig verblijf

De machtigingen tot voorlopig verblijf afgegeven op grond van de artikelen 58 en 59 (studenten) worden van rechtsweg afgegeven. Indien de wettelijke voorwaarden vervuld zijn, moet de machtiging tot voorlopig verblijf afgegeven worden.

Le ministre ou son délégué ont la possibilité d'accorder une ASP sur base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980. L'article 13 permet la limitation du séjour.

C. Autres

Les autres catégories sur base desquelles des visas sont délivrés sont :

Adoption; visa touristique; enseignement secondaire (théoriquement pas prévu par la loi du 15 décembre 1980, possible en cas de circonstances exceptionnelles, à condition qu'un membre de la famille proche réside en Belgique et que ces études ne puissent être suivies dans le pays d'origine); regroupement familial étudiant; permis de travail; carte professionnelle; jeune fille au pair; rentier; stagiaire formation; missionnaire; bourse; droit de retour.

4. Visas délivrés sur instruction de l'Office des étrangers de 1995 à 1999

A. Évolution par année et par catégorie

Voir tableau en annexe.

Entrent dans la rubrique «irrecevable» les demandes pour lesquelles les conditions légales de base ne sont pas remplies. La rubrique «sans objet» reprend par exemple les cas où la date prévue du séjour est dépassée ou les cas pour lesquels on constate que l'intéressé séjourne déjà dans le Royaume.

B. Chiffres court séjour

Pour la période considérée (de 1995 à 1999), l'Office des étrangers a traité 217 727 demandes de visas courts séjours.

- 158 220 ont été accordés (72,7%);
- 55 786 ont été rejettés (25,6%);
- 3 721 ont été considérés sans objet (1,7%).

C. Chiffres long séjour

1. Regroupement familial :

(Article 10, alinéa 1^{er}, 1^o, article 10, alinéa 1^{er}, 4^o, article 40; article 10, alinéa 1^{er}, 2^o)

De 1995 à 1999, l'Office des étrangers a traité 23 245 demandes de visas introduites dans le cadre du regroupement familial.

- 21 823 ont été accordés (93,9%);
- 1 422 ont été rejettés (6,1%);
- 3 721 ont été considérés sans objet (1,7%).

2. Étude/Formations

(Étudiant; enseignement secondaire; regroupement familial étudiant; stagiaire formation).

De 1995 à 1999, 13 309 demandes de visas ont été introduites dans le cadre d'un séjour étude/formation.

- 9 573 ont été accordés (71,9%);
- 2 595 ont été rejettés (19,5%);
- 1 141 ont été jugés irrecevables (8,6%).

De minister of zijn gemachtigde hebben de mogelijkheid om een machtiging tot voorlopig verblijf af te geven op grond van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980. Artikel 13 maakt de beperking van het verblijf mogelijk.

C. Andere

De andere categorieën op grond waarvan visa afgegeven worden, zijn :

Adoptie; toeristisch visum; middelbaar onderwijs (theoretisch bestaat deze mogelijkheid niet in de wet van 15 december 1980 maar wel in uitzonderlijke gevallen, op voorwaarde dat een lid van de naaste familie in België verblijft en deze studie niet in het land van oorsprong kan worden gevolgd); gezinsherening student; arbeidsvergunning; beroepskaart; au pair; rentenier; stagiair in een opleiding; missionaris; beurs; recht op terugkeer.

4. Visa afgegeven op instructie van de Dienst Vreemdelingen-zaken tussen 1995 en 1999

A. Evolutie per jaar en per categorie

Zie bijgevolgde tabel.

In de rubriek «niet-ontvankelijk» zijn de aanvragen opgenomen waarvoor de wettelijke basisvooraarden niet vervuld zijn. De rubriek «vervalt» bevat bij voorbeeld de gevallen waarin de voorziene verblijfsdatum verstrekken is of waarin men vaststelt dat de betrokkenen reeds in het Rijk verblijft.

B. Cijfers kort verblijf

Voor de beschouwde periode (van 1995 tot 1999) heeft de Dienst Vreemdelingen-zaken 217 727 aanvragen voor een visum kort verblijf behandeld.

- 158 220 werden toegestaan (72,7 %);
- 55 786 werden geweigerd (25,6 %);
- 3 721 aanvragen vervielen (1,7 %).

C. Cijfers lang verblijf

1. Gezinsherening :

(artikel 10, eerste lid, 1^o; artikel 10, eerste lid, 4^o; artikel 40; artikel 10, eerste lid, 2^o)

Tussen 1995 en 1999 heeft de Dienst Vreemdelingen-zaken 23 245 visumaanvragen behandeld in het kader van de gezinsherening.

- 21 823 werden toegestaan (93,9 %);
- 1 422 werden geweigerd (6,1 %);
- 3 721 aanvragen vervielen (1,7 %).

2. Studie/Opleiding

(student; middelbaar onderwijs; gezinsherening student; stagiair in opleiding).

Tussen 1995 en 1999 werden 13 309 visumaanvragen ingediend in het kader van een verblijf voor studie of opleiding.

- 9 573 werden toegestaan (71,9 %);
- 2 595 werden geweigerd (19,5 %);
- 1 141 aanvragen zijn niet-ontvankelijk verklaard (8,6 %).

3. Activité professionnelle

(Permis de travail; carte professionnelle; chercheur).

De 1995 à 1999, 2 992 demandes de visas ont été introduites en vue d'exercer une activité professionnelle.

- 2 765 ont été accordés (92,4%);
- 203 ont été rejettés (6,8%);
- 24 ont été jugés irrecevables (0,8%).

4. Autres

Ci-dessous, figurent le nombre de visas accordés dans les autres catégories pour la période considérée :

- Adoption: 3 771.
- ASP sur base des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980: 311.
- Jeunes filles au pair: 1 425.
- Rentiers: 36.
- Missionnaires: 372.
- Bourses: 3 696.
- Droit de retour: 17.
- Cohabitation (depuis 1997): 116.
- Autres: 67.

5. Visas délivrés par les postes diplomatiques

Toutes catégories confondues, les postes diplomatiques belges ont délivré:

- 129 776 visas en 1995.
- 133 926 visas en 1996.
- 145 637 visas en 1997.
- 146 357 visas en 1998.

(Données non disponibles ce jour pour 1999).

3. Beroepsactiviteit

(arbeidsvergunning; beroepskaart; wetenschappelijk onderzoeker)

Tussen 1995 en 1999 werden, 2 992 visumaanvragen ingediend met het oog op de uitoefening van een beroepsactiviteit.

- 2 765 werden toegestaan (92,4 %);
- 203 werden geweigerd (6,8 %);
- 24 aanvragen zijn niet-ontvankelijk verklaard (0,8 %).

4. Andere

In de andere categorieën werden voor de beschouwde periode de volgende aantallen visa toegekend:

- adoptie: 3 711;
- machtiging tot voorlopig verblijf op grond van de artikelen 9 en 13 van de wet van 15 december 1980: 311;
- au pairs: 1 425;
- renteniers: 36;
- missionarissen: 372;
- beurzen: 3 696;
- recht op terugkeer: 17;
- samenwoning (sinds 1997): 116;
- andere: 67.

5. Visa afgegeven door de diplomatieke posten

De Belgische diplomatieke posten hebben zonder onderscheid van categorie de volgende aantallen afgegeven:

- 129 776 visa in 1995;
- 133 926 visa in 1996;
- 145 637 visa in 1997;
- 146 357 visa in 1998;

(gegevens voor 1999 tot op heden nog niet beschikbaar).

ANNEXE 15

**NOTEDU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA COOPÉRATION DU
DÉVELOPPEMENT, M. BOUTMANS DU 9 DÉCEMBRE
1999**

**COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MIGRATION:
ÉVALUATION DES «PROJETS DE RETOUR»**

I. Le cadre

La migration s'explique surtout par la différence qui existe entre les pays d'origine et les pays d'accueil. Celui qui grandit dans un pays pauvre possède en général nettement moins de chances de s'épanouir que celui qui grandit dans un pays prospère. Ce gouffre entre pauvres et riches signifie :

1. Des relations commerciales et économiques injustes : les pays riches se protègent contre la concurrence des pays pauvres ; les pays pauvres sont de plus en plus désarmés face à la concurrence des pays riches.

2. La hausse de la pression démographique (un accroissement important de la démographie dans les pays pauvres, une croissance plus lente ou une baisse dans les pays riches) qui est à la fois une conséquence et une cause de la pauvreté (dans les pays pauvres, un nombre important d'enfants, dont beaucoup meurent en bas âge, signifie une sécurité sociale pour les parents).

3. Une recrudescence des catastrophes naturelles et écologiques : des phénomènes naturels comme les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, etc. touchent plus de monde car, ces dernières années, le nombre de régions surpeuplées va croissant ; de plus, des catastrophes comme la désertification et les inondations, s'intensifient — il est évident que l'effet de serre y joue un rôle important (et est à nouveau dû aux rejets de gaz très élevés des pays prospères industrialisés). La pauvreté est, dans ce cas, aussi bien une cause qu'une conséquence : les pays qui ne disposent pas de moyens financiers pour investir dans des travaux d'infrastructure importants, comme les digues, les barrages, les écluses et les lacs artificiels, sont plus touchés par la sécheresse et les difficultés causées par l'eau.

4. Les guerres et les conflits internes, les dictatures et l'injustice interne rendent de nombreux endroits sur terre peu attrayants — des pays plus ou moins démocratiques, où règne une paix stable, progressent. Très souvent, le bien-être est associé à une gestion stable et raisonnée, la pauvreté, par contre, à la guerre et à l'oppression. Les causes et les conséquences en sont étroitement liées.

5. La communication mondiale permet aux personnes des régions pauvres d'avoir accès à l'information sur la différence de bien-être — et de découvrir qu'ils ont, par ailleurs, une image très faussée du monde occidental (leur idée du monde riche est déterminée en grande partie par les «soaps» et la publicité — et non par des informations objectives, qui sont par ailleurs liées au niveau d'enseignement général de la communauté. Dans les pays pauvres, ce niveau d'enseignement est en général très faible). La mobilité accrue permet à plus de personnes de migrer, ne fut-ce que temporairement ou de façon continue, que ce n'était le cas il y a quelques dizaines d'années.

II. Conclusions pour la Coopération au développement

Cette brève analyse contient quelques conclusions vis-à-vis de la Coopération au développement :

1. L'approche la plus réaliste pour éliminer les causes de la migration est le travail sur la différence entre pauvres et riches (au niveau mondial).

BIJLAGE 15

**NOTA VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, DE HEER BOUTMANS D.D.
9 DECEMBER 1999**

**ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MIGRATIE:
EVALUATIE VAN DE «TERUGKEERPROJECTEN»**

I. Kader

Migratie vindt zijn oorzaak vooral in de ongelijkheid tussen de landen van herkomst en de landen van bestemming. Wie in een arm land opgroeit, heeft over het algemeen aanzienlijk minder ontwikkelingskansen dan wie in een welvarend land opgroeit. Die kloof tussen arm en rijk neemt nog toe door :

1. onrechtvaardige handels- en economische verhoudingen : rijke landen beschermen zich tegen de concurrentie van arme landen ; arme landen worden hoe langer hoe meer ontwapend tegen concurrentie van rijker landen ;

2. toenemende bevolkingsdruk (sterk toenemende bevolking in arme landen, tragere groei of daling in de rijker landen), die zowel gevolg als oorzaak is van armoede (in arme landen is een groot aantal kinderen, waarvan er velen op jonge leeftijd sterven, vaak de enige vorm van sociale zekerheid voor de ouders) ;

3. toename van natuur- en ecologische rampen : natuurfenomenen zoals aardbevingen, vulkaanuitbarstingen, enz., treffen meer mensen omdat meer gebieden dicht bewoond zijn ; bovendien nemen rampen als verwoesting en wateroverlast de laatste jaren toe ; van beide staat vast dat het broekaseffect er een belangrijke rol in speelt (en dat wordt dan zelf weer veroorzaakt door de uitstoot van gassen, die vooral in de geïndustrialiseerde weltaartslanden zeer hoog is). Ook hier is armoede oorzaak en gevolg tegelijkertijd : landen die geen geld hebben om grote infrastructuurwerken zoals dijken, dammen, sluizen en stuwdammen te bouwen, worden zwaarder getroffen door wateroverlast en droogte ;

4. oorlogen en interne conflicten, dictaturen en intern onrecht maken veel plaatsen op de aardbol onaantrekkelijk — min of meer democratisch bestuurde landen, waar stabiele vrede heerst gaan erop vooruit. Heel dikwijls gaat welvaart samen met stabiliteit en redelijk bestuur, armoede daarentegen met oorlog of onderdrukking. Oorzaak en gevolg zijn daarbij ook weer moeilijk uit elkaar te houden ;

5. De wereldwijde communicatie maakt dat mensen in armere regio's toegang hebben tot informatie over het verschil in welvaart — en dat ze bovendien een erg vertekend beeld hebben van de westerse wereld (hun idee van de rijke wereld wordt grotendeels bepaald door soaps en reclame, en niet door objectieve informatie, die trouwens samenhangt met het algemene onderwijsniveau van een gemeenschap. In arme landen is ook dat over het algemeen laag). De toegenomen mobiliteit maakt dat migratie, ook tijdelijke en zelfs herhaalde migratie, een te overwegen mogelijkheid is voor veel meer mensen dan enkele decennia geleden.

II. Conclusies voor de Ontwikkelingssamenwerking

Deze summiere analyse houdt ten aanzien van Ontwikkelingssamenwerking enkele conclusies in :

1. Werken aan het verschil tussen arm en rijk (mondiaal bekennen) is de meest realistische aanpak om de oorzaken van migratie weg te werken.

Une information plus précise dans les pays d'origine peut, à une plus petite échelle, également y contribuer.

La Coopération au développement en est une partie (importante). La lutte contre les mécanismes commerciaux, politiques et économiques, qui empêchent les pays pauvres de faire des efforts par eux-mêmes, est encore plus importante.

Nous pouvons débattre sur le fait que les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce soient plus importantes que l'aide au développement. Selon la position du gouvernement belge, ces intérêts doivent être défendus de manière suffisante. Par conséquent, cette position est rappelée avec insistance.

2. Au regard des causes qui ont été esquissées dans les paragraphes précédents, il apparaît que la Coopération au développement doit, en outre, s'engager dans plus de domaines, que prévus dans la conception traditionnelle.

Elle doit donc :

- contribuer à la prévention des conflits et à la réhabilitation après les conflits;
- coopérer à une politique démographique efficace (planning familial). Cette politique a des liens avec la politique générale de la santé et avec le rôle des hommes et des femmes dans la société;
- coopérer à la prévention de catastrophes environnementales — il y a un lien étroit entre les facteurs économiques et écologiques. Les pays riches ont dans les deux cas une grande responsabilité;
- contribuer à la stabilisation et à la démocratisation.

3. La Coopération au développement est donc surtout importante dans la lutte contre les causes de l'immigration incontrôlée.

Dans la mesure où le développement durable peut apporter une contribution à cet égard, dans les pays en voie de développement, il peut également créer, comme effet secondaire, une diminution de la pression migratoire.

Dans la majorité des cas, l'effet ne se voit qu'à long terme. En outre, la relation n'est pas d'un sur un. Parfois, la Coopération internationale et la solidarité peuvent contribuer à la diminution des flux de migration, à très court terme. La prévention d'une guerre ou la participation à sa solution ou encore l'aide à la démocratisation d'un régime dictatorial ou autoritaire, de manière pacifique, peuvent avoir cet effet. Une coopération peut avoir un certain sens même à l'égard de pays qui sont relativement développés et qui peuvent être considérés comme démocratiques (les Tsiganes de l'Europe de l'Est dans une politique générale des Tsiganes).

4. Dans la mesure où la Coopération au développement lutte toujours plus, et surtout de manière plus efficace, contre la pauvreté et contre les autres causes de la migration, il paraît toujours plus évident que celle-ci peut amener une diminution de la pression migratoire. Les interventions de la Coopération au développement doivent pour cette raison être pertinentes au développement, c'est-à-dire être utiles pour l'amélioration des conditions de vie dans les pays partenaires.

III. La tâche de la Cooperation au développement

Il n'appartient traditionnellement pas à la Coopération au développement de s'occuper du rapatriement des étrangers qui résident dans notre pays soit de manière illégale, soit comme demandeurs d'asile, soit comme réfugiés reconnus ou encore comme migrants installés dans notre pays.

En effet, le retour en tant que tel n'est pas pertinent au développement parce qu'il n'améliore en aucun cas la situation que ces migrants ont justement voulu fuir.

Une exception peut éventuellement être faite à l'égard des boursiers (et d'autres étudiants) des pays pauvres. S'ils restent ici (et

In mindere mate kan juistere informatieverstrekking in de herkomstlanden eveneens een bijdrage leveren.

Ontwikkelingssamenwerking is daar een (belangrijk) onderdeel van; nog belangrijker is het bestrijden van handels-, politieke en economische mechanismen die de arme landen beletten op eigen kracht bij te benen.

Er is veel voor te zeggen dat de onderhandelingen in de Wereldhandelsorganisatie van groter belang zijn dan ontwikkelingshulp; het standpunt van de Belgische regering is dat die belangen voldoende verdedigd moeten worden. Aan dit standpunt wordt hier dan ook met grote nadruk herinnerd.

2. Gelet op de hierboven geschetste oorzaken moet Ontwikkelingssamenwerking daarbij ook op meer domeinen betrekking hebben dan in de traditionele opvatting het geval was.

Zo moet zij:

- bijdragen tot conflictpreventie en wederopbouw na conflicten;
- mee bouwen aan een efficiënte bevolkingspolitiek (geboorte-regeling), wat raakpunten heeft met algemene gezondheidspolitiek en met de rol van mannen en vrouwen in de maatschappij;
- meewerken aan het voorkomen van milieurampen — er is een hechte band tussen economische en ecologische factoren, en in beide dragen de rijke landen een zeer grote verantwoordelijkheid;
- bijdragen aan de opbouw van stabilisatie en democratisering.

3. Ontwikkelingssamenwerking is dus vooral van belang bij het bestrijden van de oorzaken van wilde immigratie.

Naarmate zij aan duurzame ontwikkeling kan bijdragen in de ontwikkelingslanden, kan zij als neveneffect ook een vermindering van de migratiestroom tot stand brengen.

Meestal is dat alleen op lange termijn te verwachten, en bovendien is de relatie nooit één op één. Soms kan er door internationale samenwerking en solidariteit op vrij korte termijn een vermindering van vluchtelingenstromen worden verkregen: een oorlog voorkomen of helpen oplossen, een dictatoriaal of autoritaar regime op vreedzame wijze helpen democratizeren kan dat effect hebben. Zelfs ten aanzien van relatief ontwikkelde landen die als eerder democratisch worden beschouwd, kan samenwerking zinvol zijn (Oost-Europese zigeuners in een algemene zigeunerpolitiek).

4. Hoe meer en vooral: hoe beter de Ontwikkelingssamenwerking armoede en andere oorzaken van migratie bestrijdt, hoe groter de kans is dat zij kan leiden tot een vermindering van de migratiestroom. Interventies van Ontwikkelingssamenwerking moeten daarom «ontwikkelingsrelevant» zijn — dit wil zeggen nuttig voor de verbetering van de levensomstandigheden in het partnerland.

III. De taak van Ontwikkelingssamenwerking

Buitenlanders die hier zijn — of het nu illegaal is, als asielzoeker of als erkend vluchteling of als gevestigd migrant — naar hun land doen terugkeren of ze repatriëren behoort niet tot de normale taken van Ontwikkelingssamenwerking.

Iimmers: die terugkeer is op zichzelf niet ontwikkelingsrelevant, want hij leidt absoluut niet tot een verbetering van de situatie die de immigrant juist heeft willen ontvluchten.

Een uitzondering kan wellicht gemaakt worden ten aanzien van bursalen (en andere studenten) uit arme landen. Als ze hier blijven

exercent un métier qui peut éventuellement correspondre à la formation qu'ils ont reçue), ils omettent de contribuer au développement de leur propre pays (fuite des cerveaux). Le fait qu'ils ne retournent pas dans leur pays entraîne un appauvrissement de leur pays d'origine, surtout si leurs études ont été payées partiellement ou intégralement par les autorités publiques — et d'autant plus si leurs études ont été payées par les fonds de la Coopération internationale.

IV. Les initiatives de la Cooperation au développement

Néanmoins, un certain nombre d'initiatives ont été financées par le budget de la Coopération au développement et encadrées, en outre, par l'administration de l'AGCD — actuellement DGCI.

Ces initiatives s'inscrivent en grande partie dans l'approche de l'Organisation internationale pour la migration (OIM).

Cette contribution s'inscrit dans la politique belge et européenne de migration, dans laquelle un des objectifs est le retour sur base volontaire des migrants.

Le financement par la Coopération au développement se justifie par la présence d'un nombre important de réfugiés et de demandeurs d'asile originaires des pays du tiers monde.

Les initiatives financées par la DGCI s'adressent donc également à ce groupe-cible.

Étant donné que les Affaires intérieures et le secteur de l'Intégration sociale étaient, jusqu'à présent, chargés de la politique de migration et que la coopération internationale n'y était que très peu impliquée, la connaissance et le savoir-faire de la DGCI sont encore assez limités en cette matière.

La subvention implique:

1. les programmes de retour (AB 54.27.35.23.91 — «Appui social et culturel aux boursiers»);
2. des stages groupés pour les participants qui se trouvent déjà en Belgique (AB 54.27.35.64.26 «stages groupés internationaux organisés à l'initiative d'organisations de droit privé»).

1. Les programmes de retour

L'objectif des programmes de retour

- la sensibilisation/motivation des candidats autour des aspects positifs du retour (dignité);
- encouragement au retour volontaire;
- la réintégration économique dans la société locale en créant des entreprises à petite échelle et économiquement rentables;
- le transfert de connaissances vers le pays d'accueil et la promotion de l'emploi.

Ou'entend-on par programme de retour?

- publicité et sensibilisation concernant ce programme;
- sélection, accueil et encadrement des candidats;
- formation spécifique en Belgique (au sujet de la création d'une entreprise), sélection de projets et encadrement;
- organisation du retour;
- le partenariat a déjà été partiellement établi avec des partenaires locaux en vue de l'accueil et de l'encadrement sur le terrain, en d'autres termes, l'intégration (l'emploi et/ou la création de micro-projets);
- suivi, évaluation et redressement du programme.

(en eventueel een al dan niet aan hun scholing beantwoordend beroep uitoefenen) laten ze na een bijdrage te leveren tot de ontwikkeling van hun land (brain drain). Zeker wanneer hun studie geheel of gedeeltelijk door de overheid is betaald — en nog meer als ze met ontwikkelingsgeld is betaald — houdt het feit dat ze niet terugkeren een verarming in van hun land van oorsprong.

IV. Initiatieven van Ontwikkelingssamenwerking

Toch zijn er, ondersteund door de begroting Ontwikkelingssamenwerking, een aantal initiatieven genomen, die bovendien door de administratie van het ABOS — nu DGIS — begeleid werden.

Deze initiatieven passen grotendeels in de aanpak van de Internationale Organisatie voor migratie (IOM).

Die bijdrage kadert in het Belgisch en Europees migrantenbeleid waarin de terugkeer van migranten, op vrijwillige basis, één van de doelstellingen vormt.

De financiering binnen de Ontwikkelingssamenwerking wordt verantwoord door de aanwezigheid van een aanzienlijk aantal vluchtelingen en asielzoekers afkomstig uit de landen van de derde wereld.

De door DGIS gefinancierde initiatieven richten zich dan ook tot deze doelgroep.

Aangezien het migrantenbeleid tot nu toe grotendeels tot het werkingsveld behoorde van de departementen Binnenlandse Zaken en Sociale Integratie en aangezien de internationale samenwerking daarbij slechts in zeer beperkte mate betrokken werd, is de kennis en expertise van de administratie terzake nog vrij beperkt.

De subsidiëring omvat:

1. De terugkeerprogramma's (BA 54.27.35.23.91 — «Maatschappelijke en culturele hulp aan bursalen»);
2. Groepsstages voor deelnemers die zich reeds in België bevinden (BA 54.27.35.64.26 — «Internationale groepsstages op initiatief van privaatrechtelijke organisaties»).

1. De terugkeerprogramma's

Doel van de terugkeerprogramma's:

- sensibilisering/motivering van kandidaten rond de positieve aspecten van terugkeer (waardigheid);
- terugkeer op vrijwillige basis stimuleren;
- economische reïntegratie in de lokale maatschappij door het creëren van kleinschalige, economisch rendabele bedrijfjes;
- het bevorderen van kennisoverdracht naar het ontvangende land en tewerkstelling.

Wat wordt verstaan onder terugkeerprogramma'?

- bekendmaking en sensibilisering omtrent het programma;
- selectie, opvang en begeleiding van de kandidaten;
- specifieke vorming in België (met betrekking tot het oprichten van een onderneming), projectselectie en begeleiding;
- organisatie van de terugkeer;
- een partnerschap werd reeds gedeeltelijk opgebouwd met lokale partners met het oog op de opvang en de begeleiding op het terrein, met andere woorden de integratie (tewerkstelling en/of het creëren van kleinschalige microprojecten);
- opvolging, evaluatie en bijsturing van het programma.

Situation actuelle

Ces projets ont déjà dépassé la phase d'essai, en collaboration avec l'OCIV et le CIRÉ(1), et ont été confrontés à de nombreux problèmes de lancement (critères de sélection inadaptés, problèmes administratifs au cours de la formation, adaptation des formations aux nécessités du groupe-cible, manque de réseaux locaux pour le suivi des candidats).

Une attention plus particulière doit être prêtée :

- à une gestion visant des résultats concrets;
- à une autre approche concernant les formations en Belgique (faire appel d'une manière plus fréquente aux réseaux de formation existants plutôt qu'à l'organisation de formations groupées);
- à l'élaboration plus prononcée de réseaux locaux et de procédures locales de suivi.

En outre, une concertation plus prononcée est requise entre les organisations qui élaborent les programmes, afin de déterminer une certaine répartition du travail (les décisions concernant la sélection des candidats, l'organisation de formations, la répartition des terres, les partenaires communs).

Propositions de l'administration

1. Étant donné que :

- l'organisation des programmes de retour est assez complexe et que des organisations bien structurées sont indispensables pour atteindre ce but,
- le volet «réintégration» doit obligatoirement être lié au retour (sans possibilité de réintégration, un retour des candidats n'est pas crédible),
- la disposition de réseaux et de contacts avec des partenaires locaux fiables est nécessaire,
- l'expérience de la plupart des organisations qui souhaitent élaborer des programmes de retour (par exemple YMCA, et Mosaïque), se limite à un travail sur les migrants en Belgique (formation, encadrement); d'autre part, ces organisations manquent d'expérience dans le tiers monde et de réseaux locaux dans les pays concernés,
- la capacité de gestion au sein de l'administration et les crédits disponibles ne permettent pas de répondre à toutes les demandes,

il est proposé de maintenir le CIRÉ et l'OCIV comme organisations coupole et d'orienter les autres organisations vers elles.

2. Vu la complexité de la problématique des réfugiés et de l'asile, la Coopération au développement n'a qu'une seule tâche dans la mesure où le groupe-cible (les pays du tiers monde) est touché. Autrement, il y aurait une confusion évidente avec le champ de travail des autres départements (Intégration sociale, Affaires intérieures).

Dans le passé, le choix s'orientait clairement vers les habitants et les personnes originaires des pays en voie de développement et plus spécifiquement des pays partenaires (les pays du tiers monde). L'ex-Yugoslavie et les pays du bloc de l'Est n'étaient pas repris comme groupe-cible de la Coopération au développement. Cela a également été discuté au départ des programmes avec l'OCIV et le CIRÉ.

Une ouverture de ces programmes aux pays du bloc de l'Est pourrait signifier — vu le nombre croissant de réfugiés et de demandeurs d'asile — que le tiers monde devienne assez rapidement

Stand van zaken:

Deze projecten hebben een proefphase doorlopen in samenwerking met OCIV en CIRE(1). Er zijn veel opstartproblemen geweest (onaangepaste selectiecriteria, administratieve problemen tijdens de opleiding, aanpassing van opleidingen aan de noden van de doelgroep, te weinig lokale netwerken voor de opvolging van de kandidaten).

Thans dient meer aandacht uit te gaan naar :

- een resultaatgericht beheer;
- een andere aanpak inzake opleidingen in België (meer beroep doen op bestaande opleidingsnetwerken in plaats van groepsopleidingen te organiseren);
- betere uitbouw van de lokale netwerken en lokale opvolgingsprocedures.

Bovendien is meer overleg tussen de organisaties die de programma's inrichten wenselijk teneinde een zekere werkverdeling vast te leggen (afspraken betreffende de selectie van de kandidaten, de organisatie van vormingen, landenverdeling, gemeenschappelijke partners, ...).

Voorstellen van de administratie

1. Aangezien :

- de organisatie van terugkeerprogramma's vrij complex is en goed gestructureerde organisaties hiervoor noodzakelijk zijn;
- het luik reïntegratie essentieel moet verbonden zijn met terugkeer (onder mogelijkheid tot reïntegratie is terugkeer voor de kandidaten niet geloofwaardig);
- het bestaan van netwerken en contacten met goede lokale partners noodzakelijk is;
- voor de meeste organisaties die terugkeerprogramma's wensen te organiseren (zoals YWCA en Mozaïek) de ervaring beperkt is tot migrantenwerking in België (vorming, begeleiding), zodat ze onvoldoende ervaring hebben en ook niet beschikken over netwerken in de landen van de derde wereld;
- noch de beheerscapaciteit binnen de administratie, noch de beschikbare kredieten het mogelijk maken om alle aanvragen te beantwoorden;

wordt voorgesteld om de bestaande koepelorganisaties CIRE en OCIV te behouden en andere organisaties naar hen door te verwijzen.

2. Binnen de complexiteit van de vluchtelingen- en asielproblematiek heeft ontwikkelingssamenwerking slechts een taak in de mate dat we onze doelgroep kunnen bereiken (derde wereldlanden). Zoniet is er een duidelijke vermindering met de bevoegdheidsgebieden van andere departementen (Sociale Integratie — Binnenlandse Zaken).

In het verleden werd duidelijk de keuze gemaakt naar inwoners en mensen afkomstig uit ontwikkelingslanden en meer specifiek de partnerlanden (derde wereldlanden). Ex-Joegoslavië en de Oostbloklanden waren niet opgenomen als doelgroep van de ontwikkelingssamenwerking. Dit werd ook bij de aanvang van de programma's afgesproken met OCIV en CIRÉ.

Een openstelling van de programma's voor landen van het Oostblok zou — gezien het toenemend aantal vluchtelingen/asielzoekers — kunnen betekenen dat de derde wereld vrij vlug

(1) OCIV: Overlegcentrum integratie vluchtelingen.
CIRÉ: Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers.

(1) OCIV: Overlegcentrum integratie vluchtelingen.
CIRE: Coordination et Initiatives pour réfugiés et étrangers.

ment minoritaire au sein de ces programmes, ce qui ne peut être l'objectif.

En outre, la limitation du mandat de la Coopération au développement aux pays en voie de développement, implique que la DGCI ne connaît pas les pays du bloc de l'Est.

3. Le retour, en tant que tel, n'offre aucune solution structurelle au problème. Les réfugiés et les demandeurs d'asile désirent, en premier lieu, rester ici, à moins que de meilleures chances d'avenir ne leur soient offertes dans leur propre pays. La réintégration est le stimulant le plus important pour initier le retour. Ce volet est par conséquent essentiel.

Le retour, en tant que tel, fait, en effet, partie des tâches de l'OIM.

2. Des stages groupés pour les participants qui se trouvent déjà en Belgique

De quoi s'agit-il?

Ce sont des formations courtes au sujet de l'apprentissage des aptitudes techniques (par exemple des techniques informatiques de base, des cours de langue, la réparation de vélos, des cours de couture, des cours de soins de santé primaires, ...). Les subsides couvrent uniquement les coûts de la formation et, dans des cas précis, les frais administratifs (les directives concernant les stages groupés internationaux peuvent être interprétées d'une manière souple).

Objectif

Donner aux réfugiés et aux demandeurs d'asile un moyen d'intégration professionnelle (économique).

Qui organise les formations ?

Des institutions de droit privé (aucune institution universitaire ou scientifique) avec au moins deux ans d'expérience dans les activités de formation qu'ils souhaitent organiser (entre autres Rode Kruis Vlaanderen/Croix-Rouge de Belgique, YMCA, Collectif des Femmes).

En 1999, la Rode Kruis Vlaanderen/Croix-Rouge de Belgique a été désignée comme organisation couple pour l'élaboration d'un programme de formation pour demandeurs d'asile dans des centres d'accueil ouverts de la Croix-Rouge et dans le centre fédéral pour demandeurs d'asile, aussi bien pour la Flandre, Bruxelles et la Wallonie. À cet égard, une convention a été conclue.

Groupe cible

Les participants sont des réfugiés, des demandeurs d'asile, des femmes et des boursiers originaires de pays en voie de développement.

Propositions de l'administration

1. Bien que l'administration préconise une limitation des participants des pays du tiers monde, une exception limitée est accordée en tenant compte de la réalité.

Dans les centres de réfugiés, il est difficile de défendre le fait que d'autres personnes participent également à la formation. Il est néanmoins souhaitable de maintenir les décisions qui ont été prises jusqu'à présent, en tenant notamment compte du fait que la majorité des participants vient des pays du tiers monde.

2. Il faudrait respecter l'objectif (aptitudes techniques et perfectionnement en vue d'un emploi): en effet, il existe bon nombre d'initiatives qui veulent «faire quelque chose» en faveur des réfugiés.

geminoriseerd wordt binnen deze programma's, wat niet de bedoeling kan zijn.

Bovendien betekent de beperking van het mandaat van Ontwikkelingssamenwerking tot de ontwikkelingslanden dat DGIS de Oostbloklanden ook niet kent.

3. Terugkeer als dusdanig biedt geen enkele structurele oplossing voor het probleem. Vluchtelingen en asielzoekers wensen in de eerste plaats hier te blijven, tenzij hen betere toekomstkansen kunnen worden geboden in hun eigen land. De reïntegratie is de belangrijkste stimulans om de terugkeerstap te zetten. Dit is bijgevolg een essentieel luik.

Terugkeer zonder meer behoort immers tot de taken van OIM, niet van Ontwikkelingssamenwerking.

2. Groepsstages voor deelnemers die zich reeds in België bevinden

Definitie

Het gaat om korte opleidingen voor het aanleren van technische vaardigheden (bijvoorbeeld basiscomputertechnieken, taalcursussen, fietsreparaties, naaicursussen, eerstelijnsgezondheidscursussen, ...). De toelage dekt enkel de vormingskosten en in beperkte mate de administratiekosten (de richtlijnen met betrekking tot internationale groepsstages zijn op een soepele manier van toepassing).

Doel

Aan vluchtelingen en asielzoekers een middel in handen geven tot professionele (economische) integratie.

Wie organiseert de vormingen ?

De vormingen worden georganiseerd door privaatrechtelijke instellingen (geen universitaire of wetenschappelijke instellingen) met minstens twee jaar ervaring met betrekking tot de vormingsactiviteiten die ze wensen te organiseren (onder andere Rode Kruis Vlaanderen/Croix Rouge de Belgique, YWCA, Collectif des Femmes).

In 1999 werd het Rode Kruis Vlaanderen/Croix Rouge de Belgique als koepelorganisatie aangeduid voor het organiseren van een vormingsprogramma in open opvangcentra van het Rode Kruis voor asielzoekers en in de federale centra voor asielzoekers, zowel voor Vlaanderen, Brussel en Wallonië. Daarvoor werd een overeenkomst afgesloten.

Doelgroepen

De deelnemers zijn vluchtelingen, asielzoekers, vrouwen en bursalen afkomstig uit ontwikkelingslanden.

Voorstellen van de administratie

1. Hoewel Ontwikkelingssamenwerking voorstander is van een beperking tot deelnemers uit derde wereldlanden wordt een beperkte uitzondering toegestaan, rekening houdende met de realiteit:

In vluchtingencentra kan deelname door andere, niet uit de derde wereld afkomstige, vluchtelingen moeilijk geweigerd worden. Niettemin is het wenselijk de afspraken die tot nu toe gemaakt werden, te handhaven, met name dat de meerderheid van de deelnemers uit derde wereldlanden dient te komen.

2. De doelstelling (professionele vaardigheden en vervolmaking met het oog op tewerkstelling) wordt het best behouden, gezien de wildgroei van allerlei voorstellen om toch «iets te doen» voor vluchtelingen.

La Coopération au développement souhaite que ces formations se situent dans le cadre d'une politique de retour.

Si nous acceptons l'objectif « intégration en Belgique », où faut-il marquer la limite des activités financées par le « département de l'Intégration et de l'Économie sociale » de celles financées par le « département des Affaires intérieures » ?

Ont-ils l'intention de combler leur budget par celui de la Coopération internationale (par exemple par le biais des centres de réfugiés fédéraux) ?

3. Les activités

Vu le nombre croissant d'organisations qui offrent des cours de formation, il faut en limiter le nombre.

Une subvention qui ne finance que les frais de personnel et de fonctionnement (bien que l'ASBL « San Damiano » organise des cours de formation) ne devrait pas être prise en considération dans ce volet de l'allocation de base.

Les crédits disponibles incitent, en effet, à limiter les initiatives.

4. Dans le cadre de la convention qui vient d'être signée, il est préférable que la Croix-Rouge soit la seule organisation responsable des formations dans les centres de réfugiés.

La Croix-Rouge peut éventuellement faire appel à d'autres organisations (professeurs) pour assurer la formation. Une approche coordonnée et uniforme augmente le taux du succès de toute l'initiative en tant que telle.

Remarquons que nous nous trouvons sur le territoire d'actions d'autres départements. La subvention de formations dans les centres fédéraux pour réfugiés et demandeurs d'asile, est-elle, par ailleurs, souhaitable ?

Il est proposé d'accorder une attention particulière au développement et au succès de ces formations en 1999 et en 2000, afin de voir si un financement analogue se justifie.

D'autres formations, en dehors des centres de réfugiés, sont acceptables si elles répondent de manière optimale à l'objectif préconisé (voir point 3).

5. La problématique des centres fermés est de nature à compliquer l'élaboration d'un programme de formation structuré ou de projets de retour volontaire dans ces centres.

Il existe un réel danger que les efforts considérables, qui doivent être faits en centres ouverts pour motiver les participants aux cours, ne soient pas une priorité dans les centres fermés.

Il s'agit probablement plus d'occuper les réfugiés que de leur donner des aptitudes professionnelles (ce qui ne correspond pas à notre objectif).

En outre, un support aux centres fermés pourrait laisser sous-entendre qu'un retour obligé est préconisé.

V. Évaluation

Le rapatriement en tant que tel, par exemple la prise en charge des frais de voyage, n'a pas été financé par la DGCI (mais bien par l'VOIM).

En référence aux programmes mentionnés et aux propositions politiques en cette matière, l'assistance offerte par la DGCI devrait se limiter aux activités actuelles, avec une mention spécifique pour la philosophie et les objectifs de base, à savoir :

- le soutien au retour volontaire;

Ontwikkelingssamenwerking wenst ook deze vormingen te plaatsen in het licht van het « terugkeerbeleid ».

Indien we als doelstelling « integratie in België » aanvaarden, waar ligt dan de grens met de activiteiten die worden gefinancierd door het departement van Sociale Integratie en Sociale Economie en het departement van Binnenlandse Zaken.

Kan het de bedoeling zijn dat tekorten in hun budget aangevuld worden door Internationale Samenwerking (bijvoorbeeld via de federale vluchtelingencentra) ?

3. De activiteiten

Gezien de wildgroei aan organisaties die cursussen aanbieden is beperking noodzakelijk.

De subsidieregeling waarbij uitsluitend de financiering van werkings- of personeelskosten gevraagd wordt (ook al wordt er vorming gegeven — bijvoorbeeld de VZW San Damiano) wordt beter niet in aanmerking genomen op deze basisallocatie.

De beschikbare kredieten nopen overigens tot beperking.

4. Gezien de overeenkomst die inmiddels afgesloten werd, is het wenselijk dat enkel het Rode Kruis verder instaat voor vormingen in vluchtelingencentra.

Het Rode Kruis kan eventueel een beroep doen op andere organisaties (lesgevers) om opleiding te geven, maar een gecoördineerde en eenvormige aanpak verhoogt het slaagpercentage van de hele opzet.

Er wordt opgemerkt dat Ontwikkelingssamenwerking zich ook hier in het vaarwater begeeft van andere departementen. Is betoelaging van vormingen in federale centra voor vluchtelingen en asielzoekers wenselijk ?

Voorgesteld wordt bijzondere aandacht te besteden aan het verloop en succes van deze vormingen in 1999 en 2000 om te zien of financiering op dezelfde wijze verantwoord is.

Andere vormingen buiten vluchtelingencentra zijn aanvaardbaar indien zij maximaal beantwoorden aan de doelstellingen (zie punt 3).

5. De problematiek van de gesloten centra is van die aard dat het moeilijk is een gestructureerd opleidingsprogramma of vrijwillige terugkeerprojecten in die centra op te zetten.

Aangezien reeds aanzienlijke inspanningen moeten geleverd worden in open centra om de deelnemers te motiveren om de lessen bij te wonen, wordt gevreesd dat dit geen prioriteit is in de gesloten centra.

Hier gaat het vermoedelijk meer om het verschaffen van « een nuttige bezigheid » dan om professionele vaardigheden, wat niet overeenstemt met de doelstelling van Ontwikkelingssamenwerking.

Bovendien zou ondersteuning van gesloten centra de indruk kunnen wekken dat de gedwongen terugkeer ondersteund wordt.

V. Beoordeling

Repatriëring als dusdanig (bijvoorbeeld ter beschikking stellen van reisgelden) werd door DGIS niet gefinancierd (wel door OIM).

Verwijzend naar de hier vermelde programma's en de beleidsvoorstellen terzake, zou de DGIS-bijstand het best beperkt worden tot de huidige activiteiten met een duidelijke vermelding van de filosofie en de doelstellingen die eraan ten grond liggen, te weten :

- ondersteuning van « vrijwillige » terugkeer;

- l'organisation d'activités de formation professionnelle;
- la promotion de la réintégration dans le pays d'origine.

Dans le cadre de la position gouvernementale vis-à-vis de la politique d'asile et de migration et à la demande du gouvernement, on a tenté de déterminer si ces initiatives ont abouti à des résultats satisfaisants et de dégager les possibilités qui peuvent être employées dans l'avenir.

Le 13 octobre 1999, le secrétaire d'État à la Coopération au développement, Eddy Boutmans, a été interrogé par la commission des Affaires intérieures du Sénat. Cette dernière demandait à Eddy Boutmans de fournir une évaluation de ces initiatives.

D'autres discussions ont eu lieu avec l'administration et des représentants des organisations non gouvernementales qui sont impliquées dans ces programmes.

Une concertation commune s'est tenue le 28 octobre entre le secrétaire d'État et quelques membres de son cabinet, des fonctionnaires de la DGCI (ex-AGCD), des membres du cabinet des Affaires intérieures, des membres du cabinet des Affaires extérieures, des membres du cabinet de l'Intégration sociale, des représentants de l'OIM, du CIRÉ, d'ITECO, d'UCL-CEDAF, d'ENDA-Tiers monde, d'OCIV, de la «Rode Kruis-Vlaanderen», de la Croix-Rouge de Belgique, et du «Centre pour l'égalité des chances et de la lutte contre le racisme».

Les conclusions principales sont :

— L'aspect «formation générale et professionnelle» des demandeurs d'asile est le plus élaboré (ces formations sont appelées officiellement «stages groupés internationaux» afin de pouvoir les imputer au budget de la Coopération internationale; cette formation est donnée dans le centre d'asile ouvert).

Le succès de cette initiative est surtout dû à l'intérêt que bon nombre de demandeurs d'asile lui portent en vue de leur séjour en Belgique. Ils ne la considèrent pas comme une motivation au retour. La pertinence au développement est limitée car il n'est pas sûr que les personnes concernées veuillent retourner dans leur pays d'origine, bien qu'elles soient obligées de le faire. En cas de retour, leur formation augmente, dans une certaine mesure, leur position dans leur pays d'origine. Mais il est difficile d'évaluer dans quelle mesure ceci contribue également au développement de leur pays.

Ce ne peut être fort important. Il n'est pas question d'un suivi dans le pays d'origine qui, en outre, est très difficile à organiser.

— Chacun donne une évaluation positive de ces programmes, NON pas parce qu'ils contribuent au développement des pays d'origine et qu'ils facilitent, de manière restreinte, le retour des demandeurs d'asile, mais bien parce qu'il s'agit d'une assistance, évaluée positivement, à des personnes en situation précaire.

Ces programmes préparent les réfugiés qui seront, probablement, finalement admis à un séjour de longue durée dans notre pays. Ils contribuent également au bon fonctionnement des centres de demandeurs d'asile.

— La partie «projets de réintégration» se trouve toujours dans une phase pilote. Il est certain que ces projets n'inciteront jamais à un retour en masse mais ils peuvent contribuer, dans une certaine limite, à un retour humain (surtout pour les personnes motivées) à condition qu'on réussisse à trouver des partenaires dans les pays cibles et qu'on assure un suivi pertinent.

Le groupe cible est composé de personnes qui veulent retourner sur une base volontaire. Celles-ci constatent en effet que leur procédure de demande d'asile a peu de chance d'aboutir. Elles sont par ailleurs lassées de mener une vie illégale ou elles ont tout simplement la nostalgie du pays.

- organisatie van professionele vormingsactiviteiten;
- bevorderen van reïntegratie in het land van oorsprong.

In het raam van het regeringsstandpunt over de asiel- en migratieproblematiek en op vraag van de regering werd nagegaan hoe deze initiatieven tot hiertoe gelopen zijn, en wat de mogelijkheden voor verdere toepassing zijn.

Op 13 oktober 1999 werd de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking door de commissie Binnenlandse Zaken van de Senaat ondervraagd, waarbij hij tevens verzocht werd de Senaat een evaluatie van de bestaande initiatieven te bezorgen.

Met het oog hierop hebben verschillende besprekingen plaatsgevonden met de administratie en met vertegenwoordigers van niet-gouvernementele organisaties die bij de programma's betrokken zijn.

Op 28 oktober 1999 werd een gezamenlijk overleg gehouden tussen de staatssecretaris en enkele leden van diens kabinet, van DGIS, van het kabinet Binnenlandse Zaken, van het kabinet Buitenlandse Zaken, van het kabinet Maatschappelijke Integratie, en van de OIM, CIRÉ, ITECO, UCL-CEDAF, ENDA-Tiers monde, OCIV, Rode Kruis Vlaanderen, Croix Rouge de Belgique, en Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding.

De voornaamste vaststellingen zijn :

— Het aspect «vorming en beroepsopleiding» van asielzoekers (officieel «groepsstages» genoemd, om in de begroting van Ontwikkelingssamenwerking te passen), verstrekt in open asielcentra, is het meest uitgebouwd.

Het succes ervan berust vooral op het gegeven dat veel asielzoekers erin geïnteresseerd zijn met het oog op hun verblijf in België. Zij zien het niet als een aansporing tot terugkeer. De ontwikkelingsrelevantie is beperkt, want — voor zover de betrokkenen inderdaad terug moeten keren, valt nog af te wachten of zij dat ook zullen doen. In dat geval versterkt de ontvangen vorming in zekere mate hun positie in het land van herkomst, maar in welke mate dat ook een bijdrage betekent tot de ontwikkeling van dat land van herkomst valt moeilijk na te gaan.

Enorm kan het niet zijn. Enige followup in het land van herkomst is er niet, en die is ook moeilijk te organiseren.

— Iedereen evaluateert deze programma's positief, maar NIET omdat ze een bijdrage tot de ontwikkeling van de landen van herkomst zouden betekenen, en zelfs maar in beperkte mate omdat ze de terugkeer van asielzoekers vergemakkelijken. Het gaat om positief te waarderen bijstand aan mensen die in een moeilijke situatie verkeren.

De programma's bereiden de vluchtelingen, die uiteindelijk erkend zullen worden, al enigszins voor op een langer verblijf in ons land. Zij dragen ook bij tot de goede gang van zaken in de asielcentra.

— Het onderdeel «reïntegratieprojecten» bevindt zich nog in een proefase. Nu al kan worden gesteld dat het nooit massale terugkeer zal kunnen bereiken, maar dat het op een bescheiden schaal een bijdrage kan zijn tot een menswaardige terugkeer (vooral voor daartoe gemotiveerde mensen), op voorwaarde dat men er voldoende in slaagt partners in de doellanden te vinden en een behoorlijke follow-up te verzekeren.

De doelgroep bestaat uit mensen die vrijwillig terug willen keren omdat ze inzien dat hun asielprocedure geen kans maakt, omdat ze een illegaal leven beu zijn of gewoon omdat ze heimwee hebben.

Une collaboration avec l'OIM s'impose, étant donné que cette organisation est spécialisée dans ce type de programme, qu'elle prend place dans un cadre de migration beaucoup plus important et qu'elle a des contacts dans de nombreux pays. Dans ce contexte, on propose que la Belgique participe, à un niveau approprié, à la rencontre interrégionale qui traitera de la contribution des émigrés au développement de leur pays d'origine (en 2000). La Belgique pourrait fournir une contribution financière ou logistique à cette conférence, qui se pose comme un forum d'échanges d'informations.

— Un vrai programme de réintégration n'a pas de sens par rapport aux personnes des centres fermés.

Un programme d'une telle ampleur ne peut être élaboré endéans quelques jours ou semaines et ce dans une période de grande incertitude. Il est vrai que des «primes de retour» assez importantes pourraient être payées dans leur pays d'origine en échange d'un retour «volontaire» (mot alternatif pour retour forcé). Il appartient néanmoins aux prérogatives des Affaires intérieures d'examiner si cela se justifie et, si c'est le cas, de déterminer à quel stade de la procédure d'expulsion il faudra l'appliquer.

On ne peut employer des fonds de la Coopération au développement pour payer de telles primes s'il n'y a pas d'autre encadrement spécifique. Pour obtenir la garantie que l'argent est dépensé au profit de l'économie ou de la communauté locale, il faut précisément une étude préalable, une collaboration avec les partenaires locaux, etc.

Les programmes de réintégration seront toujours utiles si on propose aux personnes enfermées une prolongation de leur séjour en Belgique — en échange de leur participation.

VI. Prévision provisoire du budget 2000 de la Coopération au développement

Une nouvelle allocation de base 2000 de la Coopération au développement, dans laquelle d'anciens programmes ont été fusionnés et pour laquelle le budget a été augmenté, est inscrite dans ce budget.

Pour les années à venir, on devra examiner ce que la concertation, avec d'autres instances compétentes et à d'autres niveaux de compétences, amènera.

VII. Évaluation des programmes existants

Dans le plan de travail 2000 de l'Évaluateur spécial pour la Coopération au développement, la résolution des programmes de réintégration de réfugiés, dans le cadre de la Coopération au développement, est prévue.

Bruxelles, le 9 décembre 1999.

Samenwerking met OIM is aangewezen, omdat die zich in dit soort programma's specialiseert, ze in een ruimer migratiekader plaatst en contacten in veel landen heeft. In dat verband wordt voorgesteld dat België op een gepast niveau zou deelnemen aan de interregionale bijeenkomst over deelname van emigranten aan de ontwikkeling van hun land van oorsprong (in 2000). België zou aan deze conferentie, waar we vooral informatie kunnen verwerven, financieel of logistiek kunnen bijdragen.

— Ten aanzien van mensen in gesloten centra is een echt reintegratieprogramma niet zinvol.

Op enkele dagen of weken, in grote onzekerheid, valt zo'n programma immers niet uit te bouwen. Wel zouden «terugkeerpremies» van enige omvang kunnen worden uitbetaald in het land van oorsprong in ruil voor «vrijwillige» terugkeer — als alternatief voor dwang. Het behoort evenwel tot de bevoegdheid van Binnenlandse Zaken om na te gaan of dit verantwoord is en zo ja, in welk stadium van de uitwijzingsprocedure.

Voor dergelijke premies ontwikkelingsgeld gebruiken is niet verantwoord als er geen andere omkleding aan wordt gegeven. De nodige garanties bedingen dat het geld effectief in het belang van de lokale economie of samenleving wordt besteed, vereist nu juist voorstudie, samenwerking met partners ter plaatse, enz.

Reintegratieprogramma's zouden eventueel kunnen werken als de opgesloten mensen — in ruil voor deelname — een verlenging van hun verblijf in België wordt voorgesteld.

VI. Voorlopige voorzieningen op de begroting Ontwikkelings-samenwerking 2000

Op de begroting 2000 van Ontwikkelingssamenwerking is een nieuwe basisallocatie ingeschreven, waarin de vroegere programma's zijn samengevoegd en waarvoor het budget is opgetrokken tot 60 miljoen frank.

Voor de volgende jaren zal moeten worden nagegaan wat het overleg met de andere bevoegdheidsniveaus en bevoegde instanties meebrengt.

VII. Evaluatie van de bestaande programma's

In het werkplan 2000 van de Bijzondere Evaluator voor de ontwikkelingssamenwerking is een evaluatie van de reintegratie- en vluchtelingenprogramma's van Ontwikkelingssamenwerking in het vooruitzicht gesteld.

Brussel, 9 december 1999.